

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS
FEVRIER 2016
N°158

Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

SOMMAIRE

	<i>Pages</i>
<u>PARTIE 1</u> : DELIBERATIONS <i>(Conseil du 24 février 2016)</i>	3
<u>PARTIE 2</u> : DECISIONS <i>(Conseil du 24 février 2016)</i>	249
<u>PARTIE 3</u> : ARRETES	402
<u>PARTIE 4</u> : CERTIFICAT D'AFFICHAGE - CONVENTION DE PROJET URBAIN PARTENARIAL ARTICLE R. 332-25-2 DU CODE DE L'URBANISME	457

PARTIE 1 - DELIBERATIONS

	<i>Pages</i>
HORS COMMISSION	9
ADMINISTRATION GENERALE, CONTENTIEUX ET AFFAIRES JURIDIQUES	60
AGRO-ECOLOGIE ET ALIMENTATION	63
COHESION SOCIALE, POLITIQUE DE LA VILLE, LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS, INSERTION PAR L'EMPLOI, AIRES D'ACCUEIL DES GENS DU VOPYAGE	68
CULTURE	69
DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE, INNOVATION, INTERNATIONAL ET ARTISANAT	85
DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE ET DE L'ESPACE PUBLIC, HABITAT	101
ENERGIE ET TRANSITION ENERGETIQUE	140
FINANCES	141
GESTION DES TEMPS, ACCESSIBILITE, HANDICAP ET AUTONOMIE	144
LOGEMENT	145
PARTICIPATION CITOYENNE, PERFORMANCE ET EVALUATION DES POLITIQUES	170
PREVENTION DES RISQUES MAJEURS ET GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES	171
PREVENTION ET VALORISATION DES DECHETS, PROPRETE DE L'ESPACE PUBLIC	180
PROXIMITE, RELATIONS AVEC LES USAGERS, COMPLEXE FUNERAIRE	190
RESSOURCES HUMAINES	191
SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT	198
SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES	199
TRANSPORTS ET MOBILITE	218
VALORISATION ET PROTECTION ANIMALE, BIODIVERSITE	229
VOIRIE, ESPACE PUBLIC	239

HORS COMMISSION

Organismes extérieurs - SIERNEM (Syndicat Intercommunal d'Électrification de la Région Nord Est de Montpellier) - Élection	10
Organismes extérieurs - SYMBO (Syndicat Mixte du Bassin de l'Or) - Élection	13
Organismes extérieurs - Désignations	16
Organismes extérieurs - Pôle Chimie Balard - Conseil de Gestion de la Fondation chimie Balard et Comité de Pilotage du Pôle chimie Balard - Désignation	19
Parc Gérard Bruyère - Équipements d'intérêt métropolitain - Modification de la liste des équipements transférés - Modalités de transfert - Approbation	21
Commissions du Conseil de Métropole - Modification de la composition	24
Accords-cadres n°3982CO15 pour l'impression des documents de communication de Montpellier Méditerranée Métropole - Modification pour le lot n°7 - Autorisation de signer cet accord-cadre	46
Convention constitutive de groupement de commandes entre la Métropole et la Ville de Montpellier - Autorisation de lancement et de signature - Marché n°4634RI16 de développement et d'accompagnement sur les logiciels libres de la plateforme e-services mutualisée	49
Syndicat Hérault Énergie - Enfouissement des réseaux - Convention de co-maîtrise d'ouvrage sur le territoire des communes de Pignan et Grabels - Autorisation de signature	52
Commune de Saint Jean de Védas - Dossier d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique valant mise en compatibilité du PLU pour la création d'un pôle médical - Approbation	55
Bistrot et Théâtre de Grammont - Convention de réalisation de travaux et de répartition des coûts avec la Ville de Montpellier - Autorisation de signature	58

ADMINISTRATION GENERALE, CONTENTIEUX ET AFFAIRES JURIDIQUES

Avenant n°1 - Marché n°3414MG13Bis de fourniture de services de télécommunications mobiles - Autorisation de signature	61
--	----

AGRO-ECOLOGIE ET ALIMENTATION

Mise en œuvre de la politique agroécologique et alimentation - Axe 1 - Consolidation du tissu des fermes nourricières en agroécologie - Appels à Projets sur les Domaines de Viviers et de la Condamine - Élaboration de la démarche - Approbation	64
--	----

COHESION SOCIALE, POLITIQUE DE LA VILLE, LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS, INSERTION PAR L'EMPLOI, AIRES D'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE

Néant	68
-------	----

CULTURE

Licences d'entrepreneur de spectacle vivant - Désignation du titulaire - Approbation	70
Musée Fabre - Convention de partenariat entre le musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole et l'association Mas des Moulins - MECS Bon Secours - Autorisation de signature	72

CULTURE

Réseau des médiathèques - Convention de mise à disposition par l'État de deux conservateurs des bibliothèques au profit de Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature	75
Convention de partenariat entre le Conservatoire à Rayonnement Régional (CRR) le Centre International de Musiques Médiévales (CIMM) - Autorisation de signature	78
Recrutement d'intervenants ponctuels au sein du Conservatoire à Rayonnement Régional (CRR) - Conditions de rémunération - Prise en charge des frais de déplacements - Modification des tarifs de rémunération et de prise en charge - Approbation	80
Médiathèque centrale Émile Zola - Prise en charge des frais de déplacements liés à l'organisation de "La semaine de la presse et des médias dans l'école" et des "Préfaces de la Comédie du Livre 2016" - Approbation	83

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE, INNOVATION, INTERNATIONAL ET ARTISANAT

Soutien aux métiers d'Art - Salon Ob'Art à Montpellier - Attribution de subvention - Convention - Autorisation de signature	86
MIPIM 2016 - Convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole, la SAAM et la SERM - Autorisation de signature	89
ADULLACT et CUSMA - Associations dans le domaine informatique - Adhésions - Désignation du représentant de Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation	92
Développement International - Mission d'Affaires Canada (Québec, Sherbrooke), USA (Austin, Orlando) - Participation à la semaine du numérique à Québec - Signature d'accords technologiques avec les villes d'Austin, Orlando et Sherbrooke - Financement de la mission - Autorisation de signature	94
Développement International - Organisation d'une mission d'affaire filière viticole à Chengdu / Qingdao (Chine) du 20 au 30 mars 2016 - Financement de la mission - Approbation	98

DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE ET DE L'ESPACE PUBLIC, HABITAT

Mission d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) de Montpellier Méditerranée Métropole - Désignation du prestataire « Assembléier » - Autorisation de lancement de la consultation n°4043bisUH16 - Autorisation de signature du marché	102
Mission d'études environnementales pour l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) de Montpellier Méditerranée Métropole et pour des évolutions de Plan Local d'Urbanisme (PLU) communaux n°4050UH15 - Désignation du prestataire environnemental - Autorisation de signature	105
Mission de contribution à l'élaboration du plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) et des PLU communaux à l'échelle des secteurs du SCoT n°4049UH15 - Désignation des prestataires de secteur - Autorisation de signature	109
Étude urbaine de l'interface Grabels - Montpellier - Convention de groupement de commandes avec la Ville de Grabels - Autorisation de signature	114

DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE ET DE L'ESPACE PUBLIC, HABITAT

Secteur de la Mogère - Commune de Montpellier et de Lattes - Urban Park - Convention de mise à disposition de la ressource géothermale avec la SAAM et EdF Optimal Solution - Approbation - Autorisation de signature	117
Ecocité - Concession d'aménagement Route de la Mer - Communes de Lattes et de Pérols - Garantie d'emprunt à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM) - Approbation	120
Montpellier - Secteur Saint Lazare - Projet Urbain Partenarial (PUP) entre Montpellier Méditerranée Métropole et SOGEPROM SUD REALISATION - Convention - Autorisation de signature	123
Commune de Montpellier - Secteur Saint Eloi - Projet Urbain Partenarial (PUP) entre Montpellier Méditerranée Métropole et Sogeprom Sud Réalisations - Opération sise 54 avenue du Professeur Grasset à Montpellier - Autorisation de signature	126
Commune de Montpellier - Convention relative au financement des équipements publics à réaliser dans le cadre du PUP (projet urbain partenarial) - Quartier Consuls de Mer secteur Moulin des sept cans - petit train - Concession d'aménagement Nouveau Grand cœur 2013-2020 - Autorisation de signature	129
Mise en œuvre d'un Projet Agri Environnemental et Climatique (PAEC) Hérault Domitia - Site natura2000 n°9112020 Plaine de Fabrègues Poussan et Captage du Flès - Partenariat avec la Chambre d'Agriculture de l'Hérault - Approbation	132
Site Natura 2000 n° FR9112020 Plaine de Fabrègues Poussan - Mise en œuvre et animation du Document d'objectifs - Demande de subvention 2016 - Approbation	135
Organismes extérieurs - Plan Climat Air Énergie Territorial (PCAET) - Transition énergétique - Association des Communes Forestières de l'Hérault - Adhésion - Désignation	137

ENERGIE ET TRANSITION ENERGETIQUE

Néant	140
-------	-----

FINANCES

Débat d'Orientation Budgétaire 2016	142
-------------------------------------	-----

GESTION DES TEMPS, ACCESSIBILITE, HANDICAP ET AUTONOMIE

Néant	144
-------	-----

LOGEMENT

Construction de 11 logements sociaux - Résidence "Opale" - Chemin du Puits à Sussargues - Garantie d'emprunt à la SA d'HLM FDI Habitat - Convention - Autorisation de signature	146
Construction de 9 logements en location-accession - Résidence "Opale" - Chemin du Puits à Sussargues - Garantie d'emprunt à la SA d'HLM FDI Habitat - Convention - Autorisation de signature	149
Construction de 31 logements en location-accession - Résidence " Le Chêne Blanc " - Lotissement "Les Jardins d'Hélios" à Cournonterral - Garantie d'emprunt à la SA d'HLM FDI Habitat - Convention - Autorisation de signature	152

LOGEMENT

Construction de 33 logements sociaux - Résidence " Bento Serra " - Allée Joseph Cambon à Saint Jean de Védas - Garantie d'emprunt à la SA d'HLM Nouveau Logis Méridional - Convention - Autorisation de signature	155
Construction de 3 logements sociaux - Résidence " Mas de Clairette " - Rue du Four de la Caux à Pignan - Garantie d'emprunt à la SA d'HLM Nouveau Logis Méridional - Convention - Autorisation de signature	158
Construction de 25 logements locatifs sociaux - Résidence « Arthémis » - Lotissement « Les Jardins d'Helios » lot 14 à Cournonterral - Garantie d'emprunt à la SA d'HLM SFHE Groupe Arcade - Convention - Autorisation de signature	161
Construction de 25 logements locatifs sociaux - Résidence « Eos » - Lotissement « Les Jardins d'Helios » Lot 12 à Cournonterral - Garantie d'emprunt à la SA d'HLM SFHE Groupe Arcade - Convention - Autorisation de signature	164
Construction de 6 logements locatifs sociaux - Résidence « La Marqueroze » - 7 allée Francis Blanche à Montpellier - Garantie d'emprunt à la SA d'HLM Promologis - Convention - Autorisation de signature	167

PARTICIPATION CITOYENNE, PERFORMANCE ET EVALUATION DES POLITIQUES

Néant	170
-------	-----

PREVENTION DES RISQUES MAJEURS ET GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES

Protection contre les inondations de la Mosson et de ses affluents sur les communes de Grabels, Montpellier et Juvignac - Demande d'avenant au Programme d'Actions de Prévention des Inondations (PAPI2) sur le bassin versant du Lez pour les années 2015 à 2020 - Approbation et autorisation de signature	172
Captages Garrigues Basses et Bérange - Élaboration de Plans d'Amélioration des Pratiques Phytosanitaires et Horticoles (PAPPH) - Convention constitutive de groupement de commandes - Convention financière avec le Syndicat Garrigues Campagne - Demande d'aides financières - Autorisation de signature	177

PREVENTION ET VALORISATION DES DECHETS, PROPRETE DE L'ESPACE PUBLIC

Gestion des déchets ménagers et assimilés - Modernisation du parc des déchèteries de la Métropole - Approbation du programme et du montant de l'opération - Marché n°3559GD14 de maîtrise d'œuvre - Election du jury de maîtrise d'œuvre - Demande d'aides financières	181
Marché de maîtrise d'œuvre en charge des études de conception du projet, de la réalisation de missions complémentaires d'assistance au maître d'ouvrage et du suivi des marchés de travaux et d'exploitation du centre de tri DEMETER - Attribution - Autorisation de signature	185
Contrat d'amélioration des collectes sélectives sur les résidences universitaires avec Eco-Emballages - Autorisation de signature	188

PROXIMITE, RELATIONS AVEC LES USAGERS, COMPLEXE FUNERAIRE

Néant	190
-------	-----

RESSOURCES HUMAINES

Modification du tableau des emplois et des effectifs	192
--	-----

	Page
SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT	
Néant	198
SPORT ET TRADITIONS SPORTIVES	
Patinoire VEGAPOLIS - Approbation du principe d'exploitation par Délégation de Service Public - Lancement d'une procédure de Délégation de Service Public - Autorisation	200
Patinoire VEGAPOLIS - Avenant n°1 au contrat de délégation de service public - Autorisation de signature	209
Réseau des piscines - Opération "La Nuit de l'Eau" - Convention entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'UNICEF - Autorisation de signature	211
Réseau des piscines - Avenant n°2 à la convention n°612256 avec l'Agence Nationale pour les Chèques Vacances - Autorisation de signature	213
Soutien aux manifestations sportives - Attribution de subventions - Convention d'attribution - Autorisation de signature	215
TRANSPORTS ET MOBILITE	
Marché complémentaire n°8.422 des travaux d'infrastructures, dévoiement de réseaux humides, espaces verts et mobiliers urbains - Autorisation de signature	219
Parking Foch-Préfecture - Convention pour l'implantation d'armoires du réseau FTTH - Autorisation de signature	222
Système centralisé d'accès à l'aire piétonne de Montpellier - Marché de maintenance n°4274DM16 - Lots n°1 et n°2 - Autorisation de signature	224
Stationnement - Exploitation du parking de l'Hôtel de Ville de Montpellier - Autorisation de lancer la consultation et de signer le marché	227
VALORISATION ET PROTECTION ANIMALE, BIODIVERSITE	
Aquarium Mare Nostrum et Planétarium Galilée - Approbation du principe d'exploitation par Délégation de Service Public - Lancement d'une procédure de Délégation de Service Public - Autorisation	230
VOIRIE, ESPACE PUBLIC	
MONTPELLIER GRAND COEUR - Halles et place LAISSAC - Transfert de la maîtrise d'ouvrage des travaux de requalification des espaces publics et du parking en sous-sol de Montpellier Méditerranée Métropole à la Commune de Montpellier - Approbation	240
Etablissement d'un réseau de communications électroniques FTTH/FTTB - Convention tripartite entre Montpellier Méditerranée Métropole, Electricité Réseau Distribution France (ErDF) et Orange relative à l'usage des réseaux publics de distribution d'électricité aériens - Autorisation de signature	243
Travaux pour compte de Tiers - Tarifs voirie, réseaux, espaces publics et équipements de la route - Approbation	246

HORS COMMISSION



SEANCE ORDINAIRE DU 24 FÉVRIER 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-quatre février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme A. BRISSAUD, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme R. BUONO à M. C. MEUNIER, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. A. LARUE à M. G. LANNELONGUE, M. H. MARTIN à Mme J. FRÊCHE, Mme C. NAVARRE à Mme C. MARION, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, M. B. TRAVIER à M. A. EL KANDOUSSI.

Excusé(es):

M. T. BREYSSE

Absent(es):

Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, Mme C. DONADA, Mme B. MICHEL, M. J.-L. SAVY

HORS COMMISSION – ORGANISMES EXTÉRIEURS - SIERNEM (SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ÉLECTRIFICATION DE LA RÉGION NORD EST DE MONTPELLIER) - ÉLECTION

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Depuis le 1^{er} janvier 2015, la Métropole exerce de plein droit en lieu et place des communes la compétence distribution publique d'électricité.

Depuis cette date, l'adhésion au SIERNEM est maintenue par substitution de la Métropole aux communes de Saint-Brès et Saint-Drézéry.

Le Syndicat Intercommunal d'Électrification de la Région Nord Est de Montpellier (SIERNEM), désormais Syndicat Mixte fermé a approuvé ses statuts par délibération du 8 avril 2015.

En application de l'article L 5217-7 du Code Général des Collectivités Territoriales et au regard du principe de représentation proportionnelle à la population des communes représentées par la Métropole au sein du syndicat, ceux-ci ont fixé le nombre de représentants de Montpellier Méditerranée Métropole à 6 titulaires et 6 suppléants, le choix du Conseil de Métropole pouvant porter sur l'un de ses membres ou tout conseiller municipal d'une commune membre, élu au scrutin secret, en application de l'article L 5211-7 du code précité.

En application de ces dispositions, l'élection des représentants a eu lieu en séance du Conseil du 28 avril 2015. La liste (liste n°1) proposée par Monsieur le Président composée comme suit a été élue :

MEMBRES TITULAIRES :

- M. ROUDIL, Saint-Brès,
- Mme SCHWARTZ, Saint-Brès,
- M. JAOUL, Saint-Brès,
- Mme GALABRUN-BOULBES, Saint-Drézéry,
- M. SALVADOR, Saint-Drézéry,
- M. DACHEUX, Saint-Drézéry,

MEMBRES SUPPLEANTS :

- M. VALENTIN, Saint-Brès,
- M. DA SILVA, Saint-Brès,
- Mme SIRVEN, Saint-Drézéry,
- M. TELLIER, Saint-Drézéry,
- Mme DASYLVA, Montpellier,
- Mme PHOUTTHASANG, Montpellier.

M. le Président propose la candidature suivante : M Vincent Haluska, Ville de Montpellier. Aucune autre candidature n'est proposée par l'Assemblée.

M. le Président propose à l'Assemblée en application de l'article L2121-21 du CGCT, de décider à l'unanimité de procéder à une désignation à main levée.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider à l'unanimité de procéder à la désignation d'un représentant suppléant au sein du SIERNEM à main levée ;
- désigner M. Vincent Haluska en tant que représentant de la Métropole et l'autoriser à exercer toutes fonctions dans ce cadre ;
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Délibération n° 13638

Certifié Exécutoire

Publié le : 26/02/16

Déposé En Préfecture

Le : 26/02/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160224-lmc1111405-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 26/02/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 24 FÉVRIER 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-quatre février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme A. BRISSAUD, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASILVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme R. BUONO à M. C. MEUNIER, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. A. LARUE à M. G. LANNELONGUE, M. H. MARTIN à Mme J. FRÊCHE, Mme C. NAVARRE à Mme C. MARION, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, M. B. TRAVIER à M. A. EL KANDOSSI.

Excusé(es):

M. T. BREYSSE

Absent(es):

Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, Mme C. DONADA, Mme B. MICHEL, M. J.-L. SAVY

HORS COMMISSION – ORGANISMES EXTÉRIEURS - SYMBO (SYNDICAT MIXTE DU BASSIN DE L'OR) - ÉLECTION

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Le Syndicat Mixte du Bassin de l'Or a pour missions les compétences suivantes :

La gestion des compétences exercées à l'échelle du bassin versant ou de la zone humide de l'étang de l'or :

- réflexion et concertation, études globales, animation, coordination, suivi et évaluation :
 - _ de la politique globale de l'eau et des milieux aquatiques, à l'échelle du bassin, schéma d'aménagement et de gestion des eaux, plan d'actions de prévention contre les inondations,
 - _ des actions de conservation, de la biodiversité à l'échelle de la zone humide de l'étang de l'Or ;
- dans ces domaines de compétences et champ territoriaux :
 - _ participation aux réseaux nationaux et internationaux des gestionnaires des milieux aquatiques et ressources naturelles,
 - _ sensibilisation et information au public.

La gestion, le fonctionnement et l'entretien des ouvrages hydrauliques départementaux permettant de réguler les apports d'eau douce et salée de l'étang de l'Or.

A la suite du renouvellement du Conseil et conformément aux dispositions du Code général des collectivités territoriales et aux statuts de ce Syndicat Mixte, le Conseil a procédé à l'élection au scrutin secret des six représentants titulaires et six représentants suppléants de la Métropole en séance du 19 mai 2014 par délibération n°12235, complétée par délibération n°12359 du 19 juin 2014 et par délibération n°13052 du 29 juin 2015.

<u>Représentants titulaires :</u>	<u>Représentants suppléants :</u>
R.REVOL	G.PASTOR
L.JAOUL	P.DUDIEUZERE
JL.MEISSONNIER	K.PHOUTTHASANG
S.JANNIN	P.KRZYZANSKI
J GALABRUN-BOULBES	P.BONNAL
JP. RICO	A.MOYNIER

Il est proposé au Conseil de procéder à la désignation d'un nouveau représentant suppléant en lieu et place de Madame Phouthasang.

M. le Président propose la candidature suivante : Joël Raymond, commune de Montaud. Aucune autre candidature n'est proposée par l'Assemblée.

M le Président propose à l'Assemblée en application de l'article L2121-21 du CGCT, de décider à l'unanimité de procéder à une désignation à main levée.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider à l'unanimité de procéder à la désignation d'un représentant suppléant au sein du SYMBO à main levée ;
- désigner M. Joël Raymond en tant que représentant suppléant de la Métropole à exercer toutes fonctions dans ce cadre ;
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Délibération n° 13639

Certifié Exécutoire

Publié le : 26/02/16

Déposé En Préfecture

Le : 26/02/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160224-lmc1111404-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 26/02/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 24 FÉVRIER 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-quatre février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme A. BRISSAUD, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme R. BUONO à M. C. MEUNIER, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. A. LARUE à M. G. LANNELONGUE, M. H. MARTIN à Mme J. FRÊCHE, Mme C. NAVARRE à Mme C. MARION, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, M. B. TRAVIER à M. A. EL KANDOSSI.

Excusé(es):

M. T. BREYSSE

Absent(es):

Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, Mme C. DONADA, Mme B. MICHEL, M. J.-L. SAVY

HORS COMMISSION – ORGANISMES EXTÉRIEURS - DÉSIGNATIONS

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

A la suite de la démission de Mme Phouthasang de son mandat de Conseillère métropolitaine, et au regard de sa qualité de représentante titulaire et suppléante de la Métropole au sein de divers organismes, il convient de procéder à son remplacement.

Concernant la Commission de Délégation de Service Public du Zénith et du Corum, Mme Phouthasang était membre titulaire de la Commission. Au regard des articles l'article L.1411-5 du Code général des collectivités territoriales et de la jurisprudence du Conseil d'Etat applicable, le remplacement d'un membre titulaire se fait par le suppléant inscrit sur la même liste après le dernier titulaire, sans désignation de nouveaux suppléants, tant que cette commission peut siéger dans les conditions de quorum requises.

Il est donc proposé au Conseil de prendre acte de ce remplacement et de la nouvelle composition de la CDSP :

Membres titulaires :

- JL COUSQUER
- C COUR
- T DASYLVA
- JF AUDRIN
- R CAIZERGUES.

Membres suppléants :

- E PASTOR
- S KERANGUEVEN
- J GALABRUN-BOULBES.

Pour les désignations au sein des autres organismes concernés listés ci-après, Monsieur le Président propose de ne pas procéder à ces désignations au scrutin secret mais à main levée, en application de l'article L.2121-21 du CGCT.

Les organismes concernés sont les suivants :

- Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole :

Un membre titulaire au sein du Conseil d'Administration.

Monsieur le Président propose la candidature de Mme Roussel-Galiana. Aucune autre candidature n'est proposée par l'Assemblée.

- SAEML SFMA, Société Anonyme d'Économie Mixte Locale des Services Funéraires de Montpellier Méditerranée Métropole :

Un membre titulaire au sein du Conseil d'Administration.

Monsieur le Président propose la candidature de Mme Maud Bodkin. Aucune autre candidature n'est proposée par l'Assemblée.

- Lycée Professionnel Jules Ferry à Montpellier :

Un membre titulaire au sein du Conseil d'Administration.

Monsieur le Président propose la candidature de Mme Titina Dasylya. Aucune autre candidature n'est proposée par l'Assemblée.

- Commission d'indemnisation à l'amiable, bouclage de la ligne n°4 du Tramway :

Un membre suppléant de la Commission.

Monsieur le Président propose la candidature de Mme Roussel-Galiana. Aucune autre candidature n'est proposée par l'Assemblée.

- Collège François Rabelais de Montpellier :

Un membre suppléant au sein du Conseil d'Administration.

Monsieur le Président propose la candidature de Mme Sonia Kerangueven. Aucune autre candidature n'est proposée par l'Assemblée.

Délibération n° 13640

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider à l'unanimité de ne pas procéder aux désignations au scrutin secret mais à main levée ;
- procéder aux désignations de représentants au sein des différents organismes cités ci-dessus et les autoriser à exercer toutes fonctions dans ce cadre ;
- autoriser Monsieur le Président de la Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 26/02/16

Déposé En Préfecture

Le : 26/02/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160224-lmc1112812-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 26/02/16

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 24 FÉVRIER 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-quatre février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme A. BRISSAUD, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme R. BUONO à M. C. MEUNIER, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. A. LARUE à M. G. LANNELONGUE, M. H. MARTIN à Mme J. FRÊCHE, Mme C. NAVARRE à Mme C. MARION, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, M. B. TRAVIER à M. A. EL KANDOSSI.

Excusé(es):

M. T. BREYSSE

Absent(es):

Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, Mme C. DONADA, Mme B. MICHEL, M. J.-L. SAVY

**HORS COMMISSION – ORGANISMES EXTÉRIEURS - PÔLE CHIMIE BALARD -
CONSEIL DE GESTION DE LA FONDATION CHIMIE BALARD ET COMITÉ DE
PILOTAGE DU PÔLE CHIMIE BALARD - DÉSIGNATION**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

La Fondation universitaire Fondation Balard pour une chimie au service de l'Homme et de son environnement a pour objet de soutenir et développer les missions du Pôle chimie Balard ainsi que celles des institutions partenaires du Pôle Balard.

Dans ce contexte, la Fondation doit notamment :

- Contribuer au rayonnement national et international des missions d'enseignement, de recherche et de valorisation dans le domaine de la chimie en Languedoc-Roussillon ;
- Accroître l'attractivité du Pôle chimie Balard et de ses partenaires ;
- Appuyer et promouvoir le développement de programmes de recherche et de formation ;
- Créer des chaires d'excellence centrées sur trois axes de développement de programme de recherche et de formation : Energie et ses vecteurs, Valorisation des ressources naturelles et procédés de la chimie durable, Santé et protection de l'homme ;
- Apporter aux instituts de recherche du Pôle Balard des moyens complémentaires dans le cadre d'une stratégie commune pour renforcer leur interactivité scientifique et leur rayonnement international ;
- Soutenir et développer l'accueil et le suivi des étudiants, doctorants, post-doctorants, enseignants-chercheurs, chercheurs et personnels, français ou étrangers ;
- Renforcer le développement économique de la chimie du Languedoc-Roussillon
- Développer le rayonnement de la chimie en mettant en place une politique de communication coordonnée avec les partenaires.

Le Conseil de Gestion de la Fondation chimie Balard et le Comité de Pilotage du Pôle chimie Balard ont sollicité la Métropole pour que celle-ci soit représentée en leur sein.

Le Président de la Métropole propose de procéder à la désignation d'un représentant au sein de ces deux comités et de décider à l'unanimité de ne pas procéder à cette désignation au scrutin secret mais à main levée, ce en application de l'article L.2121-21 du Code général des collectivités territoriales.

La candidature suivante est proposée par M le Président : Mme Marion. Aucune autre candidature n'est proposée par l'Assemblée.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider à l'unanimité de ne pas procéder à la désignation au scrutin secret mais à main levée ;
- procéder à la désignation d'un représentant au sein des comités précités et l'autoriser à exercer toutes fonctions dans ce cadre ;
- autoriser M le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 26/02/16

Déposé En Préfecture

Le : 26/02/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160224-lmc1112887-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 26/02/16

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 24 FÉVRIER 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-quatre février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme A. BRISSAUD, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DÁNAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme R. BUONO à M. C. MEUNIER, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. A. LARUE à M. G. LANNELONGUE, M. H. MARTIN à Mme J. FRÊCHE, Mme C. NAVARRE à Mme C. MARION, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, M. B. TRAVIER à M. A. EL KANDOSSI.

Excusé(es):

M. T. BREYSSE

Absent(es):

Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, Mme C. DONADA, Mme B. MICHEL, M. J.-L. SAVY

HORS COMMISSION – PARC GÉRARD BRUYÈRE - ÉQUIPEMENTS D'INTÉRÊT MÉTROPOLITAIN - MODIFICATION DE LA LISTE DES ÉQUIPEMENTS TRANSFÉRÉS - MODALITÉS DE TRANSFERT - APPROBATION

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Compte tenu de l'intérêt de renforcer le réseau d'équipements existants et de développer son rayonnement à l'Est du territoire de la Métropole, le Parc Gérard Bruyère constitue un équipement métropolitain favorisant la mise en œuvre de la politique sportive de Montpellier Méditerranée Métropole et plus spécifiquement l'accès à la pratique des sports de glisse pour un large public.

Le Parc multi-glisse Gérard Bruyère reconnu d'intérêt métropolitain en séance du Conseil du 30 septembre 2015 et devant être intégré dans la liste des équipements d'intérêt métropolitain transférés à la Métropole, il a été acté du transfert de cet équipement, conformément aux articles L.1321-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, ainsi que de sa gestion, à Montpellier Méditerranée Métropole.

En effet, le projet de Parc multi-glisse Gérard Bruyère s'étendra sur une superficie de 12 ha à l'Ouest de la Ville de Baillargues et permettra de lier les activités de détente et de promenade propres à un parc classique à des activités sportives spécifiques. Il est prévu la création de deux plans d'eau, un bassin de pêche de type « prise et relâche » et un plan d'eau équipé de téléskis nautiques favorisant la pratique du wakeboard, activité sportive très prisée et en fort développement en France et en Europe.

Le rayonnement attendu du Parc multi-glisse Gérard Bruyère, s'entend bien au-delà du strict public local. Il répond à des besoins croissants (liés à au développement de la pratique des sports de glisse) et n'a pas d'équivalent dans l'Hérault.

Son attractivité, en direction à la fois des sportifs de haut niveau (le Parc multi-glisse Gérard Bruyère pourrait accueillir les championnats de France de wakeboard et des compétitions fédérales), des clubs et associations et du grand public, devrait permettre d'améliorer le rayonnement économique et touristique de la Métropole, en répondant à une demande communale, métropolitaine et régionale participant à la diversité du maillage des équipements sportifs de son territoire.

La délibération n°13247 du 30 septembre 2015 prévoyait que le transfert serait effectif à compter de la notification du contrat de délégation de service public relatif à son exploitation, à l'issue de la procédure de publicité et de mise en concurrence actuellement diligentée par la Commune de Baillargues.

Or, au cours des études de conception de l'ouvrage, il est apparu que la réalisation des fondations des pylônes est techniquement indissociable de l'installation de la membrane d'étanchéité du bassin. Dans ce contexte, il est décidé d'adapter certaines conditions de réalisation de l'ouvrage et de réétudier les modes de gestion et d'exploitation futur du site, y compris la procédure de mise en concurrence et de publicité diligentée par la Ville de Baillargues pour la gestion déléguée des activités sportives du site.

Ainsi, afin d'assurer la continuité du projet et de faciliter les modalités financières et techniques de son transfert, il est proposé de l'acter après la notification des marchés de travaux relatifs à la réalisation des bassins et de leurs équipements, par la Ville de Baillargues.

Montpellier Méditerranée Métropole se substituera à cette date, après calcul du transfert de charges et inscription de l'opération dans le budget, à la Commune de Baillargues pour l'ensemble de ses droits et obligations, notamment contractuelles. L'ensemble du parc Bruyère sera transféré en pleine propriété à Montpellier Méditerranée Métropole.

Les autres dispositions de la délibération n°13247 du 30 septembre 2015 demeurent en vigueur notamment concernant la sollicitation des subventions auprès de la Région, du Département et du Centre National du Développement du Sport.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

Délibération n° 13642

- décider les nouvelles modalités de transfert de cet équipement, conformément aux articles L.1321-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales à Montpellier Méditerranée Métropole à savoir après calcul des transferts de charges, inscription de l'opération dans le budget de Montpellier Méditerranée Métropole, et notification des marchés de travaux à l'issue de la procédure de consultation des entreprises actuellement diligentée par la Commune de Baillargues,
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire, notamment le procès-verbal de transfert.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire
Publié le : 26/02/16
Déposé En Préfecture
Le : 26/02/16
Numéro de l'acte :
034-243400017-20160224-lmc1111045-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 26/02/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 24 FÉVRIER 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-quatre février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme A. BRISSAUD, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme R. BUONO à M. C. MEUNIER, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. A. LARUE à M. G. LANNELONGUE, M. H. MARTIN à Mme J. FRÊCHE, Mme C. NAVARRE à Mme C. MARION, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, M. B. TRAVIER à M. A. EL KANDOUSSI.

Excusé(es):

M. T. BREYSSE

Absent(es):

Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, Mme C. DONADA, Mme B. MICHEL, M. J.-L. SAVY

**HORS COMMISSION – COMMISSIONS DU CONSEIL DE MÉTROPOLE –
MODIFICATION DE LA COMPOSITION**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

A la suite de la réception de nouvelles demandes d'élus métropolitains et d'élus désignés par les maires, il convient d'acter la participation de nouveaux membres et le retrait d'autres membres au sein des différentes commissions, par la présente délibération.

Les tableaux figurant en annexe sont ainsi mis à jour.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la nouvelle composition des commissions ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 26/02/16

Déposé En Préfecture

Le : 26/02/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160224-lmc1110814-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 26/02/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.

Composition des Commissions

Conseil de Métropole

Commission Administration Générale, Contentieux, Affaires Juridiques

Président de Droit

Philippe SAUREL

Présidente

Isabelle GUIRAUD

Présidents Suppléants

Eliane LLORET

Didier MERLIN

Elus métropolitains			Représentants des Communes		
Noms	Prénoms	Communes	Noms	Prénoms	Communes
ILLAIRE	Régine	Cournonsec	DELAUNAY	Stéphanie	Castelnau-le-Lez
MICHEL	Béatrice	Juvignac	GABORIT	France	Clapiers
BOUALLAGA	Sabria	Montpellier	CHARTIER	Jean-Pierre	Cournonsec
DRAY-FITOUSSI	Michèle	Montpellier	MALLET-POUJOL	Nathalie	Jacou
GUIRAUD	Isabelle	Saint Jean de Védas	ANDREU	Francis	Lattes
LLORET	Eliane	Sussargues	LUZY	Hélène	Le Crès
DUDIEUZERE	Pierre	Vendargues	RATHUILLE MARTINEZ	Isabelle	Montaud
			ZAGHAR	Khalid	Prades-le-Lez
			MERCIER	Philippe	Saint-Drézéry
			MERLIN	Didier	Saint Jean de Védas
			JACQUEY	Patricia	Villeneuve-lès-Maguelone
			LEGOUGE	Jean-Marie	Villeneuve-lès-Maguelone

Commission Agro-écologie et alimentation

Président de Droit

Philippe SAUREL

Présidente

Isabelle TOUZARD

Présidents Suppléants

Yvon PELLET

Eliane LLORET

Elus métropolitains			Représentants des Communes		
Noms	Prénoms	Communes	Noms	Prénoms	Communes
MICHEL	Béatrice	Juvignac	COURTES	Jean-Marie	Baillargues
CAIZERGUES	Roger	Lavérune	BASSOUL	Evelyne	Castelnau-le-Lez
RAYMOND	Joël	Montaud	VAN PEETERSSEN	Anne	Castelnau-le-Lez
COUR	Christophe	Montpellier	ESCURET	Serge	Castries
DANAN	Perla	Montpellier	VINDOLET	Thierry	Clapiers
FRECHE	Julie	Montpellier	IMZOURH	Mohammed	Cournonsec
JAMET	France	Montpellier	LIATIM	Aïcha	Cournonsec
ROUSSEL-GALIANA	Brigitte	Montpellier	NURIT	Gilles	Cournonsec
TOUZARD	Isabelle	Murviel-lès-Montpellier	VERLIAC	Véronique	Cournonsec
PELLET	Yvon	Saint Geniès des Mourgues	VIDAL	Maurice	Cournonsec
PETIT	Eric	Saint Jean de Védas	DIVET	Jean-Pierre	Grabels
LLORET	Eliane	Sussargues	LACHENAL	Renaud	Grabels
			MARINES	Jean François	Grabels
			BAUDOUIN	Christine	Jacou
			DE CHAMBRUN	Jacques	Juvignac
			PLANCKE	Nicole	Lattes
			PERVENT	Paloma	Lavérune
			MILOSZYK	Francis	Le Crès
			CHAMPAY	Stéphane	Le Crès
			SANICOS	Claire	Le Crès
			HALUSKA	Vincent	Montpellier
			MAYOUX	Laurent	Murviel-lès-Montpellier
			CINÇON	Sylvie	Pignan
			LE PRUNENNEC	Fabien	Pignan
			GUZZAGALOPPA	Ludovic	Prades-le-Lez
			KHENFOUF	Rachid	Prades-le-Lez
			LE ROLLE	Jean-Marie	Saint-Brès
			LE BLEVEC	Loïc	Saint-Drézéry
			EVOUNA NGUEMA	Graziella	Saint Georges d'Orques
			NICOLAS	Pierre	Saint Georges d'Orques
			SCHULIAR	Christian	Saint Georges d'Orques
			LOPEZ	Marie-Françoise	Saint Jean de Védas
			BERNON	Jean	Saussan
			BOUIS	Xavier	Sussargues
			FERRARA-MARTOS	Virginie	Villeneuve-lès-Maguelone
			LEGOUGE	Jean-Marie	Villeneuve-lès-Maguelone

Commission Cohésion sociale, politique de la Ville, lutte contre les discriminations,
insertion par l'emploi, aires d'accueil des gens du voyage

Président de Droit

Philippe SAUREL

Présidente

Catherine DARDE

Présidents Suppléants

Noël SEGURA

Annie YAGUE

Elus métropolitains			Représentants des Communes		
Noms	Prénoms	Communes	Noms	Prénoms	Communes
DARDE	Catherine	Castelnau-le-Lez	SUAY	Régine	Baillargues
ILLAIRE	Régine	Cournonsec	LEVY	Nathalie	Castelnau-le-Lez
BUONO	Rosy	Lattes	MAINADIER	Solange	Castries
CAIZERGUES	Roger	Lavérune	BARON	Monique	Clapiers
LEVY-RAMEAU	Chantal	Montpellier	BREDA	Isabelle	Cournonsec
BOUALLAGA	Sabria	Montpellier	SAVIO	Laurent	Cournonsec
YAGUE	Annie	Montpellier	CONSTANS	Ghislaine	Cournonsec
MALEK	Jérémie	Montpellier	PALA	Christine	Fabrègues
HART	Clare	Montpellier	ALEXANDRE	Marie-Annick	Grabels
SANTARELLI	Marie-Hélène	Montpellier	COUDRAY-COUDER	Mariette	Grabels
RICO	Jean-Pierre	Pérols	DIRHOUSI	Zohra	Grabels
SEGURA	Noël	Villeneuve-lès-Maguelone	EHRlich	Célia	Grabels
			BAUDOUIN	Christine	Jacou
			CASTELL	Alain	Juvignac
			JIMENEZ	Danièle	Lattes
			PACE	Hélène	Lattes
			LAGET	Jean-Jacques	Lavérune
			ROUBEAU	Sébastien	Le Crès
			DI GRAZIA	Chantal	Le Crès
			ARNAUD	Audrey	Le Crès
			CALADOU	Geneviève	Montaud
			GROS	Emilie	Montaud
			GIMENEZ	Anne	Murviel-lès-Montpellier
			GUZZAGALOPPA	Ludovic	Prades-le-Lez
			ORRICO	Patricia	Prades le Lez
			ZIRAoui	Samira	Prades-le-Lez
			LECERF	Dominique	Restinclières
			BAECKEROOT	Marie-Hélène	Saint-Drézéry
			MAUREL	Patricia	Saint Jean de Védas
			SERRANO WATTEEL	Roselyne	Sussargues
			NAVARRO	Marie	Vendargues
			MARES	Danièle	Villeneuve-lès-Maguelone

Commission Culture

Président de Droit

Philippe SAUREL

Président

Bernard TRAVIER

Président Suppléant

Eliane LLORET

Elus métropolitains			Représentants des Communes		
Noms	Prénoms	Communes	Noms	Prénoms	Communes
BREYSSE	Thierry	Cournonterral	GUY	Philippe	Castelnau-le-Lez
BARRAL	Guy	Montpellier	GREPINET	Daniel	Castelnau-le-Lez
JAMET	France	Montpellier	LEMAISTRE	Vanessa	Castries
YAGUE	Annie	Montpellier	MIAS	Brigitte	Clapiers
DI RUGGIERO	Jean-Marc	Montpellier	BOUSQUET	Jacques	Cournonsec
MARSALA	Isabelle	Montpellier	LIATIM	Aïcha	Cournonsec
HART	Clare	Montpellier	PAUL	Richard	Cournonsec
COUSQUER	Jean-Luc	Montpellier	SAVIO	Laurent	Cournonsec
DANAN	Perla	Montpellier	ALBERT	Marie	Cournonterral
KERANGUEVEN	Sonia	Montpellier	FRANCES	Trinité	Cournonterral
LARUE	Alex	Montpellier	PRIVAT	Serge	Cournonterral
TRAVIER	Bernard	Montpellier	SPIEGLER	Patricia	Cournonterral
FRECHE	Julie	Montpellier	CRAYSSAC	Dominique	Fabrègues
PETIT	Eric	Saint Jean de Védas	CHAMUSSY	Nancy	Grabels
LLORET	Eliane	Sussargues	MARINES	Jean-François	Grabels
CLARAC	Chantal	Villeneuve-lès-Maguelone	DEBONO	Bella	Jacou
			MERLET	Hélène	Juvignac
			ROESCH	Laurent	Juvignac
			BATIVELLI	Jacques	Lattes
			FRAISSE	Dély	Lavérune
			GAILLET	Murielle	Le Crès
			ANDRE	Jean-Michel	Le Crès
			ARNAUD	Audrey	Le Crès
			DE MONTLAUR	Georges	Montaud
			GUILLERMET	Cathy	Montaud
			CHARDES	Mylène	Montpellier
			DE SAINT JOUAN	Cédric	Montpellier
			LIZA	Nicole	Montpellier
			PIERRE	Denis	Murviel-lès-Montpellier
			TAIONI-KLOSTER	Béatrice	Murviel-lès-Montpellier
			ROCHETTE	Lydie	Montferrier-sur-Lez
			ARRANZ	Bernadette	Pérols
			ORRICO	Patricia	Prades-le-Lez
			ARCOS	Isabel	Restinclières
			MELLINAS	Patricia	Saint-Brès
			RODRIGUEZ	Joseph	Saint-Brès
			AUBRY	Anne	Saint-Drézéry
			QUESNOY	Mylène	Saint-Drézéry
			REYSZ	Dominique	Saint Geniès des Mourgues
			ESTRADE	Nathalie	Saint Georges d'Orques
			GADAY	Ghyslain	Saint Georges d'Orques
			NICOLAS	Pierre	Saint Georges d'Orques
			MAUREL	Patricia	Saint Jean de Védas
			RENARD	Sylvie	Saint Jean de Védas
			GRENIER	Bernard	Saussan
			PAGES	Catherine	Sussargues
			GARCIA	Michèle	Vendargues
			SALLES	Régine	Vendargues
			SEMAT	Pierre	Villeneuve-lès-Maguelone
			KEUSCH	Vanessa	Villeneuve-lès-Maguelone

Commission Développement et aménagement durable du territoire et de l'espace public, habitat

Président de Droit

Philippe SAUREL

Présidente

Stéphanie JANNIN

Présidents Suppléants

Catherine DARDE

Cyril MEUNIER

Elus métropolitains			Représentants des Communes		
Noms	Prénoms	Communes	Noms	Prénoms	Communes
MOYNIER	Arnaud	Beaulieu	RIBEIRO	David	Baillargues
DARDE	Catherine	Castelnau-le-Lez	LAFFORGUE	Frédéric	Castelnau-le-Lez
ROUILLEAULT	Henri	Castelnau-le-Lez	VASSAS MEJRI	Claudine	Castries
ILLAIRE	Régine	Cournonsec	CHRETIEN	Gilles	Clapiers
FOURCADE	Mylène	Fabrègues	BOUZEREAU	Norbert	Cournonsec
DONADA	Carole	Lattes	LABARIAS	Bernard	Cournonsec
FOURCADE	Jean-Noël	Lattes	LIATIM	Aïcha	Cournonsec
MEUNIER	Cyril	Lattes	NURIT	Gilles	Cournonsec
COUR	Christophe	Montpellier	ALBERT	Marie	Cournonterral
DEMON	Véronique	Montpellier	GINE	Martine	Cournonterral
JANNIN	Stéphanie	Montpellier	MARTY	Robert	Cournonterral
LANNELONGUE	Gérard	Montpellier	ALEXANDRE	Marie-Annick	Grabels
MALEK	Jérémie	Montpellier	CELIE	Christophe	Grabels
MOURE	Jean-Pierre	Montpellier	DIVET	Jean Pierre	Grabels
CASSAR	Michelle	Pignan	FLACHER	Bruno	Grabels
BALAZUN	Geniès	Restinclières	LEMAIRE	Yannick	Grabels
PETIT	Eric	Saint Jean de Védas	MOULIN	Gaby	Jacou
VERA	Joël	Saissan	BRAEMER	Luc	Juvignac
			CAPEL	Christian	Lattes
			LOPEZ	Lionel	Lattes
			LAGET	Jean-Jacques	Lavérune
			LENOIR	Philippe	Lavérune
			PERVENT	Paloma	Lavérune
			WEBER	Jean-Paul	Lavérune
			CARBONELL	Gérard	Le Crès
			LUZY	Hélène	Le Crès
			MILOSZYK	Francis	Le Crès
			GUILLERMET	Cathy	Montaud
			MAVEL	Catherine	Montaud
			JAMME	Alain	Montferrier-sur-Lez
			BRETON	Alain	Montferrier-sur-Lez
			HALUSKA	Vincent	Montpellier
			VALLETTE-VIALLARD	Alain	Murviel-lès-Montpellier
			CONESA	André	Pérols
			DELTOUR	Benoit	Pérols
			GALINIER	Denis	Pignan
			ZUMBIHL	Robert	Prades-le-Lez
			LECERF	Dominique	Restinclières
			LE ROLLE	Jean-Marie	Saint-Brès
			RODRIGUEZ	Joseph	Saint-Brès
			ROUDIL	Marc	Saint-Brès
			SCHWARTZ	Josy	Saint-Brès
			VALENTIN	Guy	Saint-Brès
			LE BLEVEC	Loïc	Saint-Drézéry
			BASTIDE	Laurent	Saint Geniès des Mourgues
			COEURVEILLE	André	Saint Georges d'Orques
			GADAY	Ghyslain	Saint Georges d'Orques
			CLAMOUSE	Alain	Saint Jean de Védas
			JOUD	Patricia	Sussargues
			TERRAL	Didier	Sussargues
			LAURET	Guy	Vendargues
			AUBRY	Gérard	Villeneuve-lès-Maguelone
			NOGUES	Olivier	Villeneuve-lès-Maguelone

**Commission Développement économique, enseignement supérieur et recherche,
innovation, international, artisanat**

Président de Droit

Philippe SAUREL

Présidente

Chantal MARION

Présidents Suppléants

Caroline NAVARRE

Thierry BREYSSE

Elus métropolitains			Représentants des Communes		
Noms	Prénoms	Communes	Noms	Prénoms	Communes
MOYNIER	Arnaud	Beaulieu	PERRIER	Thierry	Baillargues
DEWINTRE	Thierry	Castelnau-le-Lez	VAN PEETERSSEN	Anne	Castelnau-le-Lez
PASTOR	Gilbert	Castries	BRISARD	Bernadette	Clapiers
ILLAIRE	Régine	Cournonsec	BOUZEREAU	Norbert	Cournonsec
BREYSSE	Thierry	Cournonterral	VERLHAC	Véronique	Cournonsec
ALAUZET	Jean-Marc	Fabrigues	VIDAL	Maurice	Cournonsec
RAYMOND	Joël	Montaud	ALEXANDRE	Marie-Annick	Grabels
MARION	Chantal	Montpellier	COUDRAY-COUDER	Mariette	Grabels
COUSQUER	Jean-Luc	Montpellier	BOUROUBA	Nachida	Jacou
BRISAUD	Anne	Montpellier	BOUSQUEL	Jacques	Juvignac
COTTE	Robert	Montpellier	CASTELL	Alain	Juvignac
NAVARRE	Caroline	Montpellier	DE CHAMBRUN	Jacques	Juvignac
DANAN	Perla	Montpellier	MARGUERITTE	Martine	Lattes
JAMET	France	Montpellier	LAGET	Jean-Jacques	Lavérune
KERANGUEVEN	Sonia	Montpellier	ANDRE	Jean-Michel	Le Crès
LARUE	Alex	Montpellier	ROUVE	Pierre-Yves	Le Crès
HART	Clare	Montpellier	CAUSIN	Laurent	Le Crès
LANNELONGUE	Gérard	Montpellier	CHAMPAY	Stéphane	Le Crès
COUR	Christophe	Montpellier	PINTARD	Céline	Le Crès
DEMON	Véronique	Montpellier	JEAN	Bernard	Le Crès
PEREZ	Véronique	Montpellier	GROS	Emilie	Montaud
MOURE	Jean-Pierre	Montpellier	MARTIN-PRIVAT	Dominique	Montpellier
ROUSSEL-GALIANA	Brigitte	Montpellier	BOULET	Serge	Murviel-les-Montpellier
PELLET	Yvon	Saint Genies des Mourgues	PIERRE	Denis	Murviel-lès-Montpellier
PETIT	Eric	Saint Jean de Védas	MATTERA	Patrick	Pignan
			TAVERNE	Jocelyne	Pérols
			ORRICO	Patricia	Prades-le-Lez
			POBLADOR	Jean-Luc	Prades-le-Lez
			DOMENECH	Jean-Marie	Restinclières
			DABONNEVILLE	Thibault	Saint-Brès
			LECOESTER	Séverine	Saint-Brès
			PAGES	Céline	Saint-Brès
			MERCIER	Philippe	Saint-Drézéry
			REYSZ	Dominique	Saint-Geniès-des-Mourgues
			COEURVEILLE	André	Saint Georges d'Orques
			CROS	Magali	Saint Georges d'Orques
			ESTRADE	Nathalie	Saint Georges d'Orques
			GADAY	Ghyslain	Saint Georges d'Orques
			MALDONADO	Nicolas	Saint Georges d'Orques
			PETIT	Floriane	Saint Georges d'Orques
			SCHULIAR	Christian	Saint Georges d'Orques
			MAUREL	Patricia	Saint Jean de Védas
			NENCIONI	Sébastien	Saint Jean de Védas
			BOUIS	Xavier	Sussargues
			DUDIEUZERE	Christophe	Vendargues
			GARCIA	Michèle	Vendargues
			JULIAN	Anne	Vendargues
			JACQUEY	Patricia	Villeneuve-lès-Maguelone

Commission Energie et transition énergétique

Président de Droit

Philippe SAUREL

Présidente

Michèle CASSAR

Présidente Suppléante

Titina DASYLVA

Elus métropolitains			Représentants des Communes		
Noms	Prénoms	Communes	Noms	Prénoms	Communes
ILLAIRE	Régine	Cournonsec	BASSOUL	Evelyne	Castelnau-le-Lez
MICHEL	Béatrice	Juvignac	ESCURET	Serge	Castries
FOURCADE	Jean-Noël	Lattes	NOEL	Thierry	Clapiers
BRISSAUD	Anne	Montpellier	TEISSIER	Michel	Cournonterral
DASYLVA	Titina	Montpellier	JUEN	Claude	Fabrègues
JAMET	France	Montpellier	CELIE	Christophe	Grabels
CASSAR	Michelle	Pignan	RUF	Thierry	Jacou
QUILES	Thierry	Pignan	LACOMBE	Guy	Lattes
RICO	Jean-Pierre	Pérols	PETIT	François	Lavérune
PETIT	Eric	Saint Jean de Védas	MILOSZYK	Francis	Le Crès
			PHILIPON	Pierre	Montaud
			DE MONTLAUR	Georges	Montaud
			ASSIE	Rémi	Montpellier
			HALUSKA	Vincent	Montpellier
			CINÇON	Sylvie	Pignan
			DELAUZE	Daniel	Pignan
			ROUDIL	Marc	Saint-Brès
			LE BLEVEC	Loic	Saint Drézéry
			MERCIER	Philippe	Saint-Drézéry
			EVOUNA NGUEMA	Graziella	Saint Georges d'Orques
			GADAY	Ghyslain	Saint Georges d'Orques
			CLAMOUSE	Alain	Saint Jean de Védas
			OMS	Marie-Laure	Saint Jean de Védas
			RENARD	Sylvie	Saint Jean de Védas
			JOUD	Patricia	Sussargues
			AUBRY	Gérard	Villeneuve-lès-Maguelone
			KEUSCH	Vanessa	Villeneuve-lès-Maguelone

Commission Finances

Président de Droit

Philippe SAUREL

Président

Max LEVITA

Président(e-s) Suppléant(e-s)

Elus métropolitains			Représentants des Communes		
Noms	Prénoms	Communes	Noms	Prénoms	Communes
MOYNIER	Arnaud	Beaulieu	SOULIER	Alain	Baillargues
ROUILLEAULT	Henri	Castelnau-le-Lez	GABORIT	France	Clapiers
DEWINTRE	Thierry	Castelnau-le-Lez	BOUSQUET	Jacques	Cournonsec
PASTOR	Gilbert	Castries	IMZOURH	Mohammed	Cournonsec
ILLAIRE	Régine	Cournonsec	GUIZARD	Christian	Cournonterral
ALAUZET	Jean-Marc	Fabrigues	AUFRANC	Thierry	Grabels
CALVAT	Renaud	Jacou	NAZET MARSON	Magali	Jacou
SAVY	Jean-Luc	Juvignac	GREPINET	Alain	Juvignac
FRAYSSE	Michel	Montferrier-sur-Lez	MARTIN	Eliane	Lattes
COUR	Christophe	Montpellier	PEREZ	Michel	Lavérune
LEVITA	Max	Montpellier	JEAN	Bernard	Le Crès
BOUALLAGA	Sabria	Montpellier	ROUVE	Pierre-Yves	Le Crès
BRISSAUD	Anne	Montpellier	ANGELVIN	Céline	Montaud
DASYLVA	Titina	Montpellier	CAPO	Bernard	Montferrier-sur-Lez
DE VERBIZIER	Henri	Montpellier	ROUSSEAU	Laurence	Murviel-lès-Montpellier
JAMET	France	Montpellier	TAVERNE	Jocelyne	Pérols
LANNELONGUE	Gérard	Montpellier	ORRICO	Patricia	Prades-le-Lez
MOURE	Jean-Pierre	Montpellier	POBLADOR	Jean-Luc	Prades-le-Lez
LUSSERT	Jean-Marc	Prades-le-Lez	DOMENECH	Jean-Marie	Restinclières
PELLET	Yvon	Saint-Geniès-des Mourgues	DURAND	Philippe	Saint-Brès
GUIRAUD	Isabelle	Saint Jean de Védas	MERCIER	Philippe	Saint-Drézéry
			ARQUILIERE	Anne-Marie	Saint-Geniès-des Mourgues
			CARMONA	Robert	Saint Georges d'Orques
			NENCIONI	Sébastien	Saint Jean de Védas
			VIDAL	Fanny	Saussan
			SERIEYS	Luc	Sussargues
			DUDIEUZERE	Christophe	Vendargues
			AUBRY	Gérard	Villeneuve-lès-Maguelone
			SEMAT	Pierre	Villeneuve-lès-Maguelone

Commission Gestion des temps, accessibilité, handicap et autonomie

Président de Droit

Philippe SAUREL

Présidente

Régine ILLAIRE

Présidente Suppléante

Patricia MIRALLES

Elus métropolitains			Représentants des Communes		
Noms	Prénoms	Communes	Noms	Prénoms	Communes
ILLAIRE	Régine	Cournonsec	PAPE	Luisa	Castelnau-le-Lez
PASTOR	Eric	Lattes	ALLOUCH	Jean-Philippe	Castelnau-le-Lez
JAMET	France	Montpellier	DALAINÉ	François	Castries
MALEK	Jérémie	Montpellier	CROUZIL	Gabrielle	Clapiers
MIRALLES	Patricia	Montpellier	BOUZEREAU	Norbert	Cournonsec
NAVARRÉ	Caroline	Montpellier	SAVIO	Laurent	Cournonsec
			MARTY	Robert	Cournonterral
			GINE	Martine	Cournonterral
			EHRlich	Célia	Grabels
			BONNET	Marie-France	Jacou
			LARGUIER	Jérôme	Juvignac
			ACQUAVIVA	Marcel	Lattes
			MAURY	Françoise	Lavérune
			AYACHE	Sophia	Montpellier
			WASSELIN	Michèle	Pignan
			CANTIE	Joël	Saint-Brès
			DACHEUX	Jean-Philippe	Saint-Drézéry
			SIRVEN	Françoise	Saint-Drézéry
			TRINDADE	José	Saint Jean de Védas
			SERRANO WATTEEL	Roselyne	Sussargues
			GUILLIMIN	Gisèle	Villeneuve-lès-Maguelone
			JACQUEY	Patricia	Villeneuve-lès-Maguelone

Commission Logement

Président de Droit

Philippe SAUREL

Président

Noël SEGURA

Présidents Suppléants

Catherine DARDE

Jérémie MALEK

Elus métropolitains			Représentants des Communes		
Noms	Prénoms	Communes	Noms	Prénoms	Communes
DARDE	Catherine	Castelnau-le-Lez	AMALVY	Marie-Thérèse	Baillargues
ROUILLEAULT	Henri	Castelnau-le-Lez	VASSAS MEJRI	Claudine	Castries
ILLAIRE	Régine	Cournonsec	BARON	Monique	Clapiers
FOURCADE	Mylène	Fabrigues	IMZOURH	Mohammed	Cournonsec
DONADA	Carole	Lattes	CHALME	Sophie	Grabels
FOURCADE	Jean-Noël	Lattes	DIRHOUSI	Zohra	Grabels
PASTOR	Eric	Lattes	BONNET	Marie-France	Jacou
PANOS	Marie-Christine	Le Crès	BOUSQUEL	Jacques	Juvignac
MALEK	Jérémie	Montpellier	BRAEMER	Luc	Juvignac
COTTE	Robert	Montpellier	GRAVIER	Eugène	Juvignac
LUSSERT	Jean-Marc	Prades-le-Lez	LOPEZ	Alexandre	Juvignac
PETIT	Eric	Saint Jean de Védas	LENOIR	Philippe	Lavérune
VERA	Joël	Saussan	MAURY	Françoise	Lavérune
SEGURA	Noël	Villeneuve-lès-Maguelone	WEBER	Jean-Paul	Lavérune
			DI GRAZIA	Chantal	Le Crès
			MILOSZYK	Francis	Le Crès
			GUILLERMET	Cathy	Montaud
			MAVEL	Catherine	Montaud
			HALUSKA	Vincent	Montpellier
			SALOMON	Samira	Montpellier
			MOYA ANNE	Claudine	Murviel-lès-Montpellier
			THALAMAS	Fabienne	Pignan
			CONESA	André	Pérols
			MIRAULT	Xavier	Pérols
			MORETEAU	Colette	Pérols
			RODRIGUEZ	Brigitte	Pérols
			ORRICO	Patricia	Prades-le-Lez
			ZAGHAR	Khalid	Prades-le-Lez
			ZIRAOUI	Samira	Prades-le-Lez
			BOUISRI	Rosa	Saint-Brès
			CANTIE	Joël	Saint-Brès
			AUBRY	Anne	Saint-Drézéry
			MARTIN-LAVAL	Bruno	Saint Jean de Védas
			LE BLEVEC	Benjamin	Saint Jean de Védas
			AMIEL	Anne	Saint Georges d'Orques
			SERRANO-WATTEEL	Roselyne	Sussargues
			NAVARRO	Marie	Vendargues
			CREGUT	Annie	Villeneuve-lès-Maguelone
			DONATIEN-GARNICA	Florence	Villeneuve-lès-Maguelone

Commission Participation citoyenne, performance et
évaluation des politiques publiques

Président de Droit

Philippe SAUREL

Présidente

Eliane LLORET

Président Suppléant

Max LEVITA

Elus métropolitains			Représentants des Communes		
Noms	Prénoms	Communes	Noms	Prénoms	Communes
ILLAIRE	Régine	Cournonsec	DELAUNAY	Stéphanie	Castelnau-le-Lez
FOURCADE	Jean-Noël	Lattes	VASSAS MEJRI	Claudine	Castries
BOUALLAGA	Sabria	Montpellier	AVENTURIER	Marjolaine	Clapiers
HART	Clare	Montpellier	EHRlich	Célia	Grabels
KRZYZANSKI	Pascal	Montpellier	FLACHER	Bruno	Grabels
LEVITA	Max	Montpellier	GAILLAC	Emmanuel	Jacou
LLORET	Eliane	Sussargues	VIGNERON	Emmanuelle	Juvignac
			ANDREU	Francis	Lattes
			JEAN	Bernard	Le Crès
			CHARDES	Mylène	Montpellier
			JEAN	Fanny	Saint-Drézéry
			MAUREL	Patricia	Saint Jean de Védas
			OMS	Marie-Laure	Saint Jean de Védas
			GARCIA	Michèle	Vendargues
			SEMAT	Pierre	Villeneuve-lès-Maguelone

Commission Prévention des risques majeurs et gestion des milieux aquatiques

Président de Droit

Philippe SAUREL

Présidente

Jackie GALABRUN-BOULBES

Présidents Suppléants

Pascal KRZYZANSKI

René REVOL

Elus métropolitains			Représentants des Communes		
Noms	Prénoms	Communes	Noms	Prénoms	Communes
ROUILLEAULT	Henri	Castelnau-le-Lez	COURTES	Jean-Marie	Baillargues
REVOL	René	Grabels	LAFFORGUE	Frédéric	Castelnau-le-Lez
MICHEL	Béatrice	Juvignac	DUTAU	Gilles	Clapiers
DONADA	Carole	Lattes	BOUZEREAU	Norbert	Cournonsec
FOURCADE	Jean-Noël	Lattes	FAUCHARD	Alain	Fabrigues
MEUNIER	Cyril	Lattes	OLIVARES	Jean-Pierre	Grabels
JAMET	France	Montpellier	PAGES	Jean-Louis	Grabels
KRZYZANSKI	Pascal	Montpellier	RUF	Thierry	Jacou
CASSAR	Michelle	Pignan	LOPEZ	Alexandre	Juvignac
QUILES	Thierry	Pignan	PLANCKE	Nicole	Lattes
GALABRUN-BOULBES	Jackie	Saint Drézéry	LOPEZ	Lionel	Lattes
			PETIT	François	Lavérune
			MILOSZYK	Francis	Le Crès
			CARBONELL	Gérard	Le Crès
			COMBALBERT-VERNIS	Jean-Sylvain	Le Crès
			PHILIPON	Pierre	Montaud
			CHARDES	Mylène	Montpellier
			HALUSKA	Vincent	Montpellier
			RIGUIDEL	Gérard	Pérois
			BERTAUD	Xavier	Sussargues
			FINART	Jean-Paul	Vendargues
			RASCALOU	Max	Vendargues
			HUBERMAN	Jean-Paul	Villeneuve-lès-Maguelone
			POITEVIN	Patrick	Villeneuve-lès-Maguelone

Commission Prévention et valorisation des déchets, propreté de l'espace public

Président de Droit

Philippe SAUREL

Président

Cyril MEUNIER

Présidents Suppléants

Henri DE VERBIZIER

Jackie GALABRUN-BOULBES

Elus métropolitains			Représentants des Communes		
Noms	Prénoms	Communes	Noms	Prénoms	Communes
PASTOR	Gilbert	Castries	LAFFORGUE	Frédéric	Castelnau-le-Lez
REVOL	René	Grabels	DUTAU	Gilles	Clapiers
MICHEL	Béatrice	Juvignac	MARAVAL	Françoise	Cournonsec
FOURCADE	Jean-Noël	Lattes	PISCOT	Marc	Cournonsec
MEUNIER	Cyril	Lattes	ALBERT	Marie	Cournonterral
COUR	Christophe	Montpellier	SOUVEYRAS	Christian	Fabrigues
DE VERBIZIER	Henri	Montpellier	BAUDOUIN	Christine	Jacou
QUILES	Thierry	Pignan	PLANCKE	Nicole	Lattes
GIANIEL	Isabelle	Pérols	PERVENT	Paloma	Lavérune
GALABRUN-BOULBES	Jackie	Saint-Drézéry	CARBONELL	Gérard	Le Crès
PETIT	Eric	Saint Jean de Védas	DE MONTLAUR	Georges	Montaud
CLARAC	Chantal	Villeneuve-lès-Maguelone	PHILIPON	Pierre	Montaud
			JAMME	Alain	Montferrier-sur-Lez
			ALBERNHE	Luc	Montpellier
			ASSIE	Rémi	Montpellier
			HALUSKA	Vincent	Montpellier
			MIGNARD	Mathias	Murviel-lès-Montpellier
			GIL	Mickael	Pignan
			MALEK	Jean-Marc	Pérols
			BERTHELOT	Raphaël	Prades-le-Lez
			KHENFOUF	Rachid	Prades-le-Lez
			SOUSSEN	Alain	Restinclières
			QUESNOY	Mylène	Saint-Drézéry
			VILLAR	Gisèle	Saint Geniès des Mourgues
			EYOUNA NGUEMA	Graziella	Saint Georges d'Orques
			OMS	Marie-Laure	Saint Jean de Védas
			GRENIER	Bernard	Saussan
			JOUD	Patricia	Sussargues
			FINART	Jean-Paul	Vendargues
			LEGOUGE	Jean-Marie	Villeneuve-lès-Maguelone

Commission Proximité, relations usagers, complexe funéraire, chasse et pêche

Président de Droit

Philippe SAUREL

Président

Laurent JAOUL

Président Suppléant

Lorraine ACQUIER

Elus métropolitains			Représentants des Communes		
Noms	Prénoms	Communes	Noms	Prénoms	Communes
ACQUIER	Lorraine	Montpellier	CHASSING	Philippe	Castelnau-le-Lez
JAOUL	Laurent	Saint-Brès	PAPE	Luisa	Castelnau-le-Lez
PETIT	Eric	Saint Jean de Védas	VLAISLOIR	Edith	Castelnau-le-Lez
LLORET	Eliane	Sussargues	VASSAS MEJRI	Claudine	Castries
			AVENTURIER	Marjolaine	Clapiers
			ANTONICELLI	Sarah	Cournonsec
			CONSTANS	Ghislaine	Cournonsec
			LIATIM	Aïcha	Cournonsec
			SAVIO	Laurent	Cournonsec
			SOUVEYRAS	Christian	Fabrègues
			BONNET	Marie-France	Jacou
			GRAVIER	Eugène	Juvignac
			LOPEZ	Lionel	Lattes
			CASTILLO	Sandrine	Lavérune
			CALADOU	Geneviève	Montaud
			SALOMON	Samira	Montpellier
			BEAULIEU	Hélène	Prades-le-Lez
			CANTIE	Joël	Saint-Brès
			GIRAUDEAU	Olivier	Saint-Brès
			SCHWARTZ	Josy	Saint-Brès
			JEAN	Fanny	Saint-Drézéry
			MERLIN	Didier	Saint Jean de Védas
			PUJOL	Roger	Vendargues
			HUBERMAN	Jean-Paul	Villeneuve-lès-Maguelone
			JACQUEY	Patricia	Villeneuve-lès-Maguelone

Commission Ressources Humaines

Président de Droit

Philippe SAUREL

Président

Pierre BONNAL

Présidents Suppléants

Rosy BUONO

Guy BARRAL

Elus métropolitains			Représentants des Communes		
Noms	Prénoms	Communes	Noms	Prénoms	Communes
ILLAIRE	Régine	Cournonsec	AMALVY	Marie-Thérèse	Baillargues
BUONO	Rosy	Lattes	NOEL	Thierry	Clapiers
BONNAL	Pierre	Le Crès	BOUSQUET	Jacques	Cournonsec
PANOS	Marie-Christine	Le Crès	GUIZARD	Christian	Cournonterral
BARRAL	Guy	Montpellier	AUFRANC	Thierry	Grabels
BOUALLAGA	Sabria	Montpellier	MARINES	Jean-François	Grabels
MALEK	Jérémie	Montpellier	VIDAL	Jacqueline	Jacou
EL KANDOUSSI	Abdi	Montpellier	BOUSQUEL	Jacques	Juvignac
			MERLET	Hélène	Juvignac
			ANDREU	Francis	Lattes
			LUZY	Hélène	Le Crès
			BARBE	Patrick	Montaud
			BOULAND	Corinne	Montaud
			BARRENECHEA	Yolande	Saint-Brès
			BAECKEROOT	Marie-Hélène	Saint-Drézéry
			ARQUILIERE	Anne-Marie	Saint Geniès des Mourgues
			SCHULIAR	Christian	Saint Georges d'Orques
			PAINTRAND	Jean-François	Saint Jean de Védas
			SERIEYS	Luc	Sussargues
			GUILLIMIN	Gisèle	Villeneuve-lès-Maguelone
			MARES	Danielle	Villeneuve-lès-Maguelone

Commission Service public de l'eau et de l'assainissement

Président de Droit

Philippe SAUREL

Président

René REVOL

Présidents Suppléants

Renaud CALVAT

Cyril MEUNIER

Elus métropolitains			Représentants des Communes		
Noms	Prénoms	Communes	Noms	Prénoms	Communes
MOYNIER	Arnaud	Beaulieu	COURTES	Jean-Marie	Baillargues
ALAUZET	Jean-Marc	Fabrègues	LAFFORGUE	Frédéric	Castelnau-le-Lez
REVOL	René	Grabels	VINDOLET	Thierry	Clapiers
CALVAT	Renaud	Jacou	PISCOT	Marc	Cournonsec
MICHEL	Béatrice	Juvignac	VIDAL	Maurice	Cournonsec
DONADA	Carole	Lattes	FLACHER	Bruno	Grabels
FOURCADE	Jean-Noël	Lattes	OLIVARES	Jean-Pierre	Grabels
MEUNIER	Cyril	Lattes	RUF	Thierry	Jacou
RAYMOND	Joël	Montaud	LENOIR	Philippe	Lavérune
FRAYSSE	Michel	Montferrier-sur-Lez	PETIT	François	Lavérune
DE VERBIZIER	Henri	Montpellier	MILOSZYK	Francis	Le Crès
JAMET	France	Montpellier	PINTARD	Céline	Le Crès
KRZYZANSKI	Pascal	Montpellier	COMBALBERT-VERNIS	Jean-Sylvain	Le Crès
GIANIEL	Isabelle	Pérols	PHILIPON	Pierre	Montaud
PETIT	Eric	Saint Jean de Védas	ALBERNHE	Luc	Montpellier
DUDIEUZERE	Pierre	Vendargues	ASSIE	Rémi	Montpellier
			VALLETTE VIALLLARD	Alain	Murviel-lès-Montpellier
			LITTON	Michel	Pérols
			PELLET	Marc	Pérols
			KHENFOUF	Rachid	Prades-le-Lez
			SOUSSEN	Alain	Restinclières
			ROUDIL	Marc	Saint-Brès
			DACHEUX	Jean-Philippe	Saint-Drézéry
			COEURVEILLE	André	Saint Georges d'Orques
			FONTVIEILLE	Henri	Saint Jean de Védas
			JOUD	Patricia	Sussargues
			FINART	Jean-Paul	Vendargues
			AUBRY	Gérard	Villeneuve-lès-Maguelone
			POITEVIN	Patrick	Villeneuve-lès-Maguelone

Commission Sports et Traditions sportives

Président de Droit

Philippe SAUREL

Président

Jean-Luc MEISSONNIER

Président Suppléant

Fabien ABERT

Elus métropolitains			Représentants des Communes		
Noms	Prénoms	Communes	Noms	Prénoms	Communes
MEISSONNIER	Jean-Luc	Baillargues	SUAY	Régine	Baillargues
ABERT	Fabien	Montpellier	VANGREVELYNGHE	Patricia	Baillargues
BARRAL	Guy	Montpellier	ALZAS	Thierry	Castelnau-le-Lez
JAMET	France	Montpellier	SARRADIN	Muriel	Castelnau-le-Lez
BRISAUD	Anne	Montpellier	CROUZET	Chantal	Castries
DE VERBIZIER	Henri	Montpellier	VINDOLET	Thierry	Clapiers
MARTIN	Hervé	Montpellier	ANTONICELLI	Sarah	Cournonsec
FRECHIE	Julie	Montpellier	BOUSQUET	Jacques	Cournonsec
CASSAR	Michelle	Pignan	BOUZEREAU	Norbert	Cournonsec
QUILES	Thierry	Pignan	LABARIAS	Bernard	Cournonsec
LUSSERT	Jean-Marc	Prades-le-Lez	LIATIM	Aïcha	Cournonsec
JAUL	Laurent	Saint-Brès	CARNET	Olivier	Cournonterral
PELLET	Yvon	Saint Genies des Mourgues	FRANCES	Trinité	Cournonterral
PETIT	Eric	Saint Jean de Védas	TEISSIER	Michel	Cournonterral
CLARAC	Chantal	Villeneuve-lès-Maguelone	CRAYSSAC	Dominique	Fabrigues
			CARRERE	Véronique	Grabels
			CELIE	Christophe	Grabels
			GALANT	Christine	Grabels
			COMBETTES	Michel	Jacou
			CASTELL	Alain	Juvignac
			THIALY-BARDOL	Audrey	Juvignac
			CANDELA	Frédéric	Lattes
			JOUE	Régis	Lattes
			BILLETTE	Patrick	Lavérune
			CARBONNEILL	Philippe	Lavérune
			CHAVANCE	Maxime	Le Crès
			MARIN	Lionel	Le Crès
			ANDRE	Jean-Michel	Le Crès
			CAUSIN	Laurent	Le Crès
			PINTARD	Céline	Le Crès
			DE MONTLAUR	George	Montaud
			FABRI	Stéphane	Montaud
			RUIZ	Jacques	Montferrier-sur-Lez
			MOULIN	Laurent	Murviel-lès-Montpellier
			BOUDET	Olivier	Pérols
			LEIENDECKERS	Jean-Marc	Pérols
			LITTON	Michel	Pérols
			NIVASSE	Patricia	Pérols
			MERCADIER	Jean-Laurent	Prades-le-Lez
			ARCOS	Isabel	Restinclières
			LECOESTER	Séverine	Saint-Brès
			ROUDIL	Marc	Saint-Brès
			MELLINAS	Patricia	Saint-Brès
			SCHWARTZ	Josy	Saint-Brès
			JEAN	Fanny	Saint-Drézéry
			MERCIER	Philippe	Saint-Drézéry
			CHOMEL	Chantal	Saint Georges d'Orques
			COEURVEILLE	André	Saint Georges d'Orques
			RUST	Albert	Saint Georges d'Orques
			SCHMITT	Jérôme	Saint Georges d'Orques
			FASSIO	Isabelle	Saint Jean de Védas
			OMS	Marie-Laure	Saint Jean de Védas
			TRINDADE	José	Saint Jean de Védas
			VIGROUX	Christine	Saussan
			PAGES	Catherine	Sussargues
			BERETTI	Philippe	Vendargues
			RASCALOU	Maxime	Vendargues
			NOGUES	Olivier	Villeneuve-lès-Maguelone

Commission Transports et Mobilité

Président de Droit

Philippe SAUREL

Présidente

Isabelle GIANIEL

Président Suppléant

Jean-Luc MEISSONNIER

Elus métropolitains			Représentants des Communes		
Noms	Prénoms	Communes	Noms	Prénoms	Communes
MEISSONNIER	Jean-Luc	Baillargues	BASSOUL	Evelyne	Castelnau-le-Lez
ROUILLEAULT	Henri	Castelnau-le-Lez	VASSAS MEJRI	Claudine	Castries
ILLAIRE	Régine	Cournonsec	CROUZIL	Gabrielle	Clapiers
BREYSSE	Thierry	Cournonterral	LIATIM	Aïcha	Cournonsec
FOURCADE	Mylène	Fabrègues	CARNET	Olivier	Cournonterral
JABADO	Claire	Grabels	FRANCES	Trinité	Cournonterral
CALVAT	Renaud	Jacou	PAGES	Jean-Louis	Grabels
PASTOR	Eric	Lattes	JOURDAN	Nicolas	Jacou
CAIZERGUES	Roger	Lavérune	LOPEZ	Alexandre	Juvignac
BRISAUD	Anne	Montpellier	LACOMBE	Guy	Lattes
COUR	Christophe	Montpellier	LOPEZ	Lionel	Lattes
DOMERGUE	Jacques	Montpellier	MARTIN	Eliane	Lattes
EL KANDOSSI	Abdi	Montpellier	PERVENT	Paloma	Lavérune
KERANGUEVEN	Sonia	Montpellier	CARBONELL	Gérard	Le Crès
MALEK	Jérémie	Montpellier	MILOSZYK	Francis	Le Crès
MOURE	Jean-Pierre	Montpellier	PHILIPON	Pierre	Montaud
CASSAR	Michelle	Pignan	LAZUTTES	Marie-André	Montferrier-sur-Lez
QUILES	Thierry	Pignan	CHARDES	Mylène	Montpellier
GIANIEL	Isabelle	Pérols	HALUSKA	Vincent	Montpellier
LUSSERT	Jean-Marc	Prades-le-Lez	BOULET	Serge	Murviel-lès-Montpellier
JAOL	Laurent	Saint-Brès	WASSELIN	Michèle	Pignan
PETIT	Eric	Saint Jean de Védas	CINÇON	Sylvie	Pignan
			LEIENDECKERS	Jean-Marc	Pérols
			TAVERNE	Jocelyne	Pérols
			KHENFOUF	Rachid	Prades-le-Lez
			SCHWARTZ	Josy	Saint-Brès
			LE BLEVEC	Loic	Saint-Drézéry
			HARDEMAN	Jean	Saint Georges d'Orques
			MALDONADO	Nicolas	Saint Georges d'Orques
			SCHMITT	Jérôme	Saint Georges d'Orques
			NENCIONI	Sébastien	Saint Jean de Védas
			BERTAUD	Xavier	Sussargues
			FINART	Jean-Paul	Vendargues
			GUILLIMIN	Gisèle	Villeneuve-lès-Maguelone
			JACQUEY	Patricia	Villeneuve-lès-Maguelone

Commission Valorisation et protection animales, biodiversité

Président de Droit

Philippe SAUREL

Président

Jean-François AUDRIN

Présidents Suppléants

Rosy BUONO

François DELAINE

Elus métropolitains			Représentants des Communes		
Noms	Prénoms	Communes	Noms	Prénoms	Communes
BUONO	Rosy	Lattes	DALAINÉ	François	Castries
BARTHAS-ORSAL	Valérie	Montpellier	CROUZIL	Gabrielle	Clapiers
JAMET	France	Montpellier	GONDRAN	Claire	Grabels
AUDRIN	Jean-François	Saint Georges d'Orques	GUILLIANELI	Anne-Marie	Pérois
			JAUMES	Sylvie	Saint-Brès
			JEAN	Fanny	Saint-Drézéry
			PAINTRAND	Jean-François	Saint Jean de Védas
			RASCALOU	Max	Vendargues

Commission Voirie, espace public

Président de Droit

Philippe SAUREL

Président

Rabii YOUSSEUS

Président Suppléant

Jérémie MALEK

Elus métropolitains			Représentants des Communes		
Noms	Prénoms	Communes	Noms	Prénoms	Communes
GRAND	Jean-Pierre	Castelnau-le-Lez	LAFFORGUE	Frédéric	Castelnau-le-Lez
FOURCADE	Jean-Noël	Lattes	ESCURET	Serge	Castries
CAIZERGUES	Roger	Lavérune	BASCOUL	Julien	Clapiers
MALEK	Jérémie	Montpellier	LIATIM	Aïcha	Cournonsec
YOUSSEUS	Rabii	Montpellier	NURIT	Gilles	Cournonsec
BALAZUN	Géniès	Restinclières	PISCOT	Marc	Cournonsec
PELLET	Yvon	Saint Genies des Mourgues	FRANCES	Trinité	Cournonterral
PETIT	Eric	Saint Jean de Védas	JUEN	Claude	Fabrègues
			OLIVARES	Jean-Pierre	Grabels
			PAGES	Jean-Louis	Grabels
			JOURDAN	Nicolas	Jacou
			BRAEMER	Luc	Juvignac
			CAPEL	Christian	Lattes
			LOPEZ	Lionel	Lattes
			MARTIN	Eliane	Lattes
			PERVENT	Paloma	Lavérune
			PAU	Brigitte	Le Crès
			LOUCHE	Christian	Montaud
			PHILIPON	Pierre	Montaud
			JAMME	Alain	Montferrier-sur-Lez
			ALBERNHE	Luc	Montpellier
			ASSIE	Rémi	Montpellier
			VIALLLARD VALLETTE	Alain	Murviel-lès-Montpellier
			GALINIER	Denis	Pignan
			MALEK	Jean-Marc	Pérols
			KHENFOUF	Rachid	Prades-le-Lez
			ROUDIL	Marc	Saint-Brès
			DACHEUX	Jean-Philippe	Saint-Drézéry
			COEURVEILLE	André	Saint Georges d'Orques
			HARDEMAN	Jean	Saint Georges d'Orques
			MALDONADO	Nicolas	Saint Georges d'Orques
			SCHMITT	Jérôme	Saint Georges d'Orques
			FONTVIEILLE	Henri	Saint Jean de Védas
			SCIALOM	Daniel	Saint Jean de Védas
			BOUIS	Xavier	Sussargues
			FINART	Jean-Paul	Vendargues
			NOGUES	Olivier	Villeneuve-lès-Maguelone
			POITEVIN	Patrick	Villeneuve-lès-Maguelone



SEANCE ORDINAIRE DU 24 FÉVRIER 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-quatre février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme A. BRISSAUD, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSOUS, .

Pouvoir(s):

Mme R. BUONO à M. C. MEUNIER, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. A. LARUE à M. G. LANNELONGUE, M. H. MARTIN à Mme J. FRÊCHE, Mme C. NAVARRE à Mme C. MARION, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, M. B. TRAVIER à M. A. EL KANDOUSSI.

Excusé(es):

M. T. BREYSSE

Absent(es):

Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, Mme C. DONADA, Mme B. MICHEL, M. J.-L. SAVY

HORS COMMISSION – ACCORDS-CADRES N°3982CO15 POUR L'IMPRESSION DES DOCUMENTS DE COMMUNICATION DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE - MODIFICATION POUR LE LOT N°7 - AUTORISATION DE SIGNER CET ACCORD-CADRE

M. A. EL KANDOUSSI, Conseiller spécial, délégué à la Communication, rapporte :

La consultation concerne l'impression de documents de communication ; en effet dans le cadre de ses activités, la direction de la communication de Montpellier Méditerranée Métropole réalise différents types de documents de communication.

Ces prestations ont été divisées en 7 lots. Il s'agit d'accords-cadres multi attributaire sans minimum ni maximum conclus avec un nombre de 3 titulaires par lot, sous réserve d'un nombre suffisant de candidats et d'offres. Les marchés subséquents seront passés au fur et à mesure de l'apparition des besoins, après remise en concurrence des titulaires.

Par délibération n° 13444 du 12 novembre 2015, le conseil a autorisé la signature de ces accords cadres, et notamment ceux relatifs au lot n°7 : « Impression de supports par l'utilisation de machines d'impression tous formats sur supports souples et rigides (toile, bâche, carton, PVC,...), en sérigraphique, jet d'encre, offset,... ».

En effet, après l'analyse des offres effectuée par la direction de la communication en application des critères de jugement des offres définis dans le règlement de consultation, la commission d'appel d'offres du 27 octobre 2015 a décidé de retenir les entreprises suivantes :

- 1 – TG DIFFUSION (34740 Vendargues)
- 2 – D DAY VISION (34130 Mauguio),
- 3- VISUAL FACTORY (34070 Montpellier),

Or, en application de l'article 46 du Code des marchés publics, la société TG DIFFUSION n'ayant pas été en mesure de produire, dans le délai imparti, les documents attestant de la régularité de sa situation fiscale et sociale, son offre a été rejetée et le candidat dont l'offre a été classé immédiatement après la sienne a été sollicité pour produire ces mêmes certificats et attestations. En l'espèce, le candidat classé en 4^{ème} position par la Commission d'Appel d'Offres est la société SUPERPLAN (13003 Marseille), qui a été en mesure de produire ces pièces.

La présente délibération vient donc corriger la délibération n°13444 du 12 novembre 2015, en sollicitant la signature de l'accord cadre avec la société SUPERPLAN à la place de la société TG DIFFUSION.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer l'accord-cadre à intervenir sur ce lot 7 avec les sociétés D DAY VISION, VISUAL FACTORY et SUPERPLAN;
- dire que les crédits seront inscrits au budget 2016 chapitre 930, 933, 935 et 936 de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à prendre toute décision relative à l'exécution de cet accord-cadre et à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Délibération n° 13644

Certifié Exécutoire
Publié le : 26/02/16
Déposé En Préfecture
Le : 26/02/16
Numéro de l'acte :
034-243400017-20160224-lmc1111174-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 26/02/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 24 FÉVRIER 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-quatre février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme A. BRISSAUD, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme R. BUONO à M. C. MEUNIER, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. A. LARUE à M. G. LANNELONGUE, M. H. MARTIN à Mme J. FRÊCHE, Mme C. NAVARRE à Mme C. MARION, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, M. B. TRAVIER à M. A. EL KANDOUSSI.

Excusé(es):

M. T. BREYSSE

Absent(es):

Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, Mme C. DONADA, Mme B. MICHEL, M. J.-L. SAVY

HORS COMMISSION – CONVENTION CONSTITUTIVE DE GROUPEMENT DE COMMANDES ENTRE LA MÉTROPOLE ET LA VILLE DE MONTPELLIER - AUTORISATION DE LANCEMENT ET DE SIGNATURE - MARCHÉ N°4634RI16 DE DÉVELOPPEMENT ET D'ACCOMPAGNEMENT SUR LES LOGICIELS LIBRES DE LA PLATEFORME E-SERVICES MUTUALISÉE

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, rapporte :

Dans le cadre du projet de plateforme e-services mutualisée, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier ont identifié des besoins communs de développements, maintenance et accompagnement sur les logiciels libres constitutifs de la plateforme utilisée par les deux collectivités. Afin de rationaliser les investissements et réaliser des économies, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier ont décidé de constituer un groupement de commandes, conformément à la convention annexée et à l'article 8 du Code des Marchés publics et de lancer une procédure de mise en concurrence.

La Métropole est désignée coordonnateur du groupement.

Chaque commune sera en charge de sa bonne exécution pour ce qui la concerne.

La procédure de mise en concurrence sera conforme aux articles 57 à 59 et 77 du Code des Marchés Publics (Appel d'Offres Ouvert).

Le marché n°4634RI16 sera signé et notifié par Montpellier Méditerranée Métropole, au nom des membres du groupement, pour une durée de un an, reconductible trois fois.

Le marché est constitué de 2 lots :

- Lot 1 : Développements et maintenance,
- Lot 2 : Accompagnement.

Le marché sera sans montant minimum et maximum avec une estimation globale pour la totalité de la durée du marché de 420 000 € H.T. détaillée comme suit :

- Ville de Montpellier : Lot 1 – 110 000 € H.T. / Lot 2 – 70 000 € H.T. ;
- Montpellier Méditerranée Métropole : Lot 1 – 120 000 € H.T. / Lot 2 – 120 000 € H.T.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser l'établissement d'un Groupement de Commandes entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier,
- autoriser Monsieur le Président, avant l'engagement de la procédure de passation, à souscrire le marché à intervenir avec le candidat retenu par la Commission d'Appels d'Offres, à l'issue de la procédure de consultation, conformément à l'article L2122-21-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, et à signer tout document relatif à cette affaire , à la fois concernant la passation et l'exécution du marché,
- autoriser Monsieur le Président à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Délibération n° 13645

Certifié Exécutoire
Publié le : 26/02/16
Déposé En Préfecture
Le : 26/02/16
Numéro de l'acte :
034-243400017-20160224-lmc1111038-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 26/02/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 24 FÉVRIER 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-quatre février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme A. BRISSAUD, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme R. BUONO à M. C. MEUNIER, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. A. LARUE à M. G. LANNELONGUE, M. H. MARTIN à Mme J. FRÊCHE, Mme C. NAVARRE à Mme C. MARION, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, M. B. TRAVIER à M. A. EL KANDOSSI.

Excusé(es):

M. T. BREYSSE

Absent(es):

Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, Mme C. DONADA, Mme B. MICHEL, M. J.-L. SAVY

HORS COMMISSION – SYNDICAT HÉRAULT ÉNERGIE - ENFOUISSEMENT DES RÉSEAUX - CONVENTION DE CO-MAÎTRISE D'OUVRAGE SUR LE TERRITOIRE DES COMMUNES DE PIGNAN ET GRABELS - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. R. YOUSSEF, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Voirie, Espace Public, rapporte :

En application du décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, de l'article L 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'issue des conventions en vue de l'exercice transitoire des compétences nouvelles de la métropole, celle-ci assure l'entretien et l'aménagement de la voirie, des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain et leurs accessoires sur le territoire des 31 communes membres. Elle gère aussi les concessions de distribution d'électricité et de gaz sur son territoire soit directement soit via les syndicats intercommunaux compétents.

Le syndicat mixte Hérault Energie est autorisé concédant des réseaux d'électricité sur le territoire de 24 communes de la Métropole dont Pignan et Grabels.

Il est amené à réaliser à ce titre, des travaux d'enfouissement de ces réseaux ainsi que de ceux de l'opérateur de réseau de télécommunication Orange en application de la convention conclue avec cet opérateur historique et des dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales.

Dans la poursuite des projets communaux Montpellier Méditerranée Métropole souhaite enfouir les réseaux d'éclairage public dans une double dynamique d'amélioration du cadre de vie des habitants des villages concernés et de rationalisation de l'action et de la dépense publique.

A ce titre elle souhaite conclure deux conventions de co-maîtrise d'ouvrage en application de l'article 2 .II de la loi du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique avec le Syndicat mixte Hérault Energie concernant les 2 opérations suivantes :

- Pignan rue de l'Enclos et rue de la Cité,
- Grabels rue de la Treille.

Au titre de ces conventions le Syndicat Hérault Energie assure :

- la maîtrise d'ouvrage de l'ensemble de l'opération d'enfouissement des réseaux et notamment : le choix et le suivi de la maîtrise d'œuvre, le choix des entreprises et le suivi des travaux, la réception des travaux, la gestion des éventuels contentieux,
- la gestion administrative, financière et technique avec l'opérateur de réseau de télécommunication,
- le financement de l'opération.

Montpellier Méditerranée Métropole rembourse au SHE le coût de l'opération d'enfouissement déduction faite de la récupération de la TVA et de la subvention du concessionnaire sur les travaux d'électricité, récupérés par le Syndicat.

Pour l'opération Pignan : rue de l'Enclos et rue de la Cité, l'estimation des dépenses de l'opération s'élève à 165 579, 30 € TTC dont :

- travaux d'électricité : 87 117,26 €
- travaux d'éclairage public : 53 630,63 €
- travaux de télécommunications : 24 831,41 €

La subvention du concessionnaire sur les travaux d'électricité est estimée à 29 402,07€, celle-ci étant égale à 40% du montant Hors Taxes des travaux d'électricité.

La TVA à récupérer sur les travaux d'électricité, directement par Hérault Energie est de 13 612 €.

Le solde de l'opération à la charge de la Métropole s'élève donc à 122 565,15€

Pour l'opération Grabels, rue de la Treille, l'estimation des dépenses de l'opération s'élève à : 73 821,73€ dont :

- travaux d'électricité : 39 813,97€
- travaux d'éclairage public : 18 484,34€
- travaux de télécommunications : 15 523,42€

La subvention du concessionnaire sur les travaux d'électricité est estimée à 13 437,22€.

La TVA à récupérer sur les travaux d'électricité, directement par Hérault Energie: 6 220,93€.

Le solde de l'opération à la charge de la Métropole s'élève donc à 54 163,58€.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les projets d'enfouissement des réseaux sur les communes de Pignan et Grabels et leurs financements prévisionnels tels que définis ci-dessus ;
- approuver les conventions de co-maîtrise d'ouvrage ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2016 chapitre 908 ;
- autoriser monsieur le Président à signer les deux conventions de maîtrise d'ouvrage à intervenir ainsi que l'ensemble des actes relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 26/02/16

Déposé En Préfecture

Le : 26/02/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160224-lmc1112132-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 26/02/16

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 24 FÉVRIER 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-quatre février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme A. BRISSAUD, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme R. BUONO à M. C. MEUNIER, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. A. LARUE à M. G. LANNELONGUE, M. H. MARTIN à Mme J. FRÊCHE, Mme C. NAVARRE à Mme C. MARION, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, M. B. TRAVIER à M. A. EL KANDOUSSI.

Excusé(es):

M. T. BREYSSE

Absent(es):

Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, Mme C. DONADA, Mme B. MICHEL, M. J.-L. SAVY

HORS COMMISSION – COMMUNE DE SAINT JEAN DE VÉDAS - DOSSIER D'ENQUÊTE PRÉALABLE À LA DÉCLARATION D'UTILITÉ PUBLIQUE VALANT MISE EN COMPATIBILITÉ DU PLU POUR LA CRÉATION D'UN PÔLE MÉDICAL - APPROBATION

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, rapporte :

La situation du site des Jasses, à Saint Jean de Védas – environ 7 ha en entrée de la commune et à la porte Ouest de Montpellier Méditerranée Métropole, actuellement en nature de friche et de vignes - et son accessibilité -connexion directe à l'A9, au futur COM, au futur Boulevard Urbain Sud et desserte par le tramway - en font un secteur particulièrement stratégique pour l'implantation d'un équipement d'intérêt général d'envergure.

L'implantation d'un pôle d'activités médicales à rayonnement régional sur ce site des Jasses présente une utilité publique à l'échelle de la Commune de Saint Jean de Védas, de la Métropole et plus largement de la Région, tant au regard de l'offre de services de santé proposée et du rayonnement lié à cet équipement, que du maintien et de la création d'emplois générés par le projet. Il est porté par Montpellier Méditerranée Métropole au titre de sa compétence en matière de développement économique.

Le pôle médical accueillera la clinique Saint-Jean, actuellement à l'étroit en centre-ville, un service d'urgences, manquant sur ce secteur géographique de la Métropole, ainsi qu'une offre médicale et para-médicale complète et structurée permettant une prise en charge des patients en un même lieu, depuis le diagnostic jusqu'aux soins.

La réalisation de ce projet nécessite la réalisation d'aménagements viaires et hydrauliques sur le site, dont un bassin de rétention permettant de recueillir les eaux de ruissellement d'un important bassin versant urbanisé de la commune. Ces aménagements, de compétence de la Métropole, seront financés en partie par les constructeurs, à hauteur des besoins générés par les nouvelles constructions, via un Projet Urbain Partenarial.

Le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Saint Jean de Védas en vigueur, approuvé par délibération du Conseil municipal le 21 janvier 2008, ne permet pas actuellement la réalisation de ce projet. En effet, le site des Jasses est inscrit en zone agricole au PLU. Son ouverture à l'urbanisation nécessite une évolution de ce document d'urbanisme. En revanche, cette évolution est compatible avec les orientations du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) en vigueur, qui identifie ce secteur comme un site d'extension urbaine.

Lorsque la réalisation d'un projet présentant un caractère d'utilité publique nécessite une mise en compatibilité d'un plan local d'urbanisme, ce projet peut faire l'objet d'une déclaration d'utilité publique emportant mise en compatibilité du PLU dans la mesure où l'enquête publique a porté à la fois sur l'utilité publique des travaux envisagés et sur la mise en compatibilité du PLU.

Il sera procédé à une enquête qui portera à la fois sur la déclaration d'utilité publique du projet et sur la mise en compatibilité du PLU au titre de l'article L.122-5 du Code de l'expropriation.

Les travaux à réaliser notamment les aménagements viaires et hydrauliques utiles à l'installation du pôle d'activités médicales, nécessite des acquisitions foncières, lesquelles pourraient être réalisées par le biais d'une procédure d'expropriation. A cette fin une enquête parcellaire sera réalisée dans un second temps si les négociations amiables en cours n'aboutissent pas.

Le dossier d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique valant mise en compatibilité du PLU est composé conformément aux dispositions de l'article R112-4 du Code de l'expropriation mais également suivant les dispositions du Code de l'environnement notamment de l'article R.123-8, des pièces suivantes : une notice explicative de présentation du projet à déclarer d'utilité publique, l'état des données administratives, un plan de situation et le périmètre de DUP, l'appréciation sommaire des dépenses, les caractéristiques principales des ouvrages, les plans des principaux ouvrages, les avis obligatoires émis sur le projet ainsi qu'un dossier de mise en compatibilité du PLU de Saint Jean de Védas.

Par ailleurs, compte tenu des faibles enjeux environnementaux sur ce site et de l'absence de risque sur le captage, le Préfet par décision, après avis au cas par cas de la DREAL a exonéré le projet d'une étude d'impact et le dossier de mise en compatibilité du PLU d'une évaluation environnementale

Enfin, compte tenu des contraintes de la clinique sur son site actuel et des enjeux en terme d'emploi et d'amélioration de l'offre de services de santé, il est demandé, au titre des articles L232-1 et R232-1 et suivants du Code de l'expropriation la déclaration d'urgence permettant de prendre possession des terrains nécessaires aux aménagements sur le site des Jasses selon une procédure aux délais réduits.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le dossier d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique valant mise en compatibilité du PLU de Saint Jean de Védas en vu de permettre la création d'un pôle médical d'envergure métropolitaine,
- demander à Monsieur le Préfet de l'Hérault, le lancement des procédures aux fins d'obtention, après enquête, de l'arrêté déclarant l'utilité publique et emportant la mise en compatibilité du PLU de Saint Jean de Védas avec le projet précité,
- demander à Monsieur le Préfet de l'Hérault, de constater l'urgence à prendre possession des biens nécessaires à la réalisation du projet au titre de l'article R232-1 du Code de l'expropriation,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire
Publié le : 26/02/16
Déposé En Préfecture
Le : 26/02/16
Numéro de l'acte :
034-243400017-20160224-lmc1111523-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 26/02/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 24 FÉVRIER 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-quatre février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme A. BRISSAUD, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme R. BUONO à M. C. MEUNIER, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. A. LARUE à M. G. LANNELONGUE, M. H. MARTIN à Mme J. FRÊCHE, Mme C. NAVARRE à Mme C. MARION, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, M. B. TRAVIER à M. A. EL KANDOUSSI.

Excusé(es):

M. T. BREYSSE

Absent(es):

Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, Mme C. DONADA, Mme B. MICHEL, M. J.-L. SAVY

HORS COMMISSION – BISTROT ET THÉÂTRE DE GRAMMONT - CONVENTION DE RÉALISATION DE TRAVAUX ET DE RÉPARTITION DES COÛTS AVEC LA VILLE DE MONTPELLIER - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

La Ville de Montpellier a conclu avec l'Institut Bouisson Bertrand un bail emphytéotique administratif le 1^{er} octobre 1979, portant sur les parcelles RL 1 et RL 3, sur lesquelles sont érigés, notamment, les dépendances du château de Grammont (le bistrot et les locaux du théâtre de Grammont).

Dans le cadre des transferts de compétences, articles L 5211-5 III et L. 1321-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, une partie des locaux des dépendances du château a été transférée à la Communauté d'Agglomération de Montpellier en 2002.

Suite à des désordres structurels constatés sur le bâtiment des dépendances du château, après un diagnostic effectué par l'entreprise P3G en 2013, la commune de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ont convenu de réaliser des travaux d'investissements.

Ces travaux, évalués à ce stade à 145 000 € H.T., seront réalisés sous la maîtrise d'ouvrage de la Ville de Montpellier, et refacturés à Montpellier Méditerranée Métropole à hauteur de 50% des dépenses constatées à leur terme.

Ce dispositif nécessite la conclusion d'une convention entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, qui définit les modalités techniques et financières de l'opération. La durée des travaux est estimée à deux mois.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion de la convention de réalisation de travaux et de répartition des coûts avec la Ville de Montpellier,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 903,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention susmentionnée ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 26/02/16

Déposé En Préfecture

Le : 26/02/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160224-lmc1112936-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 26/02/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.

**ADMINISTRATION GENERALE, CONTENTIEUX ET
AFFAIRES JURIDIQUES**



SEANCE ORDINAIRE DU 24 FÉVRIER 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-quatre février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme A. BRISSAUD, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASILVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSE, .

Pouvoir(s):

Mme R. BUONO à M. C. MEUNIER, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. A. LARUE à M. G. LANNELONGUE, M. H. MARTIN à Mme J. FRÊCHE, Mme C. NAVARRE à Mme C. MARION, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, M. B. TRAVIER à M. A. EL KANDOUSSI.

Excusé(es):

M. T. BREYSSE

Absent(es):

Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, Mme C. DONADA, Mme B. MICHEL, M. J.-L. SAVY

**ADMINISTRATION GÉNÉRALE, CONTENTIEUX ET AFFAIRES JURIDIQUES –
AVENANT N°1 - MARCHÉ N°3414MG13BIS DE FOURNITURE DE SERVICES DE
TÉLÉCOMMUNICATIONS MOBILES - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme I. GUIRAUD, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée à l'Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques, rapporte :

Une partie des agents de Montpellier Méditerranée Métropole sont dotés de téléphone mobile professionnel lorsque leur fonction le nécessite. Par délibération n°12015 en date du 27 novembre 2013, avait été approuvé le marché n°3414MG13Bis relatif à la fourniture de service de téléphonie mobile qui a pris effet au 1^{er} janvier 2014.

Ce marché en vigueur jusqu'au 31 décembre 2016, ayant été établi en 2013 et les usages de la téléphonie mobile étant en constante évolution, certaines des pratiques actuelles nécessitent une adaptation du marché. Ainsi, les besoins en DATA ont considérablement augmenté avec notamment la consultation des courriels avec pièce jointe, la navigation sur internet et l'usage de media sociaux nécessitent, pour être réactif, une augmentation du débit d'échange des données.

Il est donc proposé d'ajouter au Bordereau des Prix Unitaires (BPU) les lignes suivantes :

- Option Smartphone avancé : Godet data de 3 Go avec débit réduit au-delà : 19,80 € H.T./ ligne/mois,
- Option Smartphone intense : Godet data de 5 Go avec débit réduit au-delà : 34,20 € H.T./ ligne/mois,
- Option Smartphone premium : Godet data de 10 Go avec débit réduit au-delà : 45 € H.T./ ligne/mois.

Le montant annuel de l'avenant n°1 est estimé à 3 300 € H.T.

La commission d'appel d'offres du 9 février 2016 a émis un avis favorable à la passation de cet avenant.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la signature de l'avenant n°1 au marché n°3414MG13Bis de fourniture de services de télécommunications mobiles dont le titulaire actuel est la société Orange,
- dire que les crédits sont inscrits au budget, chapitre 930,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer l'avenant n°1 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire
Publié le : 26/02/16
Déposé En Préfecture
Le : 26/02/16
Numéro de l'acte :
034-243400017-20160224-lmc1110415-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 26/02/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.

AGRO-ECOLOGIE ET ALIMENTATION



SEANCE ORDINAIRE DU 24 FÉVRIER 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-quatre février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme A. BRISSAUD, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme R. BUONO à M. C. MEUNIER, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. A. LARUE à M. G. LANNELONGUE, M. H. MARTIN à Mme J. FRÊCHE, Mme C. NAVARRE à Mme C. MARION, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, M. B. TRAVIER à M. A. EL KANDOSSI.

Excusé(es):

M. T. BREYSSE

Absent(es):

Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, Mme C. DONADA, Mme B. MICHEL, M. J.-L. SAVY

AGRO-ÉCOLOGIE ET ALIMENTATION – MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE AGROÉCOLOGIQUE ET ALIMENTATION - AXE 1 - CONSOLIDATION DU TISSU DES FERMES NOURRICIÈRES EN AGROÉCOLOGIE - APPELS À PROJETS SUR LES DOMAINES DE VIVIERS ET DE LA CONDAMINE - ÉLABORATION DE LA DÉMARCHE - APPROBATION

Mme I. TOUZARD, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée à l'Agro-écologie et alimentation, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole co-construit sa politique agroécologique et alimentaire avec ses 31 communes et les acteurs de la profession agricole, selon une démarche participative initiée à l'automne 2014 avec l'appui d'une équipe pluridisciplinaire de chercheurs et selon les objectifs approuvés par délibération du Conseil de la Métropole du 29 juin 2015.

Cette politique, s'inscrit dans la droite ligne des objectifs de la loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt, qui affirme l'importance de la préservation des terres agricoles et du renouvellement des générations (au sens large), dans un ancrage territorial affirmé.

Dans ce contexte, Montpellier Méditerranée Métropole élabore sa stratégie autour de cinq finalités, et s'organise selon 6 axes opérationnels et 3 axes transversaux, décrits dans la délibération du Conseil précitée. L'ambition affichée de renforcer le tissu économique rural des exploitations agricoles en mobilisant du foncier « dormant » et en soutenant de nouvelles formes d'agriculture souvent originales et innovantes, induit des changements de paradigmes importants, en particulier celui de repenser la structure agraire du territoire pour favoriser des outils de production de taille parfois modeste mais viables, pérennes et transmissibles. L'intensification en emplois et en valeur ajoutée à l'hectare se conjugue alors avec des méthodes culturales favorables à la vie des sols, permettant ainsi de conquérir des espaces agricoles jusqu'alors estimés non rentables.

Ainsi, dès 2016, les parcelles actuellement non cultivées, à fort potentiel agroécologique et nourricier, seront identifiées et caractérisées afin de les mobiliser pour une remise en culture par des porteurs de projets en cohérence avec les objectifs de la politique publique. Dans un premier temps, l'action concernera exclusivement le foncier maîtrisé par les collectivités locales ou leurs groupements (Métropole, Communes). Dans un second temps, la Métropole se mobilisera aux côtés de la Chambre d'Agriculture sur l'enjeu de la transmission des exploitations sans repreneur. Parallèlement, une action foncière spécifique sera entreprise sur les parcelles privées valorisables, essentiellement via de l'animation active auprès des propriétaires visant à dénouer les résistances et stimuler l'adhésion au projet. La première phase de remise en culture du foncier public devrait créer un effet d'entraînement auprès des propriétaires privés. Un accompagnement des élus des communes sera mis en place dès la première phase.

S'engageant dans l'action par l'expérimentation, la Métropole mobilise une partie de son foncier disponible. Elle a déjà lancé deux appels à projets sur deux sites distincts : le Domaine de la Condamine aux portes de Montpellier, et une parcelle du Domaine de Viviers à Jacou, pour une surface totale de 14 hectares de terres agricoles. Il s'agit, sur les deux sites :

- d'optimiser la ressource foncière mobilisée en faveur des fermes nourricières en attribuant à chaque porteur de projet la surface minimale nécessaire et suffisante au démarrage et/ou à la consolidation de son activité,
- de relocaliser la production alimentaire au bénéfice de la restauration collective en s'orientant vers la vente directe et les circuits courts (notamment en favorisant l'intégration des produits locaux dans les menus de la restauration collective de la Métropole, et en adaptant les gammes de produits aux besoins de la restauration collective).

Les fonctions minimales attendues sont la production labellisée en agriculture biologique et au moins 50% de débouchés en circuits courts de proximité. Pour la Condamine, la fonction d'accueil à la ferme (scolaires, centres de loisirs, particuliers, etc...) est également demandée.

Les deux appels à projets ont été lancés conjointement à l'automne 2015 en direction des porteurs de projets, afin de recueillir un panel le plus large possible de propositions : petit élevage, maraîchage, diversification, oléiculture, apiculture, accueil à la ferme, etc...

Plus d'une centaine de téléchargements des appels à projets publiés sur le site internet de la Métropole a été recensée. Plus de soixante-dix personnes ont pu ensuite, sur inscription, visiter les deux Domaines, objets des appels à projets.

L'innovation réside dans la démarche, délibérément proactive, de co-construction avec les porteurs de projets. Dans un souci de transparence et d'équité, la Métropole s'est engagée à diffuser à l'ensemble des porteurs de projets, les réponses aux questions posées lors des visites, et à leur diffuser les éléments complémentaires utiles.

Les objectifs de suivi et d'évaluation de la mise en œuvre de la politique agroécologique et alimentation sont déclinés en termes quantitatifs et qualitatifs pour chacune des cinq finalités, et ont été portés à la connaissance des candidats.

Tous les candidats en agroécologie, sans distinction, ont été invités à déposer auprès de la Métropole leur dossier de candidature présentant notamment leur équipe, leur projet et les moyens nécessaires pour le mettre en œuvre. L'appel à projet étant volontairement très ouvert, une attention particulière sera portée, en phase de sélection, à l'adéquation des projets avec les cinq finalités et avec les fonctions attendues, ainsi qu'aux capacités techniques, professionnelles et financières des candidats.

A la lumière de ces critères, les dossiers seront analysés par deux experts - en agroécologie et en droit rural - mandatés dans le cadre de missions d'assistance à maîtrise d'ouvrage, et par l'équipe-projet qui rassemble des compétences en agronomie, géographie, développement agricole et aménagement.

Sur la base de cette analyse technique, les dossiers seront examinés par un comité de sélection constitué par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole et le Maire de la commune d'accueil du projet, ou leurs représentants. Ce comité, auquel seront associés de manière consultative, des techniciens de l'équipe-projet et d'assistance à la maîtrise d'ouvrage, sélectionnera les porteurs de projets avec lesquels sera engagé un dialogue permettant de co-construire un projet réaliste sur le plan économique, conforme aux orientations définies par la Métropole et compatible avec les engagements contractuels et financiers que la Métropole acceptera de prendre.

L'objectif de cette deuxième phase est d'aboutir à un accord se traduisant par la signature de contrats de bail établissant les conditions de mise à disposition de l'outil de production en agroécologie entre Montpellier Méditerranée Métropole, en sa qualité de propriétaire, et les preneurs.

A l'issue des deux appels à candidature, un ou plusieurs porteurs de projets pourront ainsi être sélectionnés sur chacun des deux sites. Compte tenu de l'aspect expérimental de la démarche et de la nécessaire adéquation entre les objectifs des deux parties, la Métropole se réserve la possibilité de ne pas attribuer les parcelles dans le cas où un projet satisfaisant n'aurait pas pu être formalisé.

Au-delà de ce premier partenariat, il s'agit ici plus largement d'identifier les porteurs de projets en agroécologie, de recenser leurs profils et leurs besoins, afin de pouvoir progressivement articuler la demande avec l'offre de foncier parallèlement identifiée. Il s'agit enfin de capitaliser l'expérience afin de dupliquer le dispositif en l'améliorant dans le cadre de prochains appels à projet sur du foncier public de la Métropole et des Communes. Ce « portefeuille » de terrains sera ainsi progressivement remobilisé en faveur des exploitants en agroécologie.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les modalités d'appel à projet pour la consolidation du tissu des fermes nourricières en agroécologie ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Délibération n° 13665

Certifié Exécutoire
Publié le : 26/02/16
Déposé En Préfecture
Le : 26/02/16
Numéro de l'acte :
034-243400017-20160224-lmc1110701-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 26/02/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.

**COHESION SOCIALE, POLITIQUE DE LA VILLE,
LUTTE CO NTRE LES DISCRIMINATIONS, INSERTION
PAR L'EMPLOI, AIRES D'ACCUEIL DES GENS DU
VOYAGE**

CULTURE



SEANCE ORDINAIRE DU 24 FÉVRIER 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-quatre février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme A. BRISSAUD, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme R. BUONO à M. C. MEUNIER, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. A. LARUE à M. G. LANNELONGUE, M. H. MARTIN à Mme J. FRÊCHE, Mme C. NAVARRE à Mme C. MARION, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, M. B. TRAVIER à M. A. EL KANDOUSSI.

Excusé(es):

M. T. BREYSSE

Absent(es):

Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, Mme C. DONADA, Mme B. MICHEL, M. J.-L. SAVY

CULTURE – LICENCES D'ENTREPRENEUR DE SPECTACLE VIVANT - DÉSIGNATION DU TITULAIRE - APPROBATION

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Conformément à la loi du 18 mars 1999, qui élargit le champ d'application de la licence d'entrepreneur du spectacle au secteur public, tout exploitant de lieu de spectacles aménagé pour des représentations publiques doit obtenir une autorisation de la part de la Direction Régionale des Affaires Culturelles.

Il existe trois types de licence selon l'activité concernée et Montpellier Méditerranée Métropole a besoin de disposer de chacune d'elle pour les différents lieux dont elle est propriétaire.

La catégorie 1 concerne les exploitants de lieux de spectacles aménagés pour les représentations publiques. Elle concerne essentiellement la sécurité ainsi que la formation d'au moins une personne dans ce domaine.

La catégorie 2 concerne les producteurs de spectacle ou entrepreneurs de tournées, qui ont la responsabilité d'un spectacle et, notamment, celle de l'employeur à l'égard du plateau artistique.

La catégorie 3 concerne les diffuseurs qui ont la charge, dans le cadre d'un contrat, de l'accueil du public, de la billetterie et de la sécurité de spectacles.

Ces licences étant attribuées à une personne physique, il est proposé de désigner Monsieur Bernard Travier, Vice-Président, délégué dans le domaine « Culture », comme le détenteur des licences d'entrepreneur de spectacles vivants délivrées pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser la désignation de Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président, délégué dans le domaine "Culture", comme titulaire des licences d'entrepreneur de spectacles vivants pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document découlant de cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 26/02/16

Déposé En Préfecture

Le : 26/02/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160224-lmc1110642-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 26/02/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 24 FÉVRIER 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-quatre février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme A. BRISSAUD, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme R. BUONO à M. C. MEUNIER, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. A. LARUE à M. G. LANNELONGUE, M. H. MARTIN à Mme J. FRÊCHE, Mme C. NAVARRE à Mme C. MARION, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, M. B. TRAVIER à M. A. EL KANDOUSSI.

Excusé(es):

M. T. BREYSSE

Absent(es):

Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, Mme C. DONADA, Mme B. MICHEL, M. J.-L. SAVY

CULTURE – MUSÉE FABRE - CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LE MUSÉE FABRE DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ ET L'ASSOCIATION MAS DES MOULINS - MECS BON SECOURS - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Le musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole poursuit sa mission d'ouverture et de diversification des publics pour favoriser l'accès à la culture pour tous. Par l'organisation de projets spécifiques, le musée Fabre souhaite mettre en œuvre tous les moyens pouvant encourager la rencontre avec l'œuvre et l'acte de création pour des usagers dits « éloignés ».

Dans ce cadre, en 2015, près de 1500 usagers issus du secteur social, médico-social ou du secteur handicap ont été accueillis en visites guidées ou en ateliers de pratiques artistiques dans le cadre de projets conçus avec les institutions et associations accompagnant ces publics.

L'association Mas des Moulins – Maisons d'Enfants à Caractère Social (MECS) Bon Secours, dans le cadre de ses missions, a pour vocation de proposer des activités culturelles et artistiques favorisant l'insertion et l'autonomie sociale des enfants, des adolescents et des familles.

Afin d'inscrire dans la durée le projet mené avec cette association, il est proposé de mettre en place une politique tarifaire incitative et d'établir une convention qui précise les engagements de part et d'autre. Le présent partenariat concerne une trentaine d'usagers en situation d'exclusion sociale.

L'association Mas des Moulins – MECS Bon Secours s'engage à :

- ✓ Respecter et faire respecter les lieux et le matériel mis à disposition par le musée Fabre,
- ✓ Assurer l'encadrement du groupe de 30 usagers lors de chaque séance,
- ✓ Proposer aux usagers une participation aux activités se déroulant au musée Fabre. Cette activité s'intégrera dans le cadre du projet prédéfini en concertation avec le service des publics du musée Fabre,
- ✓ Prévoir les modalités de déplacement des bénéficiaires, leur prise en charge et leur encadrement,
- ✓ Valoriser le partenariat établi,
- ✓ Informer le musée Fabre de toute communication sur le projet,
- ✓ Souscrire à un abonnement annuel de 30 euros sur le modèle du tarif réservé aux établissements scolaires.

Le musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à :

- ✓ Proposer un tarif préférentiel : abonnement annuel de la structure de 30 euros sur le modèle du tarif réservé aux établissements scolaires,
- ✓ S'assurer du bon déroulement des rencontres en termes de surveillance des biens et des personnes, dans le cadre de son règlement intérieur,
- ✓ Inscrire ce partenariat dans son projet culturel et le valoriser,
- ✓ Mettre à disposition ses plasticiens et médiateurs pour assurer les activités à raison de 3 à 5 ateliers de pratique artistique

La convention à intervenir sera conclue pour un an reconductible deux fois. Le partenariat fera l'objet d'une évaluation annuelle afin de définir conjointement les perspectives et objectifs à atteindre sur les périodes de reconduction.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention de partenariat avec l'association Mas des Moulins – MECS Bon Secours,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention de partenariat ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Délibération n° 13683

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 26/02/16

Déposé En Préfecture

Le : 26/02/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160224-lmc1110329-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 26/02/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 24 FÉVRIER 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-quatre février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme A. BRISSAUD, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme R. BUONO à M. C. MEUNIER, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. A. LARUE à M. G. LANNELONGUE, M. H. MARTIN à Mme J. FRÊCHE, Mme C. NAVARRE à Mme C. MARION, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, M. B. TRAVIER à M. A. EL KANDOSSI.

Excusé(es):

M. T. BREYSSE

Absent(es):

Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, Mme C. DONADA, Mme B. MICHEL, M. J.-L. SAVY

CULTURE – RÉSEAU DES MÉDIATHÈQUES - CONVENTION DE MISE À DISPOSITION PAR L'ÉTAT DE DEUX CONSERVATEURS DES BIBLIOTHÈQUES AU PROFIT DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Depuis 1897, 54 bibliothèques municipales ont été progressivement classées par l'Etat en raison de l'importance de leurs collections patrimoniales et de leur rayonnement régional et national. Les lois de décentralisation de 1983 ont maintenu ce dispositif.

Dans le cadre de ce partenariat de mise à disposition de conservateurs d'Etat des bibliothèques et grâce à la procédure du concours particulier des bibliothèques de la dotation générale de décentralisation (DGD), un programme de construction et de mise en réseau de bibliothèques s'est développé, à l'origine avec la Ville de Montpellier, puis par la suite avec Montpellier Méditerranée Métropole. Celui-ci a permis la modernisation de la médiathèque La Gare à Pignan (2003-2007), la construction des médiathèques William Shakespeare à Montpellier (2005), Françoise Giroud à Castries (2007), Albert Camus à Clapiers (2010), Jean Giono à Pérols (2012) et la reconstruction de la médiathèque Aimé Césaire à Castelnau-le-Lez (2015-2018).

De plus, dans le cadre du contrat numérique passé avec l'Etat et en lien avec le schéma directeur informatique de la collectivité, les médiathèques, labellisées « Bibliothèques numériques de référence » en 2011, ont mis en œuvre un ensemble de projets numériques d'envergure : modernisation de l'infrastructure informatique, numérisation et valorisation de documents patrimoniaux, mise en place de services innovants etc.

La loi du 2 février 2007 de modernisation de la fonction publique a confirmé que les conservateurs d'Etat de bibliothèques et d'Archives Départementales mis à disposition des collectivités étaient rétribués par le Ministère de la Culture. Ces mises à disposition donnent lieu à convention pour en fixer les objectifs et les modalités.

Une première convention a été actée au conseil du 1^{er} avril 2010, puis reconduite en 2013.

Le Ministère de la Culture, après accord de la Métropole, souhaite renouveler la mise à disposition des deux conservateurs d'Etat pour la période 2016-2018.

La convention proposée aujourd'hui permet de mieux identifier les orientations communes et de rénover le partenariat entre l'Etat et Montpellier Méditerranée Métropole, au service d'une politique partagée du livre et de la lecture, visant à :

- mettre en œuvre la politique de sauvegarde (conformément aux principes de la charte de la conservation dans les bibliothèques), de signalement et de valorisation du patrimoine ;
- conduire des projets numériques dans le cadre de la politique numérique de l'Etat et du programme national des Bibliothèques numériques de référence ;
- mener des actions de coopération régionales et nationales dans le domaine du livre et de la lecture ;
- participer à des projets de construction ou de rénovation d'équipements ou de réseaux d'équipements ;
- exercer des fonctions de direction ou de responsable de service.

Les conservateurs concernés font l'objet d'arrêtés individuels de mise à disposition pris par le Ministre chargé de l'enseignement supérieur, après avis du Ministre chargé de la culture.

La convention est conclue pour une durée maximale de 3 ans. Au-delà de cette date, la convention pourra faire l'objet d'une reconduction expresse.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

Délibération n° 13684

- approuver les termes de la convention de mise à disposition par l'État de deux conservateurs des bibliothèques au profit de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- autoriser Monsieur le Président à signer cette convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 26/02/16

Déposé En Préfecture

Le : 26/02/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160224-lmc1110483-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 26/02/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL,



SEANCE ORDINAIRE DU 24 FÉVRIER 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-quatre février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme A. BRISSAUD, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSOUS, .

Pouvoir(s):

Mme R. BUONO à M. C. MEUNIER, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. A. LARUE à M. G. LANNELONGUE, M. H. MARTIN à Mme J. FRÊCHE, Mme C. NAVARRE à Mme C. MARION, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, M. B. TRAVIER à M. A. EL KANDOUSSI.

Excusé(es):

M. T. BRÉYSSE

Absent(es):

Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, Mme C. DONADA, Mme B. MICHEL, M. J.-L. SAVY

CULTURE – CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LE CONSERVATOIRE À RAYONNEMENT RÉGIONAL (CRR) LE CENTRE INTERNATIONAL DE MUSIQUES MÉDIÉVALES (CIMM) - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

En complémentarité des actions existantes, et en cohérence avec la politique culturelle et patrimoniale de Montpellier Méditerranée Métropole, le Centre International des Musiques Médiévales (CIMM) développe une formation spécialisée en musiques du Moyen Âge sous la forme de cycles de master-classes en chant médiéval, aux fins de :

- favoriser la création, la production et la diffusion de projets et œuvres artistiques,
- favoriser la transmission et l'apprentissage des musiques médiévales auprès des publics étudiants, amateurs et professionnels,
- favoriser la transmission et l'apprentissage de la lutherie médiévale (archéo-lutherie) auprès des publics étudiants, amateurs et professionnels ainsi que la transmission et l'apprentissage de la lutherie médiévale auprès des étudiants et amateurs.

Dans la perspective du renouvellement de son label, le Conservatoire à Rayonnement Régional (CRR) a souhaité développer un partenariat avec le CIMM pour le développement de classes de musiques anciennes. Ce partenariat consiste en l'organisation de Master-Class animées par des musiciens professionnels, spécialistes de ces musiques, artistes et professeurs internationalement reconnus, et organisées autour d'un répertoire musical spécifique. Des restitutions publiques, mêlant professionnels et étudiants rendront compte des activités. S'ajoute à ce cycle des ateliers de pratique musicale et scénique.

La convention proposée définit précisément les engagements de chacun des parties, et détaille de programme des différentes sessions et ateliers.

Les interventions pédagogiques auront lieu dans les locaux du CRR à l'Archevêché mis gracieusement à la disposition du CIMM. En contrepartie le CIMM prendra en charge toutes les interventions pédagogiques, les coûts liés aux représentations, les frais de transport et de repas sur l'ensemble des sessions pour les artistes (ateliers et concerts), la réalisation des leçons publiques organisées un samedi fin février et un samedi en mars, et le défraiement des conférenciers invités dans le cadre des conférences.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion de la convention de partenariat avec le CIMM,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention susmentionnée ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire
Publié le : 26/02/16
Déposé En Préfecture
Le : 26/02/16
Numéro de l'acte :
034-243400017-20160224-lmc1110494-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 26/02/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 24 FÉVRIER 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-quatre février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme A. BRISSAUD, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASILVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND , M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme R. BUONO à M. C. MEUNIER, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. A. LARUE à M. G. LANNELONGUE, M. H. MARTIN à Mme J. FRÊCHE, Mme C. NAVARRE à Mme C. MARION, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, M. B. TRAVIER à M. A. EL KANDOUSSI.

Excusé(es):

M. T. BREYSSE

Absent(es):

Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, Mme C. DONADA, Mme B. MICHEL, M. J.-L. SAVY

CULTURE – RECRUTEMENT D'INTERVENANTS PONCTUELS AU SEIN DU CONSERVATOIRE À RAYONNEMENT RÉGIONAL (CRR) - CONDITIONS DE RÉMUNÉRATION - PRISE EN CHARGE DES FRAIS DE DÉPLACEMENTS - MODIFICATION DES TARIFS DE RÉMUNÉRATION ET DE PRISE EN CHARGE - APPROBATION

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Par délibération n°7544 du 30 mars 2007, le Conseil a adopté une grille de rémunération concernant les intervenants extérieurs, (Master-Class, conférences et concerts) et les jurys ; cette délibération précise également les conditions de remboursement des frais de déplacements des intervenants. Ces rémunérations sont encadrées par le décret 56-585 du 12 juin 1956 modifié.

Aujourd'hui, dans un souci de simplification et de lissage ministériel, il est proposé d'actualiser les conditions de rémunération pour les intervenants extérieurs tel que précisé ci-après. En outre, la rémunération des artistes enseignants du Conservatoire et des artistes invités dans le cadre de la saison culturelle se fera désormais via le GUSO (Guichet Unique du Spectacle Occasionnel). Pour la saison 2015/2016, les artistes, intervenants et jurys déjà engagés avant cette délibération seront rémunérés selon les critères de l'ancienne délibération.

CONDITIONS DE RÉMUNÉRATIONS

Intervenants extérieurs

- Suppression du tarif de « niveau 3 »
- Revalorisation (respectivement de 1 et 2 € de l'heure) et changement d'appellation des anciens tarifs « niveaux 1 et 2 » comme suit :

Intervenants extérieurs, (Master-Class, conférences, séminaires..)

Master Class	1h	2h	3h	Journée
Haute technicité	35 € bruts	70 €	105 €	210 €
Haute technicité spécialisée (ancien niveau 2)	70 € bruts	140 €	210 €	420 €

Les tarifs « haute technicité » et « haute technicité spécialisée » dépendent de la nature de l'intervention. Les interventions régulières, (sauf cas exceptionnels), sont considérées comme relevant du tarif « haute technicité ».

JURYS

La rémunération des jurys est de 60 € bruts pour une vacation de 2 heures, (contre 53.76 € depuis 2007).

SAISONS ARTISTIQUES - Artistes enseignants, artistes invités et techniciens

Grille Syndéac applicable au 1^{er} juillet 2015 par arrêté du 2 novembre 2015 publié au Journal Officiel du 10 Novembre 2015

Service orchestre	Musiciens, choristes, danseurs, chorégraphes, comédiens	Répétitions et représentation, (service de 3h indivisible) et au-delà au <i>Prorata Temporis</i>	101.35 €- Si deux services journaliers : 143.12 €
-------------------	---	--	---

Concert des enseignants et invités	Musiciens, choristes, danseurs, chorégraphes, comédiens	Somme forfaitaire élaborée sur la base de 2 services types (101.35 €) puis deux cachets appliqués aux artistes appartenant aux ensembles sans nomenclature.	345.82 € (si autres concerts 143.12 €)
Techniciens			Rémunération au SMIC horaire en fonction des catégories et des salaires à minima publiés au J.O. (travail d'une durée entre 5 et 10 h/jour et limité à 48 h/semaine).

CONDITIONS DE REMBOURSEMENT DES FRAIS DE DÉPLACEMENT

Pour tous les intervenants extérieurs – jurys (hors rémunération via GUSO)

Nuitée d'hôtel

Conditions : activité comprise sur deux journées ou impossibilité d'arriver ou de partir le jour même de l'activité, (après validation par la direction du CRR). Remboursement forfaitaire de 80 € T.T.C., (petit déjeuner inclus) sur présentation obligatoire de la facture.

Repas

Conditions :

Déjeuner : activité comprise sur la journée ;

Dîner : remboursement conditionné à la prise en charge d'une nuit d'hôtel.

Remboursement forfaitaire de 15.25 € T.T.C. sur présentation obligatoire de la facture, (hors repas pris en charge par le C.R.R.)

Transports

Remboursement sur la base du tarif SNCF 2nd classe de la résidence familiale au CRR de Montpellier Méditerranée Métropole. Aucun autre frais ne sera remboursé.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la nouvelle tarification applicable à la rémunération et à la prise en charge des frais de déplacements des intervenants extérieurs,
- dire que les dépenses prévues sont inscrites au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 26/02/16

Déposé En Préfecture

Le : 26/02/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160224-lmc1110311-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 26/02/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 24 FÉVRIER 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-quatre février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme A. BRISSAUD, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASILVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSET, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSE, .

Pouvoir(s):

Mme R. BUONO à M. C. MEUNIER, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. A. LARUE à M. G. LANNELONGUE, M. H. MARTIN à Mme J. FRÊCHE, Mme C. NAVARRE à Mme C. MARION, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, M. B. TRAVIER à M. A. EL KANDOSSI.

Excusé(es):

M. T. BREYSSE

Absent(es):

Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, Mme C. DONADA, Mme B. MICHEL, M. J.-L. SAVY

CULTURE – MÉDIATHÈQUE CENTRALE ÉMILE ZOLA - PRISE EN CHARGE DES FRAIS DE DÉPLACEMENTS LIÉS À L'ORGANISATION DE "LA SEMAINE DE LA PRESSE ET DES MÉDIAS DANS L'ÉCOLE" ET DES "PRÉFACES DE LA COMÉDIE DU LIVRE 2016" - APPROBATION

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

« La semaine de la presse et des médias dans l'école » aura lieu du 21 au 26 mars 2016 dans les médiathèques Emile Zola et Federico Fellini.

Des rencontres autour de l'actualité des médias et de la liberté d'expression, à destination du grand public et des lycéens, seront proposées, ainsi qu'une exposition sur la presse ancienne prêtée par Languedoc-Roussillon Livre et Lecture. Cette exposition sera l'occasion pour la médiathèque Emile Zola de mettre également en valeur son important fonds de presse ancienne, qui a été numérisé et est accessible sur le site du réseau des médiathèques.

C'est dans le cadre de cette manifestation que la Métropole accueillera Jean-Marie Charon, sociologue, ingénieur d'études au CNRS, membre du Centre d'Etude des Mouvements Sociaux, dont les recherches et l'enseignement portent sur les médias, le journalisme et l'information.

La venue de Jean-Marie Charon est prévue le mercredi 23 mars et se fera en deux temps :

- une rencontre à destination de lycéens dans l'après-midi,
- une rencontre-débat en soirée, à destination du grand public, à 18h30.

De plus, les 27, 28 et 29 mai 2016, la Comédie du Livre aura pour pays invité l'Italie. Pour annoncer cette manifestation seront organisées pour la deuxième année « les Préfaces de la Comédie du Livre » dans les médiathèques du réseau de Montpellier Méditerranée Métropole et dans les bibliothèques et médiathèques situées dans les communes de la Métropole, du 22 mars au 26 mai prochains.

A cette occasion, sera accueilli Dominique Fernandez, écrivain, romancier, essayiste et membre de l'Académie.

Il sera proposé une rencontre autour de son ouvrage *Dictionnaire amoureux de l'Italie* (éditions Plon) le vendredi 8 avril 2016 à 18h30 à la médiathèque centrale Emile Zola.

Compte tenu de l'importance de ces rencontres dans la politique culturelle de Montpellier Méditerranée Métropole et de la notoriété des intervenants, il est proposé que soit prise en charge la totalité des frais réels liés à leur venue à Montpellier, pour un montant maximal de 1200€.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la prise en charge aux frais réels des frais de transport, hébergement et restauration liés à la venue de M. Jean-Marie Charon et M. Dominique Fernandez,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 26/02/16

Déposé En Préfecture

Le : 26/02/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160224-lmc1110045-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 26/02/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.

**DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, ENSEIGNEMENT
SUPERIEUR ET RECHERCHE, INNOVATION,
INTERNATIONAL, ARTISANAT**



SEANCE ORDINAIRE DU 24 FÉVRIER 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-quatre février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme A. BRISSAUD, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme R. BUONO à M. C. MEUNIER, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. A. LARUE à M. G. LANNELONGUE, M. H. MARTIN à Mme J. FRÊCHE, Mme C. NAVARRE à Mme C. MARION, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, M. B. TRAVIER à M. A. EL KANDOUSSI.

Excusé(es):

M. T. BREYSSE

Absent(es):

Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, Mme C. DONADA, Mme B. MICHEL, M. J.-L. SAVY

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – SOUTIEN AUX MÉTIERS D'ART - SALON OB'ART À MONTPELLIER - ATTRIBUTION DE SUBVENTION - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, rapporte :

La Métropole et la Ville de Montpellier souhaitent construire avec Ateliers d'Art de France (AAF) un partenariat durable en faveur de la promotion, de la valorisation, de la préservation et du développement économique des métiers d'art sur son territoire.

Ateliers d'Art de France organise le salon Ob'Art qui, de par son rayonnement culturel, touristique et économique, s'inscrit pleinement dans les objectifs du territoire.

Le concept du salon Ob'Art s'énonce en quatre fondements :

- Le haut niveau de sélection des exposants qui sont tous des professionnels de métiers d'art ;
- Une scénographie élégante, qualitative et sobre, laissant aux créations et aux créateurs la 1^{ère} place ;
- Des supports et un plan de communication à l'image du salon, relayés sur les supports du territoire d'accueil;
- Un lieu et des emplacements correspondant à l'image du salon. A Montpellier le salon se tient au Corum sur l'esplanade.

Cette manifestation annuelle, organisée par Ateliers d'Art de France, qui réunit les professionnels des métiers d'art de création et du patrimoine, nationaux et européens, est destinée au grand public comme aux visiteurs professionnels. Le salon s'est déjà tenu en 2013 et en 2014 en décembre à Montpellier.

L'édition 2016, qui se déroulera du 18 au 20 mars 2016, réunira près de 80% d'exposants de la région, mettant en avant les services aux monuments comme la taille de pierre, les vitraux, la dorure. Il s'agit d'une véritable nouveauté pour le territoire à vocation culturelle, pédagogique et tourné vers l'international.

Cette manifestation d'un budget global de près de 250 000€ a pour objectif de devenir un rendez-vous incontournable des collectionneurs d'Arts du Grand Sud et devient gratuit pour permettre un accès au plus grand nombre.

La chambre syndicale demande donc à la Métropole et à la Ville de Montpellier de la soutenir dans l'organisation de ce salon.

Le projet de convention tripartite a pour objet de définir le cadre de la collaboration entre Ateliers d'Art de France, la Ville de Montpellier et la Métropole, concernant l'organisation du Salon Ob'Art, le salon des créateurs de métiers d'art.

Une subvention de 36 850.50 € TTC de la Métropole est proposée à l'organisateur Ateliers d'Art de France pour l'édition 2016 du salon Ob'Art.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'affectation de la subvention ci-dessus, sous réserve de la signature de la convention entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et l'organisateur Ateliers d'Art de France,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de l'exercice 2016, chapitre 936,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Délibération n° 13648

Certifié Exécutoire
Publié le : 26/02/16
Déposé En Préfecture
Le : 26/02/16
Numéro de l'acte :
034-243400017-20160224-lmc1110981-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 26/02/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL,



SEANCE ORDINAIRE DU 24 FÉVRIER 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-quatre février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme A. BRISSAUD, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme R. BUONO à M. C. MEUNIER, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. A. LARUE à M. G. LANNELONGUE, M. H. MARTIN à Mme J. FRÊCHE, Mme C. NAVARRE à Mme C. MARION, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, M. B. TRAVIER à M. A. EL KANDOUSSI.

Excusé(es):

M. T. BREYSSE

Absent(es):

Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, Mme C. DONADA, Mme B. MICHEL, M. J.-L. SAVY

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – MIPIM 2016 - CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE, LA SAAM ET LA SERM - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, rapporte :

La société d'Economie Mixte de la Région Montpelliéraine (SERM) et la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM) sont des acteurs majeurs de l'aménagement et du développement économique du territoire. Les synergies développées entre Montpellier Méditerranée Métropole et ces structures sont un des principaux éléments de dynamisme de la Métropole.

Cette action concertée doit être mise en œuvre dans les salons professionnels de dimension nationale et internationale afin d'optimiser la promotion et la commercialisation des principales opérations immobilières et d'aménagements.

Le MIPIM (Marché international des professionnels de l'immobilier) qui se déroulera du 15 au 18 mars 2016 à Cannes, est le premier forum mondial des professionnels de l'immobilier et une place de marché international réunissant plus de 21 000 participants dont de nombreux promoteurs et investisseurs provenant de 89 pays.

Il s'agit donc pour la SERM et la SAAM d'un rendez-vous privilégié afin de promouvoir les opérations. Le succès des actions entreprises au cours de ces salons appelle une forte mobilisation de leurs équipes, dirigeants, administrateurs de la société et techniciens.

Ce succès passe aussi par la capacité à mobiliser les élus et les responsables de Montpellier Méditerranée Métropole pour apporter aux investisseurs et autres opérateurs des réponses appropriées et globales aux besoins exprimés.

Il est proposé la signature d'une convention ayant pour objet de définir les modalités du partenariat à développer entre ces trois acteurs, dans le cadre de cet événement majeur en matière de développement économique, notamment concernant :

- les actions financées et développées spécifiquement par Montpellier Méditerranée Métropole pour ce type de salon professionnel,
- la participation de Montpellier Méditerranée Métropole à la stratégie de commercialisation et de communication,
- les missions et le rôle des élus et des cadres de la Montpellier Méditerranée Métropole,
- les modalités de prise en charge des frais inhérents à la participation à ce rendez-vous économique de renommée internationale.

La prise en charge de ces frais par la SAAM et la SERM est plafonnée à une enveloppe prévisionnelle de 15 000 euros Hors Taxe.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole, la SERM et la SAAM relative à leur participation au MIPIM du 15 au 18 mars 2016,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer cette convention et l'ensemble des actes relatifs à cette affaire.

Ne participent pas au débat et ne prennent part au vote : Mme I. GUIRAUD, M. L. JAOU, M. P. KRZYZANSKI, M. M. LEVITA, M. J.-M. LUSSERT, Mme P. MIRALLES, M. Y. PELLET, M. S. TORTORICI.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Délibération n° 13649

Certifié Exécutoire
Publié le : 26/02/16
Déposé En Préfecture
Le : 26/02/16
Numéro de l'acte :
034-243400017-20160224-lmc1110470-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 26/02/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 24 FÉVRIER 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-quatre février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme A. BRISSAUD, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme R. BUONO à M. C. MEUNIER, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. A. LARUE à M. G. LANNELONGUE, M. H. MARTIN à Mme J. FRÊCHE, Mme C. NAVARRE à Mme C. MARION, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, M. B. TRAVIER à M. A. EL KANDOUSSI.

Excusé(es):

M. T. BREYSSE

Absent(es):

Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, Mme C. DONADA, Mme B. MICHEL, M. J.-L. SAVY

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – ADULLACT ET CUSMA - ASSOCIATIONS DANS LE DOMAINE INFORMATIQUE - ADHÉSIONS - DÉSIGNATION DU REPRÉSENTANT DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ - APPROBATION

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

L'Association des Développeurs et des Utilisateurs de Logiciels Libres pour les Administrations et les Collectivités Territoriales (ADULLACT) a pour objet de promouvoir et développer les « logiciels libres » au sein de nos organismes publics.

Pour assurer sa mission d'assistance et de conseil, l'ADULLACT sollicite une cotisation de 4 000 H.T. au titre de l'année 2016.

D'autre part, Montpellier Méditerranée Métropole ayant acquis la gamme de progiciels SEDIT MARIANNE de gestion Financière, des Ressources Humaines, du Patrimoine et des Régies auprès de la société BERGER-LEVRAULT, elle adhère au CUSMA (Club des Utilisateurs des logiciels Sedit Marianne).

Ce club utilisateur a pour objectif de permettre l'évolution et l'amélioration des progiciels au moyen des requêtes exprimées par les clients lors des réunions annuelles.

Le montant annuel de cette cotisation s'élève à 750 € H.T.

Sous réserves de maintien du montant de ces cotisations et de leur inscription au budget, il est proposé à l'assemblée délibérante d'autoriser le renouvellement des adhésions à l'ADULLACT et au CUSMA pour les années 2017 et 2018.

Il est aussi proposé de procéder à la désignation d'un représentant de la Métropole pour siéger au sein des assemblées générales de ces deux associations. Pour procéder à cette désignation, il est proposé de se prononcer à l'unanimité pour un vote à main levée et non au scrutin secret conformément à l'article L 2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Monsieur le Président propose la candidature de Madame Chantal Marion. Aucune autre candidature n'est proposée par l'Assemblée.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole aux associations ADULLACT et CUSMA ;
- décider à l'unanimité de ne pas procéder à une élection au scrutin secret mais à une désignation à main levée dans les conditions fixées à l'article L.2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- désigner un représentant de Montpellier Méditerranée Métropole au sein des assemblées générales de ces deux associations et l'autoriser à exercer toutes fonctions dans ce cadre ;
- dire que les crédits sont prévus au budget 2016 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 930 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme C. MARION.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Certifié Exécutoire

Publié le : 26/02/16

Déposé En Préfecture

Le : 26/02/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160224-lmc1110409-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 26/02/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 24 FÉVRIER 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-quatre février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme A. BRISSAUD, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSOUS, .

Pouvoir(s):

Mme R. BUONO à M. C. MEUNIER, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. A. LARUE à M. G. LANNELONGUE, M. H. MARTIN à Mme J. FRÊCHE, Mme C. NAVARRE à Mme C. MARION, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, M. B. TRAVIER à M. A. EL KANDOUSSI.

Excusé(es):

M. T. BRÉYSSE

Absent(es):

Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, Mme C. DONADA, Mme B. MICHEL, M. J.-L. SAVY

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL - MISSION D'AFFAIRES CANADA (QUÉBEC, SHERBROOKE), USA (AUSTIN, ORLANDO) - PARTICIPATION À LA SEMAINE DU NUMÉRIQUE À QUÉBEC - SIGNATURE D'ACCORDS TECHNOLOGIQUES AVEC LES VILLES D'AUSTIN, ORLANDO ET SHERBROOKE - FINANCEMENT DE LA MISSION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole conduit une stratégie d'internationalisation reconnue sur le plan économique depuis plusieurs années. Elle s'est dotée progressivement d'un réseau de partenaires bilatéraux en Chine, en Russie, aux Etats-Unis et au Canada et est en outre active au sein de plusieurs réseaux internationaux multilatéraux (NBIA, EBN, I3Network...).

L'action de Montpellier Méditerranée Métropole avec ses partenaires internationaux, vise précisément à limiter le risque pris par nos entreprises souhaitant développer des activités économiques à l'international.

Le label « French Tech », initiative gouvernementale française lancée en 2014, vise à accélérer le développement des startups notamment à l'international. French Tech est un grand mouvement de mobilisation collective et de mise en réseau des écosystèmes territoriaux les plus dynamiques de France avec les écosystèmes internationaux.

Ces écosystèmes concentrent tous les ingrédients (culture entrepreneuriale, talents, maîtrise technologique, financement, etc.) répondant aux besoins des startups françaises et étrangères, des investisseurs et des talents étrangers.

L'écosystème de l'économie numérique de Montpellier Méditerranée Métropole a été labélisé parmi les 14 métropoles françaises ayant obtenu le label French Tech.

L'écosystème French Tech montpellierain s'est engagé sur un plan d'actions ambitieux notamment à l'international grâce à son réseau de partenariats avec la Chine, l'Amérique du Nord et du Sud ainsi que la Russie...

Il est proposé dans le cadre de ce réseau de partenariats d'effectuer une mission d'affaires au Québec et aux USA (Orlando et Austin) afin de participer à la semaine du numérique de Québec et de mettre en place des accords dédiés aux opérations French Tech à Orlando et à Austin, avec comme but principal la promotion et la communication autour de cette initiative auprès de nos partenaires.

Québec et Sherbrooke (Canada) du 3 au 9 avril 2016

Pays économiquement ouvert, le Canada tire son dynamisme en s'appuyant sur des secteurs très performants (aéronautique, Numérique, pharmacie et biotechnologies) ainsi que sur d'importantes ressources naturelles (pétrole, gaz, hydroélectricité).

Le Québec constitue un marché intéressant pour les entreprises montpelliéraines. Marché francophone, porte d'entrée sur le marché nord-américain, le Québec propose, en outre, des conditions d'implantation très favorables. Le taux de change Euro/Dollar Canadien est toujours favorable à l'installation de bureaux en Amérique du nord.

Réciproquement, les entreprises québécoises peuvent trouver intérêt à développer leurs affaires sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole. Le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole, dont les secteurs d'excellence convergent avec les filières québécoises et qui structure actuellement une offre complète de services pour les entreprises étrangères, peut devenir une terre d'accueil performante pour leurs investissements.

A Québec il est proposé la participation à la semaine du numérique de Québec. Cet événement est placé sous le parrainage de Madame la Ministre Axelle Lemaire.

Lors de cette semaine 5 événements distincts sont proposés :

- un séminaire sur les médias sociaux (sponsorisée par Toulouse et Bordeaux),
- une convention d'affaires,
- un séminaire sur la programmation,
- une conférence scientifique,
- une compétition de création de jeux vidéo (sponsorisée par la Métropole de Montpellier).

C'est sur ce dernier événement que sera focalisée la présence de Montpellier Méditerranée Métropole avec la participation d'une équipe de 5 étudiants (venant des écoles du digital de Montpellier – sélection des 5 étudiants sur 27 demandes par l'association regroupant les 10 écoles montpellieraines).

Cette participation est largement financée par l'Ambassade du Québec qui propose pour les participants (étudiants et entreprises) un tarif tout compris : vols, transfert, hôtel pour 940 € (pour les moins de 35 ans) et 1 300 € (pour les plus de 35 ans).

En parallèle 5 entreprises du secteur participeront aussi à la totalité de la semaine.

A Sherbrooke (présence d'un(e) élu(e) et d'un(e) technicien(e) il est proposé le renouvellement pour la 3^{ème} fois de l'accord de coopération technologique avec Sherbrooke Innopole, l'Agence de Développement Economique de la Région.

Austin(TX) et Orlando(FL) (USA) du 10 au 15 avril 2016

Afin d'optimiser le coût de la mission il est proposé dans le cadre du déploiement de l'offre d'accompagnement de nos entreprises aux USA et surtout, dans la perspective de la stratégie de développement Montpellier Métropole Numérique, une mission de 5 jours à Austin et Orlando afin de signer des partenariats à double volets : Entreprises et French Tech.

Les Etats-Unis, 1er marché mondial, constituent une zone géographique clé, aussi bien comme zone de déploiement pour les entreprises du territoire que comme source de prospects pour étoffer l'implantation d'entreprises étrangères sur le territoire de la Métropole. Plusieurs missions d'entreprises ont à ce titre déjà été organisées avec succès aux Etats-Unis. Ces missions correspondent à des attentes fortes de la part des entreprises du territoire, très désireuses de se développer sur le marché américain.

Dans le cadre de la labellisation French Tech de Montpellier Méditerranée Métropole, les USA sont un acteur majeur de l'économie numérique et de l'innovation. Le volume d'affaires en 2011 concernant la filière numérique aux USA est estimé à 725 milliards de \$ avec une croissance du marché deux fois supérieure à celle du PIB américain.

Dans le cadre de la consolidation et du redéploiement géographique de nos offres d'accueil sur le territoire américain auprès de nos entreprises, il apparaît que les villes d'Austin et d'Orlando sont des lieux pertinents.

La Ville d'Austin a été élue, par le Wall Street Journal en 2015, la ville la plus intéressante pour créer sa startup devant San Francisco, Londres et Tel-Aviv.

C'est une ville avec un écosystème complet pouvant être porteur d'opportunités pour nos startups.

La présence française y est importante ce qui facilite les liens et les opportunités.

La mission organisée en octobre 2015 à Austin par la Métropole de Montpellier avec la participation de 10 Start-Up a mis en évidence l'intérêt croissant de la Ville d'Austin pour les acteurs internationaux de l'innovation.

Il est proposé à **Austin** un accord avec l'accélérateur Tech Ranch, accord avec réciprocités pour les entreprises.

Montpellier Métropole de Montpellier se propose de signer aussi un accord avec **Orlando** et plus particulièrement l'incubateur adossée à l'université de Floride centrale.

Il est assez rare aux USA de trouver des incubateurs ou BIC ayant la même typologie que le BIC de Montpellier, très souvent les incubateurs sont sur des modèles basés sur un concept privé. Ce n'est

pas le cas de celui d'Orlando qui est de dimension égale au BIC de Montpellier et dans lequel sont retrouvés les mêmes niveaux d'accompagnement et de formation. Il faut aussi noter que le Directeur du BIC d'Orlando a été l'an dernier le Président de INBIA.

Il est proposé que les aspects logistiques (transports internationaux et nationaux, hôtels, restauration, mise en place de rendez-vous B to B, inscriptions aux congrès, stand etc.) et l'organisation de la mission soient pris en charge en partie par Montpellier Méditerranée Métropole.

Le coût prévisionnel de la mission est estimé à 35 000 € TTC.

Il est proposé la participation au Canada de 5 entreprises et 5 étudiants du secteur et éventuellement la participation de 5 entreprises pour la partie extension USA de la mission. Ce coût estimé au maximum à 22 000 € se répartit comme suit :

- environ 1 200 € TTC par participant pour les étudiants. Cette participation est sponsorisée par l'ambassade du Québec qui propose un tarif préférentiel tout compris (vols, transferts, hôtels).
 - environ 1 600 € TTC par participant pour les entreprises pour la partie Canada.
 - environ 3 200 € TTC par participant pour les entreprises pour la partie Canada et extension USA.
- Une participation financière forfaitaire sera demandée uniquement aux entreprises (hors étudiants), à hauteur de 300 € TTC par entreprise pour la partie Québec et 700 € par entreprises si extension USA.

Le reste du montant prévisionnel soit environ 13 000 € TTC est affecté aux frais techniques d'organisation de la mission : transport interne de la délégation, mise en place de rencontres B to B, etc., ainsi qu'aux frais de déplacement de l'élue et des techniciens de Montpellier Méditerranée Métropole et éventuellement du (de la) journaliste.

La prise en charge des frais inhérents à la mission se fera sur la base des frais réels.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'organisation d'une mission d'affaires Québec, Sherbrooke, Austin et Orlando du 3 au 15 avril 2016,
- approuver la signature du renouvellement de l'accord avec Sherbrooke Innopole,
- approuver la signature d'un accord avec l'incubateur d'Orlando,
- approuver la signature d'un accord avec l'accélérateur de croissance Tech Ranch à Austin,
- approuver la participation d'un(e) élu(e) et d'un(e) technicien(ne), et éventuellement d'un(e) journaliste à la mission,
- approuver la participation anticipée éventuelle d'un(e) technicien(e) du BIC de Montpellier, à la partie Orlando, Austin. Ce(tte) technicien(e) devant participer initialement au congrès INBIA qui se déroule à Orlando le lendemain de la fin de la mission,
- approuver la prise en charge financière de la mission estimée à 35 000 €,
- dire que les dépenses et les recettes afférentes à la mission sont inscrites au budget 2016 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire
Publié le : 26/02/16
Déposé En Préfecture
Le : 26/02/16
Numéro de l'acte :
034-243400017-20160224-lmc1110721-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 26/02/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 24 FÉVRIER 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-quatre février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme A. BRISSAUD, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSOUS, .

Pouvoir(s):

Mme R. BUONO à M. C. MEUNIER, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. A. LARUE à M. G. LANNELONGUE, M. H. MARTIN à Mme J. FRÊCHE, Mme C. NAVARRE à Mme C. MARION, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, M. B. TRAVIER à M. A. EL KANDOUSSI.

Excusé(es):

M. T. BREYSSE

Absent(es):

Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, Mme C. DONADA, Mme B. MICHEL, M. J.-L. SAVY

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL - ORGANISATION D'UNE MISSION D'AFFAIRE FILIÈRE VITICOLE À CHENGDU / QINGDAO (CHINE) DU 20 AU 30 MARS 2016 - FINANCEMENT DE LA MISSION - APPROBATION

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole conduit une stratégie d'internationalisation reconnue sur le plan économique depuis plusieurs années. Elle s'est dotée progressivement d'un réseau de partenaires bilatéraux en Chine (Shanghai, Chengdu), aux Etats-Unis (New Jersey), en Russie (Obninsk) et au Canada (Québec). Elle est en outre active au sein de plusieurs réseaux internationaux multilatéraux (NBIA, EBN, I3Network...).

Les relations entre le territoire montpelliérain et la Chine s'inscrivent dans une histoire riche et fructueuse, avec par exemple la venue à l'université de Montpellier des futurs intellectuels et politiques de la Chine moderne dans le cadre du programme « travail-étude » au début du XX^{ème} siècle (1908-1927) et plus récemment avec le jumelage entre Montpellier et Chengdu en juin 1981.

Dans la continuité de ces relations privilégiées avec la Chine, Montpellier Méditerranée Métropole poursuit depuis 2004 une stratégie de développement économique avec la Ville de Shanghai et le District du Yangpu et a développé un volet très prometteur depuis 2010 avec Chengdu la capitale du Sichuan et neuf Provinces centrales chinoises. De plus, en janvier 2015 EUPIC a été labellisé par la Commission Européenne pour étendre sa zone « d'influence » aux 7 régions du nord de la Chine dont Pékin.

Depuis septembre 2011 et avec la tenue du Congrès EUPIC sur l'innovation à Montpellier, les partenaires de Chengdu, en particulier EUPIC, se sont engagés aux côtés de Montpellier Méditerranée Métropole, dans un nouvel axe de développement économique dédié à la filière vin. Dans les provinces centrales, le vin étant majoritairement un cadeau de prestige, plus de 60% des achats se font pour les institutions et 20 à 30% pour les grandes occasions (mariages...).

Sur les 3 premières années de mise en place de l'action, les résultats obtenus sont prometteurs avec un Chiffre d'affaires directement généré qui a dépassé le million d'Euros.

D'un point de vue plus quantitatif sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole l'action mise en place concerne :

- 17 communes impliquées indirectement par leurs vignerons (Montpellier, Saint Geniès des Mourgues, Sussargues, Saint Georges d'Orques, Castries, Saint-Drézéry, Murviel-les-Montpellier, Villeneuve-lès-Maguelone, Cournonterral, Fabrègues, Juvignac, Lavérune, Montferrier-sur-Lez, Pérols, Pignan, Saint Jean de Védas, Vendargues).
- 23 producteurs sur 52 qui font partie de l'opération,
- 19 producteurs qui dans le cadre de l'action ont déjà vendu du vin en Chine,
- 15 producteurs qui ont été accompagnés en Chine dans le cadre de 10 missions,
- 10 producteurs qui ont réalisé un chiffre d'affaires compris entre 50 et 150 000 euros.

La maturité du marché chinois porte en avant une tendance vers le milieu de gamme, qui est le cœur de métier de la filière viticole métropolitaine (90 % des ventes concernent les AOC / AOP).

Le positionnement du marché sur ce secteur est le plus rentable pour la filière viticole métropolitaine.

Le prix moyen de vente est largement au-dessus du prévisionnel 3,93 € réalisé, soit 135 % au-dessus. Dans la continuité de l'action, il est proposé, dans le cadre de la foire internationale des vins et spiritueux de Chengdu du 20 au 30 mars, la mise en place d'une mission d'affaires à Chengdu avec la participation de six domaines et/ou caves coopératives.

Cette mission a pour objectif la promotion des vins de Montpellier Méditerranée Métropole. La délégation participera à la plus grande foire professionnelle des vins et spiritueux de Chine, stand de 30 m² avec 30 références de vins proposées (4 millions de visiteurs). Des rencontres et événements de promotion ciblés avec des acheteurs de vins sont également prévus.

Le coût total prévisionnel de la mission est estimé à 9 000 € T.T.C. Il est proposé la participation de six domaines et/ou caves coopératives à la mission ; seuls seront pris en charge par Montpellier Méditerranée Métropole les frais de transports internationaux et internes ainsi que les frais de visas. Le coût estimé par participant est estimé à 1 500 €. La prise en charge des frais de déplacement de la mission se fera sur la base des frais réels.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'organisation d'une mission d'affaire filière viticole à Chengdu du 20 au 30 mars 2016,
- approuver la participation de 6 domaines viticoles,
- approuver la prise en charge financière de la mission estimée à 9 000 €,
- dire que les dépenses afférentes à la mission sont inscrites au budget 2016 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 26/02/16

Déposé En Préfecture

Le : 26/02/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160224-lmc1110895-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 26/02/16

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.

**DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU
TERRITOIRE ET DE L'ESPACE PUBLIC, HABITAT**



SEANCE ORDINAIRE DU 24 FÉVRIER 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-quatre février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme A. BRISSAUD, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASILVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s) :

Mme R. BUONO à M. C. MEUNIER, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. A. LARUE à M. G. LANNELONGUE, M. H. MARTIN à Mme J. FRÊCHE, Mme C. NAVARRE à Mme C. MARION, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, M. B. TRAVIER à M. A. EL KANDOSSI.

Excusé(es) :

M. T. BREYSSE

Absent(es) :

Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, Mme C. DONADA, Mme B. MICHEL, M. J.-L. SAVY

DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – MISSION D'ÉLABORATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL (PLUi) DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE - DÉSIGNATION DU PRESTATAIRE « ASSEMBLIER » - AUTORISATION DE LANCEMENT DE LA CONSULTATION N°4043BISUH16 - AUTORISATION DE SIGNATURE DU MARCHÉ

Mme S. IANNIN, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au Développement et l'Aménagement Durable du Territoire, rapporte :

Par décret du 23 décembre 2014, la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'est transformée en Métropole le 1^{er} janvier 2015. Ce changement de statut, opéré à périmètre territorial constant, lui confère de nouvelles prérogatives, dont la compétence Plan Local d'Urbanisme (PLU).

En cohérence avec la loi du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement (dite Grenelle 2) qui consacre le PLU intercommunal (PLUi) comme document d'urbanisme des EPCI dotés de la compétence PLU, l'engagement de l'élaboration du PLUi de Montpellier Méditerranée Métropole et de ses 31 Communes, par délibération du Conseil de Métropole le 12 novembre 2015, répond à deux enjeux majeurs : d'une part, décliner localement les objectifs et orientations stratégiques définis collectivement dans le cadre de la démarche d'élaboration du projet métropolitain dit « Montpellier Métropole Territoires », eux-mêmes retranscrits dans le cadre de la révision du SCoT en cours ; d'autre part, permettre la réalisation des projets urbains communaux dont la mise en œuvre nécessite une révision des PLU communaux concernés.

Cette démarche s'appuiera :

- sur les sept piliers stratégiques de Montpellier Méditerranée Métropole, vecteurs de développement économique, territorial et humain de la Métropole et des 31 communes :
 - la Santé, au sens de l'OMS (bien-être, qualité du cadre de vie...);
 - le Numérique, appuyé sur la dynamique de l'écosystème « French Tech » ;
 - le Développement économique, le Tourisme et l'Industrie ;
 - les Transports et la Mobilités ;
 - l'Agroécologie et l'Alimentation ;
 - la Culture, le Patrimoine et l'Université ;
 - l'Égalité des Chances, le Développement Social et la Citoyenneté.
- et sur quatre objectifs fondamentaux :
 - préserver et valoriser une richesse environnementale exceptionnelle ;
 - adapter le territoire aux facteurs de vulnérabilité, notamment climatiques ;
 - accompagner les évolutions démographiques attendues ;
 - renforcer le développement économique.

Dans cette perspective, il a été décidé, dans le cadre d'une procédure d'appel d'offres restreint en application des articles 33 4^o alinéa et 60 à 64 du Code des marchés publics, de faire appel à une équipe pluridisciplinaire ayant pour mission d'accompagner la Métropole dans la formalisation de son PLUi et ce, jusqu'à l'approbation dudit document.

Un avis d'appel public à concurrence a donc été publié sur la plateforme dématérialisée de Montpellier Méditerranée Métropole le 12 août 2015, au BOAMP (Bulletin officiel des annonces des marchés publics) à partir du 13 août 2015 et au JOUE (Journal Officiel de l'Union Européenne) à partir du 15 août 2015.

Trois dossiers de candidatures ont ainsi été reçus avant la date limite de remise des candidatures, fixée au 25 septembre 2015 - 12:00 heures :

- SOCIETE Economie Aménagement et Urbanisme (EAU) ;
- ALGOE CONSULTANTS, mandataire d'un groupement associant SAS ORGECO, la société BABYLONE AVENUE, la société GOUTAL & ALIBERT ;

- CEREG, mandataire d'un groupement associant la société NATURALIA.

La candidature de CEREG/NATURALIA n'a pas été retenue considérant qu'elle était inappropriée au sens de l'article 35-II 3° du Code des Marchés Publics.

Parmi les deux candidats retenus, seul le groupement mené par ALGOE CONSULTANTS a fait parvenir une offre avant la date fixée le 26 janvier 2016 à 12H00.

Le montant de la proposition financière de ce candidat est très largement supérieur à l'estimation qui avait été communiquée aux candidats potentiels dans l'avis de publicité. Un ou plusieurs candidats ont pu dès lors, au regard de l'estimation ainsi affichée et des prestations à réaliser, ne pas soumissionner. Compte tenu des risques juridiques tenant dès lors aux incertitudes ayant affecté la consultation des entreprises, la consultation n°4043UH15 a été déclarée sans suite, pour motif d'intérêt général. Il convient donc de lancer une nouvelle procédure d'appel d'offres, ouvert, en application des articles 33 3° alinéa et 57 à 59 du Code des marchés publics, sur la base d'une nouvelle estimation. Les prestations attendues sont ainsi évaluées à environ 350 000 € HT.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser l'engagement d'une procédure d'appel d'offres ouvert, en application des articles 33 3° alinéa et 57 à 59 du Code des marchés publics, relative à la mission d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi) de Montpellier Méditerranée Métropole et ce, pour un montant prévisionnel de 350 000 € HT ;
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, avant l'engagement de la procédure de publicité et de mise en concurrence, à souscrire et à signer le marché à intervenir avec le candidat retenu par la Commission d'Appel d'Offres, à l'issue de la procédure de consultation, conformément à l'article L.2122-21-1 du Code Général des Collectivités Territoriales et à signer tout document relatif à cette affaire et à l'exécution des présents marchés, y compris, le cas échéant, leur résiliation.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : - 1 MAR. 2016

Déposé En Préfecture

Le : 29 FEV. 2016

Numéro de l'acte :

Fait à Montpellier, le 26 FEV. 2016
Pour l'extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

M. Philippe SAUREL





SEANCE ORDINAIRE DU 24 FÉVRIER 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-quatre février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme A. BRISSAUD, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DIRUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s) :

Mme R. BUONO à M. C. MEUNIER, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. A. LARUE à M. G. LANNELONGUE, M. H. MARTIN à Mme J. FRÊCHE, Mme C. NAVARRE à Mme C. MARION, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, M. B. TRAVIER à M. A. EL KANDOSSI.

Excusé(es) :

M. T. BREYSSE

Absent(es) :

Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, Mme C. DONADA, Mme B. MICHEL, M. J.-L. SAVY

DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – MISSION D'ÉTUDES ENVIRONNEMENTALES POUR L'ÉLABORATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL (PLUi) DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE ET POUR DES ÉVOLUTIONS DE PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) COMMUNAUX N°4050UH15 - DÉSIGNATION DU PRESTATAIRE ENVIRONNEMENTAL - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme S. JANNIN, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au Développement et l'Aménagement Durable du Territoire, rapporte :

Par décret du 23 décembre 2014, la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'est transformée en Métropole le 1^{er} janvier 2015. Ce changement de statut, opéré à périmètre territorial constant, lui confère de nouvelles prérogatives, dont la compétence Plan Local d'Urbanisme (PLU).

En cohérence avec la loi du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement (dite Grenelle 2) qui consacre le PLU intercommunal (PLUi) comme document d'urbanisme des EPCI dotés de la compétence PLU, l'engagement de l'élaboration du PLUi de Montpellier Méditerranée Métropole et de ses 31 Communes, par délibération du Conseil de Métropole le 12 novembre 2015, répond à deux enjeux majeurs : d'une part, décliner localement les objectifs et orientations stratégiques définis collectivement dans le cadre de la démarche d'élaboration du projet métropolitain dit « Montpellier Métropole Territoires », eux-mêmes retranscrits dans le cadre de la révision du SCoT en cours; d'autre part, permettre la réalisation des projets urbains communaux dont la mise en œuvre nécessite une révision des PLU communaux concernés.

Parallèlement, les Plans d'Occupation des Sols (POS) et PLU communaux continueront d'évoluer jusqu'à l'approbation du futur PLUi. Il s'agira donc d'accompagner l'élaboration du PLUi mais également certaines évolutions de POS ou PLU communaux; et ce jusqu'à l'approbation du PLUi par le Conseil de Métropole.

Cette démarche s'appuiera et se déclinera spatialement :

- sur les sept piliers stratégiques de Montpellier Méditerranée Métropole :
 - la Santé, au sens de l'OMS (bien-être, qualité du cadre de vie...);
 - le Numérique, appuyé sur la dynamique de l'écosystème « French Tech »;
 - le Développement économique, le Tourisme et l'Industrie;
 - les Transports et Mobilités;
 - l'Agroécologie et l'Alimentation;
 - la Culture, le Patrimoine et les Universités;
 - l'Égalité des Chances, le Développement Social et la Citoyenneté.
- et sur quatre objectifs fondamentaux :
 - préserver et valoriser une richesse environnementale exceptionnelle;
 - adapter le territoire aux facteurs de vulnérabilité, notamment climatiques;
 - accompagner les évolutions démographiques attendues;
 - renforcer le développement économique.

Pour ce faire, il a été décidé de faire appel à une équipe pluridisciplinaire ayant des compétences en matière d'environnement, d'écologie, de droit de l'environnement, de droit de l'urbanisme, de concertation publique, de SIG et de communication.

Cette équipe, qui accompagnera la Métropole jusqu'à l'approbation du PLUi en Conseil de Métropole, sera en charge des études environnementales relatives à trois missions distinctes, objet d'un même marché :

- Mission 1 : l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) de Montpellier Méditerranée Métropole;
- Mission 2 : l'élaboration ou la révision de PLU communaux;
- Mission 3 : les évolutions mineures de POS et PLU communaux.

Pour ce faire, il a été décidé de recourir à une procédure d'appel d'offres restreint en application des articles 33 4° alinéa et 60 à 64 du Code des marchés publics.

Une consultation européenne d'équipes pluridisciplinaires a été engagée en août 2015 sous la forme d'un appel d'offres restreint. 10 candidatures ont été reçues à la date fixée le 25 septembre 2015. Après examen des dossiers et demande de compléments, conformément à l'article 52 du Code des marchés publics, 9 candidatures sont apparues conformes sur le plan administratif, juridique et financier. Lors de la séance du 15 décembre 2015, la Commission d'Appel d'Offres a sélectionné, sur la base du rapport d'analyse des candidatures, 5 groupements admis à remettre une offre :

- Candidat n°3 : SOBERCO ENVIRONNEMENT (mandataire) avec en sous-traitant Naturalia ;
- Candidat n°6 : G2C TERRITOIRES (mandataire) avec un groupement d'entreprises conjoints avec les sociétés ECOMED, NOVACERT et CRE OCEAN ;
- Candidat n°1 : IDE ENVIRONNEMENT ;
- Candidat n°7 : EVEN CONSEIL (mandataire) avec en sous-traitant Ecotone ;
- Candidat n°10 : ECOVIA avec un co-traitant Ecoter et trois sous-traitant Altitude, FC2 et Planed SCOP.

Ces 5 équipes ont fait parvenir leur offre avant la date fixée le 26 janvier 2016.

Après examen des dossiers, 3 offres apparaissent conformes sur le plan administratif, juridique et financier, les candidats ayant produit les documents et les renseignements requis. Les candidats n°1 IDE ENVIRONNEMENT et n°3 SOBERCO ENVIRONNEMENT, n'ayant pas produit les documents et les renseignements requis, ces offres se sont avérées non conformes sur le plan administratif, juridique et financier. Les candidats n°1 IDE ENVIRONNEMENT et n°3 SOBERCO ENVIRONNEMENT n'ont donc pas fait l'objet d'une analyse.

Le règlement de consultation prévoyait que le marché serait attribué au candidat dont l'offre serait jugée économiquement la plus avantageuse au regard des critères suivants pondérés :

- Valeur technique au regard du mémoire technique : 60 points ;
- Prix des prestations, au regard des totaux du prix global et forfaitaire mentionné à l'acte d'engagement (AE) et du détail quantitatif et estimatif (DQE) : 40 points.

Sur la base du rapport d'analyse des offres et au regard des critères de choix susvisés, la Commission d'Appel d'Offres réunie en séance du 9 février 2016 a retenu l'offre jugée économiquement la plus avantageuse présentée par le groupement EVEN CONSEIL (mandataire) / ECOTONE (sous-traitant) sur la base d'un devis estimatif d'un montant de 303 425 € HT.

La proposition formulée par cette équipe est bien calibrée et s'intègre parfaitement aux démarches de la Métropole (Montpellier Métropole Territoires, révision du SCoT...) La méthode présentée est claire et pertinente tant sur la partie évaluation environnementale que sur la partie trame verte et bleue. Cette équipe dispose de l'ensemble des compétences demandées et son organisation, autour de 2 directeurs d'études, favorisera la disponibilité et la réactivité. Avec ce groupement resserré et des rôles bien définis, le pilotage et la coordination seront facilités.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes du marché n°4050UH15 de prestations intellectuelles, relatif à la mission d'études environnementales pour l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunale (PLUi) de Montpellier Méditerranée Métropole et pour des évolutions de Plan Local d'Urbanisme (PLU) communaux, à conclure avec le groupement EVEN CONSEIL (mandataire) / ECOTONE (sous-traitant) ;
- dire que la dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 905 ;
- autoriser Monsieur le Président de la Métropole à signer le marché susvisé, ainsi que les actes relatifs à son exécution, y compris son éventuelle résiliation, et tout document relatif à cette affaire

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Délibération n° 13654

Certifié Exécutoire

Publié le : - 1 MAR. 2016

Déposé En Préfecture

Le : 29 FEV. 2016

Numéro de l'acte :

Fait à Montpellier, le 26 FEV. 2016
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

M. Philippe SAUREL





SEANCE ORDINAIRE DU 24 FÉVRIER 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-quatre février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme A. BRISSAUD, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILS, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme R. BUONO à M. C. MEUNIER, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. A. LARUE à M. G. LANNELONGUE, M. H. MARTIN à Mme J. FRÊCHE, Mme C. NAVARRE à Mme C. MARION, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, M. B. TRAVIER à M. A. EL KANDOUSSI.

Excusé(es):

M. T. BREYSSE

Absent(es):

Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, Mme C. DONADA, Mme B. MICHEL, M. J.-L. SAVY

DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – MISSION DE CONTRIBUTION À L'ÉLABORATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL (PLUi) ET DES PLU COMMUNAUX À L'ÉCHELLE DES SECTEURS DU SCOT N°4049UH15 - DÉSIGNATION DES PRESTATAIRES DE SECTEUR - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme. S. IANNIN, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au Développement et l'Aménagement Durable du Territoire, rapporte :

Par décret du 23 décembre 2014, la Communauté d'agglomération de Montpellier s'est transformée en Métropole. Conformément à la Loi N°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, ce changement de statut, opéré à périmètre territorial constant, lui confère de nouvelles prérogatives, dont le transfert de la compétence Plan Local d'Urbanisme (PLU) des communes membres à la Métropole.

En cohérence avec la loi du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement (dite Grenelle 2) qui consacre le PLU intercommunal (PLUi) comme document d'urbanisme des EPCI dotés de la compétence PLU, l'engagement de l'élaboration du PLUi de Montpellier Méditerranée Métropole et de ses 31 Communes, par délibération du Conseil de Métropole le 12 novembre 2015, répond à deux enjeux majeurs : d'une part, décliner localement les objectifs et orientations stratégiques définis collectivement dans le cadre de la démarche d'élaboration du projet métropolitain dit « Montpellier Métropole Territoires », eux-mêmes retranscrits dans le cadre de la révision du SCOT en cours ; d'autre part, permettre la réalisation des projets urbains communaux dont la mise en œuvre nécessite une révision des PLU communaux concernés.

Parallèlement, les Plans d'Occupation des Sols (POS) et PLU communaux continueront d'évoluer jusqu'à l'approbation du futur PLUi. Il s'agira donc d'accompagner l'élaboration du PLUi mais également certaines évolutions de POS ou PLU communaux ; et ce jusqu'à l'approbation du PLUi par le Conseil de Métropole.

Cette démarche s'articulera autour des sept piliers stratégiques, vecteurs de développement économique, territorial et humain de la Métropole et des 31 communes :

- la Santé, au sens de l'OMS (bien-être, qualité du cadre de vie...) ;
- le Numérique, dont le label French Tech fédère la dynamique économique ;
- le Développement Economique, le Tourisme et l'Industrie ;
- les Transports et Mobilités ;
- l'Agroécologie et l'Alimentation
- la Culture, le patrimoine et les Universités ;
- l'Egalité des chances, la Citoyenneté et le Développement social.

et poursuit quatre objectifs fondamentaux :

- préserver et valoriser une richesse environnementale exceptionnelle ;
- adapter le territoire aux facteurs de vulnérabilité, notamment climatiques ;
- accompagner les évolutions démographiques attendues ;
- renforcer le développement économique.

Pour ce faire, il a été décidé de lancer un appel d'offres restreint en application des articles 33 4° alinéa et 60 et 64 du Code des Marchés publics.

La mission d'études et d'assistance à maîtrise d'ouvrage a été divisée en 6 lots séparés :

- lot n° 1 intitulé : Secteur " Piémonts et Garrigues " (4 communes)
- lot n° 2 intitulé : Secteur " Plaine Ouest " (7 communes)
- lot n° 3 intitulé : Secteur " Littoral " (3 communes)
- lot n° 4 intitulé : Secteur " Coeur d'agglomération " (commune de Montpellier)
- lot n° 5 intitulé : Secteur " Vallée du Lez " (5 communes)
- lot n° 6 intitulé : Secteur " Cadoules et Béranges " (11 communes)

Les prestataires assureront les missions suivantes, à l'échelle d'un des six secteurs du SCOT :

- Mission 1 : Accompagner les communes dans la traduction de leurs projets communaux au sein du PLUi à l'échelle d'un secteur du SCoT.

A partir des intentions, des études ou éléments d'études produits par les communes, et du règlement type par zone défini par le prestataire en charge de l'élaboration du PLUi, les prestataires traduiront dans le PLUi les projets urbains des communes de leur secteur.

Ils auront plus particulièrement en charge :

- l'étude des capacités de réinvestissement urbain et de mutabilité des tissus,
- le recensement des capacités de stationnement en capitalisant les données existantes de chaque commune et en les complétant,
- l'élaboration du plan de zonage,
- l'adaptation du règlement type en fonction des spécificités locales,
- la conception des orientations d'aménagement et de programmation,
- la formalisation de l'exposé des motifs de délimitation des zones du rapport de présentation.

- Mission 2 : Accompagner la Métropole dans la conduite des procédures d'évolution des POS/PLU communaux, hors procédure de révision générale, en élaborant les documents qui seront soumis à enquête publique puis approuvés (modifications, modifications simplifiées, révisions allégées, mises en compatibilité, mise à jour) ;

- Mission 3 : Accompagner la Métropole dans la conduite de la révision du PLU de la commune de Grabels (uniquement sur le lot n°1) ;

- Mission 4 : Accompagner la Métropole dans la conduite des révisions générales des POS/PLU communaux : en tant que de besoin, à l'échelle des secteurs, les prestataires conduiront les procédures de révision générale du document d'urbanisme, rendues nécessaires avant l'approbation du PLUi.

Les missions 1, 2 et 4 sont communes aux 6 lots. La mission 3 ne concerne donc que le lot n°1. Les prestataires accompagneront la Métropole pendant quatre ans.

Un avis d'appel public à la concurrence a été publié au JOUE, BOAMP et plateforme de dématérialisation le 12 août 2015. La date limite de remise des offres étant fixée au 25 septembre 2015. 7 dossiers de candidatures ont été reçus avant les délais et ouvertes le 28 septembre 2015. Au terme de l'analyse des candidatures et sur la base du rapport établi, toutes les candidatures ont été admises à remettre des offres lors de la Commission d'Appel d'Offres (CAO) du 15 décembre 2015, à savoir :

- une candidature concernant le lot n°1 " Piémonts et Garrigues " :
 - Société Divercités (Montpellier)
- trois candidatures concernant le lot n°2 " Plaine Ouest " :
 - Archi Concept (Perpignan). Groupement d'entreprises conjointes avec société SERI (Montpellier)
 - Chibaudel (Montpellier). Groupement d'entreprises conjointes avec sociétés KREPIS, ABINAL (Montpellier) et L'OUVRE BOITES (Saint Herblan)
 - Urban Project (Montpellier)
- quatre candidatures concernant le lot n°3 " Littoral " :
 - Chibaudel (Montpellier). Groupement d'entreprises conjointes avec sociétés KREPIS, ABINAL (Montpellier) et L'OUVRE BOITES (Saint Herblan)
 - Société Divercités (Montpellier)
 - CITADIA CONSEIL (Toulon). Groupement d'entreprises conjointes avec société Aire publique (Paris)
 - SCE (Montpellier)
- une candidature concernant le lot n°4 " Cœur d'agglomération " :

CITADIA CONSEIL (Toulon). Groupement d'entreprises conjointes avec société Aire publique (Paris)

- trois candidatures concernant le lot n°5 " Vallée du Lez " :

Archi Concept (Perpignan). Groupement d'entreprises conjointes avec société SERI (Montpellier)

Urban Project (Montpellier)

SCE (Montpellier)

- et, enfin, cinq candidatures concernant le lot n°6 " Cadoule et Bérange " :

Actions Territoires (Montpellier). Groupement d'entreprises conjointes avec cabinet GIL FOURRIER & CROS (Montpellier).

Archi Concept (Perpignan). Groupement d'entreprises conjointes avec société SERI (Montpellier)

Chibaudel (Montpellier). Groupement d'entreprises conjointes avec sociétés KREPIS, ABINAL (Montpellier) et L'OUVRE BOITES (Saint Herblan)

CITADIA CONSEIL (Toulon). Groupement d'entreprises conjointes avec société Aire publique (Paris)

SCE (Montpellier)

Six équipes ont fait parvenir leur offre avant la date limite de réception des offres fixée au 26 janvier 2016 à 12H00. Les plis ont été ouverts en Commission d'Appel d'Offres du 26 janvier 2016. Le règlement de consultation prévoyait que l'attribution des 6 lots interviendrait selon les critères de jugement des offres suivants :

1- Valeur technique au regard du mémoire technique : 60 points

2- Prix des prestations (prix global et forfaitaire mentionné à l'AE pour chaque mission plus montant du détail quantitatif et estimatif de chaque mission concernée) : 40 points

Concernant le lot n°1 intitulé : Secteur " Piémonts et Garrigues ", le seul candidat retenu, à savoir la Société Divercités (Montpellier), a produit un dossier après la date et l'heure limite de remise. L'offre n'a pas été ouverte en CAO le 26 janvier 2016 et ce lot doit donc être considéré comme infructueux. Il est donc nécessaire d'engager, *sine die*, une procédure d'appel d'offres ouvert pour ce lot n°1 en application des articles 33 3° alinéa et 57 à 59 du Code des marchés publics.

Concernant les autres lots, sur la base des rapports d'analyse des offres, décomposés par lot, et au regard des critères de choix susvisés, la Commission d'Appel d'Offres, réunie en séance du 09 février 2016 a retenu les offres suivantes, jugées économiquement les plus avantageuses :

- lot n°2 intitulé : Secteur " Plaine Ouest " :

F. Chibaudel (Montpellier) Groupement d'entreprises conjointes avec Florence Chibaudel, mandataire, avec sociétés KREPIS cotraitant, ABINAL (Montpellier) cotraitant et L'OUVRE BOITES (Saint Herblain) cotraitant pour un montant estimé de 177 950 € HT.

- lot n°3 intitulé : Secteur " Littoral " :

SCE et ses ateliers UP+. (Montpellier) pour un montant estimé de 146 000 € HT

- lot n°4 intitulé : Secteur " Coeur d'agglomération " :

CITADIA CONSEIL (Toulon) Groupement d'entreprises conjointes avec société Aire publique (Paris) pour un montant estimé de 276 300 € HT.

- lot n°5 intitulé : Secteur " Vallée du Lez " :

SCE et ses ateliers UP+. (Montpellier) pour un montant estimé de 176 300 € HT.

- lot n°6 intitulé : Secteur " Cadoule et Bérange " :

SCE et ses ateliers UP+. (Montpellier) pour un montant estimé de 258 800 € HT.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes des marchés d'assistance à l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi) de Montpellier Méditerranée Métropole et de formalisation des dossiers de procédure d'évolution des documents d'urbanisme communaux à l'échelle des secteurs à conclure avec les prestataires suivants :

- * lot n°2 intitulé : Secteur " Plaine Ouest " : F. Chibaudel (Montpellier) Groupement d'entreprises conjointes avec Florence Chibaudel, mandataire, avec sociétés KREPIS cotraitant, ABINAL (Montpellier) cotraitant et L'OUVRE BOITES (Saint Herblain) cotraitant pour un montant estimé de 177 950 € HT ;
 - *lot n°3 intitulé : Secteur " Littoral " : SCE et ses ateliers UP+. (Montpellier) pour un montant estimé de 146 000 € HT ;
 - * lot n°4 intitulé : Secteur " Coeur d'agglomération " : CITADIA CONSEIL (Toulon) Groupement d'entreprises conjointes avec société Aire publique (Paris) pour un montant estimé de 276 300 € HT ;
 - * lot n°5 intitulé : Secteur " Vallée du Lez " : SCE et ses ateliers UP+. Montpellier pour un montant estimé de 176 300 € HT ;
 - * lot n°6 intitulé : Secteur " Cadoule et Bérange " : SCE et ses ateliers UP+. Montpellier pour un montant estimé de 258 800 € HT ;
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905 ;
 - autoriser Monsieur le Président de la Métropole à signer les marchés d'études susvisés et tous documents relatifs à l'exécution des présents marchés, y compris, le cas échéant, leur résiliation ;
 - autoriser l'engagement d'une procédure d'appel d'offres ouvert, en application des articles 33 3° alinéa et 57 à 59 du Code des marchés publics, relative à la mission d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi) de Montpellier Méditerranée Métropole et de formalisation des dossiers de procédure d'évolution des documents d'urbanisme communaux à l'échelle des secteurs – Lot n°1 intitulé : Secteur " Piémonts et Garrigues " ;
 - autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole avant l'engagement de la procédure de publicité et de mise en concurrence, à souscrire et à signer le marché correspondant au lot n°1 à intervenir avec le(s) candidat(s) retenu(s) par la Commission d'Appel d'Offres, à l'issue de la procédure de consultation, conformément à l'article L.2122-21-1 du Code Général des Collectivités Territoriales et à signer tout document relatif à cette affaire et à l'exécution du marché, y compris, le cas échéant, sa résiliation.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : - 1 MAR. 2016

Déposé En Préfecture

Le : 29 FEV. 2016

Numéro de l'acte :

Fait à Montpellier, le 26 FEV. 2016
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

M. Philippe SAUREL.





SEANCE ORDINAIRE DU 24 FÉVRIER 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-quatre février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme A. BRISSAUD, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSOUS, .

Pouvoir(s):

Mme R. BUONO à M. C. MEUNIER, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. A. LARUE à M. G. LANNELONGUE, M. H. MARTIN à Mme J. FRÊCHE, Mme C. NAVARRE à Mme C. MARION, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, M. B. TRAVIER à M. A. EL KANDOSSI.

Excusé(es):

M. T. BREYSSE

Absent(es):

Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, Mme C. DONADA, Mme B. MICHEL, M. J.-L. SAVY

DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – ÉTUDE URBAINE DE L'INTERFACE GRABELS - MONTPELLIER - CONVENTION DE GROUPEMENT DE COMMANDES AVEC LA VILLE DE GRABELS - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme S. JANNIN, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au Développement et l'Aménagement Durable du Territoire, rapporte :

Positionné au Nord-Ouest de la Métropole, le secteur de l'étude proposée se situe à l'articulation entre les villes de Montpellier et Grabels. Il recouvre principalement la ZAC du Parc d'activités Euromédecine 2 portée par Montpellier Méditerranée Métropole, le site de Gimel dont l'aménagement relève de la compétence de la commune de Grabels ainsi qu'une partie des tissus économiques existants d'Euromédecine 1.

A l'image de la croissance forte et continue que connaît l'ensemble de la Métropole, le rythme d'urbanisation de l'environnement de ce secteur a été soutenu ces dix dernières années, que ce soit au travers de projets d'aménagement sous maîtrise publique (ZAC de Malbosc, d'Euromédecine 2) ou d'opérations privées, notamment en réinvestissement d'anciens sites économiques. Ce processus nécessite désormais de traiter avec attention les espaces situés à l'interface entre les deux communes où le tissu urbain apparaît actuellement morcelé et peu lisible.

L'important potentiel d'urbanisation existant en réinvestissement, mais aussi en extension, notamment au niveau de la ZAC Euromédecine 2 et du futur projet urbain de Gimel à Grabels, interroge la répartition des fonctions urbaines, la qualité du cadre bâti, le renforcement, si ce n'est la création de continuités urbaines et/ou paysagères, l'organisation des mobilités, etc...

Sur la base de ce constat, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Grabels souhaitent mener une réflexion commune sur les cohérences urbaines à l'échelle de ce morceau de territoire et ce, dans un souci de maîtrise des deniers publics, en engageant une démarche d'étude partenariale en vue d'aboutir à la formalisation d'un plan guide à l'échelle du périmètre d'étude. Ce document, assorti de plans intermédiaires, doit permettre :

- d'enclencher rapidement des démarches opérationnelles, en particulier sur les sites d'Euromédecine 2 et de Gimel ;
- d'encadrer et de coordonner dans le temps les différentes opérations amenées à voir le jour.

La méthode d'intervention consistera à définir une vision d'ensemble sur la base des nombreux projets et études déjà existants allant, suivant les cas, du simple ajustement jusqu'à la définition complète de modalités d'aménagement.

Cette étude sera réalisée en lien avec les avancées du projet « Montpellier Métropole Territoires », dont l'élaboration sera concomitante et dont elle constituera une première déclinaison. Elle permettra, en retour, de l'étayer, notamment sur les volets développement économique, réinvestissement et mixité urbaine. Cette étude permettra également d'alimenter les orientations d'aménagement du SCoT révisé et du PLUi.

Dans cette perspective, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Grabels souhaitent constituer un groupement de commandes pour la réalisation de cette étude, conformément à l'article 8 VII du Code des marchés publics. La convention de groupement de commandes a ainsi pour objet de définir la nature, les conditions et modalités de ce partenariat et de son financement.

Montpellier Méditerranée Métropole sera le coordonnateur du groupement et sera chargée, à ce titre, de signer le marché à intervenir, de le notifier et de l'exécuter en accord avec la Ville de Grabels.

Le montant total de l'étude est estimé à 80 000 € T.T.C. La répartition indicative du financement est la suivante :

- Montpellier Méditerranée Métropole : 70 000 € (87,5%),
- Ville de Grabels : 10 000 € (12,5%).

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

Délibération n° 13656

- approuver le projet de convention de groupement de commandes relative à l'étude urbaine de l'interface Grabels-Montpellier ;
- dire que les crédits nécessaires seront inscrits au Budget Primitif 2016 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 908 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 26/02/16

Déposé En Préfecture

Le : 26/02/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160224-lmc1110511-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 26/02/16

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 24 FÉVRIER 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-quatre février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme A. BRISSAUD, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSE, .

Pouvoir(s):

Mme R. BUONO à M. C. MEUNIER, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. A. LARUE à M. G. LANNELONGUE, M. H. MARTIN à Mme J. FRÊCHE, Mme C. NAVARRE à Mme C. MARION, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, M. B. TRAVIER à M. A. EL KANDOSSI.

Excusé(es):

M. T. BREYSSE

Absent(es):

Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, Mme C. DONADA, Mme B. MICHEL, M. J.-L. SAVY

DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – SECTEUR DE LA MOGÈRE - COMMUNE DE MONTPELLIER ET DE LATTES - URBAN PARK - CONVENTION DE MISE À DISPOSITION DE LA RESSOURCE GÉOTHERMALE AVEC LA SAAM ET EDF OPTIMAL SOLUTION - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme S. JANNIN, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au Développement et l'Aménagement Durable du Territoire, rapporte :

Le secteur de la Mogère, situé sur le territoire des communes de Montpellier et de Lattes, entre l'autoroute A9 et le quartier de Boiragues est traversé par les projets de deux grandes infrastructures « jumelées » que sont l'autoroute A9 déplacée et le contournement ferré Nîmes-Montpellier (CNM) ; il constitue aussi le site d'accueil de la future gare nouvelle Montpellier Sud de France. De ce fait, le SCoT a identifié ce secteur comme un site stratégique en termes d'aménagement du territoire et à ce titre, son aménagement relève de la compétence de la métropole.

Ce site est également inclus dans le territoire de l'Ecocité Montpelliéraine, retenu par l'Etat, la Caisse des Dépôts et Consignations et l'ADEME, au titre de la démarche nationale Ecocité de développement durable innovant, exemplaire et « duplicable ».

Dans ce contexte, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, devenue Montpellier Méditerranée Métropole a conclu une concession d'aménagement avec la SAAM et a créé une ZAC, dont le dossier de réalisation et le programme des équipements publics ont été approuvés par délibération du 31 juillet 2014. Celui-ci prévoit la réalisation d'un réseau de chaleur et froid susceptible d'être complété par la mise en place d'une solution géothermique. En effet, le recours à la géothermie s'inscrit pleinement dans les objectifs de l'opération d'aménagement et portés par la Métropole, dans le cadre de l'Ecocité et du Plan Climat Energie Territorial récemment labellisé « territoire à énergie positive pour la croissance verte »).

Avec la transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier en Métropole, celle-ci exerce de plein droit en lieu et place des communes les compétences concession de la distribution publique d'électricité et de gaz ainsi que la création, l'aménagement, l'entretien et la gestion des réseaux de chaleur et de froid. La Métropole a également en charge la contribution à la transition énergétique, le soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie, l'élaboration du plan climat-énergie territorial, la création, l'aménagement et l'entretien des infrastructures de charge nécessaires à l'électro mobilité.

Par ailleurs, la société EDF Optimal Solution (EOS) a été chargée de concevoir et réaliser un réseau d'eau tempérée sur boucle, exploitant la ressource géothermique pour le lotissement URBAN PARK à Lattes situé au voisinage de l'opération d'aménagement précitée. A cet effet, EOS a réalisé un forage dans le périmètre du lotissement, qui s'est révélé infructueux. Aussi, pour permettre la desserte des programmes immobiliers de ce lotissement, EDF OS a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole et la SAAM, concessionnaire de l'opération d'aménagement d'intérêt métropolitain, afin d'étudier la possibilité de mettre en œuvre une solution alternative pour approvisionner le lotissement en géothermie et définir les conditions de mise à disposition de cette ressource.

Dans ce contexte, la SAAM réalise, au titre de la concession d'aménagement, les travaux de géothermie permettant la desserte de l'opération URBAN PARK pour lesquels EOS verse un fonds de concours au titre des besoins liés à l'opération dont elle a la charge.

Il est également nécessaire de préciser les conditions de mise à disposition de la ressource géothermale pour les besoins de la boucle tempérée d'Urban Park, objet de la convention proposée.

Le réseau réalisé par la SAAM apportera l'eau jusqu'aux vannes du local technique de la boucle tempérée d'Urban Park. Un débit d'eau égal au 2/3 du débit maximal des forages et au maximum de 200 m3/heure sera mis à disposition par la SAAM au bénéfice d'EDF OS. Après remise des ouvrages et au plus tard à échéance de la concession d'aménagement, la Métropole ou tout prestataire ou délégataire de son choix à qui elle en aurait confié la mission assurera cette mise à disposition.

Délibération n° 13657

En contrepartie la société EOS versera à la SAAM, la Métropole ou tout délégataire à qui elle en aurait confié la mission une redevance dont le montant est défini sur la base annuelle d'une redevance fixe liée au débit contractuel et d'une redevance proportionnelle liée aux m3 d'eau fournis.

Cette convention est conclue pour une durée initiale de 25 ans à compter de la mise en service du dernier lot URBAN PARK et au plus tard du 1^{er} juillet 2016.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de convention entre la Métropole, la SAAM, EDF Optimal Solution,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 26/02/16

Déposé En Préfecture

Le : 26/02/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160224-lmc1105394-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 26/02/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 24 FÉVRIER 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-quatre février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme A. BRISSAUD, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme R. BUONO à M. C. MEUNIER, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. A. LARUE à M. G. LANNELONGUE, M. H. MARTIN à Mme J. FRÊCHE, Mme C. NAVARRE à Mme C. MARION, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, M. B. TRAVIER à M. A. EL KANDOUSSI.

Excusé(es):

M. T. BREYSSE

Absent(es):

Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, Mme C. DONADA, Mme B. MICHEL, M. J.-L. SAVY

**DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – ECOCITÉ -
CONCESSION D'AMÉNAGEMENT ROUTE DE LA MER - COMMUNES DE LATTES
ET DE PÉROLS - GARANTIE D'EMPRUNT À LA SOCIÉTÉ D'AMÉNAGEMENT DE
L'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER (SAAM) - APPROBATION**

Mme S. JANNIN, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au Développement et l'Aménagement Durable du Territoire, rapporte :

Entre Montpellier et la mer, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, devenue Montpellier Méditerranée Métropole, a défini des sites stratégiques d'enjeu communautaire, au travers du projet d'aménagement et développement durable (P.A.D.D.) de son schéma de cohérence territoriale (SCoT) approuvé par délibération n°6863 du 17 février 2006, parmi lesquels figure celui situé le long de l'axe constitué par la troisième ligne de tramway sur la Route de la Mer (ancienne RD 21 devenue voirie d'intérêt communautaire et dénommée avenue George Frêche).

Ce site est l'assise d'un projet urbain majeur dit « Ode à la Mer » sur les communes de Lattes et Pérols ayant pour objectif à la fois le renouvellement profond du tissu économique existant par la recomposition et la modernisation de l'armature et des formes de distributions commerciales, l'introduction de logements autour des stations de transport en commun pour conduire à une véritable mixité fonctionnelle et sociale et la modernisation ou la création selon les cas d'équipements publics.

En outre ce projet, retenu dans le cadre de l'appel à projet « Ecocité » initiée par l'Etat pour développer les villes durables, prend en compte, dès sa conception, la gestion et le rattrapage hydraulique, la préservation de la biodiversité, l'organisation des transports autour du réseau de tramway, l'évolution des modes de consommation et de distribution commerciale, l'instauration d'une solidarité urbaine durable et une gestion décloisonnée et intelligente des services urbains.

Il en découle une démarche d'aménagement globale et concertée initiée par Montpellier Méditerranée Métropole en application de l'article L.300-1 du Code de l'urbanisme au titre de sa compétence « aménagement de l'espace », pour enclencher un processus de renouvellement urbain et de sa compétence « développement économique » pour favoriser une adaptation des formes de distribution aux évolutions des modes de vie.

A cette fin, Montpellier Méditerranée Métropole a décidé, par délibération n°10387 en date du 29 novembre 2011 de créer l'opération d'aménagement d'ensemble « Route de la Mer », dans le cadre des dispositions du Code de l'urbanisme..

Par ailleurs, Montpellier Méditerranée Métropole a décidé, par délibération n°10480 du 29 novembre 2011, de confier l'aménagement de cette opération à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM).

Il est rappelé à ce titre que l'opération d'aménagement d'intérêt métropolitain porte sur un périmètre d'environ 250 hectares situé sur les communes de Lattes et de Pérols.

Le programme global prévisionnel des constructions comprend 900 000 m²H.O.N nouveaux répartis comme suit :

- 6 000 à 8 000 logements,
- 75 000 m² de bureaux et activités,
- 100 000 m² de commerces, en renouvellement des surfaces existantes (+/- 5%),
- 45 000 m² d'équipements publics.

Cet aménagement comprend l'ensemble des travaux de voirie, de réseaux, d'espaces libres et d'installations diverses à réaliser pour répondre aux besoins des futurs habitants ou usagers des constructions à édifier à l'intérieur du périmètre de l'opération.

Pour réaliser l'opération d'aménagement d'ensemble d'intérêt métropolitain, il est nécessaire de mettre en œuvre les moyens de financement nécessaires aux acquisitions et en vue de réaliser des travaux d'aménagement.

Dans ce cadre, la SAAM sollicite la garantie de Montpellier Méditerranée Métropole sur un emprunt d'un montant de 1 500 000 €, à contracter auprès du Crédit Coopératif.

Les caractéristiques de l'emprunt à garantir sont les suivantes :

- o Capital : 1 500 000 €
- o Durée : 5 ans
- o Taux fixe : 1.20%
- o Différé de remboursement du capital : 2 ans
- o Amortissement constant
- o Echéances annuelles
- o Frais de dossier : 2 500 €
- o Garantie à hauteur de 80% de Montpellier Méditerranée Métropole
- o Remboursement anticipé : indemnité actuarielle

La garantie de la Métropole est accordée pour la durée totale du Contrat de Prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

En conséquence, conformément aux articles L.2252-1 à L.2252-5, D.1511-30 à D.1511-35 du Code Général des Collectivités Territoriales L.300-1 à L.300-4 du Code de l'urbanisme, il est proposé de garantir 80% de l'emprunt de 1 500 000 € sollicité par la SAAM auprès du Crédit Coopératif, soit 1 200 000 €,

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir 80% de l'emprunt de 1 500 000 € sollicité par la SAAM auprès du Crédit Coopératif, soit 1 200 000 €,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire
Publié le : 26/02/16
Déposé En Préfecture
Le : 26/02/16
Numéro de l'acte :
034-243400017-20160224-lmc1110673-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 26/02/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 24 FÉVRIER 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-quatre février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme A. BRISSAUD, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASILVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme R. BUONO à M. C. MEUNIER, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. A. LARUE à M. G. LANNELONGUE, M. H. MARTIN à Mme J. FRÊCHE, Mme C. NAVARRE à Mme C. MARION, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, M. B. TRAVIER à M. A. EL KANDOUSSI.

Excusé(es):

M. T. BREYSSE

Absent(es):

Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, Mme C. DONADA, Mme B. MICHEL, M. J.-L. SAVY

**DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE –
MONTPELLIER - SECTEUR SAINT LAZARE - PROJET URBAIN PARTENARIAL
(PUP) ENTRE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ ET SOGEPROM SUD
REALISATION - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme S. JANNIN, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au Développement et l'Aménagement Durable du Territoire, rapporte :

La transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier en Métropole, suivant un décret du 23 décembre 2014, a entraîné, à la date du 1er janvier 2015, le transfert de la compétence en matière de plan local d'urbanisme, celle-ci étant jusqu'alors de la compétence de la Ville de Montpellier. Ce transfert de compétence en matière de plan local d'urbanisme emporte celle de la conclusion des conventions de projet urbain partenarial conformément aux dispositions des articles L 332-11-3 et suivants du Code de l'urbanisme. Ainsi, en application de l'article L. 5217-5 du Code général des collectivités territoriales, pour l'exercice des compétences transférées, la Métropole est substituée de plein droit aux communes membres, dans toutes leurs délibérations et dans tous leurs actes et contrats.

SOGEPROM SUD REALISATION (PRAGMA) envisage la construction d'un immeuble situé à l'angle de l'avenue Saint Lazare et de la rue du Jeu de Mail des Abbés sur le domaine sportif de Pierre Rouge à Montpellier.

Ce projet prévoit la réalisation de deux bâtiments :

- une résidence étudiante d'environ une centaine de logements
- et un bâtiment d'une vingtaine de logements sociaux.

Le bailleur social présumé est PROMOLOGIS.

La résidence étudiante sera gérée par RESID-ETUDE.

Les deux bâtiments seraient en R+4, avec un sous-sol commun dédié aux stationnements.

La résidence étudiante marquera l'angle des rues par son parvis d'entrée. Les logements sociaux seront implantés perpendiculairement à la rue du Jeu de Mail des Abbés.

Actuellement, l'assiette foncière d'une surface de 2540 m², est occupée par 2 terrains de tennis et une maison d'habitation destinés à être démolis.

Une partie de terrain le long du Jeu de Mail des Abbés est cédé à la Ville dans le cadre de l'élargissement de la rue prévue au PLU. Par ailleurs, un recul du futur bâtiment par rapport à la rue Saint Lazare de 2 m de large sera ménagé afin de préserver les platanes existants sur cette avenue. Les arbres existants en bordure de ces voies (cyprès et sophoras) seront donc supprimés. Le projet prévoit la réalisation d'un cœur d'îlot paysager traité en espace commun composé d'une prairie rustique et d'arbres de hautes tiges en remplacement de ceux abattus.

L'ensemble projeté est en forme de U ouvert au Sud. Une faille est ménagée dans l'alignement nord afin de rythmer le bâti sur la rue du Mail des Abbés et de créer une transparence sur le cœur d'îlot.

L'accès véhicule à l'opération se ferait par l'entrée actuelle du tennis club qui sera élargie et réaménagée (servitude de passage).

Ce projet implique cependant la réalisation d'aménagements d'espaces publics et de réseaux afin d'améliorer les conditions d'urbanisation de ce secteur et conformément au PLU concernant l'élargissement de la rue du Jeu de Mail des Abbés.

Afin de permettre la mise en œuvre dans de bonnes conditions du projet qui sera porté par SOGEPROM SUD REALISATION l'article L.332-11-3 du Code de l'urbanisme permet la conclusion entre SOGEPROM SUD REALISATION et Montpellier Méditerranée Métropole d'un contrat de projet urbain partenarial (PUP). L'objet de ce projet urbain partenarial est de permettre la prise en charge financière par SOGEPROM SUD REALISATION d'une partie des aménagements de voirie et

de réseaux nécessaires à l'opération, l'autre partie étant prise en charge par Montpellier Méditerranée Métropole.

Ces aménagements sont décrits dans le projet de convention. Ils consistent principalement à la création d'un réseau d'eaux pluviales, à l'enfouissement des réseaux aériens ainsi qu'à la réalisation des trottoirs au droit de l'opération.

Le montant prévisionnel du coût opération pour la mise en œuvre de ces travaux s'élève à 544 583 € HT. La convention de PUP propose donc de mettre à la charge de la société une part de ces aménagements qui s'élèvent à 230 000 € HT, correspondant au total à 42,23 % du coût HT de l'ensemble de l'opération d'aménagement.

La part prise en charge par Montpellier Méditerranée Métropole (57,77 %) s'élève ainsi à 314 583 € HT.

Ladite convention est passée entre Montpellier Méditerranée Métropole et SOGEPROM SUD REALISATION. Elle précisera toutes les modalités de ce partenariat et notamment le principe de répartition financière. Le périmètre du PUP annexé à la convention, correspond à l'emprise du terrain d'assiette du projet porté par SOGEPROM SUD REALISATION. Il définit le foncier soumis au régime de participation financière du projet urbain partenarial et exonère ces parcelles de taxe d'aménagement (part intercommunale) dont les modalités ont été définies par délibération du Conseil de Métropole en date du 12 novembre 2015, pour les constructions à édifier dans son périmètre, pendant une durée de 10 ans.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la mise en œuvre d'une procédure du projet urbain partenarial telle qu'énoncée par les dispositions du Code de l'urbanisme ;
- approuver les termes de la convention de projet urbain partenarial et notamment le montant de la participation de SOGEPROM SUD REALISATION au vu du coût prévisionnel de l'opération et de la nature des travaux, ainsi que le périmètre du projet urbain partenarial ;
- exclure le secteur délimité du champ d'application de la taxe d'aménagement (part intercommunale) au sein du périmètre de ladite convention pour une durée de 10 ans ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention de projet urbain partenarial ainsi que tous les documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire
Publié le : 26/02/16
Déposé En Préfecture
Le : 26/02/16
Numéro de l'acte :
034-243400017-20160224-lmc1110683-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 26/02/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL,



SEANCE ORDINAIRE DU 24 FÉVRIER 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-quatre février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme A. BRISSAUD, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme R. BUONO à M. C. MEUNIER, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. A. LARUE à M. G. LANNELONGUE, M. H. MARTIN à Mme J. FRÊCHE, Mme C. NAVARRE à Mme C. MARION, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, M. B. TRAVIER à M. A. EL KANDOSSI.

Excusé(es):

M. T. BREYSSE

Absent(es):

Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, Mme C. DONADA, Mme B. MICHEL, M. J.-L. SAVY

DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – COMMUNE DE MONTPELLIER - SECTEUR SAINT ELOI - PROJET URBAIN PARTENARIAL (PUP) ENTRE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ ET SOGEPROM SUD RÉALISATIONS - OPÉRATION SISE 54 AVENUE DU PROFESSEUR GRASSET À MONTPELLIER - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme S. JANNIN, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au Développement et l'Aménagement Durable du Territoire, rapporte :

Dans le cadre de sa politique de renouvellement urbain, la Métropole et la Ville de Montpellier incitent à la requalification des quartiers en favorisant la mixité urbaine et sociale avec la création de logements notamment sociaux, d'activités et de commerces. La mutation urbaine de la parcelle BS 266 située 54 avenue du Professeur Grasset, s'inscrit dans cette perspective.

A la lisière du quartier Boutonnet, cette parcelle d'une superficie d'environ 1 000 m², desservie par la ligne 1 du tramway (arrêt Saint Eloi), fait face au quartier Hôpitaux Facultés. Elle est occupée aujourd'hui par une maison d'habitation. Dans ce contexte, un projet prévoyant la construction d'un ensemble immobilier est porté par la société dénommée « Sogeprom Sud Réalisations ».

Ce projet consiste en la démolition du bâti existant pour réaliser 52 logements (dont 7 seront affectés au logement social), et la construction d'un immeuble collectif présentant une façade urbaine sur un nouvel espace public aménagé rue Henri Dunant, au rez de chaussée duquel s'implanteront des commerces et dont la morphologie assurera la transition vers le quartier pavillonnaire au Sud, Une demande de permis de construire sera déposée dans ce but par Sogeprom Sud Réalisations.

A l'articulation entre le quartier centre et le secteur hôpitaux-facultés, ce projet implique cependant la requalification de l'espace public au droit de l'opération, par la réalisation d'un large espace public au carrefour entre l'avenue du professeur Grasset et la rue Dunant.

Afin de permettre la mise en œuvre dans de bonnes conditions du projet porté par la société Sogeprom Sud Réalisations, les articles L. 332-11-3 et suivants et R. 332-25-1 et suivants du Code de l'urbanisme permettent la conclusion entre Sogeprom Sud Réalisations et Montpellier Méditerranée Métropole d'un contrat de projet urbain partenarial (PUP), dont le projet de convention est joint en annexe.

L'objet de ce PUP est de permettre la prise en charge financière par Sogeprom Sud Réalisations d'une partie des aménagements de voiries desservant l'opération, l'autre partie étant prise en charge par Montpellier Méditerranée Métropole.

Ces aménagements sont décrits dans le projet de convention. Ils consistent principalement à :

- aménager un espace public conforme aux prescriptions des différents services de la Ville et de la Métropole ;
- intégrer éventuellement l'arrêt de bus de la Ronde ;
- prévoir des plantations d'arbres de hautes tiges sur l'espace public rue Dunant ;
- traiter l'accès aux commerces ;

La mise en œuvre des travaux nécessaires à cette opération a été chiffrée à la somme de 514 800 € HT. La convention de projet urbain partenarial propose de mettre à la charge de la société une part de ces aménagements qui s'élève à 85% du coût d'aménagement de voiries de surfaces au droit de l'opération.

Selon cette répartition, le montant mis à la charge de Sogeprom Sud Réalisations s'élève ainsi à 437 580 € correspondant à 85 % du coût total HT de l'opération d'aménagement.

Ladite convention sera passée entre Montpellier Méditerranée Métropole et Sogeprom Sud Réalisations. Elle précisera toutes les modalités de ce partenariat et notamment le principe de répartition financière.

Le périmètre du projet urbain partenarial, annexé à la convention, correspond à l'emprise du terrain d'assiette du projet portée par Sogeprom Sud Réalisations. Il définit le foncier soumis au régime de participation financière du PUP et exonère ces parcelles de taxe d'aménagement (part métropolitaine instituée par délibération au Conseil de Métropole du 12 novembre 2015) pour une durée de 10 ans.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la mise en œuvre d'une procédure du Projet Urbain Partenarial (PUP) telle qu'énoncée par les dispositions du Code de l'urbanisme ;

Délibération n° 13660

- approuver les termes de la convention de PUP, et notamment le montant de la participation de Sogeprom Sud Réalisations, au vu du coût prévisionnel de l'opération et de la nature des travaux, ainsi que le périmètre du projet ;
- exclure le secteur délimité du champ d'application de la taxe d'aménagement (part métropolitaine) au sein du périmètre de ladite convention pour une durée de 10 années ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention de PUP ainsi que tous documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 26/02/16

Déposé En Préfecture

Le : 26/02/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160224-lmc1110674-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 26/02/16

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 24 FÉVRIER 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-quatre février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme A. BRISSAUD, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASILVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme R. BUONO à M. C. MEUNIER, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. A. LARUE à M. G. LANNELONGUE, M. H. MARTIN à Mme J. FRÊCHE, Mme C. NAVARRE à Mme C. MARION, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, M. B. TRAVIER à M. A. EL KANDOSSI.

Excusé(es):

M. T. BREYSSE

Absent(es):

Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, Mme C. DONADA, Mme B. MICHEL, M. J.-L. SAVY

DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – COMMUNE DE MONTPELLIER - CONVENTION RELATIVE AU FINANCEMENT DES ÉQUIPEMENTS PUBLICS À RÉALISER DANS LE CADRE DU PUP (PROJET URBAIN PARTENARIAL) - QUARTIER CONSULS DE MER SECTEUR MOULIN DES SEPT CANS - PETIT TRAIN - CONCESSION D'AMÉNAGEMENT NOUVEAU GRAND CŒUR 2013-2020 - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme S. JANNIN, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au Développement et l'Aménagement Durable du Territoire, rapporte :

Une nouvelle concession d'aménagement sur un territoire de centre-ville redéfini et agrandi, dénommée « Nouveau Grand Cœur 2013-2020 », a été signée entre la Ville de Montpellier et la S.A.A.M. le 3 décembre 2013, après approbation du Conseil municipal le 7 octobre 2013.

Ce nouveau périmètre d'intervention élargi est venu notamment inclure le secteur « Moularès », situé dans le périmètre de la ZAC Port Marianne – Consuls de Mer et délimité par la rue du Moulin des Sept Cans, l'avenue du Petit Train et le chemin de Moularès ainsi que le secteur « Moulin des Sept Cans – Petit Train » à l'intersection de l'avenue du Petit Train et de la rue du Moulin des Sept Cans, jusqu'à l'avenue Albert Dubout.

Ces secteurs doivent faire l'objet de divers travaux d'aménagement qui consiste notamment en un réaménagement des voiries et réseaux divers au niveau de l'avenue du Petit Train, de la rue du Moulin des Sept Cans et de l'allée des Frères Grimm et leurs abords.

Le secteur « Moulin des Sept Cans – Petit Train », situé en dehors du périmètre de la ZAC Port Marianne – Consuls de Mer, fait l'objet d'un périmètre de conventions de Projets Urbains Partenariaux (P.U.P.) au sein duquel il a été convenu que les constructeurs contribueront au coût de réalisation des équipements par le versement d'une participation d'urbanisme, tel que prévue à l'article L. 332-11-3 du code de l'urbanisme.

Ce périmètre a été établi par délibération du Conseil municipal de la Ville de Montpellier en date du 17 décembre 2014 à l'occasion de la mise en œuvre d'une première convention de Projet Urbain Partenarial (P.U.P.) avec la société RB Group (nom commercial : M&A Promotion) concernant un projet de construction sur les parcelles cadastrées EY 784, EY 786 et EY 711b.

Depuis, et en application de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, Montpellier Méditerranée Métropole est devenue compétente en substitution des communes pour signer les conventions de Projet Urbain Partenarial (P.U.P.).

En l'occurrence, Montpellier Méditerranée Métropole signera les conventions de PUP avec les opérateurs souhaitant réaliser un programme immobilier au sein de l'opération d'aménagement concédée à la S.A.A.M. et percevoir les sommes correspondantes.

Ainsi, le 16 décembre 2015, lors de la signature d'une deuxième convention de P.U.P. avec la société Kaufman&Broad, le périmètre de conventions de P.U.P. « Moulin des Sept Cans – Petit Train » a été réaffirmé par le Conseil de Métropole.

Néanmoins, la réalisation et le financement des équipements publics concernés étant déjà prévus dans le cadre d'une concession d'aménagement conclue entre la Ville de Montpellier et la S.A.A.M., Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et son aménageur doivent définir les modalités et les conditions dans lesquelles les sommes ainsi prévues par le PUP seront affectées in fine au bilan de l'opération d'aménagement.

A la demande de Montpellier Méditerranée Métropole, il est proposé que les constructeurs versent directement à l'aménageur les participations dues à la Métropole, afin de simplifier la mise en œuvre du dispositif, dans le cadre d'une convention garantissant d'une part, l'accord de la Ville de Montpellier sur ces modalités et d'autre part, la transparence quant à l'utilisation par l'aménageur des financements concernés ainsi que le pouvoir de contrôle de Montpellier Méditerranée Métropole sur l'utilisation des fonds concernés.

Tel est l'objet de la présente convention à intervenir entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et la S.A.A.M.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention à passer entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et la SAAM, relative au financement des équipements publics à réaliser dans le cadre du Projet Urbain Partenarial (PUP) du quartier Consuls de Mer secteur « Moulin des Sept Cans – Petit train » et de la concession d'aménagement "Nouveau Grand cœur 2013 – 2020" ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 26/02/16

Déposé En Préfecture

Le : 26/02/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160224-lmc1109068-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 26/02/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 24 FÉVRIER 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-quatre février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme A. BRISSAUD, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme R. BUONO à M. C. MEUNIER, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. A. LARUE à M. G. LANNELONGUE, M. H. MARTIN à Mme J. FRÊCHE, Mme C. NAVARRE à Mme C. MARION, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, M. B. TRAVIER à M. A. EL KANDOUSSI.

Excusé(es):

M. T. BREYSSE

Absent(es):

Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, Mme C. DONADA, Mme B. MICHEL, M. J.-L. SAVY

DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – MISE EN ŒUVRE D'UN PROJET AGRI ENVIRONNEMENTAL ET CLIMATIQUE (PAEC) HÉRAULT DOMITIA - SITE NATURA2000 N°9112020 PLAINE DE FABRÈGUES POUSSAN ET CAPTAGE DU FLÈS - PARTENARIAT AVEC LA CHAMBRE D'AGRICULTURE DE L'HÉRAULT - APPROBATION

Mme S. JANNIN, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au Développement et l'Aménagement Durable du Territoire, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole est la structure porteuse de l'élaboration et de l'animation du site Natura 2000 « Plaine de Fabrègues-Poussan », depuis sa désignation lors du Comité de Pilotage (COPI) du 22 novembre 2011. Ce site impacte 8 communes sur 3 EPCI, dont 5 communes de la Métropole : Cournonterral, Cournonsec, Pignan, Fabrègues et Saussan.

La Métropole porte également une démarche pour la protection du captage du Flès (Adduction Eau Potable (AEP) de Villeneuve-lès-Maguelone). A la suite de la détection occasionnelle de produits phytosanitaires dans ce captage, une étude a été lancée en 2015 pour définir l'aire d'alimentation du captage (AAC) et réaliser le diagnostic des pressions polluantes. L'AAC ainsi définie concerne 12 communes de la Métropole : Cournonterral, Pignan, Saint Georges d'Orques, Juvignac, Grabels, Montpellier, Lavérune, Saussan, Saint Jean de Védas, Lattes, Villeneuve-lès-Maguelone et Fabrègues. Un programme d'actions sera défini courant 2016.

La nouvelle programmation des fonds européens FEADER (2014-2020) a instauré de nouvelles règles de mise en place de projets agro-environnementaux climatiques (PAEC) sur les territoires, et ce sous l'autorité de gestion de la Région. Les modalités de gestion de ces fonds sont définies dans le Programme de Développement Rural (PDR), délibéré par la Région en octobre 2015. Il n'est ainsi plus possible de conduire sur un même territoire plusieurs projets agro-environnementaux (PAE), animés par différents opérateurs sur des périmètres distincts arrêtés aux seules limites des sites Natura 2000 ou des aires de captage d'eau potable.

Le Programme AgroEnvironnemental et Climatique (PAEC)

Il est demandé, en réponse à un appel à candidatures émis par la Région chaque année, de déposer pour un territoire cohérent un projet agro-environnemental concerté, prenant en compte tous les enjeux du territoire concerné, avec un coordonnateur de projet unique. En l'absence d'un tel programme, les exploitants agricoles ne pourront plus prétendre aux aides surfaciques (Mesures Agro-Environnementales Climatiques – MAEC). Ces mesures européennes permettent d'accompagner financièrement les exploitants agricoles dans des changements de pratiques favorables à la préservation de la ressource en eau et de la biodiversité. Elles ne peuvent être contractualisées qu'au sein des Secteurs d'Intervention Prioritaires (SIP) correspondant à la localisation des enjeux environnementaux.

Dans ce contexte, la Métropole et ses partenaires ont proposé en 2014 l'émergence d'un PAEC Hérault Domitia, avec comme opérateur la Chambre d'agriculture de l'Hérault.

Un premier PAEC trisannuel a ainsi été délibéré en novembre 2014 (Délibération n°12617 88360 du 27 novembre 2014) portant sur l'enjeu « Biodiversité ». Il n'a été validé que pour l'année 2015 par la Région, celle-ci préférant donner l'opportunité aux opérateurs d'affiner leur projet et de déposer une nouvelle candidature pour les deux années restantes. Ce nouveau PAEC a ainsi été déposé en décembre 2015 pour les années 2016 et 2017, en réponse à l'Appel à Projets régional. Outre l'enjeu « Biodiversité », il intègre désormais l'enjeu « Eau » relatif à la protection du captage du Flès.

Les partenaires de la Métropole pour ce PAEC rénové sont : la Chambre d'agriculture de l'Hérault, l'Association de Développement et de Valorisation de l'Agriculture de l'Hérault (ADVAH), l'Association de Défense de l'Environnement et de la Nature des Pays d'Agde (ADENA), la Communauté d'agglomération Hérault Méditerranée (CAHM), le Conservatoire des Espaces Naturels Languedoc-Roussillon (CEN-LR), l'Organisme de Défense et de Gestion (ODG) Vicomté d'Aumelas, la Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO), l'ODG Côtes de Thongue, le Syndicat Intercommunal des Eaux de la Vallée de l'Hérault (SIEVH) et le Syndicat Mixte du bassin de Thau (SMBT). Un comité de pilotage de suivi du PAEC sera organisé après la campagne 2016.

Chaque partenaire continuera à animer les MAEC sur son territoire. Le PAEC intègre les besoins d'animation de chaque structure (nombre de jours d'animation, détails des missions et détail du

coût réel). Pour la Métropole, il s'agit ainsi de faire contractualiser les MAEC sur la Zone de Protection Spéciale Natura2000 Plaine de Fabrègues-Poussan et ses abords présentant des enjeux pour le Plan National d'Action (PNA, Crècerellette inclus dans le Secteur d'Intervention Prioritaire (SIP) Fabrègues Poussan Villeveyrac Montagnac ; et sur l'AAC du captage du Flès correspondant au SIP du Flès, désormais intégré au PAEC.

Mandat à l'opérateur pour demander les subventions en lien avec l'animation de l'enjeu « Eau »

La mise en œuvre du programme d'action à définir courant 2016 nécessitera une animation territoriale mobilisant des MAEC liées à l'enjeu Eau, en partie finançables par la mesure 7.6.5. du PDR.

Cette mesure va être ouverte par le biais d'un appel à projet lancé par la Région du 1^{er} février au 31 mars 2016. Outre le fonctionnement par appel à projet, la **Commission souhaite qu'il n'y ait qu'un seul bénéficiaire de l'aide : l'opérateur du PAEC**, à qui les partenaires doivent donner mandat pour qu'il puisse répondre à l'AAP. Une convention financière devra donc être établie avec la Chambre d'agriculture pour le reversement des aides à la structure animatrice.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet agro-environnemental et climatique Hérault Domitia, son périmètre et son partenariat avec les différentes structures animatrices ;
- approuver son portage par la Chambre d'agriculture de l'Hérault qui en assurera la coordination et le suivi général sur la période 2016-2017 ;
- dire que les services de la Métropole assureront l'animation en tant que partenaire du PAEC Hérault Domitia, des MAEC sur les SIP "Fabrègues Poussan Villeveyrac Montagnac" et "Flès" ;
- donner mandat à la Chambre d'agriculture de l'Hérault pour déposer et signer la demande d'aide relative à l'animation des MAEC sur l'enjeu « Eau » (mesure 7.6.5),
- approuver le principe de l'élaboration d'une convention financière avec la Chambre d'agriculture de l'Hérault, pour le reversement des sommes perçues par la mesure 7.6.5,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 26/02/16

Déposé En Préfecture

Le : 26/02/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160224-lmc1110639-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 26/02/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 24 FÉVRIER 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-quatre février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme A. BRISSAUD, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSOUS, .

Pouvoir(s):

Mme R. BUONO à M. C. MEUNIER, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. A. LARUE à M. G. LANNELONGUE, M. H. MARTIN à Mme J. FRÊCHE, Mme C. NAVARRE à Mme C. MARION, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, M. B. TRAVIER à M. A. EL KANDOUSSI.

Excusé(es):

M. T. BREYSSE

Absent(es):

Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, Mme C. DONADA, Mme B. MICHEL, M. J.-L. SAVY

DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – SITE NATURA 2000 N° FR9112020 PLAINE DE FABRÈGUES POUSSAN - MISE EN ŒUVRE ET ANIMATION DU DOCUMENT D'OBJECTIFS - DEMANDE DE SUBVENTION 2016 - APPROBATION

Mme S. JANNIN, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au Développement et l'Aménagement Durable du Territoire, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole est la structure porteuse de l'élaboration et de l'animation du site Natura 2000 « Plaine de Fabrègues-Poussan », depuis sa désignation lors du Comité de Pilotage (COPI) du 22 novembre 2011.

Ce site d'une superficie proche de 3 700 hectares impacte 8 communes sur 3 EPCI, dont 5 sont situées sur le territoire de la Métropole : Courdonterral, Courdonsec, Pignan, Fabrègues, Saussan.

La présidente du Comité de Pilotage pour la mise en œuvre et l'animation du Document d'objectifs est Madame Stéphanie JANNIN, Vice-présidente déléguée au développement et à l'aménagement durable du territoire et de l'espace public et à l'habitat.

Approuvé en Comité de pilotage du 18 février 2014 avec des modifications de périmètre, le Document d'objectifs du site Natura 2000 est depuis lors entré dans sa phase de mise en œuvre. Il comprend un programme d'actions pluriannuel et une charte, cette dernière ayant été partiellement validée.

La phase d'élaboration étant achevée, l'Etat et la Métropole ont signé en mai 2014 pour une durée de trois ans la convention-cadre fixant les modalités du suivi, de l'animation et de la mise en œuvre du Document d'Objectifs Natura2000 du site FR9112020 « Plaine de Fabrègues Poussan ».

C'est dans ce cadre que les demandes annuelles de subvention pour l'animation et la mise en œuvre des actions du Document d'objectifs sont déposées.

Conformément au Programme de Développement Rural régional délibéré par la Région en octobre 2015, le financement de l'animation du Document d'Objectif est entièrement pris en charge, à hauteur de 63% par l'Union européenne, et de 37% par l'Etat. La demande de financement pour les actions d'animation à réaliser sur la période courant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2016 s'élève à 20 000 €.

Les délais de l'appel à projet 2016 nécessitent de délibérer avant le 31 mars 2016, tout en respectant le Code des marchés publics pour la mise en concurrence des prestataires de services. A l'issue de cette phase, la présente délibération devra être complétée d'une attestation précisant le montant exact de l'engagement demandé, selon le mode opératoire défini par la Région.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le plan de financement ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2016 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 908 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à solliciter des subventions auprès de l'Etat et de l'Europe et à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 26/02/16

Déposé En Préfecture

Le : 26/02/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160224-lmc1110671-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 26/02/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 24 FÉVRIER 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-quatre février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme A. BRISSAUD, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme R. BUONO à M. C. MEUNIER, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. A. LARUE à M. G. LANNELONGUE, M. H. MARTIN à Mme J. FRÊCHE, Mme C. NAVARRE à Mme C. MARION, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, M. B. TRAVIER à M. A. EL KANDOUSSI.

Excusé(es):

M. T. BREYSSE

Absent(es):

Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, Mme C. DONADA, Mme B. MICHEL, M. J.-L. SAVY

DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – ORGANISMES EXTÉRIEURS - PLAN CLIMAT AIR ÉNERGIE TERRITORIAL (PCAET) - TRANSITION ÉNERGÉTIQUE - ASSOCIATION DES COMMUNES FORESTIÈRES DE L'HÉRAULT - ADHÉSION - DÉSIGNATION

Mme S. JANNIN, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au Développement et l'Aménagement Durable du Territoire, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole, qui a adopté son Plan Climat Energie Territorial (PCET) en février 2014, doit maintenant le faire évoluer en Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET), afin d'intégrer la question de l'air à son programme d'action, relativement à la loi de transition énergétique pour la croissance verte du 17 août 2015. Cette évolution lui permettra également d'intégrer pleinement les enjeux relatifs aux compétences transférées lors de la transformation de la Communauté d'Agglomération en Métropole, notamment ceux relevant de la compétence « énergie et transition énergétique ». Cette évolution du PCET en PCAET doit s'accompagner sur les années 2016 et 2017, d'un certain nombre de diagnostics et d'études, dont une partie relative aux énergies renouvelables.

Dès 2013, le Plan Climat de Montpellier Méditerranée Métropole identifie le recours à la biomasse sur son territoire comme un des enjeux de développement des énergies renouvelables (avec le solaire, photovoltaïque et thermique, ainsi que la géothermie et la récupération de chaleur). S'agissant de l'élaboration du PCAET, il s'agira de déterminer au mieux le potentiel de développement et la demande. L'association des Communes Forestières de l'Hérault devient alors un partenaire incontournable de cet accompagnement.

L'association de Communes Forestières de l'Hérault sollicite, par courrier en date du 14 janvier dernier, une adhésion de la Métropole, pour son compte et celui de ses communes membres. Cette association a deux rôles principaux :

- un rôle politique de représentation et de défense des intérêts des élus et des collectivités ;
- un rôle technique pour accompagner les collectivités dans diverses actions et responsabilités (accompagnement sur la mise en place de politiques et stratégies de développement local, stratégie bois-énergie, veille technique et réglementaire...).

L'association peut également représenter ses adhérents au sein de divers organismes tels que, par exemple, la Commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers (CDPENAF).

L'adhésion à l'échelle de la Métropole permet ainsi à toutes les communes de bénéficier de tous les services de l'association, sans cotisation supplémentaire.

Le montant de l'adhésion est basé sur la somme des cotisations de chaque commune qui composent la Métropole (relativement au nombre d'habitants de chaque commune), diminuée de 15%. Le montant de l'adhésion pour l'année 2016 s'élève à 6 022,25 €.

Selon les statuts de l'association, la Métropole dispose d'une voix pour les votes en Assemblée générale. Chaque commune étant également membre à part entière, dispose d'une voix pour les votes en Assemblée Générale.

Ainsi, il est proposé de procéder à la désignation de d'un représentant de la Métropole au sein de l'association. En application de l'article L.2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales, il est proposé aux membres du Conseil de la Métropole de décider à l'unanimité de ne pas procéder à la désignation au scrutin secret mais à main levée.

Monsieur le Président propose la candidature de M Laurent JAOU. Aucune autre candidature n'est proposée par l'Assemblée.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole à l'Association des Communes Forestières de l'Hérault ;

Délibération n° 13664

- décider à l'unanimité de ne pas procéder à la désignation d'un représentant de la Métropole au sein de cette association au scrutin secret, mais à main levée ;
- procéder à la désignation d'un représentant au sein de l'Assemblée Générale de l'association et l'autoriser à exercer toute fonction dans ce cadre ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 935 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire
Publié le : 26/02/16
Déposé En Préfecture
Le : 26/02/16
Numéro de l'acte :
034-243400017-20160224-lmc1111026-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 26/02/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.

ENERGIE ET TRANSITION ENERGETIQUE

FINANCES



SEANCE ORDINAIRE DU 24 FÉVRIER 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-quatre février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme A. BRISSAUD, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEF, .

Pouvoir(s):

Mme R. BUONO à M. C. MEUNIER, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. A. LARUE à M. G. LANNELONGUE, M. H. MARTIN à Mme J. FRÊCHE, Mme C. NAVARRE à Mme C. MARION, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, M. B. TRAVIER à M. A. EL KANDOUSSI.

Excusé(es):

M. T. BREYSSE

Absent(es):

Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, Mme C. DONADA, Mme B. MICHEL, M. J.-L. SAVY

FINANCES – DÉBAT D'ORIENTATION BUDGÉTAIRE 2016

M. M. LEVITA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux finances, rapporte :

Conformément aux dispositions combinées des articles L. 2312-1 et L. 5211-36 du Code Général des Collectivités Territoriales et aux nouvelles dispositions de la loi portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) n°2015-991 du 7 août 2015, le Conseil de Métropole est appelé à débattre sur les orientations à définir dans le Budget Primitif 2016.

Ce débat a pour objet la discussion des grandes orientations budgétaires et des choix généraux pour le prochain exercice avant l'adoption du Budget Primitif 2016. Il permettra de détailler les grands projets structurants et de mettre en perspective les équilibres financiers de Montpellier Méditerranée Métropole pour 2016.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- prendre acte de la tenue d'un Débat d'Orientation Budgétaire pour l'exercice 2016,
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil prend acte de la tenue du Débat d'Orientation Budgétaire pour l'exercice 2016.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire
Publié le : 26/02/16
Déposé En Préfecture
Le : 26/02/16
Numéro de l'acte :
034-243400017-20160224-lmc1110926-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 26/02/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.

**GESTION DES TEMPS, ACCESSIBILITE, HANDICAP ET
AUTONOMIE**

LOGEMENT



SEANCE ORDINAIRE DU 24 FÉVRIER 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-quatre février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme A. BRISSAUD, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme R. BUONO à M. C. MEUNIER, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. A. LARUE à M. G. LANNELONGUE, M. H. MARTIN à Mme J. FRÊCHE, Mme C. NAVARRE à Mme C. MARION, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, M. B. TRAVIER à M. A. EL KANDOSSI.

Excusé(es):

M. T. BREYSSE

Absent(es):

Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, Mme C. DONADA, Mme B. MICHEL, M. J.-L. SAVY

**LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 11 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE "OPALE"
- CHEMIN DU PUITS À SUSSARGUES - GARANTIE D'EMPRUNT À LA SA D'HLM FDI
HABITAT - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au logement, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

La Société Anonyme d'HLM FDI Habitat a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'elle va contracter pour financer l'acquisition, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), de 11 logements locatifs sociaux, résidence « Opale », chemin du Puits à Sussargues. L'opération, sous maîtrise d'ouvrage de FDI Promotion, comprend 6 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS), 3 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) et 2 logements financés en Prêt Locatif Social (PLS). Le projet a été conçu par l'atelier d'architecture Patrice GENET domicilié à Montpellier.

FDI Habitat demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % les six emprunts d'un montant total de 1 165 667 € qu'il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) construction d'un montant de 507 904 € ;
- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) foncier d'un montant de 241 969 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant de 190 857 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) foncier d'un montant de 114 280 € ;
- un Prêt Locatif Social (PLS) construction d'un montant de 48 506 € ;
- un Prêt Locatif Social (PLS) foncier d'un montant de 62 151 €.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié le 30 septembre 2015 par délibération n°13266, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L. 5111-4 et les articles L. 5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code Civil.

Les caractéristiques financières des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Désignation	PLUS construction	PLUS foncier	PLAI construction	PLAI foncier	PLS construction	PLS foncier
Montant du prêt	507 904 €	241 969 €	190 857 €	114 280 €	48 506 €	62 151 €
Durée	40 ans	60 ans	40 ans	60 ans	40 ans	60 ans
Préfinancement	de 3 à 24 mois maximum					
Règlement des intérêts de préfinancement	Paiement en fin de préfinancement					
Périodicité des échéances	annuelle					
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0,6 %	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0,46%	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - 0,2 %	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0,46%	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 1,11 %	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0,46%
Révisabilité des taux d'intérêt	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %					

Profil d'amortissement	Amortissement déduit (intérêts différés)
Modalité de révision	Double révisabilité limitée
Taux annuel de progressivité	0 à 0,5 % maximum
Révisabilité des taux de progressivité	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0 %

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale des prêts, soit de 3 à 24 mois maximum de préfinancement suivis d'une période d'amortissement de 40 ans pour les prêts PLUS construction, PLAI construction et PLS construction et de 60 ans pour les prêts PLUS foncier, PLAI foncier et PLS foncier. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par FDI Habitat, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par FDI Habitat est inférieure à 12 mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à 12 mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si FDI Habitat opte pour le paiement des intérêts de la période.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à se substituer à FDI Habitat pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 874 250,25 €, représentant 75 % des six prêts d'un montant total de 1 165 667 €, sollicités par FDI Habitat auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la réalisation de 11 logements locatifs sociaux, résidence « Opale », chemin du Puits à Sussargues ;
- autoriser Monsieur le Président à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la SA d'HLM FDI Habitat, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Ne participent pas au débat et ne prennent part au vote : Mme V. DEMON, M. Y. PELLET.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Certifié Exécutoire

Publié le : 26/02/16

Déposé En Préfecture

Le : 26/02/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160224-lmc1110324-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 26/02/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL,



SEANCE ORDINAIRE DU 24 FÉVRIER 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-quatre février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme A. BRISSAUD, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme R. BUONO à M. C. MEUNIER, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. A. LARUE à M. G. LANNELONGUE, M. H. MARTIN à Mme J. FRÊCHE, Mme C. NAVARRE à Mme C. MARION, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, M. B. TRAVIER à M. A. EL KANDOUSSI.

Excusé(es):

M. T. BREYSSE

Absent(es):

Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, Mme C. DONADA, Mme B. MICHEL, M. J.-L. SAVY

**LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 9 LOGEMENTS EN LOCATION-ACCESSION -
RÉSIDENCE "OPALE" - CHEMIN DU PUIITS À SUSSARGUES - GARANTIE D'EMPRUNT
À LA SA D'HLM FDI HABITAT - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au logement, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

La Société Anonyme d'HLM FDI Habitat a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir la garantie de l'emprunt qu'elle va contracter pour financer l'acquisition, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), de 9 logements en location-accession, résidence « Opale », chemin du Puits à Sussargues. Le projet, sous maîtrise d'ouvrage de FDI Promotion, a été conçu par l'atelier d'architecture Patrice GENET domiciliée à Montpellier.

FDI Habitat demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 100% le Prêt Social de Location Accession (PSLA) d'un montant total de 1 000 000 € qu'il sollicite auprès du Crédit Agricole du Languedoc.

Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié le 30 septembre 2015 par délibération n°13266, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L. 5111-4 et les articles L. 5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code Civil.

Les caractéristiques du prêt PSLA consenti par le Crédit Agricole du Languedoc sont mentionnées ci-après :

Montant du prêt PSLA :	1 000 000 €
Durée totale du prêt :	32 ans
dont phase de préfinancement	2 ans
dont phase d'amortissement	30 ans
Taux d'intérêt :	Livret A + marge de 1%
Périodicité	annuelle

Au cas où FDI Habitat, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas du remboursement du capital des emprunts et des intérêts, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à en effectuer le paiement en ses lieu et place, sur simple notification du Crédit Agricole du Languedoc par lettre missive, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ces règlements.

Montpellier Méditerranée Métropole s'engage, pendant toute la durée des prêts à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir la charge de l'emprunt.

Pour rappel, le dispositif PSLA prévoit que l'opérateur rembourse au fur et à mesure des levées d'option des locataires-accédants la partie du prêt correspondant au logement vendu. Lorsque l'ensemble du prêt est remboursé, la garantie n'a plus cours. Par ailleurs, la part du prêt qui serait le cas échéant transférée au locataire-accédant lors de l'acquisition du bien n'est pas couverte par la garantie de Montpellier Méditerranée Métropole.

Il y a lieu de formaliser cette garantie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

Délibération n° 13667

- garantir le remboursement de la somme de 1 000 000 €, représentant 100 % du prêt sollicité par la SA d'HLM FDI Habitat auprès du Crédit Agricole du Languedoc pour la réalisation de 9 logements en location-accession, résidence « Opale », chemin du Puits à Sussargues ;
- autoriser Monsieur le Président à intervenir au contrat de prêt qui sera passé entre le Crédit Agricole du Languedoc et la SA d'HLM FDI Habitat, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Ne participent pas au débat et ne prennent part au vote : Mme V. DEMON, M. Y. PELLET.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Certifié Exécutoire

Publié le : 26/02/16

Déposé En Préfecture

Le : 26/02/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160224-lmc1110357-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 26/02/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 24 FÉVRIER 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-quatre février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme A. BRISSAUD, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASILVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme R. BUONO à M. C. MEUNIER, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. A. LARUE à M. G. LANNELONGUE, M. H. MARTIN à Mme J. FRÊCHE, Mme C. NAVARRE à Mme C. MARION, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, M. B. TRAVIER à M. A. EL KANDOSSI.

Excusé(es):

M. T. BREYSSE

Absent(es):

Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, Mme C. DONADA, Mme B. MICHEL, M. J.-L. SAVY

**LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 31 LOGEMENTS EN LOCATION-ACCESSION -
RÉSIDENTE " LE CHÊNE BLANC " - LOTISSEMENT "LES JARDINS D'HÉLIOS"
À COURNONTERRAL - GARANTIE D'EMPRUNT À LA SA D'HLM FDI HABITAT -
CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au logement, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

La Société Anonyme d'HLM FDI Habitat a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir la garantie de l'emprunt qu'elle va contracter pour financer la construction de 31 logements en location-accession, résidence « Le Chêne Blanc », lot 8, lotissement « Les Jardins d'Hélios » à Cournonterral.

Le projet a été conçu par l'atelier A. Garcia-Diaz à Montpellier.

FDI Habitat demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 100% le Prêt Social de Location Accession (PSLA) d'un montant total de 3 536 000 € qu'il sollicite auprès de la Caisse d'Epargne Languedoc-Roussillon.

Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié le 30 septembre 2015 par délibération n°13266, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L. 5111-4 et les articles L. 5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code Civil.

Les caractéristiques du prêt PSLA consenti par la Caisse d'Epargne Languedoc-Roussillon sont mentionnées ci-après :

Montant du prêt PSLA :	3 536 000 €
Durée totale du prêt :	7 ans
dont phase de mobilisation	2 ans
dont phase de consolidation	5 ans / Amortissement : différé pendant 5 ans
Périodicité :	trimestrielle
Taux d'intérêt :	Euribor 3 mois + marge de 1,50% Si l'Euribor 3 mois est négatif, le taux d'intérêt appliqué est égal à la marge.

Au cas où FDI Habitat, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas du remboursement du capital des emprunts et des intérêts, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à en effectuer le paiement en ses lieu et place, sur simple notification de la Caisse d'Epargne Languedoc-Roussillon par lettre missive, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ces règlements.

Montpellier Méditerranée Métropole s'engage, pendant toute la durée des prêts à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir la charge de l'emprunt.

Pour rappel, le dispositif PSLA prévoit que l'opérateur rembourse au fur et à mesure des levées d'option des locataires-accédants la partie du prêt correspondant au logement vendu. Lorsque l'ensemble du prêt est remboursé, la garantie n'a plus cours. Par ailleurs, la part du prêt qui serait le cas échéant transférée au locataire-accédant lors de l'acquisition du bien n'est pas couverte par la garantie de Montpellier Méditerranée Métropole.

Il y a lieu de formaliser cette garantie par la signature d'une convention.

Délibération n° 13668

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme de 3 536 000 €, représentant 100 % du prêt sollicité par la SA d'HLM FDI Habitat auprès de la Caisse d'Épargne Languedoc-Roussillon pour financer la réalisation de 31 logements en location-accession, résidence « Le Chêne Blanc », lotissement "Les Jardins d'Hélios" à Cournonterral ;
- autoriser Monsieur le Président à intervenir au contrat de prêt qui sera passé entre la Caisse d'Épargne Languedoc-Roussillon et la SA d'HLM FDI Habitat, et à signer la convention d'octroi de garantie ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Ne participent pas au débat et ne prennent part au vote : Mme V. DEMON, M. Y. PELLET.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Certifié Exécutoire

Publié le : 26/02/16

Déposé En Préfecture

Le : 26/02/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160224-lmc1110350-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 26/02/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 24 FÉVRIER 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-quatre février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme A. BRISSAUD, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASILVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSOUS, .

Pouvoir(s):

Mme R. BUONO à M. C. MEUNIER, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. A. LARUE à M. G. LANNELONGUE, M. H. MARTIN à Mme J. FRÊCHE, Mme C. NAVARRE à Mme C. MARION, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, M. B. TRAVIER à M. A. EL KANDOSSI.

Excusé(es):

M. T. BREYSSE

Absent(es):

Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, Mme C. DONADA, Mme B. MICHEL, M. J.-L. SAVY

LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 33 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE " BENTO SERRA " - ALLÉE JOSEPH CAMBON À SAINT JEAN DE VÉDAS - GARANTIE D'EMPRUNT À LA SA D'HLM NOUVEAU LOGIS MÉRIDIONAL - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au logement, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

La Société Anonyme d'HLM Nouveau Logis Méridional a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'elle va contracter pour financer l'acquisition, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), de 33 logements locatifs sociaux, résidence « Bento Serra », allée Joseph Cambon à Saint Jean de Védas. L'opération, sous maîtrise d'ouvrage du promoteur Océanis, comprend 18 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS), 8 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) et 7 logements financés en Prêt Locatif Social (PLS).

Le projet a été conçu par le cabinet LHENRY architecture à Montpellier.

Le Nouveau Logis Méridional demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % les sept emprunts d'un montant total de 3 987 180 € qu'il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) construction d'un montant de 1 136 710 € ;
- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) foncier d'un montant de 954 809 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant de 533 388 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) foncier d'un montant de 330 823 € ;
- un Prêt Locatif Social (PLS) construction d'un montant de 339 791 € ;
- un Prêt Locatif Social (PLS) foncier d'un montant de 474 667 € ;
- un Prêt Locatif Social (PLS) complémentaire d'un montant de 216 992 €.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié le 30 septembre 2015 par délibération n°13266, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L. 5111-4 et les articles L. 5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code Civil.

Les caractéristiques financières des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Désignation	PLUS construction	PLUS foncier	PLAI construction	PLAI foncier	PLS construction	PLS complémentaire	PLS foncier
Montant du prêt	1 136 710 €	954 809 €	533 388 €	330 823 €	339 791 €	216 992 €	474 667 €
Durée	40 ans	60 ans	40 ans	60 ans	40 ans		60 ans
Préfinancement	de 3 à 24 mois maximum	s/o	de 3 à 24 mois maximum	s/o			
Périodicité des échéances	annuelle						
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 1,11 %		taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat

	du contrat de prêt + 0,6 %	de prêt + 0,57%	du contrat de prêt - 0,2 %	de prêt + 0,57%		de prêt + 0,57%
Révisabilité des taux d'intérêt	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %					
Profil d'amortissement	Amortissement déduit (intérêts différés)					
Modalité de révision	simple révisabilité					
Taux annuel de progressivité	0 à 1 % maximum					
Révisabilité des taux de progressivité	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0 %					

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale des prêts, soit de 3 à 24 mois maximum de préfinancement pour les prêts PLUS construction et PLAI construction suivis d'une période d'amortissement de 40 ans pour les prêts PLUS construction, PLAI construction, PLS construction et PLS complémentaire et de 60 ans pour les prêts PLUS foncier, PLAI foncier et PLS foncier. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par le Nouveau Logis Méridional, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par le Nouveau Logis Méridional est inférieure à 12 mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à 12 mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si le Nouveau Logis Méridional opte pour le paiement des intérêts de la période.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à se substituer au Nouveau Logis Méridional pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 2 990 385 €, représentant 75 % des sept prêts d'un montant total de 3 987 180 €, sollicités par le Nouveau Logis Méridional auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la réalisation de 33 logements locatifs sociaux, résidence « Bento Serra », allée Joseph Cambon à Saint Jean de Védas ;
- autoriser Monsieur le Président à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la SA d'HLM Nouveau Logis Méridional, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 26/02/16

Déposé En Préfecture

Le : 26/02/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160224-lmc1110366-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 26/02/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 24 FÉVRIER 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-quatre février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme A. BRISSAUD, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEF, .

Pouvoir(s):

Mme R. BUONO à M. C. MEUNIER, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. A. LARUE à M. G. LANNELONGUE, M. H. MARTIN à Mme J. FRÊCHE, Mme C. NAVARRE à Mme C. MARION, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, M. B. TRAVIER à M. A. EL KANDOSSI.

Excusé(es):

M. T. BREYSSE

Absent(es):

Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, Mme C. DONADA, Mme B. MICHEL, M. J.-L. SAVY

LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 3 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE " MAS DE CLAIRETTE " - RUE DU FOUR DE LA CAUX À PIGNAN - GARANTIE D'EMPRUNT À LA SA D'HLM NOUVEAU LOGIS MÉRIDIONAL - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au logement, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

La Société Anonyme d'HLM Nouveau Logis Méridional a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'elle va contracter pour financer l'acquisition, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), de 3 logements locatifs sociaux, résidence « Mas de Clairette », rue du Four de la Caux à Pignan. L'opération, réalisée sous maîtrise d'ouvrage de Vestia Promotion, comprend 3 logements financés en Prêt Locatif Social (PLS). Le projet a été conçu par Flore SOUBEIRAN, architecte à Bellegarde.

Le Nouveau Logis Méridional demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % les trois emprunts d'un montant total de 587 217 € qu'il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif Social (PLS) construction d'un montant de 148 725 € ;
- un Prêt Locatif Social (PLS) foncier d'un montant de 212 465 € ;
- un Prêt Locatif Social (PLS) complémentaire d'un montant de 226 027 €.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié le 30 septembre 2015 par délibération n°13266, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L. 5111-4 et les articles L. 5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code Civil.

Les caractéristiques financières des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Désignation	PLS construction	PLS foncier	PLS complémentaire
Montant du prêt	148 725 €	212 465 €	226 027 €
Durée	40 ans	60 ans	40 ans
Préfinancement	de 3 à 24 mois maximum	Sans objet	
Périodicité des échéances	annuelle		
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 1,11 %		
Révisabilité des taux d'intérêt	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %		
Profil d'amortissement	Amortissement déduit (intérêts différés)		
Modalité de révision	simple révisabilité		
Taux annuel de progressivité	0 à 1 % maximum		
Révisabilité des taux de progressivité	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0 %		

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale des prêts, soit de 3 à 24 mois maximum de préfinancement pour le prêt PLS construction suivis d'une période d'amortissement de 40 ans pour les prêts PLS construction et PLS complémentaire et de 60 ans pour

le prêt PLS foncier. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par le Nouveau Logis Méridional, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par le Nouveau Logis Méridional est inférieure à 12 mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à 12 mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si le Nouveau Logis Méridional opte pour le paiement des intérêts de la période.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à se substituer au Nouveau Logis Méridional pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il y a lieu de formaliser cette garantie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 440 412,75 €, représentant 75 % des trois prêts d'un montant total de 587 217 €, sollicités par le Nouveau Logis Méridional auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la réalisation de 3 logements locatifs sociaux, résidence « Mas de Clairette », rue du Four de la Caux à Pignan ;
- autoriser Monsieur le Président à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la SA d'HLM Nouveau Logis Méridional, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire
Publié le : 26/02/16
Déposé En Préfecture
Le : 26/02/16
Numéro de l'acte :
034-243400017-20160224-lmc1110380-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 26/02/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 24 FÉVRIER 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-quatre février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme A. BRISSAUD, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEF, .

Pouvoir(s):

Mme R. BUONO à M. C. MEUNIER, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. A. LARUE à M. G. LANNELONGUE, M. H. MARTIN à Mme J. FRÊCHE, Mme C. NAVARRE à Mme C. MARION, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, M. B. TRAVIER à M. A. EL KANDOUSSI.

Excusé(es):

M. T. BREYSSE

Absent(es):

Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, Mme C. DONADA, Mme B. MICHEL, M. J.-L. SAVY

**LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 25 LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX -
RÉSIDENTE « ARTHÉMIS » - LOTISSEMENT « LES JARDINS D'HELIOS » LOT 14
À COURNONTERRAL - GARANTIE D'EMPRUNT À LA SA D'HLM SFHE GROUPE
ARCADE - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

La Société Anonyme d'HLM SFHE / Groupe Arcade a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir la garantie des prêts qu'elle va contracter pour financer la réalisation de 25 logements sociaux, résidence « Arthémis », lotissement « Les Jardins d'Helios » lot 14 à Cournonterral. L'opération, comprend 18 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 7 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI).
Le projet a été conçu par le cabinet Garcia-Diaz, architecte à Montpellier.

La Société Anonyme d'HLM SFHE / Groupe Arcade demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % les quatre emprunts d'un montant total de 2 182 285 € qu'il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) construction d'un montant total de 950 525 € ;
- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) foncier d'un montant total de 570 038 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant de 413 575 €.
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) foncier d'un montant de 248 147 €.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié le 30 septembre 2015 par délibération n°13266, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L. 5111-4 et les articles L. 5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code civil.
Les caractéristiques financières des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Désignation	PLUS construction	PLUS foncier	PLAI construction	PLAI foncier
Montant du prêt	950 525 €	570 038 €	413 575 €	248 147 €
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0.60 %	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0.36 %	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - 0.20 %	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0.36 %
Révisabilité des taux d'intérêt	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%			
Taux annuel de progressivité	de 0 à 0,50 % maximum			
Profil d'amortissement	amortissement déduit (intérêts différés)			
Révisabilité des taux de progressivité	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0%			
Modalité de révision	double révisabilité limité			
Durée de la phase de préfinancement	de 3 à 24 mois maximum			
Périodicité des échéances	annuelle			
Durée de la phase d'amortissement	40 ans	60 ans	40 ans	60 ans

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale des prêts, soit de 3 à 24 mois maximum de préfinancement suivis d'une période d'amortissement de 40 ans pour les prêts PLUS construction et PLAI construction et de 60 ans pour les prêts PLUS foncier et PLAI foncier. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SFHE / Groupe Arcade, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SFHE / Groupe Arcade est inférieure à 12 mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à 12 mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SFHE / Groupe Arcade opte pour le paiement des intérêts de la période.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à se substituer à la SFHE / Groupe Arcade pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 1 636 713,75 €, représentant 75 % des quatre prêts d'un montant total de 2 182 285 € sollicités par la SA d'HLM la SFHE / Groupe ARCADE auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la réalisation de 25 logements sociaux, résidence «Arthémis», lotissement « Les Jardins d'Helios » lot 14 à Cournonterral ;
- autoriser Monsieur le Président à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la SA d'HLM SFHE / Groupe ARCADE, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. N. SEGURA.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Certifié Exécutoire

Publié le : 26/02/16

Déposé En Préfecture

Le : 26/02/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160224-lmc1110418-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 26/02/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 24 FÉVRIER 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-quatre février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme A. BRISSAUD, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASILVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme R. BUONO à M. C. MEUNIER, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. A. LARUE à M. G. LANNELONGUE, M. H. MARTIN à Mme J. FRÊCHE, Mme C. NAVARRE à Mme C. MARION, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, M. B. TRAVIER à M. A. EL KANDOSSI.

Excusé(es):

M. T. BREYSSE

Absent(es):

Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, Mme C. DONADA, Mme B. MICHEL, M. J.-L. SAVY

**LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 25 LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX -
RÉSIDENTE « EOS » - LOTISSEMENT « LES JARDINS D'HELIOS » LOT 12 À
COURNONTERRAL - GARANTIE D'EMPRUNT À LA SA D'HLM SFHE GROUPE
ARCADE - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

La Société Anonyme d'HLM SFHE / Groupe Arcade a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir la garantie de les prêts qu'elle va contracter pour financer la réalisation de 25 logements sociaux, résidence « Eos », lotissement « Les Jardins d'Helios » lot 12 à Cournonterral. L'opération, comprend 17 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 8 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI).
Le projet a été conçu par le cabinet d'architecture Garcia-Diaz, établi à Montpellier.

La Société Anonyme d'HLM SFHE / Groupe Arcade demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % les quatre emprunts d'un montant total de 2 260 070 € qu'il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) construction d'un montant total de 942 628 € ;
- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) foncier d'un montant total de 575 232 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant de 460 928 €.
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) foncier d'un montant de 281 282 €.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié le 30 septembre 2015 par délibération n°13266, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L. 5111-4 et les articles L. 5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code civil.
Les caractéristiques financières des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Désignation	PLUS construction	PLUS foncier	PLAI construction	PLAI foncier
Montant du prêt	942 628 €	575 232 €	460 928 €	281 282 €
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0.60 %	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0.34 %	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - 0.20 %	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0.34 %
Révisabilité des taux d'intérêt	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%			
Taux annuel de progressivité	de 0 à 0,50 % maximum			
Profil d'amortissement	amortissements déduit (intérêts différés)			
Révisabilité des taux de progressivité	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0%			
Modalité de révision	double révisabilité limité			
Durée de la phase de préfinancement	de 3 à 24 mois maximum			
Périodicité des échéances	annuelle			
Durée de la phase d'amortissement	40 ans	60 ans	40 ans	60 ans

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale des prêts, soit de 3 à 24 mois maximum de préfinancement suivis d'une période d'amortissement de 40 ans pour les prêts PLUS construction et PLAI construction et de 60 ans pour les prêts PLUS foncier et PLAI foncier. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SFHE / Groupe Arcade, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SFHE / Groupe Arcade est inférieure à 12 mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à 12 mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SFHE / Groupe Arcade opte pour le paiement des intérêts de la période.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à se substituer à la SFHE / Groupe Arcade pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 1 695 052,25 €, représentant 75 % des quatre prêts d'un montant total de 2 260 070 €, sollicités par la SA d'HLM la SFHE / Groupe ARCADE auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la réalisation de 25 logements sociaux, résidence « Eos », lotissement « Les Jardins d'Helios » lot 12 à Courdonterral ;
- autoriser Monsieur le Président à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la SA d'HLM SFHE / Groupe ARCADE, et à signer tout document relatif à cette affaire.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. N. SEGURA.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Certifié Exécutoire

Publié le : 26/02/16

Déposé En Préfecture

Le : 26/02/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160224-lmc1110406-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 26/02/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 24 FÉVRIER 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-quatre février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme A. BRISSAUD, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme R. BUONO à M. C. MEUNIER, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. A. LARUE à M. G. LANNELONGUE, M. H. MARTIN à Mme J. FRÊCHE, Mme C. NAVARRE à Mme C. MARION, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, M. B. TRAVIER à M. A. EL KANDOUSSI.

Excusé(es):

M. T. BRÉYSSE

Absent(es):

Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, Mme C. DONADA, Mme B. MICHEL, M. J.-L. SAVY

**LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 6 LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX -
RÉSIDENTE « LA MARQUEROSE » - 7 ALLÉE FRANCIS BLANCHE À MONTPELLIER
- GARANTIE D'EMPRUNT À LA SA D'HLM PROMOLOGIS - CONVENTION -
AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au logement, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

La Société Anonyme d'HLM PROMOLOGIS (groupe CILEO) a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'elle va contracter pour financer l'acquisition, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), de 6 logements sociaux résidence « La Marqueroze », 7 allée Francis Blanche à Montpellier. L'opération, sous maîtrise d'ouvrage du promoteur Crédit Agricole Immobilier, comprend 6 logements financés en Prêt Locatif Social (PLS). Le projet a été conçu par le cabinet d'architecture Iszatt à Montpellier.

PROMOLOGIS demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % les trois emprunts d'un montant total de 762 179 € qu'il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif Social (PLS) construction d'un montant total de 143 103 € ;
- un Prêt Locatif Social (PLS) foncier d'un montant total de 294 624 € ;
- un Prêt Locatif Social (CPLS) complémentaire 2015 d'un montant de 324 452 €.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié le 30 septembre 2015 par délibération n°13266, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L. 5111-4 et les articles L. 5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code civil.

Les caractéristiques financières des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Désignation	PLS construction	PLS foncier	PLS complémentaire 2015
Montant du prêt	143 103 €	294 624 €	324 452 €
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 1.11 %	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 1.11 %	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 1.11 %
Révisabilité des taux d'intérêt	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%		
Taux annuel de progressivité	de – 3% à 0,50 %		
Profil d'amortissement	amortissement déduit (intérêts différés)		
Révisabilité des taux de progressivité	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A		
Modalité de révision	double révisabilité	simple révisabilité	double révisabilité
Durée de la phase de préfinancement	de 3 à 24 mois maximum		
Périodicité des échéances	annuelle		
Durée de la phase d'amortissement	40 ans	60 ans	40 ans

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale des prêts, soit de 3 à 24 mois maximum de préfinancement, suivis d'une période d'amortissement de 40 ans pour les prêts PLS construction et PLS complémentaire 2015 et de 60 ans pour le prêt PLS foncier, et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par PROMOLOGIS, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par PROMOLOGIS est inférieure à 12 mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à 12 mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si PROMOLOGIS opte pour le paiement des intérêts de la période.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à se substituer à PROMOLOGIS pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 571 634,25 €, représentant 75 % des trois prêts d'un montant total de 762 179 € sollicités par la SA d'HLM PROMOLOGIS auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la réalisation de 6 logements sociaux résidence « La Marqueroise », 7 allée Francis Blanche à Montpellier;
- autoriser Monsieur le Président à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la SA d'HLM PROMOLOGIS, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire
Publié le : 26/02/16
Déposé En Préfecture
Le : 26/02/16
Numéro de l'acte :
034-243400017-20160224-lmc1110396-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 26/02/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.

**PARTICIPATION CITOYENNE, PERFORMANCE ET
EVALUATION DES POLITIQUES PUBLIQUES**

**PREVENTION DES RISQUES MAJEURS ET GESTION
DES MILIEUX AQUATIQUES**



SEANCE ORDINAIRE DU 24 FÉVRIER 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-quatre février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme A. BRISSAUD, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme R. BUONO à M. C. MEUNIER, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. A. LARUE à M. G. LANNELONGUE, M. H. MARTIN à Mme J. FRÊCHE, Mme C. NAVARRE à Mme C. MARION, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, M. B. TRAVIER à M. A. EL KANDOUSSI.

Excusé(es):

M. T. BREYSSE

Absent(es):

Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, Mme C. DONADA, Mme B. MICHEL, M. J.-L. SAVY

PRÉVENTION DES RISQUES MAJEURS ET GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES – PROTECTION CONTRE LES INONDATIONS DE LA MOSSON ET DE SES AFFLUENTS SUR LES COMMUNES DE GRABELS, MONTPELLIER ET JUVIGNAC - DEMANDE D'AVENANT AU PROGRAMME D' ACTIONS DE PRÉVENTION DES INONDATIONS (PAPI2) SUR LE BASSIN VERSANT DU LEZ POUR LES ANNÉES 2015 À 2020 - APPROBATION ET AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme J. GALABRUN-BOULBES, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée à la Prévention des risques majeurs et gestion des milieux aquatiques, rapporte :

Le PAPI2 Lez-Mosson-Etangs palavasiens, signé le 11 décembre 2015, a été élaboré sur la période 2013/2014, à l'issue notamment d'une étude hydraulique menée sur l'ensemble du bassin-versant de la Mosson et achevée en 2012. Cette étude a permis de justifier la nécessité d'aménagements structurels pour la protection des biens et des personnes sur la « basse vallée », en limite des communes de Lattes et Villeneuve-lès-Maguelone, ainsi que sur le Coulazou sur la commune de Fabrègues.

Alors que ce PAPI était en cours de construction, des crues majeures, pouvant dépasser certaines des hypothèses les plus défavorables jusque-là prises en compte, ont touché le bassin-versant de la Mosson en septembre et octobre 2014, causant d'importants dégâts sur des secteurs non pris en compte dans le programme des aménagements retenus au PAPI2.

Sur la commune de Grabels, 196 habitations ont été inondées dont 156 par la crue très brutale du ruisseau du Rieumassel et le ruissellement pluvial.

La commune de Juvignac a été touchée par les débordements de la Mosson avec 75 habitations inondées. Le ruissellement urbain, très important lui aussi, s'est conjugué aux débordements des cours d'eau en aggravant encore les niveaux de submersion et les vitesses d'écoulement au droit des secteurs habités.

Durant cet épisode, aucune victime n'est à déplorer mais les niveaux atteints et les vitesses d'écoulement ont causé de très importants dégâts sur les secteurs habités, sur l'espace public et sur les équipements publics, notamment le stade de la Mosson et ses terrains annexes.

Ce constat suscite débat autour de la connaissance du risque sur le bassin-versant de la Mosson, et des conclusions auxquelles a abouti l'étude menée précédemment. Ce questionnement toutefois ne remet pas en cause les projets structurels de l'aval du bassin-versant, retenus au PAPI2, dont le dimensionnement a été vérifié pour des crues exceptionnelles supérieures aux événements de 2014.

Aussi, la Métropole a fait réaliser des études hydrauliques complémentaires sur les secteurs identifiés à partir des relevés post-crues, venant compléter la connaissance du risque, et examinant les possibilités de diminution de l'impact des crues sur les zones durement touchées.

Précisément, les études ont porté sur les communes de Grabels, Montpellier et Juvignac et sur les cours d'eau de la Mosson et du Rieumassel, permettant ainsi d'avoir une vision cohérente des crues de l'amont vers l'aval et de vérifier que les aménagements proposés à l'amont étaient sans conséquences défavorables à l'aval. La méthodologie retenue a veillé à respecter les prescriptions ministérielles relatives à l'élaboration des PAPI « nouvelle génération ». Ainsi, les aménagements envisagés ont fait l'objet d'une évaluation économique dans le but d'apprécier l'efficacité des investissements sur le plan socio-économique. Par ailleurs, le déroulement de ces études a été partagé avec le SYBLE, les services de l'Etat et les financeurs potentiels ; les résultats ont été concertés avec les élus des communes concernées et les populations de sinistrés afin d'emporter l'adhésion la plus large.

Les principales conclusions sont les suivantes :

Sur la commune de Grabels, le dispositif de protection rapproché le long de la Mosson préconisé par l'étude de 2010-2012 a été confirmé. Toutefois son opportunité n'est toujours pas avérée. Des mesures de réduction de la vulnérabilité à la parcelle doivent être envisagées pour la plupart des habitations touchées.

Sur le Rieumassel, principal secteur touché par les épisodes de l'automne 2014, le programme d'aménagement initial, autorisé par arrêté préfectoral, engagé par la commune et réalisé partiellement,

s'avère insuffisant au regard des enjeux à protéger. Les nouvelles études menées, actualisant la connaissance du risque et mettant en œuvre de nouveaux outils de modélisation, conduisent à préconiser deux types d'aménagements, (i) rétention et (ii) recalibrage du ruisseau, combinés en six scénarios.

Le scénario 1 (0,75 M€ H.T.) qui consiste à porter le volume de rétention du bassin G existant à 160 000 m³ est rentable économiquement mais la protection qu'il procure est jugée insuffisante : en effet, pour une crue centennale, il ne permet de soustraire qu'une quinzaine d'habitations à la zone inondable. Par ailleurs, 56 maisons restent soumises à des hauteurs de submersion supérieures à 80 cm.

Le scénario 2 (1,2 M€ H.T.) qui ajoute un deuxième bassin (K) plus en amont n'a un impact que pour les crues de type Octobre 2014 et ne modifie en rien les zones inondables pour des crues plus fréquentes.

L'analyse de ces deux scénarios montre les limites d'un aménagement uniquement basé sur la rétention et la nécessité d'intervenir sur les sections réduites (goulets) du Rieumassel dans la traversée de la zone urbaine de Grabels.

Le scénario 3 (3 M€ H.T.) consiste à coupler l'agrandissement du bassin G avec la suppression des quatre goulets d'étranglement à l'aval de la route de Montpellier : Pont des écoles, -rue du Riou, Jardins des oiseaux et aval immédiat de la Route de Montpellier.

Il permet d'offrir une protection trentennale contre les débordements du Rieumassel à l'amont du pont de la route de Montpellier et une protection centennale à son aval. Ce scénario est en limite de rentabilité mais permet de mettre hors d'eau 82 habitations pour une crue de type octobre 2014.

Pour cette même crue, les hauteurs de submersion sont réduites de 50 à 105 cm de l'amont vers l'aval. Toutefois, 20 maisons restent soumises à des hauteurs de submersion supérieures à 80cm.

Le scénario 4 (3,4 M€ H.T.) en ajoutant au précédent la rétention supplémentaire du bassin K, permet toujours d'offrir une protection trentennale contre les débordements du Rieumassel à l'amont du Pont de la route de Montpellier et une protection contre un événement de type octobre 2014 à l'aval. Ce scénario n'est cependant pas jugé rentable économiquement.

Le scénario 5 (2 M€ H.T.) consiste à coupler l'agrandissement du bassin G avec la suppression de deux goulets d'étranglement seulement à l'aval de la route de Montpellier.

Ce scénario est plus rentable économiquement que le scénario 3 mais ne permet qu'une protection minimale sur le quartier du lotissement Plein Soleil, en amont de la route de Montpellier.

Le scénario 6 (3,65 M€ H.T.), qui consiste à ajouter au scénario 3 la reconstruction avec recalibrage du pont de la route de Montpellier, est le seul permettant d'aboutir à une protection centennale sur la totalité de la traversée urbaine du Rieumassel.

Ce scénario permet de mettre hors d'eau 102 habitations pour une crue de type octobre 2014.

Ce scénario présente, par contre, un ratio Bénéfice Coût très défavorable.

En outre, la reconstruction du pont de la route de Montpellier est techniquement très complexe.

Ce scénario peut cependant constituer un objectif à long terme du schéma de protection du Rieumassel.

En effet, l'ouvrage de la route de Montpellier est déjà ancien et nécessitera dans le futur des travaux lourds de réhabilitation qui seront l'occasion d'augmenter sa capacité hydraulique sans conséquence néfaste à l'aval grâce à la rétention mise en place au niveau du bassin G.

Sur Montpellier, le stade de la Mosson est protégé par des portes étanches qui ont une hauteur suffisante pour une crue centennale mais six d'entre elles (sur 28 au total) n'offrent pas une obturation totale pour la crue d'octobre 2014. Surtout, il existe d'autres points d'entrée des eaux dans le stade : réseaux pluviaux, galeries techniques, cavités sous la tribune Mosson.

Trois scénarios d'aménagement ont été étudiés pour la protection de cet équipement sportif majeur de la Métropole.

Le scénario 1 envisage une solution extrême, la délocalisation du stade, dont le coût est rédhibitoire.

Le scénario 2 (1 M€ H.T.) consiste en des mesures de mitigation pour un objectif de protection centennale en (i) obturant les réseaux du stade en connexion avec la Mosson et en (ii) fermant les vides sous la tribune Mosson par un rideau de palplanches de 100 m de long et de 3m de hauteur avec comblement des cavités par injection de béton.

Le dispositif n'empiète pas dans le lit de la rivière et évite donc les impacts hydrauliques négatifs au droit du stade et en aval.

Le scénario 3 vise une protection plus élevée du stade correspondant à une crue type octobre 2014 et propose de ceindre les parkings du stade puis le stade au niveau de la tribune Mosson par un mur en béton de 610 m de long et d'une hauteur moyenne comprise entre 2,5 et 3 m.

Ce scénario d'un coût évalué à 1,62 M€ HT a des incidences négatives à l'aval en provoquant un exhaussement de la ligne d'eau de 2 à 5 cm.

A Juvignac, l'épisode d'octobre 2014 a mis en lumière la très forte vulnérabilité du quartier de la Plaine liée à sa configuration géographique très défavorable et aggravée par le mécanisme des inondations. En effet, ce secteur habité situé en amont immédiat de la RN109 est particulièrement touché par la concomitance du débordement de la Mosson au-dessus d'une digue existante et des apports du ruisseau de la Plaine qui concentre une grande partie du ruissellement pluvial de la commune.

En outre, la rupture brusque de cette digue qui assure une protection trentennale constitue un risque important.

Trois scénarios ont été étudiés consistant (i) à détruire la digue existante, à la reconstruire à l'identique et à proposer des mesures individuelles de réduction de la vulnérabilité, (ii) à détruire la digue existante et à la reconstruire avec un dimensionnement en adéquation avec l'évènement subi en 2014 ou (iii) à mettre en transparence hydraulique le remblai de la RN109 en augmentant les capacités hydrauliques de l'ouvrage de franchissement de la Mosson.

Le premier scénario (56 000 € H.T.) n'apporte pas de réponse à l'évènement d'octobre 2014 y compris avec des mesures individuelles de mitigation compte tenu de l'importance des hauteurs de submersion observées.

Le deuxième scénario, d'un coût de 1,1 M€ H.T., consiste en la construction d'une digue rapprochée de 460 m de long en amont de la RN109 couplée avec la réalisation d'un bassin de rétention à l'arrière de cette digue pour gérer les écoulements pluviaux en provenance de la rue de la Rivière et du ruisseau de la Plaine.

La hauteur de la digue sera calée sur les niveaux observés en octobre 2014 avec une revanche de sécurité de 50 cm pour prendre en compte les PHE (Plus Hautes Eaux) correspondant à la crue historique des 26 et 27 septembre 1933, supérieures de 33 cm.

La digue sera conçue pour être déversante sur la totalité de son linéaire de manière à éviter les risques de rupture brusque par un évènement exceptionnel.

Ce scénario permet de protéger le secteur habité contre les crues de la Mosson, secteur qui reste toutefois soumis au débordement du ruisseau de la Plaine mais avec des hauteurs de submersion réduites de plus de 110 cm.

Le dernier scénario consiste à créer un ouvrage de transparence hydraulique (pont) de 30 m de large pour augmenter la capacité hydraulique de l'ouvrage actuel de franchissement de la RN109.

La construction d'une digue, de dimension plus modeste que dans le cas du scénario 2, s'avère malgré tout nécessaire.

Par ailleurs, ce scénario pose des difficultés de réalisation liées à la nécessité de réduire la circulation sur un axe majeur qui constitue l'accès à l'A750.

Enfin, il s'avère très coûteux (2.6 M€ H.T.) sans améliorer la performance de protection par rapport au scénario 2 et a contrario, il a une incidence négative sur les débits à l'aval de la RN109 avec un exhaussement de la ligne d'eau de 5 à 10 cm.

Ainsi, il est proposé d'arrêter le programme d'aménagement de protection contre les inondations suivant :

- **Sur la commune de Grabels**, le scénario 3 est retenu, recalibrage du ruisseau du Rieumassel à l'aval de la route de Montpellier et augmentation des volumes de stockage du bassin G pour un montant estimé à **3 M€ H.T.**

- **Sur la commune de Montpellier**, le scénario 2 est proposé, obturation des réseaux et rideau de palplanches pour une protection centennale pour un montant d'environ **1 M€ H.T.**,

- **Sur la commune de Juvignac**, le scénario 2 est retenu comprenant la construction d'une digue de protection rapprochée en amont de la RN 109 et la réalisation d'un bassin de gestion des eaux pluviales à l'arrière de l'endiguement, d'un montant de **1,1 M€ H.T.**

Il est prévu d'inscrire ce programme de travaux dans un projet d'avenant au PAPI2, co-construit avec le SYBLE et déposé par lui auprès des services de l'Etat dans les meilleurs délais.

Les actions inscrites dans cette demande d'avenant au PAPI2 Lez-Mosson-Etangs palavasiens se placent dans la stricte continuité de la stratégie affichée au sein du PAPI2 signé le 11 décembre 2015. Elles ne modifient pas le planning de réalisation des actions prévues sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole et d'ores et déjà inscrites au PAPI2.

Cet avenant pourrait permettre d'obtenir l'accord de l'Etat et son financement, ainsi que celui de la Région Languedoc Roussillon Midi Pyrénées, sur tout ou partie du programme d'aménagement. Compte tenu du montant de l'avenant, cet accord nécessite d'obtenir au préalable l'avis favorable de la Commission Mixte Inondations (CMI), ainsi que du comité d'agrément de l'Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse.

Par ailleurs, le programme de travaux de lutte contre les inondations défini ci-avant sera complété par des prescriptions et des aménagements pour améliorer le fonctionnement du réseau d'assainissement pluvial et faciliter l'écoulement des eaux de ruissellement au niveau des secteurs urbanisés des communes de Grabels et Juvignac. Ces éléments seront précisés lors de la révision des schémas directeurs d'assainissement pluvial et des zonages d'assainissement dont les prescriptions seront prises en compte dans les documents d'urbanisme et notamment dans le nouveau PLU Intercommunal.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet d'avenant au programme d'actions de prévention des inondations sur le bassin versant du Lez pour la période 2015-2020 (PAPI 2),
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire, en particulier la lettre d'engagement à réaliser les actions du projet d'avenant relevant de la maîtrise d'ouvrage de Montpellier Méditerranée Métropole.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 26/02/16

Déposé En Préfecture

Le : 26/02/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160224-lmc1108575-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 26/02/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL,



SEANCE ORDINAIRE DU 24 FÉVRIER 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-quatre février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme A. BRISSAUD, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASILVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEF, .

Pouvoir(s):

Mme R. BUONO à M. C. MEUNIER, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. A. LARUE à M. G. LANNELONGUE, M. H. MARTIN à Mme J. FRÊCHE, Mme C. NAVARRE à Mme C. MARION, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, M. B. TRAVIER à M. A. EL KANDOSSI.

Excusé(es):

M. T. BREYSSE

Absent(es):

Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, Mme C. DONADA, Mme B. MICHEL, M. J.-L. SAVY

**PRÉVENTION DES RISQUES MAJEURS ET GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES
- CAPTAGES GARRIGUES BASSES ET BÉRANGE - ÉLABORATION DE PLANS
D'AMÉLIORATION DES PRATIQUES PHYTOSANITAIRES ET HORTICOLES (PAPPH) -
CONVENTION CONSTITUTIVE DE GROUPEMENT DE COMMANDES - CONVENTION
FINANCIÈRE AVEC LE SYNDICAT GARRIGUES CAMPAGNE - DEMANDE D'AIDES
FINANCIÈRES - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme J. GALABRUN-BOULBES, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée à la Prévention des risques majeurs et gestion des milieux aquatiques, rapporte :

Dans le cadre de la démarche de reconquête de la qualité de l'eau captée par les forages Garrigues basses et Bérange, Montpellier Méditerranée Métropole et le Syndicat Mixte Garrigues Campagne (SMGC) mettent en œuvre un programme d'actions, à l'échelle de l'aire d'alimentation des captages (AAC), approuvé par délibération n° 12818 du Conseil de Métropole en date du 05 mars 2015. Cette zone s'étend sur 25 km² et intercepte les communes de Montaud, Saint-Drézéry, Sussargues, Saint-Génies des Mourgues, Restinclières, Beaulieu et Saint-Jean de Cornies, situées sur la bassin-versant de l'Etang de l'Or. Le plan d'actions est animé par un agent cofinancé par les deux autorités organisatrices du service public de l'eau potable, et hébergé dans les locaux de la Métropole, selon les modalités définies dans une convention de partenariat signée en avril 2015.

Ce programme prévoit des actions visant la réduction des pressions polluantes liées à l'usage de produits phytosanitaires sur les zones agricoles et non agricoles (espaces publics et privés). L'outil mobilisable pour accompagner les collectivités dans cette démarche est le Plan d'Amélioration des Pratiques Phytosanitaires et Horticoles (PAPPH). C'est un outil d'aide à la décision élaboré par un bureau d'études spécialisé, à partir d'un diagnostic complet des pratiques de gestion des espaces publics, et débouchant sur des préconisations adaptées à chaque collectivité. L'objectif de ce plan est de supprimer progressivement l'usage des pesticides sur les espaces publics, d'optimiser les apports de fertilisants et de diminuer les volumes d'eau utilisés pour l'arrosage des espaces verts. Un programme de formation et de sensibilisation des agents territoriaux et de la population est également prévu.

Montpellier Méditerranée Métropole est concernée à double titre par la gestion des produits phytosanitaires, d'une part en tant qu'autorité organisatrice du service de l'eau potable et d'autre part en tant que gestionnaire effectif de l'espace public (voirie et espaces verts associés) depuis le 1^{er} janvier 2016. Il convient ainsi qu'elle se dote de plans de gestion différenciée des espaces publics en cohérence avec sa politique de l'eau.

Plus globalement, l'optimisation de la gestion des espaces publics répond à l'un des enjeux prioritaires identifiés sur le bassin versant de l'étang de l'Or porté par le SYMBO, à savoir la reconquête de la qualité de l'eau et des milieux, via la réduction des pollutions diffuses. Cette action est inscrite au contrat de bassin-versant, approuvé par délibération n° 13126 du Conseil de Métropole dans sa séance du 29 juin dernier et signé le 1^{er} juillet 2015.

Enfin, cette démarche permet d'anticiper l'application de la loi Labbé qui prévoit la mise en place de l'objectif zéro phyto dans l'ensemble des espaces publics à compter du 1^{er} janvier 2017.

La Métropole propose donc de lancer, à l'échelle de ses communes concernées par l'AAC, un groupement de commandes pour réaliser des PAPPH sur les espaces publics dont elle assure directement la gestion et sur ceux dont la gestion reste communale. Quatre des communes concernées par l'AAC, à savoir Montaud, Saint Drézery, Sussargues et Saint Génies des Mourgues, bien qu'ayant déjà mis en place des stratégies pour réduire leur consommation de produits phytosanitaires, souhaitent être accompagnées dans leur démarche. Le travail du prestataire qui sera retenu aboutira ainsi à la réalisation de quatre PAPPH communaux et d'un PAPPH métropolitain.

Ces études, dont le montant global est estimé à 80 000 € HT, peuvent bénéficier de 80% d'aides publiques, réparties comme suit :

- 50 % Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse,
- 30 % fonds FEDER gérés par la Région Languedoc Roussillon Midi Pyrénées.

Le volet métropolitain sera financé par la Métropole au titre de son budget général.

Pour les volets communaux, la Métropole et le SMGC, en tant qu'autorités organisatrices du service de l'eau potable et porteurs de la démarche de protection de ces captages prioritaires, apporteront une contribution financière au titre de leur budget annexe de l'eau potable à hauteur des deux tiers des 20% restant à charge des communes.

La Métropole, désignée coordinateur du groupement de commandes au sens de l'article 8 du Code des Marchés Publics, sollicitera et percevra les aides financières et assurera l'exécution complète du marché.

Les projets de groupement de commandes avec les communes et de convention financière avec le SMGC, joints à la présente délibération, définissent les modalités de reversement des sommes dues par le syndicat et les communes à la Métropole, la participation de ces dernières étant plafonnée à 1000 € HT, sous réserve de l'obtention des aides.

Avant la publication de l'Avis d'Appel Public à la Concurrence (AAPC), chaque membre du groupement sera autorisé à quitter ledit groupement sur un simple courrier signé par le maire de la Commune ou le représentant de la Collectivité. La Métropole, en tant que coordinateur du groupement, sera chargé d'en informer les autres membres.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- s'engager à élaborer et mettre en œuvre des Plans d'Amélioration des Pratiques Phytosanitaires et Horticoles (PAPPH) afin de limiter le recours aux intrants sur l'ensemble des espaces gérés par la Métropole et les communes ayant délibéré pour s'associer à la démarche, sous réserve d'obtenir les subventions publiques,
- solliciter les aides financières de l'Agence de l'eau Rhône Méditerranée et Corse et les crédits FEDER gérés par la Région Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées,
- approuver le projet de convention constitutive du groupement de commandes publiques avec les communes membres,
- approuver le projet de convention financière avec le Syndicat Mixte Garrigues Campagne,
- solliciter les communes de Montaud, Saint-Drézéry, Sussargues et Saint Génies des Mourgues pour leur adhésion au groupement de commandes et pour leur approbation du projet de convention précitée par voie de délibération,
- dire que les crédits relatifs à l'étude métropolitaine, soit 32 000 €HT, seront inscrits au budget général tandis que les crédits relatifs aux études communales, soit 48 000 €HT, le seront au budget annexe de l'eau potable,
- autoriser Monsieur le Président à signer les conventions précitées et tout document relatif à ce projet.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 26/02/16

Déposé En Préfecture

Le : 26/02/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160224-lmc1107535-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 26/02/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.

**PREVENTION ET VALORISATION DES DECHETS,
PROPRETE DE L'ESPACE PUBLIC**



SEANCE ORDINAIRE DU 24 FÉVRIER 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-quatre février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme A. BRISSAUD, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEF, .

Pouvoir(s):

Mme R. BUONO à M. C. MEUNIER, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. A. LARUE à M. G. LANNELONGUE, M. H. MARTIN à Mme J. FRÊCHE, Mme C. NAVARRE à Mme C. MARION, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, M. B. TRAVIER à M. A. EL KANDOSSI.

Excusé(es):

M. T. BREYSSE

Absent(es):

Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, Mme C. DONADA, Mme B. MICHEL, M. J.-L. SAVY

PRÉVENTION ET VALORISATION DES DÉCHETS, PROPRETÉ DE L'ESPACE PUBLIC – GESTION DES DÉCHETS MÉNAGERS ET ASSIMILÉS - MODERNISATION DU PARC DES DÉCHÈTERIES DE LA MÉTROPOLE - APPROBATION DU PROGRAMME ET DU MONTANT DE L'OPÉRATION - MARCHÉ N°3559GD14 DE MAÎTRISE D'ŒUVRE - ÉLECTION DU JURY DE MAÎTRISE D'ŒUVRE - DEMANDE D'AIDES FINANCIÈRES

M. C. MEUNIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Prévention et valorisation des déchets et propreté de l'Espace public, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole, compétente en matière de collecte et traitement des déchets ménagers et assimilés, gère vingt déchèteries appelées «Points Propreté (PP)». Ces installations ont, pour la plupart, été réalisées par les communes ou certains syndicats intercommunaux pendant les années 90, et progressivement transférées à la Métropole, les plus récentes ayant été réalisées en maîtrise d'ouvrage communautaire au cours des dix dernières années (Pérols, Grabels, Montferrier-sur-Lez). Elles nécessitent aujourd'hui une remise à niveau de certains de leurs équipements de par leur ancienneté et la prise en compte des évolutions techniques et retours d'expérience. Les filières de Responsabilités Elargies des Producteurs (REP) appellent également la réalisation d'aménagements spécifiques afin d'accueillir dans des conditions satisfaisantes certaines catégories de déchets tels que les déchets d'équipements électriques et électroniques (D3E), les déchets diffus spéciaux des ménages (DDS) et les déchets d'équipements d'ameublement (DEA).

Un diagnostic des vingt déchèteries a été confié en 2012 au bureau d'études ANTEA afin de réaliser un état des lieux complet des installations et proposer les éléments d'un programme chiffré de modernisation du parc prenant en compte les considérants évoqués ci-dessus. Il a été réalisé avec le soutien financier de l'ADEME en utilisant notamment les grilles de son référentiel. Ainsi, par délibération n°12186 du 6 février 2014, le Conseil avait approuvé le programme de rénovation des déchèteries (Points Propreté DEMETER) qui prévoyait principalement :

- La mise à niveau des installations en matière de gestion des eaux de plate forme, de stockage des déchets diffus spéciaux et de dispositifs anti-chute ;
- La remise à niveau des éléments d'infrastructure (quais, voirie) et de clôture des sites frappés de vétusté ;
- La mise en place de dispositifs d'aide à la gestion et de sécurité (contrôle d'accès, vidéo surveillance) ;
- La création d'une identité visuelle pour l'ensemble du parc.

Les travaux d'extension de la déchèterie de Castelnau-le-Lez inaugurés en novembre 2015 ont constitué le pilote de ce programme et serviront de référence pour le déploiement du programme global.

L'année 2016 sera consacrée à l'engagement dans les meilleurs délais des premières opérations. Il est ainsi proposé de poursuivre la mise en œuvre de ce programme, tenant compte du retour d'expérience de l'opération de Castelnau-le-Lez, par le réaménagement des deux installations de Baillargues et Lavérune. Le montant global de ces aménagements est évalué à 590 K€ H.T., (valeur janvier 2016) dont 530 K€ H.T pour l'enveloppe affectée aux travaux et 60 K€ H.T. pour les honoraires techniques et de maîtrise d'œuvre. Cette phase donnera lieu à des consultations d'entreprises organisées selon la procédure adaptée ouverte lancée suivant les dispositions de l'article 28-I du Code des marchés publics.

Il convient en outre d'approuver le programme modifié de l'opération d'aménagement de rénovation/réhabilitation des dix-sept équipements restants, évalué à 5 810 K€ H.T., comprenant les études de diagnostic et études préliminaires, les honoraires de maîtrise d'œuvre et les honoraires techniques (CT, SPS,...) pour un montant prévisionnel global de 700 K € H.T.

Il est proposé d'attribuer des missions de maîtrise d'œuvre pour les études de conception et le suivi de la réalisation des travaux de ce programme, à différents bureaux d'études. Ces prestations feront l'objet de lots géographiques attribués par marchés séparés, chaque marché étant multi-attributaires afin de respecter les délais fixés et d'assurer la continuité du service pendant les travaux. Les interventions seront réalisées selon deux phases, la première étant prioritairement dédiée à la mise aux normes de l'accueil des usagers (quais hauts) qui permettra ainsi à l'ensemble du parc de faire l'objet d'une première intervention avant fin 2018. Le réaménagement des zones dédiées à la circulation des poids lourds (quais bas) sera réalisé à suivre dans un deuxième temps.

La consultation en vue de la conclusion de ces marchés de maîtrise d'œuvre sera organisée selon la procédure d'appel d'offres restreint conformément aux dispositions des articles 33, 60 à 64 et 74-III 4 alinéa b, du Code des marchés publics. Ils seront attribués par la Commission d'Appel d'Offres après avis d'un jury élu par le Conseil de Métropole.

Le Conseil sera ainsi ultérieurement amené à autoriser la signature de ces marchés. Il convient donc de désigner dès à présent le jury.

Conformément à l'article du Code des Marchés Publics susvisé, le jury des marchés de maîtrise d'œuvre chargé d'émettre un avis motivé sur les candidatures et sur les offres sera composé, outre de Monsieur le Président de la Métropole, président de droit, ou de son représentant, de cinq membres titulaires et de cinq membres suppléants élus au sein du Conseil de Métropole.

Les autres membres siégeant au jury, avec voix délibérative, seront désignés par le président du jury, conformément aux dispositions de l'article 24 du Code des marchés publics. Il s'agit :

- des personnalités dont la participation présente un intérêt particulier au regard de l'objet du marché, sans que le nombre de ces personnalités ne puisse excéder cinq, la désignation de ces personnalités étant facultative,
- des membres du jury ayant la qualification exigée des candidats (ou une qualification équivalente) pour participer au concours, représentant au moins un tiers des membres du jury.

Monsieur le Trésorier Principal municipal et un représentant de la Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi, seront invités à participer au jury avec voix consultative.

En application de l'article 22 du Code des marchés publics, l'élection des membres titulaires et des suppléants a lieu sur la même liste, sans panachage ni vote préférentiel. Les listes peuvent comprendre moins de noms qu'il n'y a de sièges de titulaires et de suppléants à pourvoir.

En cas d'égalité des restes, le siège revient à la liste qui a obtenu le plus grand nombre de suffrages. Si les listes en cause ont également recueilli le même nombre de suffrages, le siège est attribué au plus âgé des candidats susceptible d'être proclamé élu.

Sur la base de ces précisions :

- les listes devront être exclusivement constituées de délégués titulaires au sein du Conseil de Métropole,
- la date limite de remise de dépôt des listes est fixée au 24 février 2016 à 12 heures au service du Conseil de la Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique,
- les listes devront être transmises par courrier avec accusé de réception avant cette date ou remises contre récépissé aux jours et heures d'ouverture du service du Conseil,
- chaque liste établie devant parvenir sous enveloppe cachetée portant la mention « Election du Jury de Maîtrise d'œuvre pour la rénovation/réhabilitation des déchèteries de Montpellier Méditerranée Métropole - Dépôt de liste – Ne pas ouvrir avant la date limite ».

Une seule liste a été déposée dans les délais et conditions fixées dans le pré-rapport d'information transmis à l'ensemble des membres du Conseil et mentionnés ci-dessus.

Il s'agit de la liste n°1, proposée par Monsieur le Président, composée comme suit :

Titulaires :	Suppléants :
- Mme I. Guiraud,	- M. N. Segura,
- M. A. Moynier,	- Mme A. Destailats,
- M. H. De Verbizier,	- M. J.L. Savy,
- Mme V. Barthas-Orsal,	- M. G. Barral,
- M. J.M. Lussert.	- Mme C. Levy-Rameau.

Monsieur le Président propose à l'Assemblée de décider à l'unanimité de procéder à cette désignation à main levée.

Aucune autre candidature n'est proposée par l'Assemblée.

A l'issue de ce vote à main levée, le jury de maîtrise d'œuvre est donc composé comme suit :

Titulaires :	Suppléants :
- Mme I. Guiraud,	- M. N. Segura,
- M. A. Moynier,	- Mme A. Destailats,
- M. H. De Verbizier,	- M. J.L. Savy,
- Mme V. Barthas-Orsal,	- M. G. Barral,
- M. J.M. Lussert.	- Mme C. Levy-Rameau.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le réaménagement en 2016 des deux installations de Baillargues et Laverune pour un montant global de 590 K€ H.T.,
- approuver le programme lié aux aménagements de rénovation/réhabilitation des dix-sept équipements restants, évalué à 5 810 K€ H.T., dépenses d'ingénierie et honoraires techniques compris tel qu'exposé ci-dessus,
- dire que la signature du marché de maîtrise d'œuvre pour la réalisation des études de conception du projet et du suivi des travaux sera autorisée ultérieurement par le Conseil de Métropole au terme de la procédure d'appel d'offres restreint qui sera lancée en application des articles 33, 60 à 64 et 74-III 4° alinéa b du Code des marchés publics,
- approuver les conditions de dépôts des listes constituées pour l'élection du jury de maîtrise d'œuvre tel que définies ci-dessus,
- après avoir constaté qu'une seule liste a été déposée dans les délais et conditions mentionnées ci-dessus, décider de procéder à l'élection de cette liste à main levée,
- dire que le jury de maîtrise d'œuvre à l'issue du vote est composé comme énoncé ci-dessus,
- dire que les crédits correspondants sont inscrits aux budgets 2016 et suivants de la Métropole de Montpellier, chapitre 907,
- solliciter les aides financières les plus larges pour cette opération, notamment auprès de l'ADEME,
- autoriser Monsieur le Président de la Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire
Publié le : 26/02/16
Déposé En Préfecture
Le : 26/02/16
Numéro de l'acte :
034-243400017-20160224-lmc1110897-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 26/02/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 24 FÉVRIER 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-quatre février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme A. BRISSAUD, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASILVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEF, .

Pouvoir(s):

Mme R. BUONO à M. C. MEUNIER, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. A. LARUE à M. G. LANNELONGUE, M. H. MARTIN à Mme J. FRÊCHE, Mme C. NAVARRE à Mme C. MARION, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, M. B. TRAVIER à M. A. EL KANDOSSI.

Excusé(es):

M. T. BREYSSE

Absent(es):

Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, Mme C. DONADA, Mme B. MICHEL, M. J.-L. SAVY

PRÉVENTION ET VALORISATION DES DÉCHETS, PROPRETÉ DE L'ESPACE PUBLIC – MARCHÉ DE MAÎTRISE D'ŒUVRE EN CHARGE DES ÉTUDES DE CONCEPTION DU PROJET, DE LA RÉALISATION DE MISSIONS COMPLÉMENTAIRES D'ASSISTANCE AU MAÎTRE D'OUVRAGE ET DU SUIVI DES MARCHÉS DE TRAVAUX ET D'EXPLOITATION DU CENTRE DE TRI DEMETER - ATTRIBUTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. C. MEUNIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Prévention et valorisation des déchets et propreté de l'Espace public, rapporte :

Par délibération n°12188 du 6 février 2014, le Conseil de la Communauté d'Agglomération de Montpellier a approuvé le programme de réalisation du nouveau centre de tri des déchets recyclables secs DEMETER et a autorisé pour ce faire le lancement d'un concours restreint en application de l'article 74-III du code des marchés publics. Dans le cadre de cette procédure, le Conseil de Communauté a ensuite désigné par une nouvelle délibération n°12358 du 19 juin 2014, le jury de concours, conformément à l'article 24 du Code des marchés publics.

Complémentairement, le Conseil de Métropole a autorisé par délibération n° 12712 du 18 décembre 2014, la signature d'une convention de mandat avec la SAAM, désignée comme mandataire chargé du suivi administratif, financier et technique des études et de la réalisation du nouveau centre de tri (bâtiment, VRD et process) au nom et pour le compte de la Métropole. Le montant prévisionnel de l'assiette des dépenses du mandat est estimé à 14 037 000 € H.T., valeur novembre 2014, y compris honoraires de maîtrise d'œuvre à hauteur de 998 000 € H.T., ainsi que les études complémentaires, assurances et frais divers, et hors rémunération du mandataire.

A la date limite de remise des candidatures fixée au 25 août 2014 à 12 heures, vingt et un (21) groupements d'entreprises ont déposé un dossier. Au terme de l'analyse de ces dossiers de candidatures, le jury a agréé, lors de sa séance du 18 décembre 2014, les dossiers des 3 candidats suivants disposant de toutes les compétences requises, qui ont ainsi été admis à présenter une offre :

- Groupement MERLIN mandataire – CAP INGELEC – IMAGINE – BETSO ;
- Groupement SETEC mandataire – A+ – URBA LINEA – QUASSI – CALDER Ingénierie – EPSILON ;
- Groupement FRADIN WECK mandataire – NALDEO – URS – EREN Ingénierie – Cabinet MORERE – INGENIERIE 84.

Lors de sa séance du 3 novembre 2015, le jury a procédé à l'examen des projets anonymes, et après échanges et discussions, a classé les projets comme suit :

- 1^{er} : Projet 3 – Groupement SETEC mandataire – A+ – URBA LINEA – QUASSI – CALDER Ingénierie – EPSILON
- 2nd : Projet 2 - Groupement MERLIN mandataire – CAP INGELEC – IMAGINE – BETSO
- 3^{ème} : Projet 1 – Groupement FRADIN WECK mandataire – NALDEO – URS – EREN Ingénierie – Cabinet MORERE – INGENIERIE 84.

En application des dispositions du règlement du concours, chaque candidat a été convoqué à une réunion de négociation à la suite de laquelle le pouvoir adjudicateur l'a invité à remettre les réponses techniques et financières aux éléments évoqués lors de cette réunion ainsi que l'impact des négociations sur l'enveloppe financière prévisionnelle affectée aux travaux.

Après examen des éléments transmis par les candidats, le pouvoir adjudicateur ayant estimé que les compléments apportés étaient satisfaisants, chaque candidat a été invité à remettre son offre finale avant le 15 janvier 2016.

Après analyse des offres finales, le Pouvoir Adjudicateur a désigné le Projet 3 – Groupement SETEC mandataire – A+ – URBA LINEA – QUASSI – CALDER Ingénierie – EPSILON, lauréat du concours. En effet, celui-ci est classé second sur le critère prix, en présentant un surcoût de 93 k€ par rapport au moins-disant. Cet écart n'est toutefois pas en rapport avec l'enveloppe globale du marché et la décomposition par éléments de mission apparaît globalement pertinente. Le candidat présente un projet particulièrement réfléchi, abouti et argumenté qui le place en tête sur le critère technique et sur la note globale.

Le forfait provisoire de rémunération du maître d'œuvre s'établit, toutes tranches fermes et conditionnelles et missions complémentaires comprises, à 764 869,38 € H.T., prime comprise.

Le groupement a évalué le montant prévisionnel de la part affectée aux travaux de bâtiment et VRD à 3 731 000 € H.T. Il a en outre pris soin de vérifier la faisabilité et la cohérence de l'enveloppe réservée au process, ce qui conforte ainsi sa proposition.

Conformément à l'article 70-VIII du Code des marchés publics, il convient que l'assemblée délibérante désigne l'attributaire du marché de maîtrise d'œuvre en charge des études de conception du projet, de la réalisation de missions complémentaires d'assistance au maître d'ouvrage et du suivi des marchés de travaux et d'exploitation, marché transféré à la SAAM dans le cadre du mandat.

Les primes prévues à l'article 5 du règlement de concours seront versées aux deux candidats non retenus dont les dossiers étaient complets et conformes.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- désigner le groupement SETEC – A+ - URBA LINEA – QUASSI – CALDER Ingénierie – EPSILON lauréat du concours de maîtrise d'œuvre pour la réalisation du nouveau centre de tri ;
- attribuer la prime aux deux groupements admis à concourir dont les dossiers étaient conformes et complets ;
- autoriser Monsieur le Directeur Général de la SAAM, mandataire de Montpellier Méditerranée Métropole, à signer le marché de maîtrise d'œuvre et à signer tout document relatif à cette affaire et à l'exécution du présent marché, y compris, le cas échéant, sa résiliation ;
- dire que les crédits correspondants sont prévus au budget de la Métropole, chapitre 907 ;
- solliciter les aides financières les plus larges, notamment auprès de l'ADEME ;
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 26/02/16

Déposé En Préfecture

Le : 26/02/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160224-lmc1110726-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 26/02/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 24 FÉVRIER 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-quatre février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme A. BRISSAUD, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme R. BUONO à M. C. MEUNIER, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. A. LARUE à M. G. LANNELONGUE, M. H. MARTIN à Mme J. FRÊCHE, Mme C. NAVARRE à Mme C. MARION, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, M. B. TRAVIER à M. A. EL KANDOUSSI.

Excusé(es):

M. T. BREYSSE

Absent(es):

Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, Mme C. DONADA, Mme B. MICHEL, M. J.-L. SAVY

**PRÉVENTION ET VALORISATION DES DÉCHETS, PROPRETÉ DE L'ESPACE PUBLIC –
CONTRAT D'AMÉLIORATION DES COLLECTES SÉLECTIVES SUR LES RÉSIDENCES
UNIVERSITAIRES AVEC ECO-EMBALLAGES - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. C. MEUNIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Prévention et valorisation des déchets et propreté de l'Espace public, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole est lauréate du Plan d'Amélioration de la Collecte (PAC) mis en place par Eco Emballages sur la période 2015-2016.

Le projet concernant « l'amélioration des collectes sélectives dans les résidences universitaires » présenté par la Métropole a en effet été retenu.

Celui-ci consiste, sur 5 résidences universitaires et environ 5 000 étudiants, à renforcer les dispositifs de tri existants en aménageant les points de collecte, en équipant les locaux (studios, cuisines, parties communes) de bi collecteurs et en menant des campagnes de sensibilisation à chaque rentrée universitaire.

Le montant du projet s'élève à 35 810 € HT.

Eco Emballages accompagne et soutient financièrement Montpellier Méditerranée Métropole à hauteur de 26 400 € maximum, sous réserve de la réalisation des actions prévues au projet et du respect des conditions fixées au contrat PAC.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le contrat de partenariat avec Eco-Emballages dans le cadre du Plan d'Amélioration des Collectes visant à améliorer les collectes sélectives sur les résidences universitaires du territoire de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- dire que les recettes et les dépenses correspondantes sont prévues au budget 2016 de la Métropole, chapitres 928 et 908 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer le contrat précité et tous documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 26/02/16

Déposé En Préfecture

Le : 26/02/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160224-lmc1110672-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 26/02/16

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.

**PROXIMITE, RELATION AVEC LES USAGERS,
COMPLEXE FUNERAIRE, CHASSE ET PECHE**

RESSOURCES HUMAINES



SEANCE ORDINAIRE DU 24 FÉVRIER 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-quatre février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme A. BRISSAUD, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASILVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme R. BUONO à M. C. MEUNIER, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. A. LARUE à M. G. LANNELONGUE, M. H. MARTIN à Mme J. FRÊCHE, Mme C. NAVARRE à Mme C. MARION, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, M. B. TRAVIER à M. A. EL KANDOSSI.

Excusé(es):

M. T. BREYSSE

Absent(es):

Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, Mme C. DONADA, Mme B. MICHEL, M. J.-L. SAVY

RESSOURCES HUMAINES – MODIFICATION DU TABLEAU DES EMPLOIS ET DES EFFECTIFS

M. P. BONNAL, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux Ressources Humaines, rapporte :

I- Créations de postes :

Dans le cadre de l'exercice des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole, il est nécessaire de créer au tableau des effectifs le poste mentionné dans **l'annexe 1** ci-jointe.

II- Réajustements de postes pour mise en conformité grade/emploi :

Dans le cadre de l'exercice des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole, il convient de procéder à des mises en conformité du cadre d'emploi d'accès au poste mentionnées en **annexe 2** ci-jointe, après avis du Comité Technique du 16 février 2016.

III- Transformations de postes :

Dans le cadre de l'exercice des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole, il convient de procéder à des ajustements de postes au moyen de créations et de suppressions mentionnées en **annexe 3** ci-jointe, après avis du Comité Technique du 16 février 2016.

Pour l'emploi de catégorie A, il convient de préciser qu'il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3-3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé.

IV- Confirmations de postes :

a/ Par délibération n°12692 du 18 décembre 2014, le poste relevant du cadre d'emplois des attachés territoriaux pour exercer les fonctions de conseiller en gestion et en organisation (n° du poste : 2004-711), a été confirmé au tableau des effectifs. Ce poste est affecté à la Direction du Contrôle de gestion.

- nature des fonctions : Appuyer les directions dans le pilotage des politiques publiques et à les accompagner pour qu'elles puissent intégrer les changements institutionnels et organisationnels, notamment liés aux nouvelles compétences. Au-delà de la création du système de pilotage et de la mise en place d'un dialogue de gestion, le conseiller devra développer les activités de conseil liées à la conduite de projet et à la conduite du changement
- niveau de recrutement : les spécificités du poste nécessitent un niveau de recrutement particulier : Bac +5 dans les domaines de la gestion et du management public ou des organisations, de l'administration, de l'ingénierie de projets, des sciences politiques et justifier d'une expérience professionnelle de trois ans.
- niveau de rémunération : la rémunération sera calculée sur la base du décret n°87-1099 du 30 décembre 1987 portant échelonnement indiciaire des attachés territoriaux.
- motif : compte tenu de la nécessité pour la Métropole de contrôler l'utilisation des fonds publics et de mettre en œuvre une démarche d'optimisation des ressources et d'accompagnement au changement, ce poste ne peut rester vacant.
- fondement juridique : à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé, il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3 alinéa 5 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- modifier le tableau des effectifs de Montpellier Méditerranée Métropole en tenant compte des créations, des mises en conformité, des transformations et des confirmations de postes ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2016 de Montpellier Méditerranée Métropole Budget Principal, chapitre 930, 931, 933, 935, 936, 937 et 938 et les budgets annexes ;
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 26/02/16

Déposé En Préfecture

Le : 26/02/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160224-lmc1110932-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 26/02/16

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.

ANNEXE 1 : Créations de postes

Nbre de postes	Réf. Poste au tableau des effectifs	Pôle	Direction	Catégorie d'emploi (A, B, C ou autre emploi)	Temps de travail (temps complet/temps non complet)	Cadre d'emplois	Intitulé des fonctions/ service
1	2016-463	Services Publics de l'Environnement et des Transports	Direction de l'Eau et de l'Assainissement	B	Temps Complet	Technicien territorial	Chargé du suivi des équipements défense extérieure contre l'incendie

ANNEXE 2 : Réajustements de postes pour mise en conformité grade/emploi

Cadre(s) d'emploi(s) actuel(s)						Ajustement du ou des cadres d'emplois d'accès au poste					
Réf Poste	POLE	Direction	Temps complet/non complet	Cadre d'emplois à supprimer	Fonctions	Réf Poste	POLE	Direction	Temps complet/non complet	Cadre d'emplois à créer	Fonctions
2015-038	Développement Territorial	Direction de l'Urbanisme et de l'Habitat	Temps complet	Rédacteur territorial	Assistant d'études PLU (Suivi des procédures)	2015-038	Développement Territorial	Direction de l'Urbanisme et de l'Habitat	Temps complet	Rédacteur territorial Ou Technicien territorial	Assistant d'études PLU (Suivi des procédures)
2016-455	Culture sport solidarité	Musée Henri Prades	Temps complet	Assistant de conservation	Guide animateur	2016-455	Culture sport solidarité	Musée Henri Prades	Temps complet	Assistant de conservation Ou Adjoint du patrimoine	Guide animateur

ANNEXE 3 Transformations de postes au tableau des effectifs

Suppressions de postes						Créations de postes					
Réf Poste	POLE	Direction	Temps complet/ non complet	Cadre d'emplois/ emplois à supprimer	Fonctions	Réf Poste	POLE	Direction	Temps complet/ non complet	Cadre d'emplois/ emploi à créer	Fonctions
2004- 208	Services publics de l'Environnement et des transports	Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets	Temps complet	Ingénieur territorial	Chargé de l'optimisation des collectes sélectives	2016- 465	Services publics de l'Environnement et des transports	Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets	Temps complet	Ingénieur territorial	Responsable de l'Unité Moyens, Prospectives et Communication

**SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE
L'ASSAINISSEMENT**

SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES



SEANCE ORDINAIRE DU 24 FÉVRIER 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-quatre février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme A. BRISSAUD, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSE, .

Pouvoir(s):

Mme R. BUONO à M. C. MEUNIER, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. A. LARUE à M. G. LANNELONGUE, M. H. MARTIN à Mme J. FRÊCHE, Mme C. NAVARRE à Mme C. MARION, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, M. B. TRAVIER à M. A. EL KANDOSSI.

Excusé(es):

M. T. BREYSSE

Absent(es):

Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, Mme C. DONADA, Mme B. MICHEL, M. J.-L. SAVY

SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES – PATINOIRE VEGAPOLIS - APPROBATION DU PRINCIPE D'EXPLOITATION PAR DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC - LANCEMENT D'UNE PROCÉDURE DE DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC - AUTORISATION

M. J.-L. MEISSONNIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux Sports et Traditions sportives, rapporte :

Classée parmi les Métropoles les plus sportives de France, Montpellier Méditerranée Métropole soutient les clubs sportifs de haut niveau et veille également à développer la pratique sportive à travers la réalisation d'un véritable réseau d'équipements structurants.

Par délibérations n°4846 en date du 18 septembre 2002 et n°4848 du 22 octobre 2002, la patinoire Vegapolis a été reconnue d'intérêt communautaire.

Idéalement située au cœur d'Odysseum, la patinoire Végapolis offre depuis quinze ans un service public sportif conforme aux exigences de nos usagers : une piste ludique couplée à une piste sportive. Dans l'attente de la livraison de l'AREN'ICE de Cergy-Pontoise (centre national de hockey sur glace devant accueillir deux patinoires aux normes internationales ainsi que le siège de la FFHG, pour une mise en service prévue fin 2016), la patinoire VEGAPOLIS figure indiscutablement parmi les plus importantes patinoires de France. Elle demeure l'une des rares patinoires du pays (seulement 6% du parc national) à disposer de deux pistes, dont une à dominante sportive et l'autre à dominante ludique.

Le 21 décembre 2011 la Communauté d'Agglomération de Montpellier a décidé de confier, par délibération, l'exploitation de la Patinoire Végapolis à la société dédiée SAS VM 34000 filiale à 100% de Vert Marine. La convention de délégation de service public est entrée en vigueur le 1er janvier 2012 pour une durée de 5 ans.

Le contrat en cours arrive à échéance au 31 décembre 2016.

Le rapport annexé à la présente délibération présente la situation actuelle du service, les objectifs de Montpellier Méditerranée Métropole pour les années à venir, les différents modes de gestion et les principales caractéristiques du futur contrat.

Conformément à l'article L. 1411-4 du code Général des Collectivités Territoriales, il est proposé au Conseil de se prononcer sur le principe du recours à une délégation de service public pour gérer la patinoire VEGAPOLIS à compter du 1^{er} janvier 2017.

Les principaux éléments de ce rapport sont rappelés ci après.

I / Etat des lieux et modalités de gestion actuelles

1/ Présentation

La patinoire Végapolis offre une piste ludique (1334 m2) couplée à une piste sportive (1738 m2).

Outre l'ouverture au public, cette patinoire accueille les élèves de l'enseignement élémentaire du ressort de Montpellier Méditerranée Métropole.

Cet équipement accueille aussi le sport de haut niveau avec la présence du Montpellier Méditerranée Métropole Hockey Club, du Montpellier Méditerranée Métropole Patinage et Montpellier Méditerranée Métropole Sports de Glace.

Cette patinoire est également un lieu d'évènements où de multiples animations et manifestations sont organisées chaque année.

2/ Les principaux chiffres

Au total, ce sont plus de 50 000 scolaires et 255 000 visiteurs par an qui sont accueillis sur plus de 3 000 m2 de glace ouverts 365 jours par an.

Délibération n° 13677

La fréquentation a été stable de 2011 à 2013 (autour de 307 000 passages), puis a enregistré une sensible évolution (+ 5%) en 2014, bénéficiant notamment d'une forte hausse de la fréquentation publique.

On note la prépondérance de la fréquentation publique (48%), devant celle des clubs (20%) et des scolaires (17 %).

Détails de la typologie de fréquentation de 2011 à 2014 :

	2011	2012	2013	2014
Public	143 944	140 965	145 488	155 582
Scolaires	50 550	52 380	50 268	53 648
Clubs	64 167	65 021	61 550	63 307
Manifestations sportives	47 832	48 135	48 757	48 973
Karting	880	1 087	861	877
Total	307 373	307 588	306 924	322 387

Les caractéristiques structurelles de VEGAPOLIS (double piste de qualité, aux vocations complémentaires) et organisationnelles (volonté d'ouverture sur l'année complète, y compris en saison estivale), conjuguées avec une zone de chalandise importante, lui permettent de maintenir un excellent niveau de fréquentation.

3/ La gestion actuelle

La gestion de la Patinoire Végapolis a été déléguée par voie d'affermage, à la société dédiée SAS VM 34000 filiale à 100% de Vert Marine, pour une durée de 5 ans.

Le périmètre actuel de la DSP comprend l'ensemble du bâtiment (à l'exclusion des zones affectés aux commerces « Pizza Pino » et « Brasserie Scholler »), le parking de proximité, parking de service dont l'accès privatif est soumis à un contrôle d'accès avec barrière.

Les prestations actuelles, objet de la délégation de service public relative à la gestion de la patinoire, sont basées sur deux missions principales :

- une mission de gestion complète de l'équipement en vue de l'accueil du public, des scolaires et des associations sportives et de l'organisation de manifestations sportives ou artistiques,
- une mission de promotion et de commercialisation de l'équipement et une mission de gestion d'activité accessoire (snack).

Le contrat prévoit des créneaux obligatoires pour les scolaires et les associations.

4/ Le coût du service

Conformément aux principes de la délégation de service public, le délégataire de Végapolis exploite l'équipement à ses risques et périls. Il a la charge du recouvrement des impayés et se rémunère par les recettes d'exploitation des biens et équipements mis à sa disposition.

La tarification des prestations de la patinoire se décompose en deux types :

- Les Tarifs normaux,
- Les Tarifs pass'Métropole proposant des réductions sur la plupart des produits de la grille.

En outre, et notamment en raison des contreparties de service public imposées par le contrat, le délégant verse au délégataire une contribution financière forfaitaire.

Cette contribution est versée trimestriellement d'avance. Cette contribution fait également l'objet d'une revalorisation annuelle similaire à celle des tarifs.

II. Présentation des différents modes de gestion

Deux modes d'organisation s'offrent à la Métropole pour l'exploitation de la patinoire :

- la « gestion publique » c'est-à-dire en régie : la Métropole crée une régie sur laquelle elle dispose d'un contrôle plus ou moins important suivant le type de régie choisi (régie à autonomie financière ou régie personnalisée).
- la « gestion déléguée », où l'exploitation du service est confiée à un tiers : cette gestion prend principalement la forme d'une délégation de service public (« DSP » : affermage ou concession) ou d'une régie intéressée. La Métropole choisit le type de contrat qui correspond le mieux à son besoin et soumet à concurrence les entreprises susceptibles de l'exécuter (procédure « Loi Sapin ») qui est en cours d'évolution et pour laquelle de nouvelles règles vont entrer en application au 1^{er} avril 2016.

On rattachera également à ce mode de gestion les Sociétés Publiques Locales (SPL) qui sont des opérateurs 100% publics et auxquels la Collectivité confie par contrat tout ou partie de son service dans les conditions prévues par l'article L. 1411-12 b) du CGCT, bien qu'au sens strict la SPL ne soit pas un mode de gestion en tant que tel.

III. Présentation des objectifs de la Métropole et des scénarios étudiés

1/ Les objectifs

Objectifs de la Métropole pour la patinoire Végapolis :

- Contribuer au développement du loisir sportif ;
- Continuer l'action entreprise vers les scolaires pour favoriser l'apprentissage du patinage ;
- Continuer à soutenir les clubs et les associations sportives ;
- Maintenir durablement la fréquentation de l'équipement au-dessus de 300 000 visiteurs ;
- Maintenir l'équipement en parfait état d'entretien et de fonctionnement ;
- Optimiser les performances financières pour diminuer la contribution versée par la Métropole ;
- Développer l'attractivité touristique de la Métropole ;
- Contribuer au développement territorial local à l'échelle métropolitaine, régionale et nationale.
- Développer les synergies et les dynamiques internes, à l'échelle locale du pôle ludique d'Odysseum et à l'échelle régionale ;
- Mettre en conformité la stratégie de l'équipement avec les orientations stratégiques de la Métropole et notamment avec celles du sport, du tourisme, du développement économique et de l'emploi et de la politique jeunesse, en cours d'élaboration.

2/ Définition des scénarios retenus pour l'analyse :

2 scénarios ont été étudiés :

- A. Le scénario A envisage la gestion en régie de l'équipement, ce qui induit la modification du mode de gestion la patinoire aujourd'hui gérée en délégation de service public. Il vise à renforcer le rôle de la collectivité sur le service. S'agissant d'un SPIC (Service Public Industriel et Commercial), la patinoire devra être gérée au travers d'une régie avec autonomie financière ou personnalité morale et autonomie financière (l'article L.1412-1 CGCT).

- B. Gestion déléguée en affermage : sur cette hypothèse, la régie intéressée n'apparaît pas comme un mode de gestion déléguée pertinent car elle n'entraîne pas un transfert suffisant du risque d'exploitation sur le délégataire et se traduit par un risque lié à un intéressement financier en fonction de la performance de gestion. De même la délégation de service public de type « concession » n'est pas adaptée tenant, d'une part, l'absence d'investissements de premier établissement et, d'autre part, la volonté de la Métropole de conserver la direction sur les investissements majeurs.

IV. Analyse comparative des différents modes de gestion

Chacun des deux scénarios a fait l'objet d'une analyse basée sur les 7 critères mentionnés dans le tableau ci-dessous. Une note entre 1 (peu favorable) et 4 (très favorable) a été attribuée aux deux scénarios :

Critères	Scénario A : régie	Scénario B : DSP affermage
Adaptabilité	2	4
Contrôle du service	4	2
Qualité du service	3	4
Gestion du personnel	3	4
Coût du service	2	4
Risques	1	4
Contribution au développement du territoire	2	3
TOTAL	17	25

En synthèse, de l'analyse comparative des deux scénarios au travers des 7 critères définis, le scénario B « DSP de type affermage » s'avère le plus adapté aux objectifs de la Métropole.

Dans un contexte de forte concurrence entre les loisirs, ce scénario permet de transférer le risque de la fréquentation et donc le risque financier sur le délégataire. Par ailleurs, le délégataire doit être un professionnel du secteur qui pourra développer une stratégie commerciale et de marketing adaptée. Un contrat de délégation de service public dont les caractéristiques sont détaillées ci-dessous permettra à la Métropole de rester garante du service public.

En conséquence, il est proposé de retenir le scénario B d'une délégation de service public pour la patinoire Végapolis.

V. Caractéristiques du futur contrat

1/ Objet du contrat

Le délégataire de service public devra assurer en tout temps l'exploitation, la gestion, l'entretien et le renouvellement de la patinoire.

2/ Durée du contrat

La durée du contrat sera de 6 ans et prendra effet au 1er janvier 2017.

Cette durée est justifiée par l'absence d'investissements importants mais permet néanmoins de laisser suffisamment de temps à un opérateur pour développer son activité et une démarche commerciale.

3/ Nature des principales missions confiées au délégataire et obligations de service public

Missions :

Le délégataire assurera la gestion du service public de la patinoire au travers des missions suivantes :

- L'exercice des activités suivantes :

✓ L'accueil du public,

- ✓ L'accueil des groupes (clubs et associations sportives soutenues par la Métropole),
- ✓ L'encadrement et la surveillance des séances à destination des élèves des établissements scolaires notamment du premier degré,
- La gestion du service, des locaux et équipements mis à sa disposition, à savoir :
 - ✓ La gestion technique, administrative, financière et commerciale,
 - ✓ L'entretien courant des locaux (intérieur et extérieur), la maintenance des installations et du matériel nécessaire au bon fonctionnement de l'équipement,
 - ✓ L'animation de l'équipement (activités pédagogiques) et l'organisation d'événements,
 - ✓ Le recrutement, la formation et l'encadrement du personnel affecté au service. Les personnels actuellement employés par le délégataire bénéficieront des dispositions prévues à l'article L.1224-1 du code du travail (reprise du personnel),
 - ✓ Le contrôle de l'hygiène et de la sécurité dans l'établissement conformément aux réglementations en vigueur.

Obligations de service public :

Le programme de la consultation détaillera toutes les obligations de service public à la charge du délégataire :

- obligation d'accueil des scolaires et des clubs ;
- mise à disposition de personnels et de matériels pédagogiques pour les scolaires ;
- garante d'une amplitude d'ouverture importante ;

Investissements :

Même s'il s'agit d'une DSP de type affermage, certains investissements peuvent être demandés au délégataire s'ils sont étroitement liés à leur projet d'exploitation.

Ces investissements, biens de retour, seront remis gratuitement au délégant à la fin du contrat.

Entretien, renouvellement et GER (Gros Entretien et de Renouvellement) :

La Métropole mettra à la disposition du délégataire l'ensemble des bâtiments et des biens, ouvrages et équipements affectés aux équipements, qui lui feront retour, gratuitement et en bon état d'entretien et de fonctionnement, au terme du contrat.

Le délégataire procédera au renouvellement des biens et équipements nécessaires à l'exploitation du service (matériel pédagogique par exemple).

Le délégataire sera responsable du nettoyage, de l'entretien courant et de la maintenance courante des biens et installations dont il a la charge.

Le délégataire devra s'assurer du respect des règles de l'hygiène et de la sécurité dans l'établissement conformément aux réglementations en vigueur.

Les opérations d'entretien et de maintenance sont notamment les suivantes :

- l'entretien courant et le maintien en parfait état de propreté de tous les locaux (sols, vitres, murs, peintures, plafonds, décoration...) et ensemble des composantes de l'équipement ainsi que des abords extérieurs et des zones affectés à l'évacuation des déchets ;
- le nettoyage, l'entretien et le maintien en état de tous les mobiliers, équipements et matériels nécessaires à l'exploitation du service ;

- l'entretien et la maintenance, selon les prescriptions communiquées par les fournisseurs des installations techniques ;
- l'entretien et le maintien en état de fonctionnement des installations et équipements sanitaires, circuits d'alimentation électrique, ventilation, distribution d'eau sanitaire, installations d'évacuation des eaux usées, dispositifs de sécurité...

La Métropole en qualité de propriétaire de l'ouvrage, assumera les grosses réparations de l'équipement (clos, couvert, structure...).

S'agissant des opérations de gros entretien et de renouvellement liées à l'exploitation des installations techniques (hors bâtiment), il sera demandé aux candidats de prendre en charge le gros entretien et le renouvellement des installations dans le cadre d'une provision gérée en transparence (identification du besoin, demande préalable, accord de l'autorité délégante sauf cas d'urgence). Le niveau financier et technique des obligations de renouvellement sera négocié et fixé contractuellement.

La Métropole percevra l'excédent du compte GER si le solde est positif en fin de contrat.

4/ Conditions financières

Le délégataire sera rémunéré par les usagers du service.

La grille tarifaire devra permettre l'accès aux services par le plus grand nombre avec une priorité pour les scolaires.

Elle sera votée par l'assemblée délibérante lors du choix du délégataire.

Conformément à l'article L. 1411-2 du CGCT, les candidats proposeront les paramètres et indices qui déterminent l'évolution des tarifs.

Une compensation financière pourra être versée par la métropole au délégataire. Elle a pour objet de compenser les contraintes de service public qui seront imposées au délégataire.

Les obligations de service public seront précisément définies par le contrat et la compensation financière sera déterminée à l'avance, pour toute la durée du contrat, pendant la phase de négociation sur la base de paramètres fixés préalablement afin d'éviter une surcompensation.

Outre l'application d'une redevance fixe et de contrôle, la convention prévoira les modalités d'un intéressement de la Métropole aux résultats de l'exploitation du service délégué, dans l'hypothèse où le résultat dégagé serait supérieur aux prévisions du délégataire. Les modalités de détermination de cet intéressement seront fixées contractuellement pendant les négociations.

5/ Rôle de la Métropole en tant qu'autorité organisatrice

Conformément aux articles L 1411-1 et suivants du CGCT, la Métropole dispose d'un droit d'information et de contrôle permanent du service délégué. Des sanctions (pénalités, mise en régie provisoire, résiliation pour faute) seront prévues par le contrat pour assurer le respect de l'ensemble des obligations du délégataire.

Conformément à l'article L 1411-3 du CGCT, le délégataire produira chaque année un rapport comportant, notamment, les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité du service.

Des rapports mensuels, trimestriels et annuels seront également demandés et présentés par le délégataire aux représentants de la collectivité. Des revues de contrat trimestrielles objet de rencontres entre les représentants de l'exploitant et de la collectivité permettront en particulier de suivre et vérifier :

- l'atteinte des objectifs fixés en termes de qualité de service et de fréquentation,
- le suivi des indicateurs permettant d'apprécier les résultats attendus sur l'intérêt pédagogique, ludique, et sportif de cet équipement pour les visiteurs, en particulier les jeunes et les familles,

et ce, en cohérence avec les objectifs de la Métropole en matière de politique jeunesse, politique sportive, et politique touristique,

- le règlement des faits et incidents majeurs liés à l'actualité du service,
- le respect des obligations en termes d'entretien et de renouvellement.
- la réalisation effective du compte d'Exploitation Prévisionnel, en matière de recettes et charges de la délégation

Un compte conventionnel intermédiaire de gestion, produit trimestriellement et présentant les informations pertinentes relatives aux produits et charges du service, pourra être rapproché du compte d'Exploitation Prévisionnel annexé au contrat afin d'en suivre la bonne exécution.

La Métropole procédera à des contrôles directs, techniques et financiers, par des agents dûment mandatés par ses soins ou par une société extérieure.

La Métropole envisage de prendre à sa charge des investissements pour, notamment, rénover le sol du local technique des surfaceuses et assurer les protections latérales des tribunes ; ces éléments seront détaillés dans le programme de la consultation.

6/ Conditions principales d'exécution du service

Le délégataire assurera l'exploitation du service à ses risques et périls.

Dès la prise en charge des installations et pendant toute la durée de la délégation, le délégataire sera seul responsable du bon fonctionnement du service.

Le délégataire devra prendre toutes les assurances nécessaires pour couvrir l'ensemble des responsabilités définies supra et l'ensemble des matériels, des biens et des ouvrages affectés au service et en produira copie à la Métropole.

La Métropole remettra au délégataire un ensemble de biens meubles et immeubles affectés à la délégation selon un inventaire mis à jour qui sera communiqué au candidat à l'attribution de la délégation. Le délégataire devra se doter de l'ensemble des autres moyens matériels nécessaires à l'exécution des prestations qui lui seront confiées.

Dans le cadre de la reprise de l'exploitation du service, le délégataire sera tenu de se conformer à ses obligations en matière de transfert des contrats de travail telles qu'elles ressortent des lois et règlements en vigueur et de la convention collective qui lui est opposable. Il devra, par ailleurs, s'engager à affecter à l'exécution des prestations qui lui seront confiées l'ensemble du personnel nécessaire, que ce personnel soit repris des précédents exploitants ou issus de nouveaux recrutements.

7/ Sort des biens

Des clauses spécifiques sur le sort des biens seront rédigées. Cela permettra de bien poser la distinction entre les biens de retour et les biens de reprises.

Il sera prévu que les biens de reprises reviennent gratuitement au délégant s'ils sont comptablement amortis.

Les biens devront être remis en parfait état d'entretien.

Une attention particulière sera portée sur les biens « immatériels » : fichiers clients, fichiers GMAO, films, supports pédagogiques...

8/ Principales modalités de consultation

La procédure de publicité et de mise en concurrence sera organisée dans le cadre des dispositions du CGCT et notamment de ses articles L 1411-1 et suivants et R 1411-1 et suivants.

La Commission Consultative des Services Publics Locaux, lors de sa séance du 12 février 2016, et le Comité Technique qui s'est réuni en séance le 16 février 2016, ont rendu un avis favorable sur le recours à une délégation de service public pour gérer la patinoire VEGAPOLIS.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le principe d'une délégation de service public pour la gestion et l'exploitation de la patinoire VEGAPOLIS,
- approuver le contenu des caractéristiques des prestations que devra assurer le délégataire telles qu'elles sont définies dans le rapport de présentation annexé, étant entendu qu'il appartiendra ultérieurement à Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant d'en négocier les conditions précises conformément aux dispositions des articles L1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales,
- approuver le lancement de la procédure de mise en concurrence, telle que définie aux articles L1411-1 et suivants du Code générale des Collectivités Territoriales, qui conduira à la désignation de l'exploitant la patinoire VEGAPOLIS,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en œuvre de la procédure de publicité requise et à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire
Publié le : 26/02/16
Déposé En Préfecture
Le : 26/02/16
Numéro de l'acte :
034-243400017-20160224-lmc1110092-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 26/02/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 24 FÉVRIER 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-quatre février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme A. BRISSAUD, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme R. BUONO à M. C. MEUNIER, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. A. LARUE à M. G. LANNELONGUE, M. H. MARTIN à Mme J. FRÊCHE, Mme C. NAVARRE à Mme C. MARION, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, M. B. TRAVIER à M. A. EL KANDOSSI.

Excusé(es):

M. T. BREYSSE

Absent(es):

Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, Mme C. DONADA, Mme B. MICHEL, M. J.-L. SAVY

SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES – PATINOIRE VEGAPOLIS - AVENANT N°1 AU CONTRAT DE DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. J.-L. MEISSONNIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux Sports et Traditions sportives, rapporte :

Par une délibération en date du 20 novembre 1997, le District de Montpellier a approuvé la réalisation d'une patinoire urbaine grand public à vocation ludique et sportive située sur la Commune de Montpellier.

Le 21 décembre 2011 la Communauté d'Agglomération de Montpellier a décidé de confier, par délibération, l'exploitation de la Patinoire Végapolis à la société « Vert Marine ». La convention de délégation de service public est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2012 pour une durée de 5 ans.

Après plus de trois années d'exploitation, plusieurs points nécessitent des ajustements.

En premier lieu, la réforme des rythmes scolaires a entraîné une diminution de l'obligation d'accueil des scolaires appliquée à partir de septembre 2014. L'obligation d'accueil passe de 16 heures par semaine sur 4 jours à 14 heures par semaine sur 4 jours et demi sur une période de 30 semaines par an. Dans ce cadre, il est proposé de prendre en compte le nouveau planning d'accueil des scolaires et de modifier l'article 7.2.1 du contrat de délégation.

En second lieu, la scission de l'association sportive « Montpellier Agglomération Patinage » en deux associations, « Montpellier Méditerranée Métropole Patinage » et « Montpellier Méditerranée Métropole Sports de Glace » a entraîné des modifications dans la répartition des créneaux horaires réservés à chacun de ces clubs et dans les affectations de leurs locaux dans la patinoire. Dans ce cadre, il est proposé de prendre en compte le nouveau planning d'accueil des associations sportives et de modifier l'article 7.2.2 du contrat. De plus, il convient de retirer toute mention relative à la « SAOS Vipars » suite à la mise en liquidation judiciaire de cette société, intervenue en septembre 2014.

En troisième lieu, il est proposé de modifier le programme de renouvellement et grosses réparations annexé au contrat de délégation afin d'en simplifier la lisibilité par la création de familles de dépenses et d'en actualiser les montants au sein d'une nouvelle annexe 14 au contrat.

Ces éléments sont intégrés au sein de l'avenant n°1 à la convention de délégation de service public relative à l'exploitation de la patinoire Végapolis.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'avenant n°1 au contrat de délégation de service public relatif à l'exploitation de la patinoire VEGAPOLIS,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer cet avenant ainsi que tout document découlant de cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 26/02/16

Déposé En Préfecture

Le : 26/02/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160224-lmc1110210-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 26/02/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 24 FÉVRIER 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-quatre février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme A. BRISSAUD, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme R. BUONO à M. C. MEUNIER, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. A. LARUE à M. G. LANNELONGUE, M. H. MARTIN à Mme J. FRÊCHE, Mme C. NAVARRE à Mme C. MARION, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, M. B. TRAVIER à M. A. EL KANDOUSSI.

Excusé(es):

M. T. BREYSSE

Absent(es):

Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, Mme C. DONADA, Mme B. MICHEL, M. J.-L. SAVY

SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES – RÉSEAU DES PISCINES - OPÉRATION "LA NUIT DE L'EAU" - CONVENTION ENTRE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE ET L'UNICEF - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. J.-L. MEISSONNIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux Sports et Traditions sportives, rapporte :

Très attentive au respect des cinq finalités du développement durable définies par le Code de l'environnement, Montpellier Méditerranée Métropole cherche à répondre aux grands enjeux du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre à leurs propres besoins. Dans ce contexte, et comme indiqué dans son rapport sur le Développement Durable, la Métropole développe à travers sa politique sportive et culturelle les liens sociaux et la cohésion sociale de ses habitants.

Consciente des inégalités d'accès aux ressources, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite contribuer activement à la mise en place d'une grande opération de solidarité portée par l'Unicef (United of International Children's Emergency Fund) et la Fédération Française de Natation, la Nuit de l'Eau.

Cette neuvième édition, organisée dans nombreux établissements aquatiques de France, permettra de soutenir l'Unicef dans son combat pour l'amélioration des conditions de vie des enfants du Togo, et notamment leur accès à l'eau potable. Dans ce cadre, en 2015 les manifestations réalisées dans les piscines de France ont permis de récolter 226 000€.

S'inscrivant dans cette cause, le réseau des piscines de Montpellier Méditerranée Métropole souhaite organiser des actions spécifiques à destination des publics des piscines Poséidon (le 11 mars de 17h00 à 22h00), Pitot (le 15 mars de 17h00 à 20h00) et du Centre Nautique Neptune (le 19 mars de 9h00 à 16h00).

Durant ces manifestations, un tarif unique de 3€ sera proposé aux usagers de ces trois établissements leur donnant accès à de nombreuses activités proposées autour de défis sportifs, d'animations aquatiques, ludiques et musicales, de démonstrations et de stand d'informations.

Toutes les recettes engendrées par les produits d'entrées publiques (hors frais carte bancaire) et les dons récoltés lors de ces journées seront intégralement reversés à l'Unicef.

Il est proposé de conclure une convention avec le comité français pour l'UNICEF pour définir les modalités de partenariat et les conditions de reversement total de la recette de la manifestation.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le partenariat avec le comité français pour l'UNICEF à l'occasion de l'édition 2016 de la Nuit de l'Eau ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention, ainsi que l'ensemble des actes relatifs à sa mise en œuvre.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 26/02/16

Déposé En Préfecture

Le : 26/02/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160224-lmc1110094-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 26/02/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL,



SEANCE ORDINAIRE DU 24 FÉVRIER 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-quatre février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme A. BRISSAUD, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme R. BUONO à M. C. MEUNIER, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. A. LARUE à M. G. LANNELONGUE, M. H. MARTIN à Mme J. FRÊCHE, Mme C. NAVARRE à Mme C. MARION, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, M. B. TRAVIER à M. A. EL KANDOSSI.

Excusé(es):

M. T. BREYSSE

Absent(es):

Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, Mme C. DONADA, Mme B. MICHEL, M. J.-L. SAVY

**SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES – RÉSEAU DES PISCINES - AVENANT N°2
À LA CONVENTION N°612256 AVEC L'AGENCE NATIONALE POUR LES CHÈQUES
VACANCES - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. J.-L. MEISSONNIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux Sports et Traditions sportives, rapporte :

En vertu de l'article L. 411-2 du Code du tourisme, les chèques vacances peuvent être remis par les bénéficiaires en paiement des dépenses effectuées auprès des collectivités publiques ou de prestataires de service conventionnés lors de leurs vacances ou de leurs activités de loisirs. C'est un système très répandu, utilisé par de nombreux salariés.

Il est ainsi proposé que les chèques vacances puissent être utilisés pour le règlement de prestations dans les piscines du réseau de Montpellier Méditerranée Métropole.

Par délibération n°8445 du 29 septembre 2008, le Conseil a approuvé la signature d'une convention n°612256 avec l'Agence Nationale pour les Chèques Vacances (ANCV), afin de permettre l'utilisation de chèques vacances pour l'achat de prestations au planétarium Galilée et étendu ce mécanisme au musée Fabre en 2012, par le biais d'un avenant n°1.

Conclue pour une durée de 5 ans et renouvelable par tacite reconduction, cette convention prévoit en particulier que les chèques vacances font l'objet d'un remboursement dans un délai contractuel de vingt et un jours, déduction faite d'une commission de 1% de leur valeur nominale ou de 2 € lorsque le montant de remboursement est inférieur à 200 €.

Afin d'élargir le périmètre d'utilisation des chèques vacances au réseau des piscines de la Métropole, il est proposé de conclure avec l'ANCV un avenant n°2 à la convention susvisée par l'ajout d'une annexe financière précisant notamment que l'achat de billets d'entrée dans les piscines pourra être effectué sur présentation de chèques vacances.

Les durée et conditions générales de la convention initiale demeurent inchangées.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'avenant n°2 à la convention d'adhésion aux chèques vacances n°612256 avec l'Agence Nationale pour les Chèques Vacances,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer cet avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire
Publié le : 26/02/16
Déposé En Préfecture
Le : 26/02/16
Numéro de l'acte :
034-243400017-20160224-lmc1110193-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 26/02/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL



SEANCE ORDINAIRE DU 24 FÉVRIER 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-quatre février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme A. BRISSAUD, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEF, .

Pouvoir(s):

Mme R. BUONO à M. C. MEUNIER, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. A. LARUE à M. G. LANNELONGUE, M. H. MARTIN à Mme J. FRÊCHE, Mme C. NAVARRE à Mme C. MARION, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, M. B. TRAVIER à M. A. EL KANDOUSSI.

Excusé(es):

M. T. BREYSSE

Absent(es):

Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, Mme C. DONADA, Mme B. MICHEL, M. J.-L. SAVY

SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES – SOUTIEN AUX MANIFESTATIONS SPORTIVES - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS - CONVENTION D'ATTRIBUTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. J.-L. MEISSONNIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux Sports et Traditions sportives, rapporte :

Au regard de ses compétences la Métropole est un acteur fort et reconnu dans le développement du sport au niveau local, national et international.

A ce titre, conformément à la délibération n°4846 du 26 septembre 2002, Montpellier Méditerranée Métropole accompagne les clubs et associations sportives de son territoire dans l'organisation d'actions et de manifestations qui contribuent au rayonnement de la pratique sportive.

Dans ce cadre, il est proposé au Conseil de Métropole d'autoriser l'attribution des subventions suivantes :

1/ Affectation d'une subvention au club d'athlétisme, le MAAM pour l'organisation du marathon au titre de l'année 2016.

Le MAAM organisera le 6^{ème} marathon de Montpellier le 20 mars 2016.
Cette manifestation regroupant jusqu'à 7000 coureurs dont 1000 sur les 42kms verra son parcours élargi au territoire de la Métropole. En effet l'édition 2016 traversera les communes de Montpellier, Castelnau le Lez, Pérols, Lattes et au-delà avec les communes de Carnon et de Palavas les Flots.
La dimension sportive et populaire de cette manifestation ainsi que son nouveau parcours plus attrayant devraient permettre au marathon de Montpellier de connaître encore un intérêt fort cette année.

A ce titre il est proposé au Conseil de voter l'attribution d'une subvention de 40 000€ au titre de l'année 2016.

2/ Affectation d'une subvention au club de natation, le MANUC pour l'organisation du Championnat de France de Natation au titre de l'année 2016.

Le MANUC organisera du 29 mars au 3 avril 2016 le Championnat de France de Natation au sein de la Piscine Olympique d'Antigone.

Ce Championnat de France aura une teneur particulière puisque cette compétition sera qualificative pour les JO 2016 à RIO. Tous les plus grands nageurs français se confronteront lors de ces épreuves et les retransmissions médiatiques seront importantes.

A ce titre il est proposé au Conseil de voter l'attribution d'une subvention de 60 000€ au titre de l'année 2016.

3/ Affectation d'une subvention au club de GRS, Montpellier GRS pour l'organisation du Championnat de France Elite de GRS au titre de l'année 2016.

Le Montpellier GRS s'est vu confier l'organisation du Championnat de France Elite de GRS les 9 et 10 avril 2016.

Cette manifestation qui regroupera 600 athlètes du plus haut niveau national se déroulera au Palais des Sports René BOUGNOL.

Cette manifestation sera l'occasion pour le Montpellier GRS que la Métropole soutient et qui évolue au niveau national de relever un challenge en concourant à domicile.

A ce titre il est proposé au Conseil de voter l'attribution d'une subvention de 10 000€ au titre de l'année 2016.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'attribution de ces subventions, dont le versement est conditionné par la signature d'une convention d'attribution,
- approuver la conclusion des conventions d'attribution qui en découlent,

Délibération n° 13681

- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer les conventions susmentionnées ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. T. DEWINTRE.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Certifié Exécutoire

Publié le : 26/02/16

Déposé En Préfecture

Le : 26/02/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160224-lmc1110643-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 26/02/16

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.

TRANSPORT ET MOBILITE



SEANCE ORDINAIRE DU 24 FÉVRIER 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-quatre février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme A. BRISSAUD, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme R. BUONO à M. C. MEUNIER, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. A. LARUE à M. G. LANNELONGUE, M. H. MARTIN à Mme J. FRÊCHE, Mme C. NAVARRE à Mme C. MARION, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, M. B. TRAVIER à M. A. EL KANDOSSI.

Excusé(es):

M. T. BREYSSE

Absent(es):

Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, Mme C. DONADA, Mme B. MICHEL, M. J.-L. SAVY

TRANSPORTS ET MOBILITÉ – TRAMWAY BOUCLAGE LIGNE 4 - MARCHÉ COMPLÉMENTAIRE N°8.422 DES TRAVAUX D'INFRASTRUCTURES, DÉVOIEMENT DE RÉSEAUX HUMIDES, ESPACES VERTS ET MOBILIERS URBAINS - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme I. GIANIEL, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée aux Transports et Mobilité, rapporte :

Par délibération n°8945 du 3 juillet 2009 puis par délibération n°11191 du 30 octobre 2012, le Conseil a approuvé le programme d'opération et l'enveloppe financière de l'opération permettant le bouclage de la Ligne 4 de tramway.

Par délibération n°9943 du 26 janvier 2011, le Conseil a mandaté TaM pour assurer au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole, les missions complètes d'étude et de réalisation de cette opération.

Par arrêté n°2013-I-1656, en date du 28 août 2013, Monsieur le Préfet de la Région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault a déclaré d'utilité publique ce projet.

Par délibération n°12450 du 31 juillet 2014, le Conseil a approuvé le projet de marché et a autorisé TaM à signer le marché n°8.421 au groupement d'entreprises RAZEL-BEC / MALET, mandataire RAZEL-BEC de Saint Georges d'Orques (34) pour un montant de 12 694 547,32 € H.T.

Ce marché porte sur des travaux d'infrastructures, de dévoiement de réseaux humides, d'aménagement d'espaces verts et d'installation de mobiliers urbains pour le Bouclage de la Ligne 4, de la place Édouard Adam à la place Albert 1^{er} à Montpellier.

C'est un marché à prix unitaires passé pour une durée de 24 mois à compter de sa date de notification.

Le programme initial de travaux a évolué sur le périmètre de la Place du Peyrou en raison des problématiques de préservation du patrimoine architectural du centre historique de Montpellier. Il a été décidé une nouvelle implantation de station nécessitant la création d'une liaison piétonne de qualité entre la Place Royale du Peyrou et la station Tramway ainsi que la reprise de la voirie de la rue Barthez.

Le réaménagement de l'Avant-Place Royale du Peyrou fait d'ailleurs l'objet d'un financement de la Ville de Montpellier conformément à la convention de fond de concours approuvée par délibération n°13013 du Conseil de Métropole du 28 mai 2015.

Ces modifications de programme rendent indispensables l'exécution de travaux supplémentaires. Ces travaux de génie civil, de revêtement de voirie et de poses de pavage sont similaires à ceux objet du marché initial.

En conséquence, TaM a proposé de passer un marché complémentaire sans mise en concurrence et sans publicité pour la réalisation de ces travaux conformément à l'article 144.II.7 du Code des Marchés Publics. En effet, ces travaux ont pour objet la réalisation d'ouvrages ou prestations similaires à celles confiées au titulaire du marché des travaux d'infrastructures, de dévoiement de réseaux humides, d'aménagement d'espaces verts et d'installation de mobiliers urbains, le marché initial ayant prévu la possibilité de recourir à cette procédure.

Après négociation et remise d'une offre par le groupement, la Commission d'Appel d'Offres, réunie le 9 février 2016, a attribué le marché complémentaire des travaux d'infrastructures, de dévoiement de réseaux humides, d'aménagement d'espaces verts et d'installation de mobiliers urbains pour un montant de 3 829 990,05 € H.T., au groupement d'entreprises RAZEL-BEC / MALET, mandataire RAZEL-BEC de Saint Georges d'Orques (34). Ce montant représente environ 30 % du montant du marché principal.

Le montant total de l'opération de réalisation du Bouclage de la ligne 4 de tramway reste quant à lui inchangé.

Le marché complémentaire est passé pour une durée de 6 mois à compter de sa date de notification.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de marché complémentaire n°8.422,
- autoriser TaM, mandataire de la Métropole, à signer le marché complémentaire n°8.422 avec le groupement d'entreprises RAZEL-BEC / MALET, mandataire RAZEL-BEC de Saint Georges d'Orques (34) pour un montant de 3 829 990,05 € H.T, ainsi que tous les actes relatifs à son exécution.
- dire que les crédits nécessaires dans le cadre de l'exercice du mandat de TaM, sont inscrits au budget Transport de Montpellier Méditerranée Métropole au chapitre 23,
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 26/02/16

Déposé En Préfecture

Le : 26/02/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160224-lmc1110621-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 26/02/16

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 24 FÉVRIER 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-quatre février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme A. BRISSAUD, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEF, .

Pouvoir(s):

Mme R. BUONO à M. C. MEUNIER, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. A. LARUE à M. G. LANNELONGUE, M. H. MARTIN à Mme J. FRÊCHE, Mme C. NAVARRE à Mme C. MARION, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, M. B. TRAVIER à M. A. EL KANDOSSI.

Excusé(es):

M. T. BREYSSE

Absent(es):

Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, Mme C. DONADA, Mme B. MICHEL, M. J.-L. SAVY

TRANSPORTS ET MOBILITÉ – PARKING FOCH-PRÉFECTURE - CONVENTION POUR L'IMPLANTATION D'ARMOIRES DU RÉSEAU FTTH - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme I. GIANIEL, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée aux Transports et Mobilité, rapporte :

Permettre aux habitants, aux acteurs économiques et aux différents services publics installés sur le territoire l'égal accès au très haut débit constitue un enjeu majeur pour Montpellier Méditerranée Métropole.

C'est dans ce cadre qu'ORANGE souhaite développer un réseau fibre optique FTTH – « FIBER To The Home » (« Tout fibre optique jusqu'à l'intérieur de l'habitation ») sur le territoire de Montpellier.

Afin de ne pas encombrer l'espace public et à la demande de l'Architecte des Bâtiments de France dans le secteur sauvegardé, il est proposé d'installer les armoires de raccordement entre la boucle optique et les dérivations vers les clients (armoires PMZ) dans le parc public de stationnement Foch-Préfecture-Marché aux Fleurs.

Une convention doit être conclue entre Orange et Montpellier Méditerranée Métropole afin de définir les modalités d'installation et de gestion de ces armoires de raccordement.

Les travaux d'installation et de raccordement seront réalisés et pris en charge financièrement par Orange.

En contrepartie de l'utilisation du parc de stationnement Foch-Préfecture-Marché aux Fleurs, une indemnité forfaitaire annuelle de 300 euros HT sera versée par Orange à Montpellier Méditerranée Métropole pour chaque armoire.

La convention est conclue pour une durée de neuf (9) ans ; à l'expiration de ce délai, elle sera reconduite tacitement chaque année à la date anniversaire.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention pour l'implantation d'armoires FTTH à Montpellier dans le parking Foch - Préfecture - Marché aux Fleurs ;
- dire que la recette correspondante est prévue au budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, au chapitre 938 ;
- autoriser Monsieur le Président à signer cette convention et tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire
Publié le : 26/02/16
Déposé En Préfecture
Le : 26/02/16
Numéro de l'acte :
034-243400017-20160224-lmc1110641-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 26/02/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 24 FÉVRIER 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-quatre février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme A. BRISSAUD, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEF, .

Pouvoir(s):

Mme R. BUONO à M. C. MEUNIER, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. A. LARUE à M. G. LANNELONGUE, M. H. MARTIN à Mme J. FRÊCHE, Mme C. NAVARRE à Mme C. MARION, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, M. B. TRAVIER à M. A. EL KANDOSSI.

Excusé(es):

M. T. BREYSSE

Absent(es):

Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, Mme C. DONADA, Mme B. MICHEL, M. J.-L. SAVY

TRANSPORTS ET MOBILITÉ – SYSTÈME CENTRALISÉ D'ACCÈS À L'AIRE PIÉTONNE DE MONTPELLIER - MARCHÉ DE MAINTENANCE N°4274DM16 - LOTS N°1 ET N°2 - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme I. GIANIEL, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée aux Transports et Mobilité, rapporte :

Dans le cadre des nouvelles compétences de Montpellier Méditerranée Métropole, le marché pour la maintenance informatique industrielle du système centralisé d'accès à l'aire piétonne de Montpellier a été transféré à la Métropole.

Ce marché s'achevant fin mars 2016, il convient de le relancer. Une procédure a donc été engagée courant janvier 2016.

Compte tenu des éléments techniques de conception et de fabrication des équipements et des logiciels du système de contrôle d'accès existant, pour les différentes aires piétonnes situées sur le territoire de la Métropole, le marché ne peut être confié qu'au fabricant, seul opérateur économique en capacité de répondre aux besoins, en raison de l'exclusivité du constructeur et des brevets qu'il détient.

Il a donc été décidé d'avoir recours à un marché à bons de commande, sans mise en concurrence, passé selon une procédure négociée en application de l'article 35- II-8 du Code des Marchés Publics, se décomposant en deux lots :

- Lot n° 1 : maintenance des sites de contrôle d'accès et du matériel informatique sur sites
- Lot n° 2 : maintenance des logiciels informatiques

Ce marché est conclu pour une période allant de la date de notification du marché jusqu'à la fin de l'année 2016. Il est reconductible 3 fois, par période d'un an.

Le montant total des commandes pour la durée initiale du marché et par an est le suivant, pour chaque lot :

- Lot n° 1 :
 - seuil minimal 50 000 € HT soit 60 000,00 € TTC
 - seuil maximal 400 000 € HT soit 480 000,00 € TTC
- Lot n° 2 :
 - seuil minimal 10 000 € HT soit 12 000,00 € TTC
 - seuil maximal 120 000 € HT soit 144 000,00 € TTC

Le montant global pour la durée totale du marché est estimé entre 288 000,00 € TTC et 2 496 000,00 € TTC.

Pour ce faire, un courrier de consultation a été envoyé le 13 janvier 2016 à l'entreprise CITINNOV, propriétaire d'un brevet européen d'exclusivité de ses prestations. La date limite de remise de son offre était le 25 janvier 2016.

A l'issue de la procédure négociée, la Commission d'Appel d'Offres réunie en séance du 9 février 2016, a retenu l'offre de l'entreprise CITINNOV d'un montant de 113 380,00 € HT soit 136 056,00 € TTC pour le lot 1 et d'un montant de 97 560,00 € HT soit 117 072,00 € TTC pour le lot 2.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le terme de la consultation à conclure avec l'entreprise CITINNOV suite au choix retenu de la commission d'appel d'offres ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2016 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 938 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, à signer le marché n°4274DM16 pour la maintenance informatique industrielle du système centralisé d'accès à l'aire piétonne ainsi que tout document relatif à ce marché, notamment concernant son exécution, son règlement et sa résiliation éventuelle.

Délibération n° 13690

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 26/02/16

Déposé En Préfecture

Le : 26/02/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160224-lmc1109945-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 26/02/16

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 24 FÉVRIER 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-quatre février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme A. BRISSAUD, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme R. BUONO à M. C. MEUNIER, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. A. LARUE à M. G. LANNELONGUE, M. H. MARTIN à Mme J. FRÊCHE, Mme C. NAVARRE à Mme C. MARION, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, M. B. TRAVIER à M. A. EL KANDOSSI.

Excusé(es):

M. T. BREYSSE

Absent(es):

Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, Mme C. DONADA, Mme B. MICHEL, M. J.-L. SAVY

TRANSPORTS ET MOBILITÉ – STATIONNEMENT - EXPLOITATION DU PARKING DE L'HÔTEL DE VILLE DE MONTPELLIER - AUTORISATION DE LANCER LA CONSULTATION ET DE SIGNER LE MARCHÉ

Mme I. GIANIEL, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée aux Transports et Mobilité, rapporte :

Le parking situé sous le parvis de l'Hôtel de Ville a été construit dans le cadre de la concession publique d'aménagement de la ZAC du Nouvel Hôtel de Ville, mise en place par délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier du 29 mai 1996.

Le parc de stationnement public comprend 717 places sur 4 niveaux. Il est destiné à accueillir d'une part les véhicules de service et du personnel travaillant à l'Hôtel de Ville et d'autre part, les véhicules des administrés et clients de l'hôtel et des commerces environnant.

Ce parking, géré par la Ville de Montpellier, a fait l'objet d'un transfert à Montpellier Méditerranée Métropole le 1^{er} janvier 2016. Le marché pour l'exploitation de ce parking, qui liait la Ville de Montpellier et l'entreprise EFFIA Stationnement depuis le 12 octobre 2011, a par conséquent été transféré à la Métropole. Ce marché arrivant à échéance le 12 octobre 2016, il convient de désigner un nouvel exploitant à compter de cette échéance.

Aussi, une procédure d'appel d'offres ouvert va être lancée, en application des articles 33, troisième alinéa et 57 à 59 du code des marchés publics.

La durée du nouveau marché sera de 5 ans. Le montant annuel de la prestation est estimée à 420 000 € HT, soit un montant global de 2 100 000 € HT sur la durée totale du marché.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le lancement de la procédure de consultation des entreprises pour la dévolution du marché d'exploitation du parking de l'Hôtel de Ville de Montpellier ;
- autoriser avant l'engagement de la procédure de passation, conformément à l'article L.2122-21-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à souscrire le marché tel que défini ci-dessus, avec le candidat retenu par la Commission d'Appel d'Offres à l'issue de la procédure de consultation et à le signer ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à prendre toute décision relative à l'exécution de ce marché et à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 26/02/16

Déposé En Préfecture

Le : 26/02/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160224-lmc1110692-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 26/02/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.

**VALORISATION ET PROTECTION ANIMALE,
BIODIVERSITE**



SEANCE ORDINAIRE DU 24 FÉVRIER 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-quatre février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme A. BRISSAUD, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOLU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme R. BUONO à M. C. MEUNIER, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. A. LARUE à M. G. LANNELONGUE, M. H. MARTIN à Mme J. FRÊCHE, Mme C. NAVARRE à Mme C. MARION, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, M. B. TRAVIER à M. A. EL KANDOUSSI.

Excusé(es):

M. T. BREYSSE

Absent(es):

Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, Mme C. DONADA, Mme B. MICHEL, M. J.-L. SAVY

VALORISATION ET PROTECTION ANIMALES, BIODIVERSITÉ – AQUARIUM MARE NOSTRUM ET PLANÉTIARIUM GALILÉE - APPROBATION DU PRINCIPE D'EXPLOITATION PAR DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC - LANCEMENT D'UNE PROCÉDURE DE DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC - AUTORISATION

M. J.-F. AUDRIN, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Biodiversité et la Culture Scientifique et Technique, rapporte :

Par délibération n°7556 du 30 mars 2007, le Conseil a approuvé le choix de la société SEAMAN pour l'exploitation de l'aquarium Mare Nostrum, dans le cadre d'une délégation de service public d'une durée de 8 ans prenant fin au 15 décembre 2015.

Les prestations actuelles, objet du contrat, sont basées sur deux missions principales :

- L'accueil des publics et l'organisation des activités de l'aquarium. Les groupes (adultes, centres de loisirs) et les scolaires font partie des publics particulièrement ciblés par la délégation.
- La gestion du service, des locaux et équipements mis à sa disposition : gestion des bassins de l'aquarium, entretien courant et maintenance des bâtiments, animation de l'équipement (scénographie), communication vers le public, organisation d'activités et d'événements dépassant le cadre du service courant offert aux usagers (ateliers pédagogiques).

Par délibération n°12972 du 28 avril 2015, le Conseil a autorisé, conformément à l'article L1411-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la signature d'un avenant de prolongation d'un an au contrat de délégation de service public susmentionné, soit jusqu'au 15 décembre 2016.

Parallèlement, le planétarium Galilée, ouvert au public en 2002, est localisé sur le site de la zone commerciale Odysseum, Allée Ulysse à Montpellier.

Cet équipement est actuellement géré en régie « directe » par Montpellier Méditerranée Métropole. C'est un lieu dédié à l'astronomie, un lieu pour se distraire, apprendre et comprendre tout ce qui touche le ciel et l'espace. Le planétarium Galilée propose de nombreuses activités ludiques et scientifiques pour tous les publics, scolaire, familial ou touristique.

11 emplois sont affectés à ce service dont 2 contractuels de droit public en CDI, 1 contractuel de droit public en CDD (qui prend fin au 31 décembre 2016) et 8 titulaires.

Compte tenu de la proximité des équipements (séparés par une simple cloison), des similitudes d'exploitation et des synergies envisageables, l'examen de l'exploitation de l'Aquarium Mare Nostrum a été associé à celui du planétarium Galilée, en vue de déterminer des modalités d'exploitation communes.

Le rapport annexé à la présente délibération présente la situation actuelle du service, les objectifs de Montpellier Méditerranée Métropole pour les années à venir, les différents modes de gestion envisageables, une analyse comparative des différents modes de gestion et les principales caractéristiques du futur contrat.

Conformément à l'article L. 1411-4 du code Général des Collectivités Territoriales, il est proposé au Conseil de se prononcer sur le principe du recours à une délégation de service public pour gérer ces deux équipements, à compter du 16 décembre 2016.

Les principaux éléments du rapport sont présentés ci-après :

Présentation des équipements

- La vocation de l'Aquarium Mare Nostrum est d'être un établissement de loisir culturel, destiné au grand public grâce à son caractère universel et spectaculaire, fondé sur

une présentation attractive des espèces animales, une scénographie innovante, et des dispositifs pédagogiques s'adressant au plus grand nombre.

Les chiffres clefs :

- surface de 2 300m²
- 33 bassins (y compris exposition temporaire)
- 3,9 millions de litres d'eau
- 400 espèces
- 30 000 animaux
- un amphithéâtre de 190 places
- 286 914 entrées en 2014
- des produits d'exploitation de 3,47 millions d'euros en 2014

- L'activité principale du Planétarium Galilée, ouvert en 2002, est la diffusion de spectacles de planétariums dans la salle de spectacles de 156 places surmontée d'un écran en forme de demi-sphère, qui donne la sensation d'être immergé dans l'image. Il est doté des techniques de projection numérique les plus récentes. Au menu, des séances publiques (composées d'un film et d'une animation en direct), des événements (conférences, soirées d'observations, séances spéciales, concerts...), des séances pour les groupes sur réservation (scolaires, adultes...).

Environ 43 000 visiteurs sont accueillis chaque année.

Chiffres clefs :

- salle de spectacles de 156 places
- 41 000 spectateurs en 2014
- produit d'exploitation 2013 : 222k€.

Présentation des différents modes de gestion

Deux modes d'organisation s'offrent à la Métropole pour l'exploitation de l'aquarium et du planétarium :

- la « gestion publique » c'est-à-dire en régie : la Métropole crée une régie sur laquelle elle dispose d'un contrôle plus ou moins important suivant le type de régie choisi (régie à autonomie financière ou régie personnalisée).
- la « gestion déléguée », où l'exploitation du service est confiée à un tiers : cette gestion prend principalement la forme d'une délégation de service public (« DSP » : affermage ou concession) ou d'une régie intéressée. La Métropole choisit le type de contrat qui correspond le mieux à son besoin et soumet à concurrence les entreprises susceptibles de l'exécuter (procédure « Loi Sapin ») qui est en cours d'évolution et pour laquelle de nouvelles règles vont entrer en application au 1er avril 2016.

On rattachera également à ce mode de gestion les Sociétés Publiques Locales (SPL) qui sont des opérateurs 100% publics et auxquels la Collectivité confie par contrat tout ou partie de son service dans les conditions prévues par l'article L. 1411-12 b) du CGCT, bien qu'au sens strict la SPL ne soit pas un mode de gestion en tant que tel.

Présentation des objectifs de la Métropole et des scénarios étudiés

1/ Les objectifs

Objectifs de la Métropole pour l'aquarium Mare Nostrum :

- Contribuer au développement de la culture scientifique et technique à l'échelle locale et régionale,
- Renforcer l'offre de loisirs touristique en complément de l'offre culturelle montpelliéraine,
- Maintenir durablement la fréquentation de l'équipement entre 300 000 et 350 000 visiteurs,
- Parvenir à un petit équilibre d'exploitation par le succès d'expositions temporaires de moyenne durée (3 ans) permettant de relancer l'attractivité de l'équipement,

- Contribuer au développement territorial local à l'échelle métropolitaine, régionale et nationale,
- Participer par ses recherches et programmes de conservation à la préservation et au bien-être des animaux marins,
- Développer l'offre aux scolaires et un service éducatif dynamique.

Objectifs de la Métropole pour le planétarium Gallilée :

- Contribuer au développement de la culture scientifique et technique à l'échelle locale et régionale,
- Pérenniser et renforcer l'offre pédagogique dans le domaine du système solaire et de l'espace,
- Dynamiser la fréquentation de l'équipement au-delà de 50 000 visiteurs,
- Assurer une alternance entre une offre pédagogique et une offre attractive de séances publiques,
- Augmenter le taux d'autofinancement de l'équipement au-delà des 25 % actuels,
- Mettre en œuvre des synergies à l'échelle locale (Odysseum) et régionale.

En outre, et de manière commune aux deux équipements, la Collectivité souhaite intégrer davantage les deux équipements aux piliers du développement de la Métropole, et renforcer les synergies et les dynamiques internes au pôle ludique d'Odysseum.

2/ L'intérêt de la mutualisation des deux équipements

Compte-tenu de la synergie possible entre les deux équipements tenant à leurs objectifs pédagogiques (la culture scientifique et technique), leur public cible et leur proximité géographique, il apparaît pertinent de gérer ces deux équipements au travers d'un même service public.

Gérer en commun ces deux équipements pourrait permettre de redynamiser l'offre du planétarium Galilée, premier équipement de loisirs installé sur Odysseum en 2002 et de renforcer la fréquentation de l'aquarium tout en réalisant des économies d'échelle qui permettront d'augmenter sensiblement les investissements de la Métropole.

La programmation du planétarium pourrait ainsi être diversifiée en proposant une offre de culture scientifique et technique plus large intégrant le thème des fonds sous-marins. Ceci pourrait être fait en complément tout en continuant d'assurer la mission principale du planétarium relative à la vulgarisation scientifique, technique et pédagogique du système solaire et de l'espace.

En accroissant les moyens de production et de diffusion de films, cela permettrait aussi, en saison touristique, de capter des publics de l'aquarium intéressés par un couplage avec un film-spectacle sur une thématique commune, venant enrichir et compléter la visite de l'aquarium, tout en attirant un nouveau public intéressé par des thématiques plus larges que le système solaire et l'espace, qui découvrirait ainsi le planétarium et son écran hémisphérique et l'inciterait à revenir.

De plus, la proximité physique des deux équipements (à travers une cloison) permettrait de mutualiser les deux boutiques sur une double thématique « de l'espace aux abysses » permettant ainsi d'enrichir et dynamiser l'achalandage et l'attractivité des produits.

Par ailleurs, à travers une communication et une commercialisation à double entrée « espace / système solaire – fonds sous-marins » et une offre plus diversifiée et intégrant les nouvelles technologies de l'image et du son, le planétarium pourrait plus facilement renouveler l'intérêt des scolaires et des prescripteurs tout au long de l'année, tout en mutualisant également l'expérience et la qualité des services marketing et commerciaux des deux services.

Le planétarium une fois rénové pourrait dégager de nouvelles ressources à travers des activités locatives (à des entreprises notamment) tout en profitant de l'expérience de l'aquarium dans ce domaine qui disposerait des 2 salles dans son offre locative.

La fréquentation du planétarium, si elle est fidélisée par le futur exploitant, pourrait également augmenter grâce à la captation d'une partie des visiteurs de l'aquarium (et d'une attractivité renforcée du planétarium) ; sur une base de 10% de la fréquentation en saison des visiteurs individuels de l'aquarium (groupes et scolaires exclus) cela pourrait représenter une augmentation de 15 000 visiteurs par an. A titre de comparaison, au centre d'histoire des V2 de Saint Omer dans le Pas de Calais, un

couplage avec un planétarium 3D construit en 2012 a permis de capter 30 % des visiteurs du centre d'histoire.

L'aquarium pourrait également bénéficier du planétarium qui a déjà une forte attractivité sur les publics scolaires et les offres pédagogiques, dans la perspective du développement d'un service éducatif commun renforcé et identifié.

Enfin, une gestion commune des équipements permettrait d'optimiser l'exploitation logistique (par une entrée billetterie unique côté aquarium permettant d'acheter les billets des 2 équipements séparément ou en couplage en saison touristique) tout en conservant le personnel dédié au « cœur de métier » de chacun des deux métiers (animation scientifique, la régie technique et la production de films, soin aux animaux, marketing/communication) et en mutualisant les services supports (direction générale, direction administrative et financière, personnel d'accueil...).

3/ Définition des scénarios retenus pour l'analyse

2 scénarios ont été étudiés :

- A. Gestion en régie avec autonomie financière des deux équipements : induit la modification du mode de gestion pour l'aquarium aujourd'hui géré en délégation de service public. Il vise à renforcer le rôle de la collectivité sur les deux services. S'agissant d'un SPIC, l'aquarium ne pourra pas être géré comme l'est actuellement le planétarium ; la création d'une régie est rendue obligatoire par l'article L.1412-1 CGCT.
- B. Gestion déléguée en affermage des deux équipements : sur cette hypothèse, la régie intéressée n'apparaît pas comme un mode de gestion déléguée pertinent car elle n'entraîne pas un transfert suffisant du risque d'exploitation sur le délégataire et se traduit par un risque lié à un intéressement financier en fonction de la performance de gestion. De même la délégation de service public de type « concession » n'est pas adaptée tenant, d'une part, l'absence d'investissements de premier établissement et, d'autre part, la volonté de la Métropole de conserver la direction sur les investissements majeurs concernant ces deux équipements.

Analyse comparative des différents modes de gestion

Chacun des deux scénarios a fait l'objet d'une analyse basée sur les 7 critères mentionnés dans le tableau ci-dessous. Une note entre 1 (peu favorable) et 4 (très favorable) a été attribuée aux deux scénarios :

Critères	Scénario A : régie	Scénario B : DSP affermage
Adaptabilité	2	4
Contrôle du service	4	2
Qualité du service	4	4
Gestion du personnel	2	3
Cout du service	3	3
Risques	1	4
Contribution au développement du territoire	2	3
TOTAL	18	23

En synthèse, de l'analyse comparative des deux scénarios au travers des 7 critères définis, le scénario B « DSP de type affermage » s'avère plus adapté à la Métropole. Dans un contexte de forte concurrence entre les loisirs, ce scénario va permettre de transférer le risque de la fréquentation et donc le risque financier sur le délégataire. Par ailleurs, le délégataire doit être un professionnel du secteur qui pourra développer une stratégie commerciale et de marketing adaptée. Un contrat de délégation de service public dont les caractéristiques sont détaillées ci-dessous permettra à la Métropole de rester garante du service public.

En conséquence, il est proposé de retenir le scénario B d'une délégation de l'ensemble du service constitué par les deux équipements au sein d'une même délégation de service public.

Caractéristiques du futur contrat

1/ Objet du contrat

Le délégataire de service public devra assurer en tout temps l'exploitation, la gestion, l'entretien et le renouvellement de l'aquarium Mare Nostrum et du Planétarium en garantissant en permanence l'aspect scientifique et pédagogique des deux équipements.

Les principales caractéristiques du service sont celles mentionnées ci-dessous.

2/ Durée du contrat

La durée du contrat est de 10 ans, 2 mois et 16 jours à partir du 16 décembre 2016. Cette durée est déterminée en fonction du renouvellement triennal des expositions temporaires qui permettent de renouveler l'attractivité de l'aquarium.

Le contrat prendra fin le 28 février 2027.

Sur cette durée, le délégataire devra renouveler 3 fois les expositions temporaires et les investissements qu'il devra réaliser devront être totalement amortis à la fin du contrat.

Cette durée permettra aussi d'amortir les investissements liés à la mutualisation physique des deux équipements (création d'un accueil commun, création d'une boutique commune...)

3/ Nature des principales missions confiées au délégataire et obligations de service public

a/ Missions

Le délégataire assurera la gestion du service public des deux équipements au travers des missions suivantes :

- L'exercice des activités suivantes :
 - L'accueil du public dans les deux équipements,
 - L'accueil des groupes (scolaires du 1^{er} degré notamment),
 - L'encadrement et la surveillance des séances pédagogiques à destination des élèves des établissements scolaires du premier et du second degré,
- La gestion du service, des locaux et équipements mis à sa disposition, à savoir :
 - La gestion technique, administrative, financière et commerciale des deux équipements,
 - La prise en charge de l'arrêté d'exploitation ICPE de l'aquarium mare nostrum,
 - L'entretien courant des locaux (intérieur et extérieur), la maintenance des installations et du matériel nécessaire au bon fonctionnement des équipements,
 - L'animation des équipements (activités pédagogiques) et l'organisation d'événements,
 - Le recrutement, la formation et l'encadrement du personnel affecté au service. Les personnels actuellement employés par le délégataire bénéficieront des dispositions prévues à l'article L.1224-1 du code du travail (reprise du personnel) et de l'article L.1224-3-1 du code du travail,
 - Garantie du bien-être animal,
 - La réalisation de tous les contrôles vétérinaires prévus par les textes.

b/ Obligations de service public

Le programme de la consultation détaillera toutes les obligations de service public à la charge du délégataire :

- maintenir une tarification adaptée, notamment pour les scolaires,
- proposer un projet pédagogique scientifique pour l'aquarium et le planétarium,
- garantir des amplitudes d'ouverture importantes,
- porter une politique de création volontariste pour la production de films, notamment à destination du planétarium,
- financer le renouvellement triennal des expositions temporaires de l'aquarium.

c/ Investissements

Même s'il s'agit d'une DSP de type affermage, certains investissements peuvent être demandés au délégataire s'ils sont étroitement liés à leur projet d'exploitation. Ainsi, il sera demandé au délégataire de porter les investissements consacrés à la mutualisation des deux équipements (hall d'accueil, billetterie, boutique...).

Le délégataire devra également proposer les investissements relatifs aux expositions temporaires. Ces investissements, biens de retour, seront remis gratuitement au délégant à la fin du contrat.

d/ Entretien, renouvellement et GER

La Métropole mettra à la disposition du délégataire l'ensemble des bâtiments et des biens, ouvrages et équipements affectés aux équipements, qui lui fera retour, gratuitement et en bon état d'entretien et de fonctionnement, au terme du contrat.

Le délégataire procèdera au renouvellement des biens et équipements nécessaires à l'exploitation du service (matériel pédagogique par exemple).

Le délégataire sera responsable du nettoyage, de l'entretien courant et de la maintenance courante des biens et installations dont il a la charge.

La Métropole en qualité de propriétaire de l'ouvrage, assumera les grosses réparations de l'équipement (clos, couvert, structure...).

S'agissant des opérations de gros entretien et de renouvellement lié à l'exploitation des installations techniques (hors bâtiment), il sera demandé aux candidats de prendre en charge le gros entretien et le renouvellement des installations dans le cadre d'une provision gérée en transparence (identification du besoin, demande préalable, accord de l'autorité délégante sauf cas d'urgence). Le niveau financier et technique des obligations de renouvellement sera négocié et fixé contractuellement.

La Métropole percevra l'excédent du compte GER si le solde est positif en fin de contrat.

4/ Conditions financières

Le délégataire sera rémunéré par les usagers du service.

La grille tarifaire des deux équipements devra permettre l'accès aux services par les plus grands nombres avec une priorité pour les scolaires ; les deux équipements devront pouvoir être visités ensemble ou séparément.

Elle sera votée par l'assemblée délibérante lors du choix du délégataire.

Conformément à l'article L. 1411-2 du code général des collectivités territoriales, les candidats proposeront les paramètres et indices qui déterminent l'évolution des tarifs.

Une compensation financière pourra être versée par la Métropole au délégataire. Elle a pour objet de compenser les contraintes de service public qui seront imposées au délégataire.

Les obligations de service public seront précisément définies par le contrat et la compensation financière sera déterminée à l'avance, pour toute la durée du contrat, pendant la phase de négociation sur la base de paramètres fixés préalablement afin d'éviter une surcompensation.

La convention prévoira les modalités d'un intéressement de la Métropole aux résultats de l'exploitation du service délégué, dans l'hypothèse où le résultat dégagé serait supérieur aux prévisions du délégataire. Les modalités de détermination de cet intéressement seront fixées contractuellement pendant les négociations.

5/ Rôle de la Métropole en tant qu'autorité organisatrice

Conformément aux articles L 1411-1 et suivants du CGCT, la Métropole dispose d'un droit d'information et de contrôle permanent du service délégué. Des sanctions (pénalités, mise en régie

provisoire, résiliation pour faute) seront prévues par le contrat pour assurer le respect de l'ensemble des obligations du délégataire.

Conformément à l'article L 1411-3 du CGCT, le délégataire produira chaque année un rapport comportant, notamment, les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité du service.

Des rapports mensuels, trimestriels et annuels seront également demandés et présentés par le délégataire aux représentants de la collectivité. Des revues de contrat trimestrielles objet de rencontres entre les représentants de l'exploitant et de la collectivité permettront en particulier de suivre et vérifier :

- l'atteinte des objectifs fixés en termes de qualité de service et de fréquentation,
- le règlement des faits et incidents majeurs liés à l'actualité du service,
- le respect des obligations en termes d'entretien et de renouvellement.

Un compte conventionnel intermédiaire de gestion, produit trimestriellement et présentant les informations pertinentes relatives aux produits et charges du service, pourra être rattaché au compte d'Exploitation Prévisionnel annexé au contrat afin d'en suivre la bonne exécution.

La Métropole procédera à des contrôles directs, techniques et financiers, par des agents dûment mandatés par ses soins ou par une société extérieure.

La Métropole envisage de prendre à sa charge des investissements pour, notamment, rénover le planétarium et lui redonner une dynamique ; ces investissements, d'un montant prévisionnel de 1 M€, porteraient sur la rénovation du hall d'accueil du planétarium et la rénovation de la salle de projection.

Ces éléments seront détaillés dans le programme de la consultation.

6/ Conditions principales d'exécution du service

Le délégataire assurera l'exploitation du service à ses risques et périls. Dès la prise en charge des installations et pendant toute la durée de la délégation, le délégataire sera seul responsable du bon fonctionnement du service.

Le délégataire devra prendre toutes les assurances nécessaires pour couvrir l'ensemble des responsabilités définies supra et l'ensemble des matériels, des biens et des ouvrages affectés au service et en produira copie à la Métropole.

La Métropole remettra au délégataire un ensemble de biens meubles et immeubles affectés à la délégation selon un inventaire mis à jour qui sera communiqué au candidat à l'attribution de la délégation. Le délégataire devra se doter de l'ensemble des autres moyens matériels nécessaires à l'exécution des prestations qui lui seront confiées.

Dans le cadre de la reprise de l'exploitation du service, le délégataire sera tenu de se conformer à ses obligations en matière de transfert des contrats de travail telles qu'elles ressortent des lois et règlements en vigueur et de la convention collective qui lui est opposable. Il devra, par ailleurs, s'engager à affecter à l'exécution des prestations qui lui seront confiées l'ensemble du personnel nécessaire, que ce personnel soit repris des précédents exploitants ou issu de nouveaux recrutements.

7/ Sort des biens

Des clauses spécifiques sur le sort des biens seront rédigées. Cela permettra de bien poser la distinction entre les biens de retour et les biens de reprises. Il sera prévu que les biens de reprises reviennent gratuitement au délégant s'ils sont comptablement amortis. Ils devront être remis en parfait état d'entretien. Une attention particulière sera portée sur les biens « immatériels » : fichiers clients, fichiers GMAO, films, supports pédagogiques...

8/ Principales modalités de consultation

La procédure de publicité et de mise en concurrence sera organisée dans le cadre des dispositions du CGCT et notamment de ses articles L 1411-1 et suivants et R 1411-1 et suivants.

La Commission Consultative des Services Publics Locaux, lors de sa séance du 12 février 2016, a rendu un avis favorable sur le recours à une délégation de service public pour gérer l'aquarium Mare Nostrum et le planétarium Galilée. Lors de la séance du Comité Technique du 16 février 2016 les 6 représentants du collège du personnel ont émis un avis défavorable et les 6 représentants du collège de l'administration ont émis un avis favorable sur ce point. En application de l'article 26 du décret 2011-2010 du 27 décembre 2011 relatif aux comités techniques et aux commissions paritaires des collectivités territoriales et de leurs établissements publics cette question a fait l'objet d'une nouvelle consultation et d'un nouveau réexamen lors de la séance du Comité Technique du 24 février 2016. Les représentants du collège du personnel ont maintenu à l'unanimité leur avis défavorable sur le recours à une délégation de service public pour gérer l'aquarium Mare Nostrum et le planétarium Galilée, les représentants du collège de l'administration ont maintenu à l'unanimité leur avis favorable.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le principe d'une délégation de service public pour la gestion et l'exploitation de l'aquarium Mare Nostrum et du Planétarium Galilée,
- approuver le contenu des caractéristiques des prestations que devra assurer le délégataire telles qu'elles sont définies dans le rapport de présentation annexé, étant entendu qu'il appartiendra ultérieurement à Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole d'en négocier les conditions précises conformément aux dispositions des articles L1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales,
- approuver le lancement de la procédure de mise en concurrence, telle que définie aux articles L1411-1 et suivants du Code général des Collectivités Territoriales, qui conduira à la désignation de l'exploitant de l'aquarium Mare Nostrum et du planétarium Galilée,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en œuvre de la procédure de publicité requise et à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (2 votes contre).

Certifié Exécutoire

Publié le : 26/02/16

Déposé En Préfecture

Le : 26/02/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160224-lmc1111197-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 26/02/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.

VOIRIE, ESPACE PUBLIC



SEANCE ORDINAIRE DU 24 FÉVRIER 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-quatre février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme A. BRISSAUD, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASILVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme R. BUONO à M. C. MEUNIER, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. A. LARUE à M. G. LANNELONGUE, M. H. MARTIN à Mme J. FRÊCHE, Mme C. NAVARRE à Mme C. MARION, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, M. B. TRAVIER à M. A. EL KANDOUSSI.

Excusé(es):

M. T. BREYSSE

Absent(es):

Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, Mme C. DONADA, Mme B. MICHEL, M. J.-L. SAVY

VOIRIE, ESPACE PUBLIC – MONTPELLIER GRAND COEUR - HALLES ET PLACE LAISSAC - TRANSFERT DE LA MAÎTRISE D'OUVRAGE DES TRAVAUX DE REQUALIFICATION DES ESPACES PUBLICS ET DU PARKING EN SOUS-SOL DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ À LA COMMUNE DE MONTPELLIER - APPROBATION

M. R. YOUSSEUS, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Voirie, Espace Public, rapporte :

La commune de Montpellier a confié fin 2013, une concession d'aménagement à la Société d'aménagement de l'agglomération de Montpellier (SAAM), sur une période de 7 ans et sur un territoire de centre-ville redéfini et agrandi dont le programme prévoit notamment la démolition des halles Laissac et la relocalisation des commerçants les occupant.

Depuis, les projets d'aménagement de cet espace ont évolué.

La reconstruction d'une nouvelle halle est prévue, avec un parking en sous-sol, laquelle s'accompagnera de l'aménagement des espaces publics afférents.

Le programme de reconstruction des nouvelles halles prévoit de situer le bâtiment à l'emplacement des halles actuelles, avec environ 18 étals, certains ayant un accès depuis l'espace public environnant et un espace de convivialité au centre de la halle. D'autres fonctions nécessaires au bon fonctionnement des halles sont également prévues.

L'opération prévoit également la création d'un parking en sous-sol.

Le programme d'aménagement des espaces publics afférents comprend notamment le traitement du nivellement entre l'intérieur des halles et les bâtiments et commerces autour de la place, l'aménagement paysager de cet espace majeur de centre-ville aux abords de la tour de la Babotte, en lien avec la gare, le quartier du Nouveau Saint-Roch et la station Observatoire, dans l'axe de développement commercial du Boulevard du Jeu de Paume, ou encore la rue A. France réaménagée avec l'entrée de l'aire piétonne agrandie.

Cette programmation relève aujourd'hui de deux compétences distinctes.

En effet, si la reconstruction de nouvelles Halles est de pleine compétence communale, c'est aujourd'hui Montpellier Méditerranée Métropole qui est compétente en matière d'aménagement des espaces publics et pour le parking situé en sous-sol du bâtiment des halles.

La cohérence de l'opération impose cependant que ces éléments de programme soient traités de la manière la plus coordonnée possible.

En application de l'article 2 II de la loi n°85-704 du 12 juillet 1985 modifiée **relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée**. « *Lorsque la réalisation, la réutilisation ou la réhabilitation d'un ouvrage ou d'un ensemble d'ouvrages relèvent simultanément de la compétence de plusieurs maîtres d'ouvrages, ces derniers peuvent désigner par convention, celui d'entre eux qui assure la maîtrise d'ouvrage de l'opération* ».

Sur cette base, il est proposé en annexe à la présente une convention de co maîtrise d'ouvrage entre la Métropole et la Commune pour la construction des nouvelles halles avec un parking en sous-sol et l'aménagement des espaces publics. A ce titre, la Commune de Montpellier assurera la maîtrise d'ouvrage de la totalité de l'opération.

Cette convention permettra une conduite d'opération plus cohérente et la prise en compte des éléments d'espace publics en même temps que ceux relatifs à la conception des nouvelles halles avec leur parking.

Dans le même esprit, il est envisagé que la Commune, puisse se faire assister dans son rôle de maître d'ouvrage par la Société d'aménagement de l'agglomération de Montpellier (SAAM), dans le cadre d'un mandat au titre de l'article 3 de la loi du 12 juillet 1985.

Le projet de convention joint en annexe identifie notamment les travaux à réaliser et précise le contenu de la mission de la maîtrise d'ouvrage assurée par la Ville de Montpellier, le contrôle financier, administratif et technique des travaux sur les espaces publics et le parking en sous-sol, et les conditions de remise d'ouvrage à la Métropole après travaux.

Le montant prévisionnel global de l'opération est de 9 898 000 € TTC. Considérant que les travaux d'aménagement de l'espace public et du parking prennent leur cause dans le projet de reconstruction des Halles porté par la Commune, c'est cette dernière qui assumera la totalité du coût de l'opération. La convention prendra effet à la date de sa signature, et prendra fin après la réception des ouvrages et la levée des réserves sur la partie espace public et parking en sous-sol du bâtiment.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de convention de co maîtrise d'ouvrage pour la réalisation de l'opération des halles et de la place Laissac ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer ladite convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 26/02/16

Déposé En Préfecture

Le : 26/02/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160224-lmc1110941-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 26/02/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 24 FÉVRIER 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-quatre février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme A. BRISSAUD, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASILVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme R. BUONO à M. C. MEUNIER, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. A. LARUE à M. G. LANNELONGUE, M. H. MARTIN à Mme J. FRÊCHE, Mme C. NAVARRE à Mme C. MARION, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, M. B. TRAVIER à M. A. EL KANDOUSSI.

Excusé(es):

M. T. BREYSSE

Absent(es):

Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, Mme C. DONADA, Mme B. MICHEL, M. J.-L. SAVY

VOIRIE, ESPACE PUBLIC – ETABLISSEMENT D'UN RÉSEAU DE COMMUNICATIONS ÉLECTRONIQUES FTTH/FTTB - CONVENTION TRIPARTITE ENTRE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ, ÉLECTRICITÉ RÉSEAU DISTRIBUTION FRANCE (ERDF) ET ORANGE RELATIVE À L'USAGE DES RÉSEAUX PUBLICS DE DISTRIBUTION D'ÉLECTRICITÉ AÉRIENS - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. R. YOUSSEUS, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Voirie, Espace Public, rapporte :

Permettre aux habitants, aux acteurs économiques et aux différents services publics installés sur le territoire l'égal accès au très haut débit constitue un enjeu majeur pour Montpellier Méditerranée Métropole.

En application de la loi de modernisation de l'économie et de la loi relative à la lutte contre la fracture numérique, l'Autorité Régulatrice des Communications Electroniques et des Postes (ARCEP) a défini le cadre général de déploiement pour l'ensemble du territoire.

Dans sa décision n° 2009-1106 du 22 décembre 2009 modifiée par sa décision n° 2013-1475 du 10 décembre 2013, l'ARCEP a scindé le territoire national en deux : les zones très denses et les zones non denses.

La Ville de Montpellier, au titre de cette décision, est classée en zone très dense (ZTD), se caractérisant par une forte densité de population et une forte proportion d'immeubles collectifs.

Sur cette base, certains opérateurs ont manifesté leur intention d'investir dans le déploiement très haut débit, FTTH « Fiber To The Home » - « tout fibre optique jusqu'à l'intérieur de l'habitation » ou FTTB « Fiber To The Building » - « tout fibre optique jusqu'au pied d'immeuble ».

La Ville de Montpellier a défini les conditions dans lesquelles ce déploiement pouvait être réalisé sur son territoire au travers d'accords-cadres conclus opérateur par opérateur afin de fixer les règles de déploiement des infrastructures. Ce déploiement est équilibré entre les zones très denses de la commune et les zones moins denses, composées de quartier pavillonnaires et de petits collectifs, qui risqueraient de ne pas bénéficier du même niveau de service.

Afin de permettre cet équilibre, en terme de déploiement des infrastructures en aérien, ces accords-cadres ouvrent la possibilité aux opérateurs d'emprunter les supports communs existants exploités dans le cadre de la concession de distribution d'électricité conclue avec ErDF en application d'une convention tripartite liant la Ville de Montpellier, ErDF et l'opérateur concerné.

Le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 portant création, à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, a pour conséquence le transfert d'un certain nombre de compétences de la Ville de Montpellier vers Montpellier Méditerranée. Parmi ces compétences transférées : l'établissement des permissions de voirie au titre de la police de conservation de la voirie, la gestion des traités de concession de distribution d'énergie ainsi que le développement des réseaux électroniques très haut débit.

A ce titre, Montpellier Méditerranée est notamment l'Autorité Organisatrice de la Distribution publique d'Electricité (AODE) sur le territoire de la Ville de Montpellier.

La convention à conclure porte donc sur l'installation des équipements d'un réseau de communications électroniques et l'exploitation dudit réseau ; ce dans des secteurs géographiques déterminés et autorisés par Montpellier Méditerranée Métropole, à l'exclusion de tout autre secteur géographique.

Le projet de réseau de communications électroniques objet de la convention requiert la mise à disposition du réseau BT (Basse Tension) et/ou du Réseau HTA (Haute tension) et implique :

- Le distributeur, gestionnaire du réseau public de distribution d'électricité ErDF ;

- La métropole, Autorité Organisatrice de la Distribution publique d'Electricité (AODE) et autorité localement compétente en matière d'infrastructures et de réseaux de communications électroniques ;
- L'opérateur du réseau de communications électroniques, Orange.

Il est précisé que la même convention pourra être conclue avec tout autre opérateur. En effet, la Métropole définit les modalités d'un accès non discriminatoire des opérateurs aux capacités d'accueil du réseau de communications électroniques par le réseau de distribution public d'électricité ouvertes par la présente convention.

L'opérateur, Orange, a décidé de déployer un réseau de communications électroniques sur le territoire de la Ville de Montpellier. Il a retenu une technologie filaire (câbles cuivre, câbles coaxiaux, câbles à fibres optiques) sur ligne électrique aérienne pour un nombre de secteurs déterminés de la Ville de Montpellier, à l'exclusion de tout autre secteur.

L'article L.45-9 du Code des postes et des communications électroniques (CPCE) et l'article 3 du cahier des charges de distribution publique d'électricité autorisent l'installation sur le réseau concédé d'ouvrages pour d'autres services tels que des services de communications électroniques sous réserve de la signature d'une convention entre l'opérateur chargé de l'établissement et de l'exploitation des ouvrages concernés, le distributeur et l'AODE.

La possibilité pour l'opérateur d'installer des équipements de communications électroniques sur le réseau public de distribution d'électricité est cependant fonction des disponibilités techniques existantes et des contraintes d'exploitation de ce réseau. Celui-ci est et demeure affecté au service public de la distribution d'énergie électrique. En outre, il ne doit en toutes hypothèses en résulter pour le distributeur ni augmentation de ses charges financières, ni trouble dans son exploitation, notamment dans le cas visé par l'article L.2224-35 du Code général des collectivités territoriales et dans le cas visé par l'article L.49 du CPCE.

Ainsi, au travers de cette convention tripartite, les parties s'engagent :

- d'une part, à garantir l'indépendance financière entre les activités d'exploitation du réseau public de distribution d'électricité et les activités d'installation, puis d'exploitation du réseau de communications électroniques ;
- d'autre part, à ce que l'utilisation du réseau public de distribution d'électricité pour l'établissement et l'exploitation non discriminatoire d'un réseau de communications électroniques n'ait pas d'impact négatif sur la qualité des prestations assurées aux utilisateurs du réseau public de distribution électrique.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention à conclure avec ErDF et Orange relative à l'usage des réseaux publics de distribution d'électricité aériens sur le territoire de la Ville de Montpellier permettant l'établissement d'un réseau de communications électroniques FTTH/FTTB ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tous les documents relatifs à cette affaire et notamment la convention précitée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 26/02/16

Déposé En Préfecture

Le : 26/02/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160224-lmc1110204-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 26/02/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 24 FÉVRIER 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-quatre février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme A. BRISSAUD, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEF, .

Pouvoir(s):

Mme R. BUONO à M. C. MEUNIER, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. A. LARUE à M. G. LANNELONGUE, M. H. MARTIN à Mme J. FRÊCHE, Mme C. NAVARRE à Mme C. MARION, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, M. B. TRAVIER à M. A. EL KANDOSSI.

Excusé(es):

M. T. BREYSSE

Absent(es):

Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, Mme C. DONADA, Mme B. MICHEL, M. J.-L. SAVY

VOIRIE, ESPACE PUBLIC – TRAVAUX POUR COMPTE DE TIERS - TARIFS VOIRIE, RÉSEAUX, ESPACES PUBLICS ET ÉQUIPEMENTS DE LA ROUTE - APPROBATION

M. R. YOUSSEOUS, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Voirie, Espace Public, rapporte :

Dans la continuité et le respect des dispositifs communaux, les services techniques de la Métropole réalisent pour le compte de tiers des travaux sur la voirie et les réseaux suite aux demandes exprimées ou contrôlent des travaux réalisés par les tiers sur le domaine public métropolitain, ses accessoires et ses équipements.

Ces travaux concernent majoritairement des raccordements aux réseaux ou des créations d'accès riverain (création d'entrée charretière, raccordement au réseau d'eau pluvial, réfection de tranchée, ...) à la suite d'une autorisation d'urbanisme, permis de construire ou déclaration de travaux.

Après une première analyse des pratiques en vigueur dans les 31 communes de la Métropole, il apparaît que celles-ci sont très diversifiées en matière de tarifs de travaux réalisés pour compte de tiers ou concernant les procédures d'autorisation et de suivi des travaux réalisés par des tiers, tels que mentionnés ci-dessus.

Dans l'attente de l'aboutissement d'un travail d'harmonisation technique et financier à mener rapidement avec l'ensemble des communes membres, il apparaît nécessaire, pour pouvoir répondre aux demandes des usagers, de continuer à mettre en œuvre sur chaque territoire communal les derniers tarifs et dispositifs d'autorisation et de contrôle en vigueur, concernant les travaux réalisés pour le compte des tiers ou par les tiers tels que précisés ci-dessus.

D'autre part, la Métropole est aussi amenée à refacturer aux tiers responsables le montant des travaux nécessaires à la réparation des sinistres affectant la voirie et les espaces publics métropolitains.

Les dépenses engagées peuvent être mises à la charge des tiers responsables, lorsqu'ils sont identifiés, via leur assureur.

Pour ce faire, les modalités ci-après sont proposées :

- Lorsque les travaux sont confiés à des entreprises titulaires de marchés de l'EPCI, il est fait application pour la refacturation, des bordereaux de prix unitaires des marchés utilisés, y compris de l'actualisation de ces prix tel que le prévoit chacun des Cahiers des Clauses Administratives Particulières des marchés.
- Lorsque les travaux sont réalisés en régie par les moyens propres de la Métropole, ils sont refacturés en intégrant le coût de la main d'œuvre, du matériel et des matériaux utilisés pour réaliser la prestation attendue.

La refacturation s'établit sur la base du montant total, hors taxe, des dépenses réellement engagées et exécutées. Il est proposé que le tarif intègre une majoration fixée à 8% du montant total des travaux tel que défini ci-dessus et correspondant au coût de mobilisation des agents pour assurer le suivi du dossier de sinistre et le contrôle d'exécution des travaux.

La présente délibération abroge la délibération 11478 du 21 mars 2013.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la poursuite de l'application des tarifs et modalités de mise en œuvre en vigueur dans les communes membres avant le transfert effectif de la compétence voirie au 1er janvier 2016, concernant les travaux réalisés par les tiers ou pour le compte de tiers sur la voirie métropolitaine et ses accessoires ;
- approuver les tarifs applicables aux tiers responsables de sinistres affectant la voirie métropolitaine et ses dépendances, tels que proposés ci-dessus;
- autoriser Monsieur le Président à signer l'ensemble des actes relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Délibération n° 13694

Certifié Exécutoire
Publié le : 26/02/16
Déposé En Préfecture
Le : 26/02/16
Numéro de l'acte :
034-243400017-20160224-lmc1110207-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 26/02/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.

PARTIE 2
DECISIONS

PARTIE 2 - SOMMAIRE

N°D2015-706 - 19/01/16 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments Décision relative à la conclusion d'une convention d'occupation temporaire du domaine public entre la Commune de Pignan et Montpellier Méditerranée Métropole - Bureaux responsable de pôle territorial Objet : Une convention d'occupation temporaire du domaine public est conclue entre la Commune de Pignan et Montpellier Méditerranée Métropole. Elle concerne deux bureaux et une salle de réunion situés dans la mairie, sise Place de l'Hôtel de Ville, 34 570 Pignan. Elle est conclue pour 6 ans, reconductible une fois pour la même durée de façon expresse. La redevance annuelle est de 3510 euros HT et hors charges.	261
N°D2015-757 - 09/02/16 - Direction de la Culture Décision relative à une donation au Musée Fabre de Monsieur Vincent Louis Jacques Gérard BIOULES et de Madame Rosa Anna Georgette STAHL de 740 dessins et 516 carnets réalisés par Monsieur Vincent BIOULES Objet : Montpellier Méditerranée Métropole accepte le don de Monsieur Vincent Louis Jacques Gérard BIOULES et Madame Rosa Anna Georgette STAHL de 740 dessins et 516 carnets réalisés par Monsieur Vincent BIOULES d'une valeur de 168 030 €. Ces 740 dessins et 516 carnets seront conservés au sein des collections du musée Fabre.	263
N°D2015-761 - 09/02/16 - Direction de la Culture Décision relative à une donation au Musée Fabre de Monsieur Jean-Michel Meurice de deux de ces œuvres : Boukhara 01, 1981 et Boukhara 10, 1982 Objet : Montpellier Méditerranée Métropole accepte le don de Monsieur Jean-Michel Meurice de deux de ses œuvres : Boukhara 01, 1981 et Boukhara 10, 1982, d'une valeur globale de 16 000 €. Ces deux œuvres seront conservées au sein des collections du musée Fabre.	265
N°D2015-763 - 09/02/16 - Direction de la Culture Décision relative à une donation au Musée Fabre de Monsieur Francis Aracil d'une œuvre de Monsieur Stéphane Bordarier : Sans Titre 07/83 Objet : Montpellier Méditerranée Métropole accepte le don de Monsieur Francis Aracil d'une œuvre de Monsieur Stéphane Bordarier Sans Titre 07-83 d'une valeur de 5 000 €. Cette œuvre sera conservée au sein des collections du musée Fabre.	267
N°D2015-764 - 21/01/16 - Direction des Ressources Informatiques Décision relative à un contrat n°20151028 de maintenance informatique du logiciel de gestion des œuvres FLORA MUSEE et du logiciel de gestion documentaire associé installés au Musée Fabre Objet : Un contrat de maintenance et d'assistance informatiques est conclu avec la société EVER TEAM, sise à LYON. Il concerne le logiciel de gestion des œuvres FLORA MUSEE et le logiciel de gestion documentaire associé, installés au Musée Fabre. Il prend effet à compter de sa notification jusqu'au 31 décembre 2016. Il est renouvelable par reconduction expresse par période d'un an du 1er janvier au 31 décembre, sans pouvoir excéder 2 renouvellements, soit jusqu'au 31 décembre 2018. Le montant annuel de ce contrat s'élève à 28 574,14 € TTC.	269
N°D2015-773 - 21/01/16 - Direction des Ressources Informatiques Décision relative à un contrat n°AIS/06/M-FABRE-04 de maintenance et d'assistance du système de billetterie et de contrôle d'accès du musée Fabre Objet : Un contrat n°AIS/06/M-FABRE-04 de maintenance et d'assistance est conclu avec la société IREC, sise à Jaunay-Clan (86130) Il concerne le système de billetterie et de contrôle d'accès installé au musée Fabre. Il prend effet à compter de sa notification jusqu'au 31 décembre 2016. Il est renouvelable par reconduction expresse par période d'un an du 1er janvier au 31 décembre, sans pouvoir excéder 2 renouvellements, soit jusqu'au 31 décembre 2018. Le montant annuel de ce contrat s'élève à 16 646,40 € TTC.	271
N°D2015-779 - 21/01/16 - Direction des Ressources Informatiques Décision relative à un contrat n°AIS/11/M-FABRE-IP-02 d'utilisation du logiciel LSS pour l'acheminement des flux monétiques installé au musée Fabre Objet : Un contrat d'abonnement monétique IPSSL n°AIS/11/M-FABRE-IP-02 d'utilisation du logiciel LSS pour l'acheminement des flux monétiques est conclu avec la société IREC, sise à JAUNAY-CLAN. Il concerne le paiement par carte bancaire des entrées au musée Fabre. Il prend effet à compter de sa notification jusqu'au 31 décembre 2016. Il est renouvelable par reconduction expresse par période d'un an du 1er janvier au 31 décembre, sans pouvoir excéder 2 renouvellements, soit jusqu'au 31 décembre 2018. Le montant annuel de ce contrat s'élève à 864 € TTC.	273

N°D2015-786 - 03/02/16 - Direction de la Culture Décision relative à une donation au Musée Fabre de Monsieur Pierre Buraglio d'une de ses œuvres : Embellie I, 2013 Objet : Montpellier Méditerranée Métropole accepte le don de Monsieur Pierre Buraglio, d'une de ses œuvres : Embellie I, 2013 d'une valeur de 16 000 €, qui permet d'enrichir les collections du musée Fabre. Cette œuvre sera conservée au sein des collections du musée.	275
N°D2015-787 - 03/02/16 - Direction de la Culture Décision relative à une donation au Musée Fabre de Madame Olga Rey et de Monsieur Bernard Rey de 62 carreaux de Montpellier, manufacture royale ou son entourage dont 9 illustrés, 3 à motifs floraux, 44 à motifs géométriques et des fragments équivalent à 6 carreaux Objet : Montpellier Méditerranée Métropole accepte le don de Madame Olga Rey et de Monsieur Bernard Rey, de 62 carreaux de Montpellier, manufacture royale ou son entourage d'une valeur de 300 €, permettant d'enrichir les collections du musée Fabre. Ces 62 carreaux seront conservés au sein des collections du musée.	277
N°D2015-788 - 03/02/16 - Direction de la Culture Décision relative à une donation au Musée Fabre de la Fondation d'Entreprises du Musée Fabre d'une œuvre de Patrick Saytour : Pliage, 1967 Objet : Montpellier Méditerranée Métropole accepte le don de la Fondation d'Entreprises du Musée Fabre représentée par Monsieur Max Ponceillé d'une œuvre de Patrick Saytour, Pliage, 1967, d'une valeur de 25 760 €, permettant d'enrichir les collections du musée Fabre. Cette œuvre sera conservée au sein des collections du musée.	279
N°D2015-790 - 03/02/16 - Direction de la Culture Décision relative à une donation au Musée Fabre de la Fondation d'Entreprises du Musée Fabre d'une œuvre de Bernard Pagès, Murette de briques et tas de barres de bois teinté 1968 Objet : Montpellier Méditerranée Métropole accepte le don de la Fondation d'Entreprises du Musée Fabre représentée par Monsieur Max Ponceillé d'une œuvre de Bernard Pagès : Murette de briques et tas de barres de bois teinté 1968 d'une valeur de 21 896 €. Cette œuvre sera conservée au sein des collections du musée Fabre	281
N°D2015-791 - 28/01/16 - Direction des Finances Décision relative au transfert d'un contrat d'emprunt conclu par la commune de Pignan avec le Crédit Agricole du Languedoc suite à la création de Montpellier Méditerranée Métropole Objet : Dans le cadre de la création de Montpellier Méditerranée Métropole, les contrats d'emprunts affectés à une compétence transférée sont transférés de plein droit à la Métropole au 1er janvier 2016. Ainsi, onze contrats d'emprunts réalisés par les communes de Cournonterral, Lavérune, Saussan, Saint Geniès des Mourgues et Saint Jean de Védas auprès du Crédit Agricole du Languedoc sont transférés à la Métropole.	283
N°D2015-792 - 03/02/16 - Direction de la Culture Décision relative à une donation au Musée Fabre de la Fondation d'Entreprise du Musée Fabre d'une paire de toiles de Jean Raoux L'Enfance et La Jeunesse d'une valeur de 22 500 € (Vingt-deux mille cinq cent euros). Objet : Montpellier Méditerranée Métropole accepte le don de la Fondation d'Entreprises du Musée Fabre représentée par Monsieur Max Ponceillé d'une paire de toiles de Jean Raoux L'Enfance et La Jeunesse d'une valeur de 22 500 €. Cette paire de toile sera conservée au sein des collections du musée Fabre.	285
N°D2015-793 - 03/02/16 - Direction de la Culture Décision relative à une donation au Musée Fabre de la Fondation d'Entreprises du Musée Fabre de deux œuvres de Max Leenhardt : Elle a donné sa vie et Le Grapillage en Languedoc Objet : Montpellier Méditerranée Métropole accepte le don de la Fondation d'Entreprises du Musée Fabre représentée par Monsieur Max Ponceillé de deux œuvres de Max Leenhardt "Elle a donné sa vie" d'une valeur de 4 900 € et "Le Grapillage en Languedoc" d'une valeur de 19 840 €. Ces deux toiles seront conservées au sein des collections du musée Fabre.	287
N°D2015-798 - 03/02/16 - Direction de la Culture Décision relative à une donation au Musée Fabre de la Fondation d'Entreprises du Musée Fabre d'une œuvre d'Alexandre Cabanel portrait d'un jeune artiste Objet : Montpellier Méditerranée Métropole accepte le don de la Fondation d'Entreprises du Musée Fabre représentée par Monsieur Max Ponceillé d'une œuvre d'Alexandre Cabanel portrait d'un jeune artiste d'une valeur de 6 500 £ soit 8 936,33 €. Cette toile sera conservée au sein des collections du musée Fabre.	289

N°D2015-804 - 09/02/16 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel Décision relative à la délégation des Droits de Prémption sur le territoire de la Commune de Vendargues Objet : Dans le cadre du décret portant création de la métropole, Montpellier Méditerranée Métropole est désormais compétente en matière d'exercice du droit de prémption urbain (DPU) depuis le 1er janvier 2015. En accord avec la Commune de Vendargues, il a été décidé de déléguer le DPUR sur les zones AU0, UE4 et UD5 et UD6 du territoire de la commune.	291
N°D2015-833 - 28/01/16 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel Décision relative à l'acquisition de la parcelle cadastrée section BA n°305 (ex BA n°204p) - Lieu-dit Lous Bigos - Commune de Vendargues Objet : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de la SCI ASA la parcelle cadastrée section BA n°305 (ex BA n°204p) sur la commune de Vendargues d'une contenance de 3 335 m² dans le cadre de la restructuration du parc Industriel de la vallée du Salaison. Cette acquisition est consentie et acceptée moyennant le versement d'une indemnité globale et forfaitaire de 30 015 €.	293
N°D2015-834 - 09/02/16 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel Décision relative à la délégation du Droit de Prémption Urbain sur le territoire de la Commune de Pérols Objet : Dans le cadre du décret portant création de la métropole, Montpellier Méditerranée Métropole est désormais compétente en matière d'exercice du droit de prémption urbain (DPU). En accord avec la Commune de Pérols, il a été décidé de déléguer le DPU sur les zones U1c,0AU et 1AUc du territoire de la Commune.	295
N°D2015-844 - 03/02/16 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique Décision relative à un marché n°4103RI15, accès Internet du siège, hébergement et maintenance des sites et applications Internet pour Montpellier Méditerranée Métropole Objet : Un marché de techniques de l'information et de la communication est passé avec la société OVEA sise à Montpellier. Il concerne l'accès Internet du siège, hébergement et maintenance des sites et application Internet pour Montpellier Méditerranée Métropole. Il est conclu pour une durée de 18 mois à compter de sa notification pour un montant minimum de 50 000 € HT et un montant maximum de 205 000 € HT.	297
N°D2015-845 - 29/01/16 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi Décision relative au marché n°4039DE15 - Jump'In Création 2016 Objet : Un marché multi-attributaires à bons de commande n°4039DE15 est conclu pour un montant total de 33 070 € HT pour les lots suivant : - <u>Lot n°1</u> : (Profil entrepreneurial du fondateur-Esprit d'entreprendre) avec Patrick MEJEAN domicilié à NOUMEA pour un montant de 1 900 € HT ; SODIE à Paris pour un montant de 1 500 € HT ; COGITEO sis au Versoud pour un montant de 2 000 € HT, - <u>Lot n°2</u> : (Opportunité d'entreprendre) avec COGITEO (Le Versoud) pour un montant de 1 500 € HT ; ABSO Conseil sis à Montpellier pour un montant de 1 620 € HT, - <u>Lot n°3</u> : (Business model canevas) avec SODIE (Paris) pour un montant de 3 000 € HT ; ANACAM Conseil sis à Poulx, pour un montant de 3 800 € HT ; COGITEO (le Versoud) pour un montant de 4 000 € HT, - <u>Lot n°4</u> : (Stratégies de barrière à l'entrée) : lot non attribué car aucune offre soumise - <u>Lot n°5</u> : (Finances) avec In EXTENSO sis à Pérols pour un montant de 1 440,00€ HT) ; SOFIRA, sis à Pérols pour un montant de 1 500,00€ HT ; CEGEC sis à Pérols pour un montant de 1 600,00€ H, <u>Lot n°6</u> : (Préparation au pitch) avec MULTILIVE -Cap Omega à Montpellier pour un montant de 1 200,00€ HT ; Quelle Belle Expo sis à Paris pour un montant de 2 000,00€ HT ; ABSO Conseil sis à Montpellier pour un montant de 2 000,00€ HT, <u>Lot n°7</u> : (Outils de communication) avec MULTILIVE, Cap Omega - Montpellier pour un montant de 1 800 € HT ; SODIE sis à Paris pour un montant de 2 250 € HT.	299
N°D2015-846 - 28/01/16 - Direction des Finances Décision relative au transfert d'un contrat d'emprunt conclu par la commune de Cournonsec avec le Crédit Agricole du Languedoc suite à la création de Montpellier Méditerranée Métropole Objet : Dans le cadre de la création de Montpellier Méditerranée Métropole, les contrats d'emprunts affectés à une compétence transférée sont transférés de plein droit à la Métropole au 1er janvier 2016. Ainsi, un contrat d'emprunt de la commune de Cournonsec auprès du Crédit Agricole du Languedoc est transféré à la Métropole.	302

N°D2015-847 - 28/01/16 - Direction des Finances	304
Décision relative au transfert d'un contrat d'emprunt conclu par la commune de Cournonsec avec la Caisse Française de Financement Local suite à la création de Montpellier Méditerranée Métropole	
Objet : Dans le cadre de la création de Montpellier Méditerranée Métropole, les contrats d'emprunts affectés à une compétence transférée sont transférés de plein droit à la Métropole au 1er janvier 2016. Ainsi, un contrat d'emprunt de la commune de Cournonsec auprès de la Caisse Française de Financement Local est transféré à la Métropole.	
N°D2016-2 - 09/02/16 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel	306
Décision relative à la délégation des Droits de préemption sur le territoire de la Commune de Pignan	
Objet : Dans le cadre du décret portant création de la métropole, Montpellier Méditerranée Métropole est désormais compétente en matière d'exercice du droit de préemption urbain (DPU). En accord avec la Commune de Pignan, il a été décidé de déléguer le DPU sur la zone 3AUns et le DPUR sur la zone Uns du territoire de la commune.	
N°D2016-6 - 09/02/16 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel	308
Décision relative à la délégation du Droit de Préemption Urbain sur le territoire de la Commune de Saint Georges d'Orques	
Objet : Dans le cadre du décret portant création de la métropole, Montpellier Méditerranée Métropole est désormais compétente en matière d'exercice du droit de préemption urbain (DPU). En accord avec la Commune de Saint Georges d'Orques, il a été décidé de déléguer le DPU sur les zones UEc, UDe, UDh, UEb, AUL et AUH du territoire de la commune.	
N°D2016-10 - 25/01/16 - Direction des Ressources Humaines	310
Décision relative à la convention de mise à disposition ascendante de services de la commune de Montpellier au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole	
Objet : La délibération n°13552 du 16 décembre 2015 donne délégation à M. le Président pour adopter des conventions de gestion et de mise à disposition ascendantes et descendantes, sur la base de la convention type adoptée par la délibération n°13517 du 16 décembre 2015. Il est proposé de mettre en œuvre ce dispositif dans le cadre d'une convention de mise à disposition ascendante de services de la commune de Montpellier au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole.	
N°D2016-11 - 19/01/16 – Direction des Ressources Humaines	312
Décision relative à la convention de mise à disposition descendante de services de Montpellier Méditerranée Métropole au bénéfice de la commune de Montpellier	
Objet : La délibération n°13552 du 16 décembre 2015 donne délégation à M. le Président pour adopter des conventions de gestion et de mise à disposition ascendantes et descendantes, sur la base de la convention type adoptée par la délibération n°13517 du 16 décembre 2015. Il est proposé de mettre en œuvre ce dispositif dans le cadre d'une convention de mise à disposition descendante de services de Montpellier Méditerranée Métropole au bénéfice de la commune de Montpellier.	
N°D2016-13 - 29/01/16 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement	314
Décision relative au marché n°4171EA15 de maîtrise d'œuvre relative aux travaux de confortement du Bassin G sur la commune de Grabels	
Objet : Un marché n°4171EA15 de maîtrise d'œuvre relative aux travaux de confortement du bassin G sur la commune de Grabels est passé avec l'entreprise EGIS EAU sise à Montpellier pour une période de 12 semaines à compter de sa notification et pour un montant de 12 750 HT (9 250 € HT pour les missions normalisées et 3 500 € H.T. pour la mission complémentaire).	
N°D2016-16 - 28/01/16 - Direction des Finances	316
Décision modificative de la régie de recettes du parking Vicarello de Castelnau-le-Lez	
Objet : Il est nécessaire de compléter les modes d'encaissement de la régie de recettes pour intégrer la possibilité de prélèvement. Cette décision modificative a été validée par le Comptable.	
N°D2016-17 - 19/01/16 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi	318
Décision relative à l'agrément de candidature de la société SAVIEZZA dans la ZAC EUROMEDECINE II à Grabels	
Objet : La candidature de la société SAVIEZZA est agréée en vue de l'acquisition du lot 336, dont la superficie est de 2 624 m², dans la ZAC Euromédecine II. L'utilisateur final sera la société FASOSPORT pour la création d'un espace sportif couvert. L'entreprise projette un effectif de 5 emplois sur site dans 3 ans.	

N°D2016-21 - 26/01/16 - Direction de la Culture	320
Décision relative au marché de travaux n°4161DC15 - Entretien espaces verts des bâtiments culturels de Montpellier Méditerranée Métropole	
Objet : Un marché n°4161DC15 relatif à l'entretien des espaces verts des bâtiments culturels de Montpellier Méditerranée Métropole est conclu avec :	
- SPORT ENVIRONNEMENT sis à Montpellier, pour le lot 1 (Entretien des espaces verts de Montpellier Méditerranée Métropole) et pour un montant maximum de 50 000 € HT annuel ;	
- SAS SEV sise à Narbonne pour le lot 2 (Elagage - abattage - débroussaillage dans les bâtiments culturels de Montpellier Méditerranée Métropole) pour un montant maximum de 30 000 € HT annuel. Le marché est prévu pour une durée d'un an à compter de sa notification.	
N°D2016-24 - 19/01/16 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi	322
Décision relative à une convention de domiciliation au sein du bâtiment MIBI passée avec la société GAÏAECOTECH	
Objet : Le pôle mondial Eau installé au MIBI a sollicité le BIC de la Métropole pour la domiciliation au MIBI de l'une de ses structures satellites spécialisée dans le montage de dossiers financiers spécifiques aux entreprises travaillant dans le domaine de l'eau. Il s'agit d'une S.A.S. dénommée GAÏAECOTECH qui, une fois domiciliée MIBI, pourrait envisager dans quelques mois une installation définitive sur le bâtiment. Une convention de domiciliation est conclue pour une durée d'un an à compter de sa date de notification. Elle est renouvelable deux fois sur avis du BIC de la Métropole. Le coût mensuel hors taxes à payer par la société domiciliée est de 18,73 € conformément au tarif applicable à ce jour, approuvé par délibération n°13462 du Conseil de Métropole en date du 16 décembre 2015.	
N°D2016-25 - 03/02/16 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique	324
Décision relative au marché n°4015DS15 d'achat de matériel de filtration, d'équipement de bassin de piscine et de matériel de plomberie pour la régie technique des piscines de Montpellier Méditerranée Métropole	
Objet : Un marché n°4015DS15 de services est passé avec la société CHAVEROCHE SAS sise à LATTES pour les lots n°1 : Achat matériel de filtration et n°2 : achat de matériel d'équipement bassin,. Il prend effet à compter de sa notification pour une durée initiale d'un an avec la possibilité de le reconduire deux fois. Le montant du marché est de :	
- 20 000 € HT (24 000 € TTC) minimum et 45 000 € HT (54 000 € TTC) maximum, pour le lot n°1,	
- 5 000 € HT (6 000 € TTC) minimum et 10 000 € HT (12 000 € TTC) maximum pour le lot n°2.	
N°D2016-26 - 28/01/16 - Direction des Finances	326
Décision modificative de la décision D2015-801 relative à une ouverture de crédit de Trésorerie conclue entre Arkea Banque Entreprises et Institutionnels et Montpellier Méditerranée Métropole	
Objet : Il convient de modifier l'index pris en compte pour le remplacer par "Index : Ti3M (moyenne mensuelle des Euribor 3 mois du mois en cours) ".	
N°D2016-29 - 21/01/16 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi	328
Décision relative à une convention d'occupation du domaine public conclue avec l'entreprise DIGIXART pour l'occupation de locaux au sein du bâtiment MIBI	
Objet : Une convention d'occupation du domaine public est conclue avec l'entreprise DIGIXART pour l'occupation du local répertorié bureau 2.7 d'une surface de 19,60 m², situé au deuxième étage du bâtiment MIBI. L'occupation est consentie pour une durée d'un an à compter du 1er février 2016 jusqu'au 31 janvier 2017 et pour une redevance mensuelle HT et HC de 247,74 € conformément au tarif jeune entreprise innovante applicable approuvé par la délibération n°13462 du Conseil de Métropole en date du 16 décembre 2015.	
N°D2016-30 - 09/02/16 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi	330
Décision relative à une convention d'occupation du domaine public conclue avec l'entreprise ALGODONE pour l'occupation de locaux au sein du bâtiment MIBI	
Objet : Une convention d'occupation du domaine public est conclue avec l'entreprise ALGODONE pour l'occupation du local répertorié bureau 2.8 d'une surface de 25,60 m², situé au deuxième étage du bâtiment MIBI. L'occupation est consentie pour une durée d'un an, pour une redevance mensuelle hors taxes et hors charges de 278,08 € conformément au tarif jeune entreprise innovante applicable et approuvé par la délibération n°13462 du Conseil du 16 décembre 2015.	

N°D2016-32 - 20/01/16 - Direction de l'Aménagement et de la Gestion de l'Espace Public	332
Décision relative aux avenants de co-utilisation de marchés par la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole	
Objet : Dans le cadre de la création de Montpellier Méditerranée Métropole, le transfert de compétences de la Ville de Montpellier entraîne, pour certains marchés, une utilisation conjointe. En effet, dans la mesure où des prestations seront effectuées en partie pour le compte de la commune, au titre des compétences conservées, et en partie pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole, au titre des compétences transférées, la substitution de plein droit de la Métropole dans ces marchés sera partielle.	
Les avenants ont pour objet de constater cette situation d'utilisation conjointe des marchés et de préciser les effets de celle-ci.	
N°D2016-36 - 21/01/16 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi	335
Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société WEARELEARNING et à une extension sur une surface complémentaire au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega	
Objet : Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public, est conclu avec la société WEARELEARNING pour une période de douze mois à compter du 1er mars 2016 jusqu'au 28 février 2017. Dans un même temps la société WEARELEARNING a sollicité le BIC de la Métropole pour une extension sur une surface supplémentaire de 14,77 m ² à compter du 1er mars 2016. La redevance mensuelle HT et HC pour la surface totale de 59,80 m ² s'élève à 808,49 € conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n°13462 du Conseil en date du 16 décembre 2015.	
N°D2016-37 - 19/01/16 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique	337
Décision d'ester en justice "Heather WARDLAW - requête 1506811-4 TA"	
Objet : La défense de Montpellier Méditerranée Métropole est confiée à la SCP d'avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Avocats" suite au dépôt de la requête n°1506811-4 près le Tribunal Administratif de Montpellier le 29 décembre 2015 par Madame Heather WARDLAW tendant à indemnisation pour préjudice subi consécutivement à une chute dont elle a été victime sur la chaussée devant la gare ferroviaire de Montpellier et ce, dans le cadre du chantier du tramway.	
N°D2016-40 - 19/01/16 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi	338
Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société NELIS au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega	
Objet : Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public, est conclu avec la société NELIS pour une période de 6 mois, à compter du 1er février 2016, soit jusqu'au 31 Juillet 2016, et pour une redevance mensuelle de 1 081,66 HT et HC, pour la surface de 74,29 m ² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Oméga, conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n°13462 du Conseil en date du 16 décembre 2015.	
N°D2016-41 - 21/01/16 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi	340
Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société EXPERNOVA au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega	
Objet : Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public, est conclu avec la société EXPERNOVA pour une période de 6 mois à compter du 1er février 2016, soit jusqu'au 31 juillet 2016. La redevance mensuelle HT et HC pour la surface de 88,11 m ² s'élève à 1 282,88 € conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n°13462 du Conseil en date du 16 décembre 2015.	
N°D2016-42 - 28/01/16 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel	342
Décision relative au dépôt d'un permis de démolir - Parcelle sr n°19 - 840 Avenue Bachaga Boualem à Montpellier	
Objet : Montpellier Méditerranée Métropole est propriétaire d'une maison d'habitation et de ses annexes, situées sur la commune de Montpellier au 840 Avenue Bachaga Boualem, sur la parcelle cadastrée section SR n°19. Afin d'éviter tout risque d'occupation illicite, il convient de procéder à la démolition de ce bâtiment.	
N°D2016-43 - 20/01/16 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique	344
Décision relative au marché n°3989DC15 - Missions de programmation et d'assistance à maîtrise d'ouvrage - Musée / Centre d'Art Contemporain à Montpellier	
Objet : Un marché n°3989DC15 de travaux, relatif aux missions de programmation et d'assistance à maîtrise d'ouvrage - Musée / Centre d'Art Contemporain à Montpellier, est passé avec l'entreprise Aubry et Guiguet sise à Paris. Il prend effet à compter de sa notification pour une durée de 4 ans et pour un montant maximum de 200 000 € HT soit 240 000 € TTC.	

N°D2016-45 - 08/02/16 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi	346
Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société AMAPLACE et à une extension sur une surface complémentaire au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega	
Objet : Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public, est conclu avec la société AMAPLACE pour une période de douze mois. Dans un même temps la société a sollicité le BIC de la Métropole pour une extension sur une surface supplémentaire de 22,46 m² libre de toute occupation. Après prise de possession de cette surface complémentaire, le montant de la redevance mensuelle à payer par la société est de 807,95 € HT et HC.	
N°D2016-47 - 03/02/16 - Direction de l'Aménagement et de la Gestion de l'Espace Public	348
Décision relative aux avenants de co-utilisation de marchés par la ville de Pérols et Montpellier Méditerranée Métropole	
Objet : Dans le cadre de la création de Montpellier Méditerranée Métropole, le transfert de compétences de la Ville de Pérols entraîne, pour certains marchés, une utilisation conjointe. En effet, dans la mesure où des marchés comportent des prestations qui seront effectuées en partie pour le compte de la Commune, au titre des compétences conservées par celle-ci, et en partie pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole, au titre des compétences qui lui sont transférées par la Commune, la substitution de plein droit de la Métropole dans ces marchés sera partielle. Les avenants ont pour objet de constater cette situation d'utilisation conjointe des marchés suivants et de préciser les effets de celle-ci :	
- Fourniture de matériaux (5 lots) dont la somme des montants maximum est égale à 63 000 € HT/ an,	
- Fourniture de végétaux (3 lots) dont la somme des montants maximum est égale à 82 000 € HT/ an,	
- Entretien des espaces verts (3 lots) dont la somme des montants maximum est égale à 135 000 € HT/ an,	
- Nettoyage et balayage (2 lots) dont la somme des montants forfaitaires est égale à 463 520 € HT/an,	
- Travaux de réfection et renforcement de la voirie et des réseaux pluviaux dont le montant maxi est fixé à 836 120, 40 € HT/an.	
N°D2016-50 - 08/02/16 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi	351
Décision relative à l'agrément de candidature de la société LE PANSEUR OCCITAN dans le VEAS Hannibal à Courdonsec	
Objet : La candidature de la société LE PANSEUR OCCITAN est agréée en vue de la location, dans le VEAS HANNIBAL, du lot B07 de 59.35 m² pour une période de 36 mois. Son activité est l'achat et la vente de dispositifs médicaux spécialisés dans la cicatrisation. L'entreprise projette un effectif de 2 personnes dans 3 ans.	
N°D2016-52 - 08/02/16 - Direction de la Culture	353
Décision relative à une Convention de mise à disposition temporaire du théâtre du Hangar à MADEMOISELLE Prod pour la Niak Cie	
Objet : Montpellier Méditerranée Métropole autorise MADEMOISELLE Prod pour la Niak Cie à occuper temporairement le Théâtre du Hangar sis 3, rue Nozeran à Montpellier, afin d'y déposer ses costumes. L'occupation est autorisée à titre gratuit de début février au 1 juillet 2016 inclus, compte tenu des missions d'intérêt général développées par la future Costumotek. Une convention fixe les modalités de cette occupation.	
N°D2016-56 - 08/02/16 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique	355
Décision relative à un marché n°4045CO15 - Veille média pour Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier	
Objet : Un marché de fournitures courantes et services est passé avec la société Kantar média sise à 92046 Paris La Défense. Il concerne la veille média pour Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier. Sa durée est d'un an à compter de sa notification pour la Métropole. Pour cette période initiale, les prestations relatives à la Ville de Montpellier débuteront à compter du 12/04/2016 pour la partie audiovisuelle et à partir du 10/06/2016 pour la partie presse écrite. Il est reconductible 1 fois pour un an. Le montant forfaitaire annuel du marché s'élève à 93 170 € HT et les prestations ponctuelles sont limitées par un seuil maximum annuel de 10 000 € HT.	
N°D2016-58 - 08/02/16 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel	357
Décision relative à une convention d'occupation temporaire pour travaux - Commune de Lattes - Terrains section AE n° 19 et 24	
Objet : Dans le cadre de la lutte contre les inondations dans la basse vallée de la Mosson, la Métropole doit engager les travaux de réalisation des digues de la Mosson. Une convention d'occupation temporaire pour travaux, d'une durée de trois mois, portant sur une partie des parcelles situées sur la Commune de Lattes est consentie et acceptée par l'exploitant des parcelles, Monsieur Philippe BON, moyennant une indemnité globale et forfaitaire de 13 900 €.	

N°D2016-59 - 25/01/16 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique Décision d'estimer en justice "Occupation illicite - Parking du Prévost à Villeneuve-lès-Maguelone" Objet : La défense de Montpellier Méditerranée Métropole est confiée à la SCP d'Avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" près le Tribunal Administratif de Montpellier consécutivement à l'occupation illicite par des gens du Voyage du parking du Prévost situé à Villeneuve-lès-Maguelone.	359
N°D2016-60 - 08/02/16 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi Décision relative à l'agrément de candidature de l'Association LABSUD dans l'Hôtel d'Entreprises du Millénaire à Montpellier Objet : La candidature de l'Association LABSUD est agréée en vue de la location dans l'Hôtel d'Entreprises du Millénaire. Son activité est la fabrication numérique. Elle est candidate au renouvellement de la location du lot B12 de 272.50 m² pour une période de 1 an.	360
N°D2016-62 - 28/01/16 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique Décision relative à un marché n°4178MM16 - Mission d'accompagnement à la préparation des délégations et transferts de compétence du Département au titre de l'article 90 de la loi NOTRe Objet : Un marché n°4178MM16 de fournitures courantes et services est passé avec la société MENSIA CONSEIL SAS sise à Paris. Il concerne une mission d'accompagnement à la préparation des délégations et transferts de compétence du Département au titre de l'article 90 de la loi NOTRe. Ce marché prend effet à compter de sa notification jusqu'à la signature de l'ensemble des conventions de transfert avec le Département. Le montant forfaitaire du marché s'élève à 49 750 € HT.	362
N°D2016-63 - 08/02/16 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments Décision relative à la souscription du contrat de service di@lege auprès d'EDF Collectivités pour le suivi des contrats de fourniture d'électricité TARIF BLEU Objet : Montpellier Méditerranée Métropole souscrit un contrat de service di@lege auprès d'EDF Collectivités pour le suivi des contrats de fourniture d'électricité TARIF BLEU pour 1 an et pour un montant HT de 3 999,96 € HT.	364
N°D2016-65 - 08/02/16 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments Décision relative à un avenant n°1 au marché n°3148MG12 de maintenance préventive et corrective des installations téléphoniques du siège de la Métropole et du Musée Fabre et réalisation d'opérations de dépannage et d'interventions ponctuelles sur les autres bâtiments métropolitains Objet : Un avenant n°1 au marché n°3148MG12 est passé avec la société ORANGE. Il concerne la souscription d'un contrat Solution Première Service suite à l'optimisation des équipements téléphoniques du standard de la collecte et la possibilité d'ajouter des lignes supplémentaires pour le siège de la Métropole. Le présent avenant s'élève à 178 € HT. Le nouveau montant du marché est de 3 114,60 € HT.	366
N°D2016-66 - 08/02/16 - Direction de l'Aménagement et de la Gestion de l'Espace Public Décision relative aux avenants de co-utilisation de marchés par la Commune de Le Crès et Montpellier Méditerranée Métropole Objet : Dans le cadre de la création de Montpellier Méditerranée Métropole, le transfert de compétences de la Ville de Le Crès entraîne, pour certains marchés, une utilisation conjointe. En effet, dans la mesure où des marchés comportent des prestations qui seront effectuées en partie pour le compte de la Commune, au titre des compétences conservées par celle-ci, et en partie pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole, au titre des compétences qui lui sont transférées par la Commune, la substitution de plein droit de la Métropole dans ces marchés sera partielle. Les avenants ont pour objet de constater cette situation d'utilisation conjointe des marchés et de préciser les effets de celle-ci. Les marchés sont les suivants : - Fourniture de panneaux routiers, sans montant maximum, - Fourniture de profilés, tôles et grillages, sans montant maximum, - Fourniture de tenues pour les services techniques, sans montant maximum, - Location longue durée de véhicule - lot 2 : « camionnettes carrosserie type fourgon », pour un montant de 26 304 € HT, - MOE travaux d'aménagement de voiries, réseaux et ouvrages d'infrastructures, pour un montant global maximum de 190 000 € HT, - Travaux de réseaux secs, pour un montant global maximum de 1 500 000 € HT, - Travaux de voirie - eaux pluviales, pour un montant global maximum de 2 500 000 € HT.	368

N°D2016-67 - 08/02/16 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments	370
Décision relative à un avant n°1 au marché n°2893T13 - Déménagements et transferts	
Objet : Il s'agit d'un avenant n°1 au marché 2893T13 Déménagements et transferts et prestation de garde meubles conclu pour augmenter de 3000€ HT l'enveloppe annuelle et prolonger la durée du marché d'un mois, jusqu'au 23 avril 2016.	
N°D2016-68 - 09/02/16 - Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets	372
Décision relative à la signature du marché n°4059terGD15 - Fourniture et pose de manchons de dilatation des canalisations du réseau de collecte du biogaz du Centre d'Enfouissement technique du Thôt	
Objet : Un marché n°4059terGD15 de fournitures courantes et services est conclu avec la société PRODEVAL sise à CHATEAUNEUF SUR ISERE. Il concerne la fourniture et la pose de manchons de dilatation des canalisations du réseau de collecte du biogaz du Centre d'Enfouissement technique du Thôt. Il prend effet à compter de l'ordre de service de démarrage des prestations de la tranche ferme pour une durée totale maximum de 18 mois et pour un montant de 48 800 € HT.	
N°D2016-71 - 08/02/16 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments	374
Décision relative à la signature d'un contrat de location entre ACM Habitat et Montpellier Méditerranée Métropole, concernant un local situé Résidence Tournezy, 3 place de Tibériade à Montpellier - Conseil Citoyen	
Objet : ACM Habitat - Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole et Montpellier Méditerranée Métropole signent un contrat de location concernant un local, d'une superficie de 58,45 m ² environ, situé Résidence Tournezy, 3 place de Tibériade à Montpellier et destiné à accueillir un Conseil Citoyen. Le contrat est conclu pour une durée d'un an à compter du 10 février 2016 et pourra être prolongé pour la même durée par tacite reconduction à l'issue de chaque période annuelle, sans dépasser une période de 12 ans. Le loyer annuel est de 3 507 € HT + TVA (20%), payable trimestriellement à terme échu.	
N°D2016-72 - 28/01/16 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique	376
Décision d'ester en justice "Occupation illicite, parkings ARENA, parcelles AI0208, AI 0206 et AI0025"	
Objet : La défense de Montpellier Méditerranée Métropole est confiée à la SCP d'Avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" près le Tribunal de Grande Instance de Montpellier tendant à l'expulsion d'un groupe de Gens du voyage occupant illégalement les parcelles cadastrées AI0208, AI 0206 ET AI0025 constituant le parking du complexe l'Aréna à Pérols.	
N°D2016-73 - 08/02/16 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments	378
Décision relative à la signature d'un contrat de location entre ACM Habitat et Montpellier Méditerranée Métropole concernant un local situé Résidence Pas du loup, 3 rue des Manguiers à Montpellier - Conseil Citoyen	
Objet : ACM Habitat - Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole et Montpellier Méditerranée Métropole signent un contrat de location concernant un local situé Résidence Pas du Loup, 3 rue de manguiers à Montpellier, destiné à accueillir un Conseil Citoyen. Le local a une superficie de 80 m ² environ. Le contrat est conclu pour une durée d'un an à compter du 10 février 2016. Il pourra être prolongé pour la même durée par tacite reconduction à l'issue de chaque période annuelle, sans dépasser une période de 12 ans. Le loyer annuel est de 4 800 € HT + TVA (20%), payable trimestriellement à terme échu.	
N°D2016-74 - 08/02/16 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments	380
Décision relative à un contrat de location entre ACM Habitat et Montpellier Méditerranée Métropole concernant un local situé Résidence Uranus, 91 Square Uranus à Montpellier - Conseil Citoyen	
Objet : ACM Habitat - Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole et Montpellier Méditerranée Métropole signent un contrat de location concernant un local situé Résidence Uranus, 91 Square Uranus à Montpellier, destiné à accueillir un Conseil Citoyen. Le local a une superficie de 101 m ² environ. Le contrat est conclu pour une durée d'un an à compter du 10 février 2016. Il pourra être prolongé pour la même durée par tacite reconduction à l'issue de chaque période annuelle, sans dépasser une période de 12 ans. Le loyer annuel est de 6 060 € HT + TVA (20%), payable trimestriellement à terme échu.	
N°D2016-75 - 08/02/16 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments	382
Décision relative à la signature d'un contrat de location entre ACM Habitat et Montpellier Méditerranée Métropole concernant un local de 34m² situé Résidence Zuccarelli, 100 faubourgs Figuerolles à Montpellier - Conseil Citoyen	
Objet : ACM Habitat - Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole et Montpellier Méditerranée Métropole signent un contrat de location concernant un local de 34 m ² situé Résidence Zuccarelli, 100 faubourgs Figuerolles à Montpellier, destiné à accueillir un Conseil	

Citoyen. Le contrat est conclu pour une durée de 1 an à compter du 10 février 2016. Il pourra être prolongé pour la même durée par tacite reconduction à l'issue de chaque période annuelle, sans dépasser une période de 12 ans. Le loyer annuel est de 2 040 € HT + TVA (20%), payable trimestriellement à terme échu.

N°D2016-76 - 08/02/16 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

384

Décision relative à la signature d'un contrat de location entre ACM Habitat et Montpellier Méditerranée Métropole concernant un local de 40 m² situé Résidence Zuccarelli, 100 faubourg Figuerolles à Montpellier - Conseil Citoyen

Objet : ACM Habitat - Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole et Montpellier Méditerranée Métropole signent un contrat de location concernant un local d'une surface de 40 m² environ, situé Résidence Zuccarelli, 100 faubourg Figuerolles à Montpellier, destiné à accueillir un Conseil Citoyen. Le contrat est conclu pour une durée de 1 an à compter du 10 février 2016. Il pourra être prolongé pour la même durée par tacite reconduction à l'issue de chaque période annuelle, sans dépasser une période de 12 ans. Le loyer annuel est de 2 400 € HT + TVA (20%), payable trimestriellement à terme échu.

N°D2016-77 - 08/02/16 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

386

Décision relative à la signature d'un contrat de location entre ACM Habitat et Montpellier Méditerranée Métropole concernant un local situé Résidence Lemasson, 430 Boulevard Pedro de Luna à Montpellier - Conseil Citoyen

Objet : ACM Habitat - Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole et Montpellier Méditerranée Métropole signent un contrat de location concernant un local situé Résidence Lemasson, 430 Boulevard Pedro de Luna à Montpellier, destiné à accueillir un Conseil Citoyen. Le local a une superficie de 62 m² environ. Le contrat est conclu pour une durée d'un an à compter du 10 février 2016.

Il pourra être prolongé pour la même durée par tacite reconduction à l'issue de chaque période annuelle, sans dépasser une période de 12 ans. Le loyer annuel est de 3 720 € HT + TVA (20%), payable trimestriellement à terme échu.

N°D2016-81 - 08/02/16 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

388

Décision relative à la délégation du Droit de préemption Urbain sur le territoire de la Commune de Fabrègues

Objet : Dans le cadre du décret portant création de la métropole, Montpellier Méditerranée Métropole est désormais compétente en matière d'exercice du droit de préemption urbain (DPU). En accord avec la Commune de Fabrègues, il a été décidé de déléguer le DPU sur les zones U et NA du territoire de la Commune.

N°D2016-82 - 08/02/16 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

390

Décision d'ester en justice "MANENS Isabelle - Requête 15MA05002"

Objet : La défense de Montpellier Méditerranée Métropole est confiée à la SCP d'avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" consécutivement au dépôt de la requête n°15MA05002 près la CAA de Marseille le 30 décembre 2015 par Madame Isabelle Manens contre le jugement du Tribunal Administratif de Montpellier en date du 4 décembre 2012 rejetant sa demande d'indemnisation pour préjudice commercial dans la cadre de la construction de la ligne n°3 du tramway de Montpellier.

N°D2016-83 - 03/02/16 - Direction de l'Aménagement et de la Gestion de l'Espace Public

391

Décision relative aux avenants de co-utilisation de marchés par la Ville de Castelnau-le-Lez et Montpellier Méditerranée Métropole

Objet : Dans le cadre de la création de Montpellier Méditerranée Métropole, le transfert de compétences de la Ville de Castelnau-le-Lez entraîne, pour certains marchés, une utilisation conjointe. En effet, dans la mesure où des marchés comportent des prestations qui seront effectuées en partie pour le compte de la commune, au titre des compétences conservées par celle-ci, et en partie pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole, au titre des compétences qui lui sont transférées par la commune, la substitution de plein droit de la Métropole dans ces marchés sera partielle.

Les avenants ont pour objet de constater cette situation d'utilisation conjointe des marchés suivants et de préciser les effets de celle-ci :

- Entretien espaces verts communaux – marché n°2012-10 - Lot 1 : Entretien des espaces aménagés et tonte, dont le montant maximum est fixé à 65 000, 00 € HT / an
- Entretien espaces vert communaux – marché n°2013-011 - Lot 1 : Débroussaillage - fauchage - nettoyage, dont le montant maximum est fixé à 110 000, 00 € HT / an
- Maîtrise d'œuvre (MOE) travaux d'aménagement abords collège Frédéric Bazille dont le montant forfaitaire global est fixé à 97 408, 83 € HT.

<p>N°D2016-84 - 08/02/16 - Direction de l'Aménagement et de la Gestion de l'Espace Public</p> <p>Décision relative aux avenants de co-utilisation de marchés par la Commune de Lattes et Montpellier Méditerranée Métropole</p> <p>Objet : Dans le cadre de la création de Montpellier Méditerranée Métropole, le transfert de compétences de la Commune de Lattes entraîne, pour certains marchés, une utilisation conjointe. En effet, dans la mesure où des marchés comportent des prestations qui seront effectuées en partie pour le compte de la commune, au titre des compétences conservées par celle-ci, et en partie pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole, au titre des compétences qui lui sont transférées par la Commune, la substitution de plein droit de la Métropole dans ces marchés sera partielle. Les avenants ont pour objet de constater cette situation d'utilisation conjointe des marchés et de préciser les effets de celle-ci.</p>	393
<p>Les marchés sont les suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Entretien des espaces verts - lots 1 et 2, pour un montant maximum de 160 000 € HT/an, - Fourniture d'arbres, arbustes et végétaux, pour un montant maximum de 35 000 € HT/an, - Fourniture de béton, mortier et produits annexes, pour un montant maximum de 12 000 € HT/an, - Abattage ou élagage d'arbres et prestations annexes, pour un montant maximum de 20 000 € HT/an, - Fourniture matériel pour réseaux d'arrosage, pour un montant maximum de 20 000 € HT/an, - Entretien des réseaux d'éclairage public et signalisation, pour un montant maximum de 300 000 €/an, - Fourniture de produits phytosanitaires, semences, accessoires, agrégats et paillage - Lots 1, 2 et 3, pour un montant maximum de 18 000 €/an, - Fourniture de pièces détachées, accessoires, fluides et consommables pour VL et PL - Lots 1, 2 et 3, pour un montant maximum de 30 000 €/an. 	
<p>N°D2016-86 - 05/02/16 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique</p> <p>Décision relative à la Commission Consultative des Services Publics Locaux du 12 février 2016 - Délégations de Services Publics Aquarium Mare Nostrum, Patinoire Végapolis et le Planétarium Galilée</p> <p>Objet : La saisine de la Commission Consultative des Services Publics Locaux est autorisée afin qu'elle émette un avis sur les Délégations des Services Publics de l'Aquarium Mare Nostrum, la Patinoire Végapolis et le Planétarium Galilée, lors de sa séances du 12 février 2016.</p>	396
<p>N°D2016-87 - 08/02/16 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique</p> <p>Décision d'ester en justice "Occupations illicites -Parkings du Complexe l'Aréna à Pérols"</p> <p>Objet : La défense de Montpellier Méditerranée Métropole est confiée à la SCP d'Avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" près le Tribunal de Grande Instance de Montpellier tendant à l'expulsion de groupes de gens du voyage occupant illégalement les parcelles cadastrées AI n°25, AI n°206, AI n°208, AH n°23, AH n°25, AH n°35, AH n°118, AH n°126, AH n°128, AH n°132, AH n°40, AH n°101, AH n°124, AH n°120, AH n°118, AH n°34, AH n°26 sises à Pérols constituant les parkings du complexe de l'Aréna.</p>	398
<p>N°D2016-96 - 08/02/16 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique</p> <p>Décision d'ester en justice "Adela BARBU, requête n°16MA00041"</p> <p>Objet : La défense de Montpellier Méditerranée Métropole est confiée à la SCP d'Avocats "PARME Avocats" consécutivement au dépôt de la requête n°16MA00041 le 5 janvier 2016 par Madame Adela BARBU contre le jugement du Tribunal Administratif de Montpellier le 20 novembre 2015 rejetant sa demande d'annulation du mandat d'annulation partielle sur l'exercice antérieur émis par le service "Eau et Assainissement" le 6 juin 2013.</p>	400
<p>N°D2016-99 - 08/02/16 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique</p> <p>Décision d'ester en justice "75, rue de la Courbe - Occupation Illicite"</p> <p>Objet : La défense de Montpellier Méditerranée Métropole est confiée à la SCP d'Avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" près le Tribunal de Grande Instance de Montpellier tendant à l'expulsion d'individus occupant sans autorisation la parcelle située 75, rue de la Courbe à Montpellier appartenant à Montpellier Méditerranée Métropole.</p>	401



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la conclusion d'une convention d'occupation temporaire
du domaine public entre la Commune de Pignan et Montpellier
Méditerranée Métropole - Bureaux responsable de pôle territorial**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans, que la chose louée soit prise ou donnée à bail,
- **VU** l'arrêté n°2015-242 du 03 décembre 2015 portant délégation de fonction à Madame GUIRAUD dans le domaine « Administration, Contentieux, Affaires Juridiques et Protocole »,
- **CONSIDERANT** que dans le cadre des transferts de compétences, il est nécessaire d'établir une convention d'occupation temporaire de locaux pour installer un Responsable de Pôle Territorial,
- **CONSIDERANT** que la Commune de Pignan dispose de locaux de bureaux disponibles,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Une convention d'occupation temporaire du domaine public est conclue entre la Commune de Pignan et Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 2 : Les locaux concernés sont situés dans la Mairie de Pignan, sise Place de l'Hôtel de ville, 34 570 Pignan. La convention porte sur un bureau de 14 m², d'un bureau de 20 m² et d'une salle de réunion de 22 m² qui sera disponible une demie journée tous les 15 jours.

ARTICLE 3 : La convention est conclue pour une durée de 6 ans à compter de sa signature et pourra être prolongée une fois pour la même durée par reconduction expresse.

ARTICLE 4 : Le montant de la redevance annuelle est de 3 510 euros HT et hors-charges.

ARTICLE 5 : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer le contrat la convention visée à l'article 1 conformément à l'arrêté n°2015-242 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-706
Reçue en Préfecture le	19 JAN. 2016
Affichée le	19 JAN. 2016
Notifiée le	
Identifiant	Imc1107454-AU

Fait à Montpellier, le

19 JAN. 2016

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à une donation au Musée Fabre de Monsieur Vincent Louis Jacques Gérard BIOULES et de Madame Rosa Anna Georgette STAHL de 740 dessins et 516 carnets réalisés par Monsieur Vincent BIOULES

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard Travier en qualité de Vice-Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant l'acceptation de dons et de legs qui ne sont grevés ni de conditions, ni de charges,
- **VU** l'arrêté n°A2015-17 du 21/01/2015 portant délégation de fonction à Monsieur Bernard Travier dans le domaine « Culture»,
- **CONSIDERANT** que Monsieur Vincent Louis Jacques Gérard BIOULES, peintre, et Madame Rosa Anna Georgette STAHL, son épouse, retraitée, demeurant ensemble à MONTPELLIER (34000), 1, Avenue Saint Lazare, proposent de donner à Montpellier Méditerranée Métropole 740 dessins d'une valeur de 100 950 € (Cent mille neuf cent cinquante euros) et 516 carnets d'une valeur de 67 080 € (soixante-sept mille quatre-vingt euros) réalisés par Monsieur Vincent BIOULES soit une donation globale d'une valeur de 168 030 € (Cent soixante-huit mille trente euros).
- **CONSIDERANT** qu'il y a lieu d'enrichir les collections du musée Fabre.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole accepte le don de Monsieur Vincent Louis Jacques Gérard BIOULES et Madame Rosa Anna Georgette STAHL de 740 dessins et 516 carnets réalisés par Monsieur Vincent BIOULES d'une valeur de 168 030 € (Cent soixante-huit mille trente euros)

ARTICLE 2 : Ces 740 dessins et 516 carnets seront conservés au sein des collections du musée Fabre.

ARTICLE 3 : Monsieur Bernard Travier, Vice-Président est autorisé à signer tout document découlant de la donation visée à l'article 1, conformément à l'arrêté n°A2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-757
Reçue en Préfecture le	- 9 FEV. 2016
Affichée le	- 9 FEV. 2016
Notifiée le	
Identifiant	Incd1108275-AU

Fait à Montpellier, le - 9 FEV. 2016

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à une donation au Musée Fabre de Monsieur Jean-Michel
Meurice de deux de ces œuvres : Boukhara 01, 1981 et Boukhara 10, 1982**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard Travier en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant l'acceptation de dons et de legs qui ne sont grevés ni de conditions, ni de charges,
- VU l'arrêté n°A2015-17 du 21/01/2015 portant délégation de fonction à Monsieur Bernard Travier dans le domaine « Culture »,
- **CONSIDERANT** que Monsieur Jean-Michel Meurice, domicilié au 27, rue Ancien Puits 11100 Bages propose de donner à Montpellier Méditerranée Métropole deux de ses œuvres : *Boukhara 01*, 1981 et *Boukhara 10*, 1982, d'une valeur globale de 16 000 €.
- **CONSIDERANT** qu'il y a lieu d'enrichir les collections du musée Fabre.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole accepte le don de Monsieur Jean-Michel Meurice de deux de ses œuvres : *Boukhara 01*, 1981 et *Boukhara 10*, 1982, d'une valeur globale de 16 000 €.

ARTICLE 2 : Ces deux œuvres seront conservées au sein des collections du musée Fabre.

ARTICLE 3 : Monsieur Bernard Travier, Vice-Président est autorisé à signer tout document découlant de la donation visée à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-761
Reçue en Préfecture le	- 9 FEV. 2016
Affichée le	- 9 FEV. 2016
Notifiée le	
Identifiant	Lnc 1108300 AU

Fait à Montpellier, le - 9 FEV. 2016
M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à une donation au Musée Fabre de Monsieur Francis Aracil d'une œuvre de Monsieur Stéphane Bordarier : Sans Titre 07/83

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard Travier en qualité de Vice-Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant l'acceptation de dons et de legs qui ne sont grevés ni de conditions, ni de charges,
- **VU** l'arrêté n°A2015-17 du 21/01/2015 portant délégation de fonction à Monsieur Bernard Travier dans le domaine « Culture »,
- **CONSIDERANT** que Monsieur Francis Aracil, domicilié au 6, Allée des Hauts de Grazaillès 11000 CARCASSONNE propose de donner à Montpellier Méditerranée Métropole une œuvre de Monsieur Stéphane Bordarier *Sans Titre 07-83* d'une valeur de 5 000 €.
- **CONSIDERANT** qu'il y a lieu d'enrichir les collections du musée Fabre.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole accepte le don de Monsieur Francis Aracil d'une œuvre de Monsieur Stéphane Bordarier *Sans Titre 07-83* d'une valeur de 5 000 €.

ARTICLE 2 : Cette œuvre sera conservée au sein des collections du musée Fabre.

ARTICLE 3 : Monsieur Bernard Travier, Vice-Président est autorisé à signer tout document découlant de la donation visée à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-763
Reçue en Préfecture le	- 9 FEV. 2016
Affichée le	- 9 FEV. 2016
Notifiée le	
Identifiant	Ine Mo8311-AV

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL

- 9 FEV. 2016

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à un contrat n°20151028 de maintenance informatique du logiciel de gestion des œuvres FLORA MUSEE et du logiciel de gestion documentaire associé installés au Musée Fabre

- VU l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le Code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans le domaine « Développement économique, enseignement supérieur et recherche, innovation, international, Artisanat »,
- VU l'acquisition du logiciel de gestion des œuvres FLORA MUSEE et du logiciel de gestion documentaire auprès de la société EVER TEAM,
- **CONSIDERANT** la nécessité de confier la maintenance de ce logiciel à la société EVER TEAM au regard des brevets qu'elle détient concernant ce produit,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un contrat n°20151028 de maintenance et d'assistance informatiques est conclu avec la société EVER TEAM, immeuble le QG, 17 quai Joseph Gillet, 69316 LYON CEDEX 04.

ARTICLE 2 : Ce contrat concerne le logiciel de gestion des œuvres FLORA MUSEE et le logiciel de gestion documentaire associé, installés au Musée Fabre.

ARTICLE 3 : Ce contrat prend effet à compter de sa notification et court jusqu'au 31 décembre 2016. Il sera renouvelable par reconduction expresse par période de un an du 1^{er} janvier au 31 décembre, sans pouvoir excéder 2 renouvellements, soit jusqu'au 31 décembre 2018.

ARTICLE 4 : Le montant annuel de ce contrat s'élève à vingt-huit mille cinq cent soixante-quatorze euros et quatorze centimes T.T.C (28 574,14 € T.T.C.). Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 933.

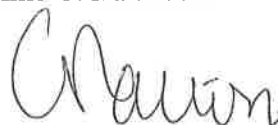
ARTICLE 5 : Madame Chantal MARION Vice-Présidente est autorisée à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-764
Reçue en Préfecture le	2 1 JAN. 2016
Affichée le	2 1 JAN. 2016
Notifiée le	
Identifiant	Jme1108307-AU

Fait à Montpellier, le 2 1 JAN. 2016

Mme C. MARION



Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à un contrat n°AIS/06/M-FABRE-04 de maintenance et d'assistance du système de billetterie et de contrôle d'accès du musée Fabre

- VU l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le Code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans le domaine « Développement économique, enseignement supérieur et recherche, innovation, international, Artisanat »,
- VU l'acquisition d'un système de billetterie et de contrôle d'accès auprès de la société IREC, installé au musée Fabre,
- **CONSIDERANT** la nécessité de confier la maintenance de ce système à la société IREC au regard des brevets qu'elle détient concernant ce produit,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un contrat n°AIS/06/M-FABRE-04 de maintenance et d'assistance est conclu avec la société IREC, Site de Chalembert, rue Evariste Galois, 86130 JAUNAY-CLAN.

ARTICLE 2 : Ce contrat concerne le système de billetterie et de contrôle d'accès installé au musée Fabre.

ARTICLE 3 : Ce contrat prend effet à compter de sa notification et court jusqu'au 31 décembre 2016. Il est renouvelable par reconduction expresse par période de un an du 1^{er} janvier au 31 décembre, sans pouvoir excéder 2 renouvellements, soit jusqu'au 31 décembre 2018.

ARTICLE 4 : Le montant annuel de ce contrat s'élève à seize mille six cent quarante-six euros et quarante cents T.T.C. (16 646,40 € T.T.C.). Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 933.

ARTICLE 5 : Madame Chantal MARION Vice-Présidente est autorisée à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-773
Reçue en Préfecture le	2 1 JAN. 2016
Affichée le	2 1 JAN. 2016
Notifiée le	
Identifiant	Inc 1108354-AU

Fait à Montpellier, le **2 1 JAN. 2016**

Mme C. MARION



Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à un contrat n°AIS/11/M-FABRE-IP-02 d'utilisation du logiciel LSS pour l'acheminement des flux monétiques installé au musée Fabre

- VU l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le Code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans le domaine « Développement économique, enseignement supérieur et recherche, innovation, international, Artisanat »,
- VU la nécessité d'un paiement par carte bancaire des entrées gérées par le système de billetterie et de contrôle d'accès du musée Fabre acquis auprès de la société IREC,
- **CONSIDERANT** la nécessité d'utiliser le logiciel LSS de routage sécurisé de flux monétique proposé par la société IREC au regard des brevets qu'elle détient concernant ce produit,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un contrat d'utilisation du logiciel LSS pour l'acheminement des flux monétiques est conclu avec la société IREC, Site de Chalembert, rue Evariste Galois, 86130 JAUNAY-CLAN.

ARTICLE 2 : Ce contrat d'abonnement monétique IPSSL concerne le paiement par carte bancaire des entrées installé au musée Fabre.

ARTICLE 3 : Ce contrat prend effet à compter de sa notification et court jusqu'au 31 décembre 2016. Il sera renouvelable par reconduction expresse par période de un an du 1^{er} janvier au 31 décembre, sans pouvoir excéder 2 renouvellements, soit jusqu'au 31 décembre 2018.

ARTICLE 4 : Le montant annuel de ce contrat s'élève à huit cent soixante-quatre euros T.T.C. (864 € T.T.C.). Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 933.

ARTICLE 5 : Madame Chantal MARION Vice-Présidente est autorisée à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-779
Reçue en Préfecture le	2 1 JAN. 2016
Affichée le	2 1 JAN. 2016
Notifiée le	
Identifiant	Ine 1108383-AU

Fait à Montpellier, le **2 1 JAN. 2016**

Mme C. MARION



Vice-Présidente de Montpellier
Méditerranée Métropole, déléguée au
développement économique



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à une donation au Musée Fabre de Monsieur
Pierre Buraglio d'une de ses œuvres : Embellie I, 2013**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard Travier en qualité de Vice-Président,
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'accepter ou de refuser tous les dons et legs et d'autoriser la signature de l'ensemble des actes les concernant,
- **VU** l'arrêté n°A2015-17 du 21/01/2015 portant délégation de fonction à Monsieur Bernard Travier dans le domaine « Culture »,
- **CONSIDERANT** que Monsieur Pierre Buraglio, domicilié au 20 avenue Gambetta 94 700 Maison Alfort propose de donner à titre gracieux à Montpellier Méditerranée Métropole une de ces œuvres : *Embellie I, 2013* d'une valeur de 16 000 € (Seize mille euros).
- **CONSIDERANT** qu'il y a lieu d'enrichir les collections du musée Fabre.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole accepte le don à titre gracieux de Monsieur Pierre Buraglio, d'une de ces œuvres : *Embellie I, 2013* d'une valeur de 16 000 € (Seize mille euros).

ARTICLE 2 : Cette œuvre sera conservée au sein des collections du musée Fabre.

ARTICLE 3 : Monsieur, Bernard Travier, Vice-Président est autorisé à signer tout document découlant de la donation visée à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-786
Reçue en Préfecture le	- 3 FEV. 2016
Affichée le	- 3 FEV. 2016
Notifiée le	
Identifiant	Dm1108487-AU

Fait à Montpellier, le - 3 FEV. 2016

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à une donation au Musée Fabre de Madame Olga Rey et de Monsieur Bernard Rey de 62 carreaux de Montpellier, manufacture royale ou son entourage dont 9 illustrés, 3 à motifs floraux, 44 à motifs géométriques et des fragments équivalent à 6 carreaux

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard Travier en qualité de Vice-Président,
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'accepter ou de refuser tous les dons et legs et d'autoriser la signature des actes les concernant,
- **VU** l'arrêté n°A2015-17 du 21/01/2015 portant délégation de fonction à Monsieur Bernard Travier dans le domaine « Culture »,
- **CONSIDERANT** que Madame Olga Rey et Monsieur Bernard Rey domiciliés 5, rue Vallat 34 000 Montpellier proposent de donner à titre gracieux à Montpellier Méditerranée Métropole 62 carreaux de Montpellier, manufacture royale ou son entourage dont 9 illustrés, 3 à motifs floraux, 44 à motifs géométriques et des fragments équivalent à 6 carreaux d'une valeur de 300 € (Trois cents euros).
- **CONSIDERANT** qu'il y a lieu d'enrichir les collections du musée Fabre.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole accepte le don à titre gracieux de Madame Olga Rey et de Monsieur Bernard Rey, de 62 carreaux de Montpellier, manufacture royale ou son entourage d'une valeur de 300 € (Trois cents euros).

ARTICLE 2 : Ces 62 carreaux seront conservés au sein des collections du musée Fabre.

ARTICLE 3 : Monsieur Bernard Travier, Vice-Président est autorisé à signer tout document découlant de la donation visée à l'article 1 conformément à l'arrêté n° A2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-787
Reçue en Préfecture le	- 3 FEV. 2016
Affichée le	- 3 FEV. 2016
Notifiée le	
Identifiant	Smc1108491-AV

Fait à Montpellier, le - 3 FEV. 2016

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à une donation au Musée Fabre de la Fondation
d'Entreprises du Musée Fabre d'une œuvre de Patrick Saytour : Pliage, 1967**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard Travier en qualité de Vice-Président,
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'accepter ou de refuser tous les dons et legs et d'autoriser la signature de l'ensemble des actes les concernant,
- **VU** l'arrêté n°A2015-17 du 21/01/2015 portant délégation de fonction à Monsieur Bernard Travier dans le domaine « Culture »,
- **CONSIDERANT** que la Fondation d'Entreprises du Musée Fabre représentée par Monsieur Max Ponceillé, Président-Directeur Général Oc Santé Centre Médical Odysseum 194 avenue Nina Simone CS 19537 34960 Montpellier Cedex 2 propose de donner à titre gracieux à Montpellier Méditerranée Métropole une œuvre de Patrick Saytour *Pliage*, 1967 d'une valeur de 25 760 € (Vingt-cinq mille sept cent soixante euros).
- **CONSIDERANT** qu'il y a lieu d'enrichir les collections du musée Fabre.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole accepte le don à titre gracieux de la Fondation d'Entreprises du Musée Fabre représentée par Monsieur Max Ponceillé d'une œuvre de Patrick Saytour *Pliage*, 1967 d'une valeur de 25 760 € (Vingt-cinq mille sept cent soixante euros).

ARTICLE 2 : Cette œuvre sera conservée au sein des collections du musée Fabre.

ARTICLE 3 : Monsieur Bernard Travier, Vice-Président est autorisé à signer tout document découlant de la donation visée à l'article 1 conformément à l'arrêté n° A2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-788
Reçue en Préfecture le	3 FEV. 2016
Affichée le	3 FEV. 2016
Notifiée le	
Identifiant	Imc MORSOO-AV

Fait à Montpellier, le **3 FEV. 2016**

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à une donation au Musée Fabre de la Fondation
d'Entreprises du Musée Fabre d'une œuvre de Bernard
Pagès, Murette de briques et tas de barres de bois teinté 1968**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard Travier en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'accepter ou de refuser tous les dons et legs et d'autoriser la signature de l'ensemble des actes les concernant,
- VU l'arrêté n°A2015-17 du 21/01/2015 portant délégation de fonction à Monsieur Bernard Travier dans le domaine « Culture »,
- **CONSIDERANT** que la Fondation d'Entreprises du Musée Fabre représentée par Monsieur Max Ponceillé, Président-Directeur Général Oc Santé Centre Médical Odysseum, 194 avenue Nina Simone CS 19537 34960 Montpellier Cedex 2 propose de donner à titre gracieux à Montpellier Méditerranée Métropole une œuvre de Bernard Pagès : *Murette de briques et tas de barres de bois teinté 1968* d'une valeur de 21 896 € (Vingt et un mille huit cent quatre-vingt-seize euros).
- **CONSIDERANT** qu'il y a lieu d'enrichir les collections du musée Fabre.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole accepte le don à titre gracieux de la Fondation d'Entreprises du Musée Fabre représentée par Monsieur Max Ponceillé d'une œuvre de Bernard Pagès : *Murette de briques et tas de barres de bois teinté 1968* d'une valeur de 21 896 € (Vingt et un mille huit cent quatre-vingt-seize euros).

ARTICLE 2 : Cette œuvre sera conservée au sein des collections du musée Fabre.

ARTICLE 3 : Monsieur Bernard Travier, Vice-Président est autorisé à signer tout document découlant de la donation visée à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-790
Reçue en Préfecture le	3 FEV. 2016
Affichée le	3 FEV 2016
Notifiée le	
Identifiant	Inc 1108503 - AU

Fait à Montpellier, le

- 3 FEV. 2016

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative au transfert d'un contrat d'emprunt conclu par la commune de Pignan avec le Crédit Agricole du Languedoc suite à la création de Montpellier Méditerranée Métropole

- VU l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Max LÉVITA en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil notamment celle de procéder, dans les limites fixées par le Conseil, à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget, aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couverture des risques de taux, et de procéder aux opérations de réaménagement de dette, autoriser la passation des contrats de lignes de trésorerie permettant le financement à court terme des opérations et l'ouverture des comptes à terme, et de passer à cet effet les actes nécessaires,
- VU l'arrêté n°A2015-138 du 4 août 2015 portant délégation de fonction à Monsieur Max LÉVITA dans le domaine des Finances,
- **CONSIDERANT** que le régime des transferts de compétences défini aux articles L 5211-5-III et L.1321-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales entraîne de plein droit la mise à disposition des biens, équipements et services publics nécessaire à leur exercice,
- **CONSIDERANT** que la collectivité bénéficiaire de la mise à disposition assume l'ensemble des obligations du propriétaire, elle est substituée à la collectivité propriétaire dans ses droits et obligations découlant des contrats, portant notamment sur des emprunts affectés et des marchés,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Le contrat d'emprunt réalisé par la commune de Pignan est transféré à la Métropole au 1^{er} janvier 2016.

ARTICLE 2 : Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à régler toutes les sommes dues à hauteur du capital restant dû au 1^{er} janvier 2016.

ARTICLE 3 : Le contrat concerné est le suivant :

Commune	Prêteur	N° de contrat	Capital restant dû au 1 ^{er} janvier 2016
Pignan	CRCA	006X76015PR	154 810,45€

Les pièces nécessaires à la réalisation de cette opération seront signées par les parties intéressées,

ARTICLE 4 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, aux comptes 1641 et 6611.

ARTICLE 5 : Monsieur Max LÉVITA Vice-Président délégué dans le domaine des Finances est autorisé à signer les pièces relatives au contrat visé aux articles 1 à 3 conformément à l'arrêté n° A2015-138 du 4 août 2015 portant délégation de fonction, ou à défaut Madame Catherine DARDE 1ère Vice-Présidente, puis Monsieur le Directeur Général des Services, puis Madame la Directrice du Pôle Ressources et Moyens, conformément au même arrêté.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-791
Reçue en Préfecture le	28/01/16
Affichée le	28/01/16
Notifiée le	
Identifiant	IX 1108507 AU

Fait à Montpellier, le 27 janvier 2016
M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à une donation au Musée Fabre de la Fondation d'Entreprise
du Musée Fabre d'une paire de toiles de Jean Raoux *L'Enfance* et *La*
Jeunesse d'une valeur de 22 500 € (Vingt-deux mille cinq cent euros).**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard Travier en qualité de Vice-Président,
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'accepter ou de refuser les dons et legs et d'autoriser la signature de l'ensemble des actes les concernant,
- **VU** l'arrêté n°A2015-17 du 21/01/2015 portant délégation de fonction à Monsieur Bernard Travier dans le domaine « Culture »,
- **CONSIDERANT** que la Fondation d'Entreprises du Musée Fabre représentée par Monsieur Max Ponsellé, Président-Directeur Général Oc Santé Centre Médical Odysseum 194 avenue Nina Simone CS 19537 34960 Montpellier Cedex 2 propose de donner à titre gracieux à Montpellier Méditerranée Métropole une paire de toiles de Jean Raoux *L'Enfance* et *La Jeunesse* d'une valeur de 22 500 € (Vingt-deux mille cinq cent euros).
- **CONSIDERANT** qu'il y a lieu d'enrichir les collections du musée Fabre.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole accepte le don à titre gracieux de la Fondation d'Entreprises du Musée Fabre représentée par Monsieur Max Ponsellé d'une paire de toiles de Jean Raoux *L'Enfance* et *La Jeunesse* d'une valeur de 22 500 € (Vingt-deux mille cinq cent euros).

ARTICLE 2 : Cette paire de toile sera conservée au sein des collections du musée Fabre.

ARTICLE 3 : Monsieur Bernard Travier, Vice-Président est autorisé à signer tout document découlant de la donation visée à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-792
Reçue en Préfecture le	3 FEV. 2016
Affichée le	3 FEV. 2016
Notifiée le	
Identifiant	Emc M08509-AU

Fait à Montpellier, le - 3 FEV. 2016

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à une donation au Musée Fabre de la Fondation
d'Entreprises du Musée Fabre de deux œuvres de Max
Leenhardt : Elle a donné sa vie et Le Grapillage en Languedoc**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard Travier en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'accepter ou de refuser tous les dons et legs et d'autoriser la signature des actes les concernant,
- VU l'arrêté n°A2015-17 du 21/01/2015 portant délégation de fonction à Monsieur Bernard Travier dans le domaine « Culture »,
- **CONSIDERANT** que la Fondation d'Entreprises du Musée Fabre représentée par Monsieur Max Ponceillé, Président-Directeur Général Oc Santé Centre Médical Odysseum 194 avenue Nina Simone CS 19537 34960 Montpellier Cedex 2 propose de donner à titre gracieux à Montpellier Méditerranée Métropole deux œuvres de Max Leenhardt *Elle a donné sa vie* d'une valeur de 4 900 € (quatre mille neuf cents euros) et *Le Grapillage en Languedoc* d'une valeur de 19 840 € (dix-neuf mille huit cent quarante euros).
- **CONSIDERANT** qu'il y a lieu d'enrichir les collections du musée Fabre.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole accepte le don à titre gracieux de la Fondation d'Entreprises du Musée Fabre représentée par Monsieur Max Ponceillé de deux œuvres de Max Leenhardt *Elle a donné sa vie* d'une valeur de 4 900 € (quatre mille neuf cents euros) et *Le Grapillage en Languedoc* d'une valeur de 19 840 € (dix-neuf mille huit cent quarante euros).

ARTICLE 2 : Ces deux toiles seront conservées au sein des collections du musée Fabre.

ARTICLE 3 : Monsieur Bernard Travier, Vice-Président est autorisé à signer tout document découlant de la donation visée à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-793
Reçue en Préfecture le	3 FEV. 2016
Affichée le	3 FEV. 2016
Notifiée le	
Identifiant	Imc 11085/14-AV

Fait à Montpellier, le

3 FEV. 2016

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à une donation au Musée Fabre de la Fondation d'Entreprises du Musée Fabre d'une œuvre d'Alexandre Cabanel portrait d'un jeune artiste

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard Travier en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'accepter ou de refuser tous les dons et legs et d'autoriser la signature de l'ensemble des actes les concernant,
- VU l'arrêté n°A2015-17 du 21/01/2015 portant délégation de fonction à Monsieur Bernard Travier dans le domaine « Culture »,
- **CONSIDERANT** que la Fondation d'Entreprises du Musée Fabre représentée par Monsieur Max Ponseillé, Président-Directeur Général Oc Santé Centre Médical Odysseum 194 avenue Nina Simone CS 19537 34960 Montpellier Cedex 2 propose de donner à titre gracieux à Montpellier Méditerranée Métropole une œuvre d'Alexandre Cabanel *portrait d'un jeune artiste* d'une valeur de 6 500 £ soit 8 936.33 € (huit mille neuf cent trente-six euros et trente-trois centimes).
- **CONSIDERANT** qu'il y a lieu d'enrichir les collections du musée Fabre.

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole accepte le don à titre gracieux de la Fondation d'Entreprises du Musée Fabre représentée par Monsieur Max Ponseillé d'une œuvre d'Alexandre Cabanel *portrait d'un jeune artiste* d'une valeur de 6 500 £ soit 8 936.33 € (huit mille neuf cent trente-six euros et trente-trois centimes).

ARTICLE 2 : Cette toile sera conservée au sein des collections du musée Fabre.

ARTICLE 3 : Monsieur Bernard Travier, Vice-Président est autorisé à signer tout document découlant de la donation visée à l'article 1 conformément à l'arrêté n° A2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-798
Reçue en Préfecture le	3 FEV. 2016
Affichée le	3 FEV. 2016
Notifiée le	
Identifiant	Inc 1108531-AV

Fait à Montpellier, le 3 FEV. 2016
M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la délégation des Droits de Prémption
sur le territoire de la Commune de Vendargues**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** l'article L. 213-3 du Code de l'urbanisme,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, et entraînant le transfert du Droit de Prémption Urbain à la Métropole,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°13130 du 22 juillet 2015 approuvant le bilan d'étape et les orientations proposées en matière de gouvernance métropolitaine et d'organisation de la proximité,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser la délégation du droit de prémption urbain (DPU) sur une ou plusieurs parties des zones concernées par le DPU selon les dispositions prévues au 1er alinéa de l'article L.213-3 du Code de l'urbanisme,
- **VU** le Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Vendargues approuvé par délibération du Conseil Municipal en date du 27 juin 2013,
- **VU** l'Arrêté préfectoral en date du 9 octobre 2014 constatant la carence en matière de réalisation de logements sociaux de la Commune de Vendargues,
- **VU** l'Arrêté préfectoral en date du 26 novembre 2015 instituant le droit de prémption urbain sur les zones U et AU du PLU de Vendargues,

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole délègue le droit de prémption urbain à la Commune de Vendargues sur les zones UD5, UD6, UE4 et AU0 telles que indiquées au plan annexé.

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-804
Reçue en Préfecture le	- 9 FEV. 2016
Affichée le	- 9 FEV. 2016
Notifiée le	
Identifiant	Smc 1108688-AV

Fait à Montpellier, le

- 9 FEV. 2016

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à l'acquisition de la parcelle cadastrée section BA n°305 (ex BA n°204p) - Lieu-dit Lous Bigos - Commune de Vendargues

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- VU l'arrêté n°2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans le domaine du développement économique, de l'enseignement supérieur et recherche, de l'innovation, de l'international et de l'artisanat,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption ou d'expropriation non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisition sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU la promesse unilatérale de vente consentie au profit de Montpellier Méditerranée Métropole par la SCI ASA dont le siège est situé au Mas de Jaumes à Lattes (34970), représentée par son gérant, Monsieur Frédéric GRAZIOSO, qui accepte de céder la parcelle située sur la commune de Vendargues, cadastrée section BA n°305 (ex BA n°204p), d'une contenance de 3 335 m², pour un montant de 30 015 €,
- **CONSIDERANT** que l'acquisition de cette parcelle est réalisée dans le cadre de la restructuration du parc Industriel de la vallée du Salaison,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de la SCI ASA représentée par Monsieur Frédéric GRAZIOSO, la parcelle située sur la commune de Vendargues, cadastrée section BA n°305 (ex BA n°204p), d'une contenance de 3 335 m².

ARTICLE 2 : La présente acquisition est consentie et acceptée pour un montant de 30 015 €, les frais d'acte restant à la charge de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : Madame Chantal MARION, Vice-Présidente, est autorisée à signer l'acte d'acquisition et tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n°2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-833
Reçue en Préfecture le	28/02/16
Affichée le	28/02/16
Notifiée le	
Identifiant	INC1108937 AJ

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL

27 janvier 2016

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la délégation du Droit de Prémption
Urbain sur le territoire de la Commune de Pérols**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU l'article L. 213-3 du Code de l'urbanisme,
- VU le décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, et entraînant le transfert du Droit de Prémption Urbain à la Métropole,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°13130 du 22 juillet 2015 approuvant le bilan d'étape et les orientations proposées en matière de gouvernance métropolitaine et d'organisation de la proximité,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser la délégation du droit de préemption urbain (DPU) sur une ou plusieurs parties des zones concernées par le DPU selon les dispositions prévues au 1er alinéa de l'article L.213-3 du Code de l'urbanisme,
- VU le Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Pérols approuvé par délibération du Conseil Municipal en date du 23 janvier 2007,
- VU la délibération du Conseil Municipal de Pérols en date du 26 avril 2007 instaurant le droit de préemption urbain sur les zones U et AU du PLU,
- VU l'arrêté Préfectoral en date du 9 octobre 2014 constatant la carence en matière de réalisation de logements sociaux de la Commune de Pérols,

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole délègue le droit de préemption urbain, à la Commune de Pérols sur les zones UIc, 0AU et 1AUc telles que indiquées au plan annexé.

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-834
Reçue en Préfecture le	- 9 FEV. 2016
Affichée le	- 9 FEV. 2016
Notifiée le	
Identifiant	Lmc 1108933-AV

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL

- 9 FEV. 2016

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à un marché n°4103RI15, accès internet du siège, hébergement et maintenance des sites et applications Internet pour Montpellier Méditerranée Métropole

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 janvier 2014 relative à l'élection de Madame C. MARION en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2015-23 du 21/01/2015 portant délégation de fonction à Madame C. MARION dans le domaine « Développement économique, de l'enseignement supérieur et de la recherche, de l'innovation, de l'international et de l'artisanat »,

CONSIDÉRANT la nécessité de passer un marché pour l'accès internet du siège, hébergement et maintenance des sites et application Internet pour Montpellier Méditerranée Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un marché de techniques de l'information et de la communication est passé avec la société OVEA sise à Montpellier.

ARTICLE 2 : Ce marché concerne l'accès internet du siège, hébergement et maintenance des sites et application Internet pour Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : Le marché est conclu pour une durée de 18 mois à compter de sa notification.

ARTICLE 4 : Le montant minimum du marché s'élève à 50 000€ HT et maximum à 205 000 € HT.

ARTICLE 5 : Madame C. MARION Vice-Présidente est autorisée à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-23 du 21/01/2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-844
Reçue en Préfecture le	3 FEV. 2016
Affichée le	3 FEV. 2016
Notifiée le	
Identifiant	Lmc1108998-AV

Fait à Montpellier, le 3 FEV. 2016
Mme C. MARION

Vice-Présidente de Montpellier
Méditerranée Métropole, déléguée au
développement économique



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative au marché n°4039DE15 - Jump'In Création 2016

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal Marion en qualité de Vice - Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au code général des collectivités territoriales, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accord cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 46 du code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement Economique, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, de l'Innovation, de l'International et de l'Artisanat,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de passer un marché, conforme à l'article 28 du Code des marchés publics, pour la réalisation de prestations de formation destinées à des créateurs d'entreprises innovantes du BIC de Montpellier Méditerranée Métropole (Cap Alpha, Cap Oméga).

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un marché est conclu avec les sociétés suivantes :

- Lot n°1 / Profil entrepreneurial du fondateur-Esprit d'entreprendre :
- Patrick MEJEAN, dont le siège social est, 6 allée J. Laville, Beach Park Baie des Citrons, 98800 NOUMEA
- SODIE, dont le siège social est, 2/4 rue Hélène, 75017 PARIS
- COGITEO, dont le siège social est 11, lot Pré Novel, 38420 LE VERSOUD
- Lot n°2 / Opportunité d'entreprendre :
- COGITEO, dont le siège social est, 11, lot Pré Novel, 38420 LE VERSOUD
- ABSO Conseil, dont le siège social Imm. Blue d'Oc-ZAC Eureka-120 rue du Thor, 34000 MONTPELLIER
- Lot n°3 / Business model canevas :
- SODIE, dont le siège social est, 2/4 rue Hélène, 75017 PARIS
- ANACAM Conseil, dont le siège social est 568 rue des Oliviers, 30320 POULX
- COGITEO, dont le siège social est, 11, lot Pré Novel, 38420 LE VERSOUD

- Lot n°4 / Stratégies de barrière à l'entrée : lot non attribué car aucune offre soumise.
- Lot n°5 / Finances :
- In EXTENSO, dont le siège social est, Parc de l'aéroport-Imm.Latitude Sud, 770 avenue Alfred Sauvy, 34470 PEROLS
- SOFIRA, dont le siège social est, 110 avenue Alfred Sauvy, 34473 PEROLS Cedex
- CEGEC, dont le siège social est, Futur building II, 1280 av. des platanes, 34970 PEROLS
- Lot n°6 / Préparation au pitch :
- MULTILIVE dont le siège social est, Cap Omega, RD Pt B. Franklin, 34960 MONTPELLIER CEDEX 2
- Quelle Belle Expo, dont le siège social est, 16 rue Gustave Courbet 75116 PARIS
- ABSO Conseil, dont le siège social est, Imm. Blue d'Oc-ZAC Eureka 120 rue du Thor 34000 MONTPELLIER
- Lot n°7 / Outils de communication :
- MULTILIVE, dont le siège social est, Cap Omega, RD Pt B. Franklin 34960 MONTPELLIER CEDEX 2
- SODIE, dont le siège social est, 2/4 rue Hélène 75017 PARIS

ARTICLE 2 : Ce marché concerne le programme de formations destiné à des créateurs d'entreprises innovantes du BIC de Montpellier Méditerranée Métropole (Cap Alpha, Cap Oméga). L'objectif de cette formation est d'apporter aux porteurs d'un projet innovant, les connaissances nécessaires au montage et au suivi de leur projet et de les accompagner dans les phases de création.

ARTICLE 3 : Ce marché est à bon de commande multi-attributaires ; il sera attribué à plusieurs opérateurs et chaque prestataire devra assurer 1/3 des sessions programmées. Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 11 mois.

ARTICLE 4 : Le montant total de la prestation s'élève à trente-trois mille et soixante-dix euros H.T (33 070,00€ HT) soit trente-neuf mille six cent quatre-vingt-quatre euros (39 684,00€ TTC). La répartition entre les prestataires est prévue comme suit :

Lot n°1 / Profil entrepreneurial du fondateur-Esprit d'entreprendre :

- Mille neuf cents euros HT (1 900,00 € HT) soit 2 280,00 € TTC (deux mille deux cent quatre-vingt euros TTC) à **Patrick MEJEAN**, 6 allée J. Laville, Beach Park Baie des Citrons, 98800 NOUMEA
- Mille cinq cents euros HT (1 500,00€ HT) soit mille huit cents euros TTC (1 800,00€ TTC) à **SODIE**, 2/4 rue Hélène, 75017 PARIS
- Deux mille euros (2 000,00€ HT), soit deux mille quatre cents euros TTC (2 400,00€ TTC) à **COGITEO**, 11, lot Pré Novel, 38420 LE VERSOUD

Lot n°2 / Opportunité d'entreprendre :

- Mille cinq cents euros HT (1 500,00€ HT), soit mille huit cents euros TTC (1 800,00€ TTC) à **COGITEO**, 11, lot Pré Novel, 38420 LE VERSOUD
- Mille six cent vingt euros HT (1 620,00€ HT), soit mille neuf cent quarante-quatre euros TTC (1 944,00€ TTC) à **ABSO Conseil**, Imm. Blue d'Oc-ZAC Eureka-120 rue du Thor, 34000 MONTPELLIER

Lot n°3 / Business model canevas :

- Trois mille euros HT (3 000,00€ HT), soit trois mille six cents euros TTC (3 600,00€ TTC) à **SODIE**, dont le siège social est, 2/4 rue Hélène, 75017 PARIS
- Trois mille huit cents euros HT (3 800,00€ HT), soit quatre mille cinq cent soixante euros TTC (4 560,00€ TTC) à **ANACAM Conseil**, 568 rue des Oliviers, 30320 POULX
- Quatre mille euros HT (4 000,00€ HT), soit quatre mille cinq cent soixante euros TTC (4 560,00€ TTC) à **COGITEO**, 11, lot Pré Novel, 38420 LE VERSOUD

Lot n°5 / Finances :

- Mille quatre cent quarante euros HT (1 440,00€ HT), soit mille sept cent vingt-huit euros TTC (1 728,00€ TTC) à **In EXTENSO**, Parc de l'aéroport-Imm.Latitude Sud, 770 avenue Alfred Sauvy, 34470 PEROLS
- Mille cinq cents euros HT (1 500,00€ HT), soit mille sept cent vingt-huit euros TTC (1 728,00€ TTC) à **SOFIRA**, 110 avenue Alfred Sauvy, 34473 PEROLS CEDEX
- Mille six cents euros HT (1 600,00€ HT), soit mille neuf cent vingt euros TTC (1 920,00€ TTC) à **CEGEC**, Futur building II, 1280 av. des platanes, 34970 PEROLS

Lot n°6 / Préparation au pitch :

- Mille deux cents euros HT (1 200,00€ HT), soit mille quatre cent quarante euros TTC (1 440,00€ TTC) à **MULTILIVE** Cap Omega, RD Pt B. Franklin, 34960 MONTPELLIER CEDEX 2
- Deux mille euros HT (2 000,00€ HT), soit deux mille quatre cents euros TTC (2 400,00€ TTC) à **Quelle Belle Expo**, 16 rue Gustave Courbet 75116 PARIS
- Deux mille euros HT (2 000,00€ HT), soit deux mille quatre cents euros TTC (2 400,00€ TTC) à **ABSO Conseil**, Imm. Blue d'Oc-ZAC Eureka 120 rue du Thor 34000 MONTPELLIER

Lot n°7 / Outils de communication :

- Mille huit cents euros HT (1 800,00€ HT), soit deux mille cent soixante euros TTC (2 160,00€ TTC) à **MULTILIVE**, Cap Omega, RD Pt B. Franklin 34960 MONTPELLIER CEDEX 2
- Deux mille deux cent cinquante euros HT (2 250,00€ HT), soit deux mille sept cents euros TTC (2 700,00€ TTC) à **SODIE**, 2/4 rue Hélène 75017 PARIS

La dépense est prévue au budget de Montpellier Méditerranée Métropole chapitre 936.

ARTICLE 5 : Madame la Vice-Présidente Chantal MARION est autorisée à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n° A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-845
Reçue en Préfecture le	29 JAN. 2016
Affichée le	29 JAN. 2016
Notifiée le	
Identifiant	Ime 1109059-cc

Fait à Montpellier, le **29 JAN. 2016**

Mme C. MARION

C. Marion

Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative au transfert d'un contrat d'emprunt conclu par la commune de Cournonsec avec le Crédit Agricole du Languedoc suite à la création de Montpellier Méditerranée Métropole

- VU l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Max LÉVITA en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil notamment celle de procéder, dans les limites fixées par le Conseil, à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget, aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couverture des risques de taux, et de procéder aux opérations de réaménagement de dette, autoriser la passation des contrats de lignes de trésorerie permettant le financement à court terme des opérations et l'ouverture des comptes à terme, et de passer à cet effet les actes nécessaires,
- VU l'arrêté n°A2015-138 du 4 août 2015 portant délégation de fonction à Monsieur Max LÉVITA dans le domaine des Finances,
- **CONSIDERANT** que le régime des transferts de compétences défini aux articles L 5211-5-III et L.1321-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales entraîne de plein droit la mise à disposition des biens, équipements et services publics nécessaire à leur exercice,
- **CONSIDERANT** que la collectivité bénéficiaire de la mise à disposition assume l'ensemble des obligations du propriétaire, elle est substituée à la collectivité propriétaire dans ses droits et obligations découlant des contrats, portant notamment sur des emprunts affectés et des marchés,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Le contrat d'emprunt réalisé par la commune de Cournonsec est transféré à la Métropole au 1^{er} janvier 2016.

ARTICLE 2 : Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à régler toutes les sommes dues à hauteur du capital restant dû au 1^{er} janvier 2016.

ARTICLE 3 : Le contrat concerné est le suivant :

Commune	Prêteur	N° de contrat	Capital restant dû au 1er janvier 2016
Cournonsec	CRCA	02B3ZJ011PR	400 203,01€

Les pièces nécessaires à la réalisation de cette opération seront signées par les parties intéressées.

ARTICLE 4 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, aux comptes 1641 et 6611.

ARTICLE 5 : Monsieur Max LÉVITA Vice-Président délégué dans le domaine des Finances est autorisé à signer les pièces relatives au contrat visé aux articles 1 à 3 conformément à l'arrêté n° A2015-138 du 4 août 2015 portant délégation de fonction, ou à défaut Madame Catherine DARDE 1ère Vice-Présidente, puis Monsieur le Directeur Général des Services, puis Madame la Directrice du Pôle Ressources et Moyens, conformément au même arrêté.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-846
Reçue en Préfecture le	28/02/16
Affichée le	28/02/16
Notifiée le	
Identifiant	INC 1109063 AJ

Fait à Montpellier le 27 janvier 2016
M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative au transfert d'un contrat d'emprunt conclu par la commune de Cournonsec avec la Caisse Française de Financement Local suite à la création de Montpellier Méditerranée Métropole

- VU l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Max LÉVITA en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil notamment celle de procéder, dans les limites fixées par le Conseil, à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget, aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couverture des risques de taux, et de procéder aux opérations de réaménagement de dette, autoriser la passation des contrats de lignes de trésorerie permettant le financement à court terme des opérations et l'ouverture des comptes à terme, et de passer à cet effet les actes nécessaires,
- VU l'arrêté n°A2015-138 du 4 août 2015 portant délégation de fonction à Monsieur Max LÉVITA dans le domaine des Finances,
- **CONSIDERANT** que le régime des transferts de compétences défini aux articles L 5211-5-III et L.1321-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales entraîne de plein droit la mise à disposition des biens, équipements et services publics nécessaire à leur exercice,
- **CONSIDERANT** que la collectivité bénéficiaire de la mise à disposition assume l'ensemble des obligations du propriétaire, elle est substituée à la collectivité propriétaire dans ses droits et obligations découlant des contrats, portant notamment sur des emprunts affectés et des marchés,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Le contrat d'emprunt réalisé par la commune de Cournonsec est transféré à la Métropole au 1^{er} janvier 2016.

ARTICLE 2 : Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à régler toutes les sommes dues à hauteur du capital restant dû au 1^{er} janvier 2016.

ARTICLE 3 : Le contrat concerné est le suivant :

Commune	Prêteur	N° de contrat	Capital restant dû au 1 ^{er} janvier 2016
Cournonsec	CAFIL	MPH267575EUR	153 593,97 €

Les pièces nécessaires à la réalisation de cette opération seront signées par les parties intéressées.

ARTICLE 4 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, aux comptes 1641 et 6611.

ARTICLE 5 : Monsieur Max LÉVITA Vice-Président délégué dans le domaine des Finances est autorisé à signer les pièces relatives au contrat visé aux articles 1 à 3 conformément à l'arrêté n° A2015-138 du 4 août 2015 portant délégation de fonction, ou à défaut Madame Catherine DARDE 1ère Vice-Présidente, puis Monsieur le Directeur Général des Services, puis Madame la Directrice du Pôle Ressources et Moyens, conformément au même arrêté.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-847
Reçue en Préfecture le	28/02/16
Affichée le	28/02/16
Notifiée le	
Identifiant	INC 11090000 AL

Fait à Montpellier, le

27 janvier 2016 .

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la délégation des Droits de
préemption sur le territoire de la Commune de Pignan**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU l'article L. 213-3 du Code de l'urbanisme,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, et entraînant le transfert du Droit de Préemption Urbain à la Métropole,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°13130 du 22 juillet 2015 approuvant le bilan d'étape et les orientations proposées en matière de gouvernance métropolitaine et d'organisation de la proximité,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser la délégation du droit de préemption urbain (DPU) sur une ou plusieurs parties des zones concernées par le DPU selon les dispositions prévues au 1^{er} alinéa de l'article L.213-3 du Code de l'urbanisme,
- VU le Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Pignan approuvé par délibération du Conseil Municipal en date du 5 avril 2006,
- VU la délibération du Conseil Municipal de Pignan en date du 27 février 2009 instaurant le droit de préemption urbain sur les zones U et AU du PLU et le droit de préemption urbain renforcé sur les emplacements réservés et sur les zones U et AU des périmètres de servitudes AC1 et AC 2 du PLU,
- VU l'Arrêté Préfectoral en date du 9 octobre 2014 constatant la carence en matière de réalisation de logements sociaux de la Commune de Pignan,

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole délègue, le droit de préemption urbain à la Commune de Pignan sur la zone 3AUns, et le droit de préemption urbain renforcé sur la zone Uns telles que indiquées au plan annexé.

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-2
Reçue en Préfecture le	- 9 FEV. 2016
Affichée le	- 9 FEV. 2016
Notifiée le	
Identifiant	Inc 1109217-AU

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL

- 9 FEV. 2016

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la délégation du Droit de Préemption Urbain
sur le territoire de la Commune de Saint Georges d'Orques**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU l'article L. 213-3 du Code de l'urbanisme,
- VU le décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, et entraînant le transfert du Droit de Préemption Urbain à la Métropole,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°13130 du 22 juillet 2015 approuvant le bilan d'étape et les orientations proposées en matière de gouvernance métropolitaine et d'organisation de la proximité,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser la délégation du droit de préemption urbain (DPU) sur une ou plusieurs parties des zones concernées par le DPU selon les dispositions prévues au 1er alinéa de l'article L.213-3 du Code de l'urbanisme,
- VU le Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Saint Georges d'Orques approuvé par délibération du Conseil Municipal en date du 3 décembre 2007,
- VU la délibération du Conseil Municipal de Saint Georges d'Orques en date du 3 décembre 2007 instaurant le droit de préemption urbain sur les zones U et AU du PLU,
- VU l'Arrêté Préfectoral en date du 9 octobre 2014 constatant la carence en matière de réalisation de logements sociaux de la Commune de Saint Georges d'Orques,

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole délègue le droit de préemption urbain, à la Commune de Saint Georges d'Orques sur les zones UDe, UDh, UEb pour partie, UEc, AUL et AUh telles que indiquées au plan annexé.

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-6
Reçue en Préfecture le	- 9 FEV. 2016
Affichée le	- 9 FEV. 2016
Notifiée le	
Identifiant	Imc1109291-AV

Fait à Montpellier, le - 9 FEV. 2016

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à la convention de mise à disposition ascendante de services de la commune de Montpellier au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Pierre BONNAL en qualité de Vice-Président,
- VU la délibération du Conseil n°13552 du 16 décembre 2015 relative aux délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'adopter les conventions de gestion et de mise à disposition ascendantes et descendantes, sur la base des conventions types adoptées par délibération,
- VU la délibération du Conseil n°13517 du 16 décembre 2015 approuvant plusieurs modèles de conventions de mise à disposition et de gestion de services,
- VU la délibération n°2015/581 du 17 décembre 2015 du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant la signature de la convention de mise à disposition de service ascendante avec Montpellier Méditerranée Métropole,
- **CONSIDERANT** qu'il convient de mettre à disposition des services de la commune de Montpellier au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Une convention de mise à disposition ascendante de services de la commune de Montpellier au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole est mise en œuvre conformément aux dispositions du II. de l'article L.5211-4-1 du Code général des collectivités territoriales.

ARTICLE 2 : Les services concernés sont mis à disposition pour l'exercice de missions détaillées en annexe de la convention et relevant :

- du développement économique,
- des autorisations de taxis,
- des espaces verts attenants à la voirie,
- de l'habitat,
- des pouvoirs de police administrative spéciale en matière de sécurité des bâtiments publics, des immeubles collectifs et des édifices menaçant ruine,
- du plan local d'urbanisme,
- des fonctions support dans le domaine des affaires juridique, de la commande publique et du support informatique

- et du contrôle et suivi technique, financier et comptable de concessions en matière d'énergies.

ARTICLE 3 : Cette convention est prévue sans limitation de durée, sauf dénonciation effectuée dans les conditions prévues à cet effet.

ARTICLE 4 : Montpellier Méditerranée Métropole rembourse la commune des frais de fonctionnement engendrés par la mise à disposition sur la base d'un coût unitaire de fonctionnement, conformément aux dispositions de l'article D.5211-16 du Code général des collectivités territoriales.

ARTICLE 5 : Monsieur le Vice-Président délégué aux Ressources humaines est autorisé à signer la convention visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-10 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-10
Reçue en Préfecture le	25 JAN. 2016
Affichée le	25 JAN. 2016
Notifiée le	
Identifiant	Lme1109369-CC

Fait à Montpellier, le 25 JAN. 2016

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à la convention de mise à disposition descendante de services de Montpellier Méditerranée Métropole au bénéfice de la commune de Montpellier

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Pierre BONNAL en qualité de Vice-Président,
- VU la délibération du Conseil n°13552 du 16 décembre 2015 relative aux délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'adopter les conventions de gestion et de mise à disposition ascendantes et descendantes, sur la base des conventions types adoptées par délibération,
- VU la délibération du Conseil n°13517 du 16 décembre 2015 approuvant plusieurs modèles de conventions de mise à disposition et de gestion de services,
- VU la délibération n°2015/581 du 17 décembre 2015 du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant la signature de la convention de mise à disposition de service descendante avec Montpellier Méditerranée Métropole,
- **CONSIDERANT** qu'il convient de mettre à disposition des services de Montpellier Méditerranée Métropole au bénéfice de la commune de Montpellier,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Une convention de mise à disposition descendante de services de Montpellier Méditerranée Métropole au bénéfice de la commune de Montpellier est mise en œuvre conformément aux dispositions du III. de l'article L.5211-4-1 du Code général des collectivités territoriales..

ARTICLE 2 : Les services concernés sont mis à disposition pour l'exercice de missions détaillées en annexe de la convention et relevant :

- de la réalisation d'observatoires ou de travaux cartographiques en matière d'urbanisme et d'aménagement,
- des pouvoirs de police du Maire dans le domaine de la voirie et de l'espace public,
- de l'éclairage des parcs et jardins et la mise en valeur du patrimoine,
- de l'entretien des fontaines, cours d'eau et ouvrages,
- du développement durable,
- de la programmation de l'aménagement.

ARTICLE 3 : Cette convention est prévue sans limitation de durée, sauf dénonciation effectuée dans les conditions prévues à cet effet.

ARTICLE 4 : La commune de Montpellier rembourse Montpellier Méditerranée Métropole des frais de fonctionnement engendrés par la mise à disposition sur la base d'un coût unitaire de fonctionnement, conformément aux dispositions de l'article D.5211-16 du Code général des collectivités territoriales.

ARTICLE 5 : Monsieur le Vice-Président délégué aux Ressources humaines est autorisé à signer la convention visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-10 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-11
Reçue en Préfecture le	19 JAN. 2016
Affichée le	19 JAN. 2016
Notifiée le	
Identifiant	Imc1109371-AU

Fait à Montpellier, le 19 JAN. 2016
M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative au marché n°4171EA15 de Maîtrise d'œuvre relative aux travaux de confortement du Bassin G sur la commune de Grabels

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment ses articles 28 et 74,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12720 du 12 janvier 2015 relative à l'élection de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2015-4 du 21/01/2015 portant délégation de fonction à Madame Jackie GALABRUN-BOULBES, dans le domaine « Prévention des Risques Majeurs et Gestion des Milieux Aquatiques »,

CONSIDÉRANT l'arrêté préfectoral n°2015-257-0001 de mise en demeure relative aux prescriptions applicables au barrage du bassin G dit « l'Arbre Blanc » situé sur la commune de Grabels et la nécessité de procéder à un confortement pérenne avant le 31 juillet 2016 afin de diminuer le risque de rupture du seuil en cas de crue,

CONSIDÉRANT l'avis d'appel public à la concurrence publié le 25 novembre 2015 et l'analyse des offres en vue de la passation d'un marché de maîtrise d'œuvre pour la réalisation des travaux de confortement,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un marché n°4171EA15 de maîtrise d'œuvre relative aux travaux de confortement du Bassin G sur la commune de Grabels est passé avec EGIS EAU sis 889 rue de la Vieille Poste – CS 89017 – 34965 MONTPELLIER Cedex 2.

ARTICLE 2 : Ce marché porte sur une mission de maîtrise d'œuvre comprenant les éléments de missions normalisés PRO, ACT, VISA, DET et AOR, ainsi qu'une mission G2 complémentaire complète conformément à la norme NF P 94-500 de novembre 2013.

ARTICLE 3 : Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 12 semaines.

ARTICLE 4 : Le montant du marché s'élève à 9 250 € H.T pour les missions normalisées et de 3 500 € H.T pour la mission G2 complémentaire. Cette dépense est prévue au budget principal de la Métropole, chapitre 907.

ARTICLE 5 : Madame Jackie GALABRUN-BOULBES Vice-Présidente est autorisée à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-4 du 21/01/2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-13
Reçue en Préfecture le	2 9 JAN. 2016
Affichée le	2 9 JAN. 2016
Notifiée le	
Identifiant	<i>Imc 1109525-AU</i>

Fait à Montpellier, le **2 9 JAN. 2016**

Mme J. GALABRUN-BOULBES



Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée à la
Prévention des risques majeurs et gestion
des milieux aquatiques



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision modificative de la régie de recettes du parking Vicarello de Castelnau-le-Lez

- **VU** le décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012, portant règlement général sur la Comptabilité Publique, et notamment l'article 22,
- **VU** le décret n°2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n°66-850 du 15 novembre 1966, relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs, dans sa version consolidée,
- **VU** les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents,
- **VU** la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations du Conseil au Président, notamment celle de créer et de modifier des régies comptables, nécessaires au fonctionnement des services de la Métropole,
- **VU** la décision n° D2015-703 du 17 décembre 2015, portant création d'une régie de recettes pour les droits de stationnement (parking Vicarello) à Castelnau-le-Lez, auprès de la Direction des Mobilités de Montpellier Méditerranée Métropole, 50 place Zeus – 34961 Montpellier,
- **VU** l'avis conforme du 4 janvier 2016, du comptable assignataire,
- **CONSIDERANT** la nécessité de compléter les modes de recouvrement, la décision est modifiée comme suit,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Les modes de recouvrement des droits de stationnement, sont les suivants :

- en numéraire,
- par carte bancaire,
- par prélèvement.

Elles sont perçues contre remise à l'usager de tickets, ou par contrat de prélèvement signé par les deux parties.

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-16
Reçue en Préfecture le	28/01/16
Affichée le	28/01/16
Notifiée le	
Identifiant	INC 009563 - AU

Fait à Montpellier, le 27 janvier 2016

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'agrément de candidature de la société
SAVIEZZA dans la ZAC EUROMEDECINE II à Grabels**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe Saurel en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2015 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- VU l'arrêté n°A2015-23 du 21/01/2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du « Développement économique, de l'enseignement supérieur et de la recherche, de l'innovation, de l'international et de l'artisanat »
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de l'acquisition d'une parcelle dans la ZAC EUROMEDECINE II à Grabels : la SCI SAVIEZZA est candidate à l'acquisition du lot 336 de 2 624 m² pour la réalisation d'un bâtiment destiné à accueillir une activité sportive de 1 237 m² de surface de plancher. Cette parcelle a une surface de plancher maximale de 1 237 m². L'utilisateur final sera la société FASOSPORT (salle de foot indoor, squash, espace ludique, vestiaires, bureaux et club house). L'entreprise projette un effectif de 5 emplois sur site dans 3 ans.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature de la SCI SAVIEZZA ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : Le cahier des charges particulier à cette cession, conformément aux dispositions de l'article L.311-6 du Code de l'urbanisme est approuvé.

ARTICLE 3 : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer le cahier des charges particulier visé à l'article 2 ainsi que tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Cet agrément de candidature vaut pour toute société civile ou immobilière ou société de crédit-bail qui pourrait se substituer à ce candidat pour la réalisation de son installation.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-17
Reçue en Préfecture le	19 JAN. 2016
Affichée le	19 JAN. 2016
Notifiée le	
Identifiant	Imc Mo 9639-AU

Fait à Montpellier, le

19 JAN. 2016

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative au marché de travaux n°4161DC15 - Entretien espaces verts des bâtiments culturels de Montpellier Méditerranée Métropole

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le Code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- **VU** l'arrêté n°A2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de conclure un marché à bons de commande pour l'entretien des espaces verts des bâtiments culturels de Montpellier Méditerranée Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un marché n° 4161DC15 de travaux à bons de commande est passé avec :

- Lot 1 – entretien des espaces verts : SPORT ENVIRONNEMENT : 3024 avenue A. Einstein – Montpellier
- Lot 2 – élagage abattage et débroussaillage : SAS SEV : 9 rue de l'Artisanat - Narbonne.

ARTICLE 2 : Ce marché concerne l'entretien des espaces verts des bâtiments culturels de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 1 an.

ARTICLE 4 : Le montant du marché est compris entre 0 et 50.000 € H.T. maximum pour le lot 1 et 0 et 30.000 € HT maximum pour le lot 2 Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 933.

ARTICLE 5 : Monsieur Bernard TRAVIER Vice-Président est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-21
Reçue en Préfecture le	2 6 JAN. 2016
Affichée le	2 6 JAN. 2016
Notifiée le	
Identifiant	<i>Inc 1109723-AU</i>

Fait à Montpellier, le

2 6 JAN. 2016

M. B. TRAVIER

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole, délégué à
Culture



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à une convention de domiciliation au sein
du bâtiment MIBI passée avec la société GAÏAECOTECH**

- **VU** l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- **VU** la délibération du Conseil de Métropole n°13462 du 16 décembre 2015 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables en 2016 au sein du bâtiment MIBI,
- **VU** l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de signature à Madame Chantal MARION dans le domaine « Développement économique, enseignement supérieur et recherche, innovation, international, artisanat »,
- **VU** la demande formulée par le Pôle eau visant à permettre la domiciliation au MIBI d'une société de conseil spécialisée dans la préparation des dossiers d'investissement présentés auprès des banques par les entreprises qui travaillent dans le secteur de l'eau sur le territoire métropolitain et les régions voisines,
- **CONSIDERANT** que la domiciliation au MIBI de cette société dénommée GAÏAECOTECH pourra contribuer au développement des entreprises travaillant dans le secteur de l'eau en les aidant à lever avec l'appui du Pôle eau des capitaux pérennes en haut de bilan,

D E C I D E

ARTICLE 1: Une convention de domiciliation au sein du MIBI est passée pour une durée d'un an à compter de sa notification entre la société GAÏAECOTECH, et Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 2: La convention de domiciliation autorise la société GAÏAECOTECH, à établir son siège social à l'adresse du MIBI (Montpellier International Business Incubator) 672, rue du Mas de Verchant, 34 000 MONTPELLIER.

ARTICLE 3: Le coût mensuel hors taxes à payer par l'entreprise domiciliée est de 18,73 euros, conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n°13462 du Conseil de Métropole en date du 16 décembre 2015.

ARTICLE 4: La recette résultant de la présente convention est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936.

ARTICLE 5: Madame Chantal MARION, Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer la convention visée à l'article 1 conformément à l'arrêté n°2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6: Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-24
Reçue en Préfecture le	19 JAN. 2016
Affichée le	19 JAN. 2016
Notifiée le	
Identifiant	Imc1109740AV

Fait à Montpellier, le

19 JAN. 2016

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative au marché n°4015DS15 d'achat de matériel de filtration, d'équipement de bassin de piscine et de matériel de plomberie pour la régie technique des piscines de Montpellier Méditerranée Métropole

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur MEISSONNIER en qualité de Vice-Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- **VU** l'arrêté n°2015-13 du 21/01/2015 portant délégation de fonction à Monsieur MEISSONNIER dans le domaine « Sports et des Traditions sportives »,

CONSIDÉRANT la nécessité de passer un marché d'achat de matériel de filtration, d'équipement de bassin de piscine et de matériel de plomberie pour la régie technique des piscines de Montpellier méditerranée Métropole.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un marché n°4015DS15 de services est passé, pour les lots n°1 et 2, avec la société CHAVEROCHE SAS, 1 rue du Puech Radier, 34 970 LATTES.

ARTICLE 2 : Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée initiale est d'un an avec la possibilité de le reconduire deux fois.

ARTICLE 3 : Le montant minimum du marché, pour le lot n°1, s'élève à 20 000 € H.T. soit 24 000 € T.T.C.

Le montant maximum du marché, pour le lot n°1, s'élève à 45 000 € H.T. soit 54 000 € T.T.C.

Le montant minimum du marché, pour le lot n°2, s'élève à 5 000 € H.T. soit 6 000 € T.T.C.

Le montant maximum du marché, pour le lot n°2, s'élève à 10 000 € H.T. soit 12 000 € T.T.C.

Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 928.

ARTICLE 4 : Monsieur MEISSONNIER Vice-Président est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°2015-13 du 21/01/2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-25
Reçue en Préfecture le	3 FEV. 2016
Affichée le	3 FEV. 2016
Notifiée le	
Identifiant	Dnc1109761-AU

Fait à Montpellier, le

- 3 FEV. 2016

M. J.-L. MEISSONNIER

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole, délégué aux
Sports et Traditions sportives



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision modificative de la décision D2015-801 relative à une
ouverture de crédit de Trésorerie conclue entre Arkea Banque
Entreprises et Institutionnels et Montpellier Méditerranée Métropole**

- VU l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Max LÉVITA en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil notamment celle de procéder, dans les limites fixées par le Conseil, à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget, aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couverture des risques de taux, et de procéder aux opérations de réaménagement de dette, autoriser la passation des contrats de lignes de trésorerie permettant le financement à court terme des opérations et l'ouverture des comptes à terme, et de passer à cet effet les actes nécessaires,
- VU l'arrêté n°A2015-138 du 4 août 2015 portant délégation de fonction à Monsieur Max LÉVITA dans le domaine des Finances,
- VU la décision n°D2015-801 du 4 janvier 2016 relative à une ouverture de crédit de trésorerie conclue entre Arkea Banque Entreprises et Institutionnels et Montpellier Méditerranée Métropole,
- **CONSIDERANT** qu'il convient de modifier l'index pris en compte,

D E C I D E

ARTICLE 1 : L'article 4 est modifié comme suit :
« Index : Ti3M (moyenne mensuelle des Euribor 3 mois du mois en cours) »,

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-26
Reçue en Préfecture le	28/01/16
Affichée le	28/01/16
Notifiée le	
Identifiant	INC 1109768

Fait à Montpellier, le 27 janvier 2016
M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à une convention d'occupation du domaine public conclue avec l'entreprise DIGIXART pour l'occupation de locaux au sein du bâtiment MIBI

- VU l'article L.5211-10 du code général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice - Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- VU la délibération du Conseil n°13462 du 16 décembre 2015 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1er janvier 2016 au sein du bâtiment MIBI,
- VU l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement Economique, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, de l'Innovation, de l'International et de l'Artisanat,
- **CONSIDERANT** que l'entreprise DIGIXART a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole pour prendre à bail des locaux au sein du bâtiment MIBI dans l'attente de s'installer à Cap Oméga lorsque la surface de locaux nécessaires sera disponible,

D E C I D E

ARTICLE 1: Une convention d'occupation du domaine public est conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'entreprise DIGIXART pour la location d'un bureau de 19,60 m².

ARTICLE 2: La surface occupée est constituée du module B2.7 situé au deuxième étage du MIBI - 672, rue du Mas de Verchant – 34 000 MONTPELLIER.

ARTICLE 3: La convention est conclue pour une durée d'un an à compter de sa date de notification pour se terminer le 31 janvier 2017.

ARTICLE 4: La redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par l'entreprise DIGIXART pour la surface de 19,60 m² qu'elle occupe au sein du bâtiment MIBI s'élève à ce jour à 247,74 euros conformément au tarif jeune entreprise innovante applicable, approuvé par délibération n°13462 du Conseil de Métropole en date du 16 décembre 2015.

ARTICLE 5: La recette résultant de la présente convention d'occupation est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936.

ARTICLE 6: Madame la Vice - Présidente Chantal MARION déléguée dans le domaine est autorisée à signer la convention visée à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction et de signature.

ARTICLE 7: Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-29
Reçue en Préfecture le	21 JAN. 2016
Affichée le	21 JAN. 2016
Notifiée le	
Identifiant	Ine1109959_AU

Fait à Montpellier, le

21 JAN. 2016

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à une convention d'occupation du domaine public conclue avec l'entreprise ALGODONE pour l'occupation de locaux au sein du bâtiment MIBI

- VU l'article L.5211-10 du code général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice - Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- VU la délibération du Conseil n°13462 du 16 décembre 2015 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1er janvier 2016 au sein du bâtiment MIBI,
- VU l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement Economique, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, de l'Innovation, de l'International et de l'Artisanat,
- **CONSIDERANT** que l'entreprise ALGODONE a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole pour prendre à bail des locaux au sein du bâtiment MIBI dans l'attente de s'installer à Cap Oméga lorsque la surface de locaux nécessaires sera disponible,

D E C I D E

ARTICLE 1: Une convention d'occupation du domaine public est conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'entreprise ALGODONE pour la location d'un bureau de 25,60 m².

ARTICLE 2: La surface occupée est constituée du module B2.8 situé au deuxième étage du MIBI - 672, rue du Mas de Verchant – 34 000 MONTPELLIER.

ARTICLE 3: La convention est conclue pour une durée d'un an à compter de sa date de notification pour se terminer le 31 janvier 2017.

ARTICLE 4: La redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par l'entreprise ALGODONE pour la surface de 25,60 m² qu'elle occupe au sein du bâtiment MIBI s'élève à ce jour à 278,08 euros conformément au tarif jeune entreprise applicable, approuvé par délibération n°13462 du Conseil de Métropole en date du 16 décembre 2015.

ARTICLE 5: La recette résultant de la présente convention d'occupation est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936.

ARTICLE 6: Madame la Vice - Présidente Chantal MARION déléguée dans le domaine est autorisée à signer la convention visée à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 7: Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-30
Reçue en Préfecture le	- 9 FEV. 2016
Affichée le	- 9 FEV. 2016
Notifiée le	
Identifiant	Imc110017-AU

Fait à Montpellier, le

- 9 FEV. 2016

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative aux avenants de co-utilisation de marchés par la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la fin de la convention en vue de l'exercice transitoire des nouvelles compétences de la Métropole conclue avec la commune de Montpellier en date du 31 décembre 2015
- VU la délégation permanente accordée au Président par le Conseil de prendre toute décision concernant la signature des avenants de co-utilisation portant sur des marchés initialement passés par les communes membres de la Métropole, et dont l'objet couvre pour partie des compétences transférées à la Métropole et pour partie des compétences demeurant communales. Ces marchés devant être en effet conjointement utilisés par la commune concernée et Montpellier Méditerranée Métropole, chacune sur la base de leurs besoins et compétences respectifs,

CONSIDÉRANT la nécessité de passer des avenants de co-utilisation afin de permettre l'exercice des compétences transférées,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Les avenants de co-utilisation ci-après sont passés entre la Commune de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et les entreprises suivantes :

1° marché n°4147TV15 (4D0020) relatif aux « Travaux de signalisation Verticale », conclu jusqu'au 05/02/2019, pour une durée d'un an renouvelable trois fois, avec l'entreprise SIGNAUX GIROD Grand Sud à BAILLARGUES, pour un montant minimum de 150 000 € HT / an et maximum de 500 000 € HT / an.

2° marché n°4227RI16 (3C0447) relatif à la « Maintenance des logiciels ArcGis », conclu jusqu'au 03/06/2018, pour une durée d'un an renouvelable trois fois, avec l'entreprise ESRI à MEUDON, pour un montant minimum de 20 000 € HT / an et maximum de 45 000 € HT / an.

3° marché n°4300EA16 (3D0105) relatif aux « Travaux d'entretien des bâtiments communaux - LOT 16 : curage des réseaux », conclu jusqu'au 22/11/2017, pour une durée d'un an renouvelable trois fois, avec le groupement SOMES à MONTPELLIER / SARP MEDITERRANEE, sans montant minimum ou maximum.

4° marché n°4281DM16 (2H90) relatif à « Entretien et maintenance des ascenseurs, monte-charge et plateformes élévatrices – LOT 2 bâtiments communaux », conclu jusqu'au 31/12/2016, pour une durée d'un an renouvelable trois fois, avec l'entreprise THYSSENKRUPP à ANGERS, sans montant minimum et pour un montant maximum de 100 000 € HT/an.

5° marché n°4299DM16 (4D0069) relatif à la « Maintenance et installation d'alarmes dans les bâtiments communaux », conclu jusqu'au 25/05/2019, pour une durée d'un an renouvelable trois fois, avec l'entreprise SNEF à MAUGUIO, sans montant minimum ou maximum.

6° marché n°4286DM16 (3D0101) relatif à la « Maintenance des équipements de sécurité incendie – LOT 2 Bâtiments communaux », conclu jusqu'au 02/09/2017, pour une durée d'un an renouvelable trois fois, avec l'entreprise SPIE Sud-Ouest à SAINT JEAN DE VEDAS, sans montant minimum ou maximum.

7° marché n°4293EP16 (4D0060) relatif à « Achat de mobilier urbain et fournitures pour la voirie et les espaces verts – LOT 4 Bancs publics type classique et salon contemporain », conclu jusqu'au 11/05/2019, pour une durée d'un an renouvelable trois fois, avec l'entreprise SINEU-GRAFF à BENFELD, sans montant minimum ou maximum.

8° marché n°4285EP16 (4D0071) relatif aux « Travaux de signalisation horizontale – LOT 1 Quartiers Mosson, Cévennes, Croix-d'Argent, Près d'Arènes, Port Marianne », conclu jusqu'au 03/09/2019, pour une durée d'un an renouvelable trois fois, avec l'entreprise AXIMUM à VENDARGUES, pour un montant minimum de 80 000 € HT / an et un montant maximum de 300 000 € HT / an.

9° marché n°4285EP16 (4D0071) relatif aux « Travaux de signalisation horizontale – LOT 2 Montpellier centre, Hôpitaux - Facultés », conclu jusqu'au 03/09/2019, pour une durée d'un an renouvelable trois fois, avec l'entreprise AXIMUM à VENDARGUES, pour un montant minimum de 80 000 € HT / an et un montant maximum de 300 000 € HT / an.

10° marché n°4087TV15 (3D0035) relatif à la « Maintenance et travaux de voirie - LOT 1 Quartier Montpellier Centre », conclu jusqu'au 02/06/2017, pour une durée d'un an renouvelable trois fois, avec l'entreprise RAZEL BEC à SAINT GEORGES D'ORQUES, pour un montant minimum de 500 000 € HT / an et maximum de 1 500 000 € HT / an.

11° marché n°4087TV15 (3D0035) relatif à la « Maintenance et travaux de voirie - LOT 2 Quartiers Hôpitaux facultés et Montpellier Centre 2 », conclu jusqu'au 02/06/2017, pour une durée d'un an renouvelable trois fois, avec l'entreprise EIFFAGE à SAINT JEAN DE VEDAS, pour un montant minimum de 500 000 € HT / an et maximum de 1 500 000 € HT / an.

12° marché n°4087TV15 (3D0035) relatif à la « Maintenance et travaux de voirie - LOT 3 Quartiers Mosson et Cévennes », conclu jusqu'au 02/06/2017, pour une durée d'un an renouvelable trois fois, avec l'entreprise EUROVIA MEDITERRANEE à JUVIGNAC, pour un montant minimum de 500 000 € HT / an et maximum de 1 500 000 € HT / an.

13° marché n°4087TV15 (3D0035) relatif à la « Maintenance et travaux de voirie - LOT 4 Quartiers Croix d'argent, Près d'arènes et Port Marianne Centre 2 », conclu jusqu'au 02/06/2017, pour une durée d'un an renouvelable trois fois, avec l'entreprise MALET à MAUGUIO, pour un montant minimum de 500 000 € HT / an et maximum de 1 500 000 € HT / an.

14° marché n°4090TV15 (2M747) relatif à la « Dépose, fourniture et pose de serrurerie de voirie », conclu jusqu'au 15/10/2016, pour une durée d'un an renouvelable trois fois, avec l'entreprise URBAN'NT à MONTPELLIER, pour un montant minimum de 300 000 € HT / an et maximum de 1 200 000 € HT / an.

15° marché n°4263TV15 (2I02) relatif au « Réseau municipal radio Tetra - Extension, terminaux, maintenance », conclu jusqu'au 28/05/2017, pour une durée de deux ans renouvelable une fois, avec l'entreprise TALCO LANGUEDOC à MONTPELLIER, pour un montant de 620 000 € HT pour la période initiale et 380 000 € HT pour la période de reconduction.

16° marché n°4262TV15 (3D0142) relatif aux « Prestations topographiques et missions de géomètres - Lot 1 : Quartier Centre », conclu jusqu'au 26/08/2017, pour une durée d'un an renouvelable trois fois, avec le groupement BILICKI DHOMBRES OSMO à MONTPELLIER (mandataire) / SIRAGUSA / PAGES, pour un montant minimum de 5 000 € HT / an et maximum de 200 000 € HT / an.

renouvelable trois fois, avec le groupement BILICKI DHOMBRES OSMO à MONTPELLIER (mandataire) / SIRAGUSA / PAGES, pour un montant minimum de 5 000 € HT / an et maximum de 200 000 € HT / an.

17° marché n°4262 TV 15 (3D0142) relatif aux « Prestations topographiques et missions de géomètres - Lot 2 : Quartiers Hôpitaux-Facultés, La Mosson, Les Cévennes, Croix d'Argent, Près d'Arènes, Port-Marianne », conclu jusqu'au 26/08/2017, pour une durée d'un an renouvelable trois fois, avec le groupement BILICKI DHOMBRES OSMO à MONTPELLIER (mandataire) / SIRAGUSA / PAGES, pour un montant minimum de 5 000 € HT / an et maximum de 200 000 € HT / an.

18° marché n°4260 TV 15 (4C0016) relatif à la « Mission de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé de catégorie 2 et 3 pour les projets de VRD et de génie civil - Lot 1 : quartiers Cévennes, Croix d'argent, Mosson, Port Marianne, Près d'Arènes », conclu jusqu'au 08/12/2018, pour une durée d'un an renouvelable trois fois, avec le groupement SPS CONSEILS à AVIGNON (mandataire) / BR COORDINATION, pour un montant minimum de 6 000 € HT / an et maximum de 25 000 € HT / an.

19° marché n°4260 TV 15 (4C0016) relatif à la « Mission de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé de catégorie 2 et 3 pour les projets de VRD et de génie civil - Lot 2 : Subdivision 2 : Centre / Hôpitaux-Facultés », conclu jusqu'au 03/12/2018, pour une durée d'un an renouvelable trois fois, avec l'entreprise QUALICONSULT SECURITE à MONTPELLIER, pour un montant minimum de 6 000 € HT / an et maximum de 25 000 € HT / an.

20° marché n°4261 TV 15 (8F742811) relatif au « nettoyage de la ville de Montpellier », conclu jusqu'au 03/01/2016, pour une durée de 75 mois, avec l'entreprise SMN à MONTPELLIER, pour un montant forfaitaire de 15 585 127.36 € HT/ an.

21° marché n°4142 TV 15 (3D0356) relatif au « Contrôle extérieur construction routière », conclu jusqu'au 13/01/2018, pour une durée d'un an renouvelable trois fois, avec l'entreprise ACR MEDITERRANEE à ROUSSET, pour un montant minimum de 20 000 € HT / an et maximum de 80 000 € HT / an.

22° marché n°4079 TV 15 (2D0004) relatif à la « Fourniture et mise en œuvre asphalte coulé », conclu jusqu'au 02/07/2017, pour une durée d'un an renouvelable trois fois, avec l'entreprise ASTEN à CASTELNAU LE LEZ, pour un montant minimum de 100 000 € HT / an et maximum de 300 000 € HT / an.

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-32
Reçue en Préfecture le	20 JAN. 2016
Affichée le	20 JAN. 2016
Notifiée le	
Identifiant	Ince1110137AU

Fait à Montpellier, le

M. Philippe SAUREL

20 JAN. 2016

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société WEARELEARNING et à une extension sur une surface complémentaire au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega

- **VU** l'article L.5211-10 du code général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal Marion en qualité de Vice - Présidente,
- **VU** les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- **VU** la délibération du Conseil n°13462 du 16 décembre 2015 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1er janvier 2016 au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega,
- **VU** l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du « Développement Economique, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, de l'Innovation, de l'International et de l'Artisanat »,
- **VU** la convention d'occupation du domaine public en date du 28 février 2013 passée entre « La Communauté d'Agglomération de Montpellier » et la société WEARELEARNING pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega pour une durée de 36 mois, modifiée par avenant en date du 18 septembre 2013,
- **CONSIDERANT** d'une part que la convention modifiée précitée arrive à échéance le 29 février 2016 et que la société WEARELEARNING n'a pas encore trouvé de solution immobilière pour s'implanter définitivement sur le territoire d'une des Communes membres de Montpellier Méditerranée Métropole et qu'en conséquence elle a sollicité la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire,
- **CONSIDERANT** d'autre part que la société WEARELEARNING a sollicité le BIC de Montpellier Méditerranée Métropole pour une extension sur une surface de 14,77 m², à usage de bureau, libre de toute occupation, à compter du 1^{er} mars 2016,
- **CONSIDERANT** également que la société WEARELEARNING a informé le BIC de Montpellier Méditerranée Métropole des modifications substantielles intervenues dans ses statuts, notamment le nom de la société,

D E C I D E

ARTICLE 1: Un avenant prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société WEARELEARNING pour une période de douze mois à compter du 1^{er} mars 2016 et jusqu'au 28 février 2017.

ARTICLE 2: Conformément à l'article III.2 de la convention initiale prévoyant l'extension des entreprises sur des surfaces libres au sein de la pépinière, la société est autorisée à compter du 1^{er} mars 2016 à étendre son activité sur une surface de 14,77 m², partie du module B220, située au deuxième étage de la pépinière en zone verte.
A compter de cette date, la surface totale occupée au sein de la pépinière par la société passe de 45,03 m² à 59,80 m².

ARTICLE 3: A compter du 1^{er} mars 2016, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société WEARELEARNING pour la surface de 59,80 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Oméga s'élève à 808,49 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n°13462 du Conseil en date du 16 décembre 2015.

ARTICLE 4: Dans la convention d'occupation du domaine public du 28 février 2013, la dénomination ENOV FORMATION devient WEARELEARNING.

ARTICLE 5: La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole chapitre 936.

ARTICLE 6: Madame la Vice - Présidente Chantal MARION est autorisée à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015- 23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 7: Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-36
Reçue en Préfecture le	2 1 JAN. 2016
Affichée le	2 1 JAN. 2016
Notifiée le	
Identifiant	Inclto 9914.AU

Fait à Montpellier, le

2 1 JAN. 2016

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision d'ester en justice "Heather WARDLAW - requête 1506811-4 TA"

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction de l'ordre administratif ou judiciaire, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts suite au dépôt de la requête n°1506811-4 près le Tribunal Administratif de Montpellier le 29 décembre 2015 par Madame Heather WARDLAW tendant à indemnisation pour préjudice subi consécutivement à une chute dont elle a été victime sur la chaussée devant la gare ferroviaire de Montpellier et ce, dans le cadre du chantier du tramway.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocats « Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés ».

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-37
Reçue en Préfecture le	1 9 JAN. 2016
Affichée le	1 9 JAN. 2016
Notifiée le	
Identifiant	Incl 1509928 Au

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL

1 9 JAN. 2016

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société NELIS au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega

- VU l'article L.5211-10 du code général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal Marion en qualité de Vice - Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au Code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- VU la délibération du Conseil n°13462 du 16 décembre 2015 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1er janvier 2016 au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega,
- VU l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement Economique, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, de l'Innovation, de l'International et de l'Artisanat,
- VU la convention d'occupation du domaine public en date du 29 mai 2006 passée entre la Métropole et la société NELIS pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega pour une durée de 36 mois, modifiée par avenants en date du 27 novembre 2006, 21 octobre 2007, 15 janvier 2009, 5 mai 2009, 5 février 2010, 28 mai 2010, 6 janvier 2011, 28 avril 2011, 2 mars 2012, 17 septembre 2012, 1^{er} octobre 2012, 18 février 2013, 17 septembre 2013, 27 février 2014, 25 novembre 2014, 10 février 2015, 10 mars 2015 et 20 septembre 2015,
- **CONSIDERANT** que la convention modifiée précitée arrive à échéance le 31 janvier 2016 et que la société NELIS n'a pas encore trouvé de solution immobilière pour s'implanter définitivement sur le territoire d'une des Communes membres de Montpellier Méditerranée Métropole et qu'en conséquence elle a sollicité la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire,

D E C I D E

ARTICLE 1: Un avenant prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société NELIS pour une période de 6 mois à compter du 1^{er} février 2016 et jusqu'au 31 juillet 2016.

ARTICLE 2: A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société NELIS pour la surface de 74,29 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Omega s'élève à 1 081,66 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n°13462 du Conseil en date du 16 décembre 2015.

ARTICLE 3 : La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole chapitre 936.

ARTICLE 4 : Madame la Vice - Présidente Chantal MARION est autorisée à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015- 23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-40
Reçue en Préfecture le	19 JAN. 2016
Affichée le	19 JAN. 2016
Notifiée le	
Identifiant	Smc1109942 AV

Fait à Montpellier, le

M. Philippe SAUREL

19 JAN. 2016

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société EXPERNOVA au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega

- **VU** l'article L.5211-10 du code général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal Marion en qualité de Vice - Présidente,
- **VU** les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- **VU** la délibération du Conseil n° 13462 du 16 décembre 2015 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1^{er} janvier 2016 au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega,
- **VU** l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement Economique, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, de l'Innovation, de l'International et de l'Artisanat,
- **VU** la convention d'occupation du domaine public en date du 3 août 2009 passée entre Métropole et la société EXPERNOVA pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega pour une durée de 36 mois, modifiée par avenants en date du 21 octobre 2009, 20 septembre 2010, 1^{er} octobre 2012, 23 août 2013, 25 novembre 2014, 3 mars 2015 et 22 septembre 2015,
- **CONSIDERANT** que la convention précitée arrive à échéance le 31 janvier 2016 et que la société EXPERNOVA n'a pas encore trouvé de solution immobilière pour s'implanter définitivement sur le territoire d'une des Communes membres de Montpellier Méditerranée Métropole et qu'en conséquence elle a sollicité la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire,

D E C I D E

ARTICLE 1: Un avenant prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société EXPERNOVA pour une période de six mois à compter du 1^{er} février 2016 et jusqu'au 31 juillet 2016.

ARTICLE 2: A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société EXPERNOVA pour la surface de 88,11 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Omega s'élève à 1 282,88 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n°13462 du Conseil en date du 16 décembre 2015.

ARTICLE 3: La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole chapitre 936.

ARTICLE 4 : Madame la Vice - Présidente Chantal MARION est autorisée à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015- 23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-41
Reçue en Préfecture le	21 JAN. 2016
Affichée le	21 JAN. 2016
Notifiée le	
Identifiant	Imc 1109956-AU

Fait à Montpellier, le

21 JAN. 2016

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative au dépôt d'un permis de démolir - Parcelle
sr n°19 - 840 Avenue Bachaga Boualem à Montpellier**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Catherine DARDE en qualité de Vice-Présidente,
- VU l'arrêté n°2015-3, du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Catherine DARDE en cas d'absence ou d'empêchement de Madame Stéphanie JANNIN, dans le cadre des délégations qui lui sont attribuées aux articles 2 et 3 dudit arrêté,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole, notamment celles d'autoriser le dépôt, la modification ou le transfert des demandes de permis de construire, de permis d'aménager, de permis de démolir ou de déclaration préalable,
- **CONDIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole est propriétaire de la parcelle cadastrée section SR n°19, située 840 Avenue Bachaga Boualem à Montpellier que cette assiette foncière supporte un bâti à usage de maison d'habitation ainsi que des annexes, que les lieux sont libres de toute occupation et qu'il convient de procéder à la démolition de l'ensemble du bâtiment avant toute occupation illégale,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à déposer le permis de démolir concernant le bâtiment et ses annexes situés sur la parcelle cadastrée section SR n°19, d'une contenance de 771m² situées 840 Avenue Bachaga Boualem à Montpellier.

ARTICLE 2 : Madame Catherine DARDE, 1^{ère} Vice-Présidente, est autorisée à signer la demande et tout document relatif à cette affaire, conformément aux dispositions de l'article 4 de l'arrêté n°2015-3 du 21 janvier 2015, portant délégation de fonction.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-42
Reçue en Préfecture le	28/01/16
Affichée le	28/01/16
Notifiée le	
Identifiant	INC uloon - AU

Fait à Montpellier, le 27 janvier 2016

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative au marché n°3989DC15 - Missions de programmation et d'assistance à maîtrise d'ouvrage - Musée / Centre d'Art Contemporain à Montpellier

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 janvier 2014 relative à l'élection de Monsieur TRAVIER en qualité de Vice-Président
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°2015-17 du 21/01/2015 portant délégation de fonction à Monsieur TRAVIER dans le domaine « Culture »,

CONSIDÉRANT la nécessité de passer un marché de « Missions de programmation et d'assistance à maîtrise d'ouvrage au Musée / Centre d'Art Contemporain à Montpellier »

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un marché n°3989DC15 de travaux est passé avec l'entreprise Aubry et Guiguet, 13 rue Mont-Louis, 75 011 Paris.

ARTICLE 2 : Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 4 ans.

ARTICLE 3 : Le montant maximum du marché s'élève à 200 000 € HT. soit 240 000 € TTC. Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 928.

ARTICLE 4 : Monsieur TRAVIER Vice-Président est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°2015-17 du 21/01/2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-43
Reçue en Préfecture le	20 JAN. 2016
Affichée le	20 JAN. 2016
Notifiée le	
Identifiant	<i>Imc110018 AU</i>

Fait à Montpellier, le **20 JAN. 2016**

M. B. TRAYLER


Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole, délégué à la
Culture

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux
par la société AMAPLACE et à une extension sur une surface
complémentaire au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega**

- VU l'article L.5211-10 du code général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal Marion en qualité de Vice - Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- VU la délibération du Conseil n°13462 du 16 décembre 2015 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1er janvier 2016 au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega,
- VU l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement Economique, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, de l'Innovation, de l'International et de l'Artisanat,
- VU la convention d'occupation du domaine public en date du 23 janvier 2013 passée entre la Métropole et la société AMAPLACE pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega pour une durée de 36 mois, modifiée par avenant en date du 1^{er} octobre 2013,
- **CONSIDERANT** d'une part que la convention modifiée précitée arrive à échéance le 31 janvier 2016 et que la société AMAPLACE n'a pas encore trouvé de solution immobilière pour s'implanter définitivement sur le territoire d'une des communes membres de Montpellier Méditerranée Métropole et qu'en conséquence elle a sollicité la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire,
- **CONSIDERANT** d'autre part que la société AMAPLACE a sollicité le BIC de Montpellier Méditerranée Métropole pour une extension sur une surface de 22,46 m², à usage de bureau, libre de toute occupation, à compter du 1^{er} février 2016,

D E C I D E

ARTICLE 1: Un avenant prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société AMAPLACE pour une période de douze mois, jusqu'au 31 janvier 2017.

ARTICLE 2: Conformément à l'article III.2 de la convention initiale prévoyant l'extension des entreprises sur des surfaces libres au sein de la pépinière, la société est autorisée à étendre son

activité sur une surface de 22,46 m², partie du module B026, située au rez de chaussée de la pépinière en zone verte.

A compter de cette date, la surface totale occupée au sein de la pépinière par la société passe de 37,30 m² à 59,76 m².

ARTICLE 3: A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société AMAPLACE pour la surface de 59,76 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Oméga s'élève à 807,95 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n°13462 du Conseil en date du 16 décembre 2015.

ARTICLE 4 La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole chapitre 936.

ARTICLE 5: Madame la Vice - Présidente Chantal MARION est autorisée à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015- 23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 7: Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-45
Reçue en Préfecture le	- 8 FEV. 2016
Affichée le	- 8 FEV. 2016
Notifiée le	
Identifiant	Inc110068-AU

Fait à Montpellier, le 8 FEV. 2016

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative aux avenants de co-utilisation de marchés
par la ville de Pérols et Montpellier Méditerranée Métropole**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la fin de la convention en vue de l'exercice transitoire des nouvelles compétences de la Métropole conclue avec la commune de Pérols en date du 31 décembre 2015
- VU la délégation permanente accordée au Président par le Conseil de prendre toute décision concernant la signature des avenants de co-utilisation portant sur des marchés initialement passés par les communes membres de la Métropole, et dont l'objet couvre pour partie des compétences transférées à la Métropole et pour partie des compétences demeurant communales. Ces marchés seront en effet conjointement utilisés par la commune concernée et Montpellier Méditerranée Métropole, chacune sur la base de leurs besoins et compétences respectifs,

CONSIDÉRANT La nécessité de passer des avenants de co-utilisation afin de permettre l'exercice des compétences transférées,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Les avenants de co-utilisation ci-après sont passés entre la Commune de Pérols, Montpellier Méditerranée Métropole et les entreprises suivantes :

- 1° marché n°4218TV15 (2014-05-01) relatif à la « Fourniture et livraison de végétaux divers - LOT 1 Plantes diverses », conclu jusqu'au 14/04/2017, pour une durée d'un an renouvelable une fois, avec l'entreprise FLEURON D'ANJOU à LES PONTS DE CE, pour un montant minimum de 5 000 € HT / an et maximum de 20 000 € HT / an.
- 2° marché n°4218TV15 (2014-05-02) relatif à la « Fourniture et livraison de végétaux divers - LOT 2 Plantes de pépinière », conclu jusqu'au 14/04/2017, pour une durée d'un an renouvelable une fois, avec l'entreprise SARIVIERE SAS à LATTES, pour un montant minimum de 5 000 € HT / an et maximum de 59 000 € HT / an.
- 3° marché n°4218TV15 (2014-05-04) relatif à la « Fourniture et livraison de végétaux divers - LOT 4 Bulbes et rhizomes », conclu jusqu'au 23/04/2017, pour une durée d'un an renouvelable une fois, avec l'entreprise C.L.J. LES TULIPES DE FRANCE à LES PONTS DE CE, pour un montant minimum de 1 000 € HT / an et maximum de 3 000 € HT / an.
- 4° marché n°4220TV15 (2012-22-01) relatif à « L'entretien des espaces verts - LOT 1 Débroussaillage », conclu jusqu'au 16/01/2017, pour une durée d'un an renouvelable trois fois, avec l'entreprise UPEE 7 SARL à SAINT-AUNES, pour un montant minimum de 12 000 € HT / an et maximum de 60 000 € HT / an.

5° marché n°4220TV15 (2012-22-02) relatif à « L'entretien des espaces verts - LOT 2 Taille et élagage », conclu jusqu'au 15/01/2017, pour une durée d'un an renouvelable trois fois, avec l'entreprise CIEL VERT SAS à SAINT-AUNES, pour un montant minimum de 12 000 € HT / an et maximum de 60 000 € HT / an.

6° marché n°4220TV15 (2012-22-03) relatif à « L'entretien des espaces verts - LOT 3 Lutte biologique », conclu jusqu'au 15/01/2017, pour une durée d'un an renouvelable trois fois, avec l'entreprise CIEL VERT SAS à PEROLS, pour un montant minimum de 2 000 € HT / an et maximum de 15 000 € HT / an.

7° marché n°4217TV15 (2014-04-01) relatif au « Nettoiement et balayage de la voirie communale - LOT 1 Zone Centre-Ville », conclu jusqu'au 22/10/2018, pour une durée d'un an renouvelable trois fois, avec l'entreprise SOCIETE MEDITERRANEENNE DE NETTOIEMENT à MONTPELLIER, pour un montant total forfaitaire de 324 800, 00 € HT, soit 357 280, 00 € TTC (TVA 10%).

8° marché n°4217TV15 (2014-04-02) relatif au « Nettoiement et balayage de la voirie communale - LOT 2 Zone hors Centre-Ville », conclu jusqu'au 25/08/2018, pour une durée d'un an renouvelable trois fois, avec l'entreprise ESAT SAPORTA ADAGES à LATTES, pour un montant total forfaitaire de 138 720, 00 € HT, soit 166 464, 00 € TTC (TVA 20%).

9° marché n°4219TV15 (2013-01) relatif aux « Travaux de réfection et de renforcement des voiries et des réseaux pluviaux », conclu jusqu'au 21/04/2017, pour une durée d'un an renouvelable trois fois, avec l'entreprise TP SUD à CASTELNAU-LE-LEZ, pour un montant minimum de 250 836, 12 € HT / an et maximum de 836 120, 40 € HT / an.

10° marché n°4208TV15 (2014-15-01) relatif à la « Fourniture de matériaux techniques divers LOT 1 : Matériaux de peinture », conclu jusqu'au 09/04/2018, pour une durée d'un an renouvelable deux fois, avec l'entreprise SAS PEINTURES DU SUD à MONTPELLIER, pour un montant minimum de 1000, 00 € HT / an et maximum de 10 000, 00 € HT / an.

11° marché n°4208TV15 (2014-15-02) relatif à la « Fourniture de matériaux techniques divers LOT 2 : Matériaux de maçonnerie », conclu jusqu'au 08/04/2018, pour une durée d'un an renouvelable deux fois, avec l'entreprise UNION MATERIAUX à MONTPELLIER, pour un montant minimum de 1000, 00 € HT / an et maximum de 20 000, 00 € HT / an.

12° marché n°4208TV15 (2014-15-03) relatif à la « Fourniture de matériaux techniques divers LOT 3 : Matériaux de menuiserie », conclu jusqu'au 09/04/2018, pour une durée d'un an renouvelable deux fois, avec l'entreprise ARNAUD BOIS SARL à MONTPELLIER, pour un montant minimum de 1000, 00 € HT / an et maximum de 15 000, 00 € HT / an.

13° marché n°4208TV15 (2014-15-04) relatif à la « Fourniture de matériaux techniques divers LOT 4 : Matériaux de sidérurgie et quincaillerie », conclu jusqu'au 08/04/2018, pour une durée d'un an renouvelable deux fois, avec l'entreprise FIC MONTPELLIER à MONTPELLIER, pour un montant minimum de 1000, 00 € HT / an et maximum de 15 000, 00 € HT / an.

14° marché n°4208TV15 (2014-15-05) relatif à la « Fourniture de matériaux techniques divers LOT 5 : Matériaux de serrurerie », conclu jusqu'au 09/04/2018, pour une durée d'un an renouvelable deux fois, avec l'entreprise QUINCAILLERIE ANGLES à RODEZ, pour un montant minimum de 500, 00 € HT / an et maximum de 3 000, 00 € HT / an.

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-47
Reçue en Préfecture le	03/02/2016
Affichée le	03/02/2016
Notifiée le	
Identifiant	Lmc1110185-CC

Fait à Montpellier, le

- 3 FEV. 2016

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'agrément de candidature de la société LE
PANSEUR OCCITAN dans le VEAS Hannibal à Cournonsec**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- VU l'arrêté n°A2015-23 du 21/01/2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du « Développement économique, de l'enseignement supérieur et la recherche, de l'innovation, de l'international et de l'artisanat »,
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de la location le VEAS Hannibal à Cournonsec : la société LE PANSEUR OCCITAN, représentée par Madame Ghislaine SAUREL est une SARL dont l'activité est l'achat et la vente de dispositifs médicaux spécialisés dans la cicatrisation.
Elle est candidate à la location du lot B07 de 59.35 m² pour une période de 36 mois.
L'entreprise projette un effectif de 2 personnes dans 3 ans.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature de la société LE PANSEUR OCCITAN ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : Madame la Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, à l'enseignement supérieur et à la recherche, à l'innovation, à l'international et à l'artisanat, est autorisée à signer le bail dérogatoire aux statuts des baux commerciaux ainsi que tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-50
Reçue en Préfecture le	- 8 FEV. 2016
Affichée le	- 8 FEV. 2016
Notifiée le	
Identifiant	Dnc 110221-AU

Fait à Montpellier, le - 8 FEV. 2016

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à une Convention de mise à disposition temporaire
du théâtre du Hangar à MADEMOIZEL'Prod pour la Niak Cie**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit,
- VU l'arrêté n°2015-17 du 21/01/2015 portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,

CONSIDERANT les orientations culturelles de Montpellier Méditerranée Métropole visant à favoriser la création artistique,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole autorise MADEMOIZEL'Prod pour la Niak Cie à occuper temporairement le Théâtre du Hangar sis 3, rue Nozeran à Montpellier, afin d'y déposer ses costumes.

ARTICLE 2 : L'occupation est autorisée à titre gratuit de début février au 1 juillet 2016 inclus, compte tenu des missions d'intérêt général développées par la future Costumotek.

ARTICLE 3 : Une convention fixe les modalités de cette occupation.

ARTICLE 4 : Monsieur le Vice-Président délégué est autorisé à signer la convention visée à l'article 3 conformément à l'arrêté n°2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-52
Reçue en Préfecture le	- 8 FEV. 2016
Affichée le	- 8 FEV. 2016
Notifiée le	
Identifiant	Imc M10244-CC

Fait à Montpellier, le

M. Philippe SAUREL

- 8 FEV. 2016

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à un marché n°4045CO15 - Veille média pour Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur A. EL KANDOUSSI en qualité de Conseiller délégué,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- **VU** l'arrêté n°A2015-25 du 21/01/2015 portant délégation de fonction à Monsieur A. EL KANDOUSSI dans le domaine « Communication »,

CONSIDÉRANT la nécessité de passer un passer pour la veille média pour Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un marché de fournitures courantes et services est passé avec la société Kantar média sis à 92046 Paris La Défense.

ARTICLE 2 : Ce marché concerne la veille média pour Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier.

ARTICLE 3 : La durée initiale débute à partir de la notification pour 1 an. Pour cette période initiale, les prestations relative à la Ville de Montpellier débiteront à compter du 12/04/2016 pour la partie audiovisuelle et à partir du 10/06/2016 pour la partie presse écrite. Le marché est reconductible 1 fois pour un an.

ARTICLE 4 : Le montant forfaitaire annuel du marché s'élève à 93 170 € HT et les prestations ponctuelles sont limitées par un seuil maximum annuel de 10 000 € HT.

ARTICLE 5 : Monsieur A. EL KANDOUSSI Conseiller délégué est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-25 du 21/01/2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-56
Reçue en Préfecture le	- 8 FEV. 2016
Affichée le	- 8 FEV. 2016
Notifiée le	
Identifiant	Enc 110307-AU

Fait à Montpellier, le - 8 FEV. 2016

M. A. EL KANDOUSSI

Conseiller spécial, délégué à la
Communication



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à une convention d'occupation temporaire pour travaux - Commune de Lattes - Terrains section AE n° 19 et 24

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales, article L.5211-10,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12720 du 12 janvier 2015 relative à l'élection de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celles d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude,
- VU l'arrêté n°2015-4, du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Jackie GALABRUN-BOULBES dans le domaine de la prévention des risques majeurs et la gestion des milieux aquatiques,
- VU le projet de convention d'occupation temporaire pour travaux consentie au profit de Montpellier Méditerranée Métropole, par Monsieur Philippe BON, exploitant, domicilié Domaine de Maurin à Lattes (34970),

CONSIDERANT qu'il est nécessaire d'occuper temporairement une emprise de 30 900m² sur les parcelles situées sur la commune de Lattes, cadastrées section AE n°19 et 24, d'une contenance totale de 85 285m², afin de permettre la mise en œuvre des travaux préparatoires à la réalisation des digues de la Mosson,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Une convention d'occupation temporaire pour travaux est signée pour une durée de trois mois au cours du premier semestre 2016, entre Montpellier Méditerranée Métropole, et Monsieur Philippe BON, exploitant des parcelles situées sur la commune de Lattes, cadastrées section AE n° 19 et 24, pour une emprise partielle de 30 900m² afin de permettre la mise en œuvre des travaux préparatoires à la réalisation des digues de la Mosson.

ARTICLE 2 : Cette convention est consentie et acceptée moyennant une indemnité globale et forfaitaire d'un montant de treize mille neuf cents Euros (13 900 €).

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 735.

ARTICLE 4 : Madame Jackie GALABRUN-BOULBES, Vice-Présidente, est autorisée à signer la convention et tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n°2015-4 du 21 janvier 2015, portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-58
Reçue en Préfecture le	- 8 FEV. 2016
Affichée le	- 8 FEV. 2016
Notifiée le	
Identifiant	Imc110349-AU

Fait à Montpellier, le

- 8 FEV. 2016

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision d'ester en justice "Occupation illicite -
Parking du Prévost à Villeneuve-lès-Maguelone"**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction de l'ordre administratif ou judiciaire, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier tendant à l'expulsion d'un groupe de gens du voyage occupant illicitement le parking dénommé « Le Prévost » sis à Villeneuve-lès-Maguelone.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocats « Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés ».

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-59
Reçue en Préfecture le	25 JAN. 2016
Affichée le	25 JAN. 2016
Notifiée le	
Identifiant	Im 4110372-AU

Fait à Montpellier, le 25 JAN. 2016

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'agrément de candidature de l'Association
LABSUD dans l'Hôtel d'Entreprises du Millénaire à Montpellier**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe Saurel en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2015 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- VU l'arrêté n°A2015-23 du 21/01/2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du « Développement économique, de l'enseignement supérieur et la recherche, de l'innovation, de l'international et de l'artisanat »,
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de l'association ci-après, présentée par la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de la location dans l'Hôtel d'Entreprises du Millénaire à Montpellier : l'Association LABSUD, représentée par son Président Monsieur Jean-Michel CIVADE a pour activité la fabrication numérique. Actuellement locataire du lot B12 représentant 272.50 m², elle est candidate au renouvellement de son bail pour une période de 1 an. Une convention d'occupation temporaire de 1an (COT) est mise en place le temps d'établir une nouvelle convention de partenariat entre Labsud et la Métropole à compter du 1er juillet 2016. Cette convention sera présentée en conseil de Métropole pour encadrer les conditions de mise à disposition d'un hébergement gratuit (loyer et charges) au sein de l'HEM. Labsud est un dispositif d'animation de l'écosystème numérique faisant partie intégrante du programme Montpellier Métropole Numérique.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature de l'association LABSUD, ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : Madame la Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, à l'enseignement supérieur et à la recherche, à l'innovation, à l'international et à l'artisanat, est autorisée à signer le bail dérogatoire aux statuts des baux commerciaux ainsi que tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-60
Reçue en Préfecture le	- 8 FEV. 2016
Affichée le	- 8 FEV. 2016
Notifiée le	
Identifiant	Imc110384-AU

Fait à Montpellier, le

- 8 FEV. 2016

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un marché n°4178MM16 - Mission d'accompagnement
à la préparation des délégations et transferts de compétence
du Département au titre de l'article 90 de la loi NOTRe**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,

CONSIDÉRANT la nécessité de passer un marché pour une mission d'accompagnement à la préparation des délégations et transferts de compétence du Département au titre de l'article 90 de la loi NOTRe,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un marché n°4178MM16 de fournitures courantes et services est passé avec la société MENSIA CONSEIL SAS sise à 75008 Paris.

ARTICLE 2 : Ce marché concerne une mission d'accompagnement à la préparation des délégations et transferts de compétence du Département au titre de l'article 90 de la loi NOTRe.

ARTICLE 3 : Le marché prend effet à compter de sa notification jusqu'à la signature de l'ensemble des conventions de transfert avec le département (date prévisionnelle avril 2017).

ARTICLE 4 : Le montant forfaitaire du marché s'élève à 49 750 € H.T.

ARTICLE 5 : Monsieur P.SAUREL Président de Montpellier Méditerranée Métropole est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-62
Reçue en Préfecture le	28/01/16
Affichée le	28/01/16
Notifiée le	
Identifiant	INC M0393

Fait à Montpellier, le 27 janvier 2016

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la souscription du contrat de service di@lege auprès d'EDF
Collectivités pour le suivi des contrats de fourniture d'électricité TARIF BLEU**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°13051 du 29 juin 2015 relative à l'élection de Madame Michelle CASSAR en qualité de Vice-Présidente
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°2015-130 du 15/07/2015 portant délégation de fonction à Madame Michelle CASSAR dans le domaine « énergie et transition énergétique »,

CONSIDÉRANT la nécessité pour Montpellier Méditerranée Métropole de se doter d'un outil de gestion afin de suivre et d'optimiser les contrats de fournitures d'électricité TARIF BLEU dont elle est titulaire,

CONSIDERANT le volume important de contrats de fourniture d'électricité TARIF BLEU transférés à Montpellier Méditerranée Métropole au 1^{er} janvier 2016,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un contrat de service « Di@lege » est souscrit auprès d'EDF Collectivités.

ARTICLE 2 : Ce contrat prend effet à sa date de signature pour une durée d'un an.

ARTICLE 3 : Le montant annuel de ce contrat s'élève à 3 999,96 € HT. Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 930.

ARTICLE 5 : Madame Michelle CASSAR, Vice-Présidente est autorisée à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°2015-130 du 15/07/2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-63
Reçue en Préfecture le	- 8 FEV. 2016
Affichée le	- 8 FEV. 2016
Notifiée le	
Identifiant	Dmc1110398-ce

Fait à Montpellier, le

- 8 FEV. 2016

Mme M. CASSAR



Vice-Présidente de Montpellier
Méditerranée Métropole, déléguée à
l'Energie et transition énergétique



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à un avenant n°1 au marché n°3148MG12 de maintenance préventive et corrective des installations téléphoniques du siège de la Métropole et du Musée Fabre et réalisation d'opérations de dépannage et d'interventions ponctuelles sur les autres bâtiments métropolitains

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le Code des marchés publics et notamment ses articles 20 et 28,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil d'approuver et conclure tous les avenants aux marchés Publics qui n'ont pas été soumis à la Commission d'Appel d'Offres, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2015-242 du 03/12/2015 portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine « Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques, Protocole »,

CONSIDÉRANT la nécessité de souscrire un contrat Solution Première Service suite à l'optimisation des équipements téléphoniques du standard de la collecte et l'ajout de lignes supplémentaires pour le siège de la Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un avenant n°1 au marché n°3148MG12 de 178 € HT est passé avec la société ORANGE.

ARTICLE 2 : Cet avenant concerne la souscription d'un contrat Solution Première Service suite à l'optimisation des équipements téléphoniques du standard de la collecte et la possibilité d'ajouter des lignes supplémentaires pour le siège de la Métropole.

ARTICLE 3 : Le présent avenant s'élève à 178 € HT.

ARTICLE 4 : Le nouveau montant du marché s'élève à 3 114,60 € HT. Cette dépense est prévue au budget de Métropole, chapitre 930.

ARTICLE 5 : Madame Isabelle GUIRAUD Vice-Présidente est autorisée à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-242 du 03/12/2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-65
Reçue en Préfecture le	- 8 FEV. 2016
Affichée le	- 8 FEV. 2016
Notifiée le	
Identifiant	Imc110424-AV

Fait à Montpellier, le

- 8 FEV. 2016

Mme I. GUIRAUD

Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée à l'Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative aux avenants de co-utilisation de marchés par la commune de Le Crès et Montpellier Méditerranée Métropole

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la fin de la convention en vue de l'exercice transitoire des nouvelles compétences de la Métropole conclue avec la commune de Le Crès en date du 31 décembre 2015
- VU la délégation permanente accordée au Président par le Conseil de prendre toute décision concernant la signature des avenants de co-utilisation portant sur des marchés initialement passés par les communes membres de la Métropole, et dont l'objet couvre pour partie des compétences transférées à la Métropole et pour partie des compétences demeurant communales. Ces marchés seront en effet conjointement utilisés par la commune concernée et Montpellier Méditerranée Métropole, chacune sur la base de leurs besoins et compétences respectifs,

CONSIDÉRANT La nécessité de passer des avenants de co-utilisation afin de permettre l'exercice des compétences transférées,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Les avenants de co-utilisation ci-après sont passés entre la Commune de Le Crès, Montpellier Méditerranée Métropole et les entreprises suivantes :

1° marché n°4253 TV 15 (13-09) relatif à la « Fourniture de panneaux routiers », conclu jusqu'au 23/02/2018, pour une durée d'un an renouvelable trois fois, avec l'entreprise SES NOUVELLE SAS à Vitrolles, sans montant minimum ni maximum.

2° marché n°4254 TV 15 (13-08) relatif à la « Fourniture de profilés, tôles et grillages », conclu jusqu'au 12/02/2018, pour une durée d'un an renouvelable trois fois, avec l'entreprise BAURES PROLIANS à Montpellier, sans montant minimum ni maximum.

3° marché n°4251 TV 15 (11-26) relatif à la « Fourniture de tenues pour les services techniques municipaux », conclu jusqu'au 28/02/2016, pour une durée d'un an renouvelable trois fois, avec l'entreprise ESCASSUT à Montpellier, sans montant minimum ni maximum.

4° marché n°4255 TV 15 (15-02) relatif à la « Location longue durée de véhicules - LOT 2 - Camionnettes carrosserie type fourgon », conclu jusqu'au 06/04/2019, pour une durée de quatre ans, avec l'entreprise BREMANY FORD LEASE à Saint Germain en Laye, pour un montant de 26 304, 00 € HT.

5° marché n°4256 TV 15 (15-08) relatif à la « Maîtrise d'œuvre et prestations annexes pour la réalisation de travaux d'aménagement de voiries, de réseaux divers et ouvrages d'infrastructures », conclu jusqu'au 17/09/2019, pour une durée d'un an renouvelable trois fois, avec le Cabinet

GAXIEU à Béziers, sans montant minimum et pour un montant maximum de 190 000, 00 € HT pour la durée du marché.

6° marché n°4377 AT 16 (15-13) relatif aux « Travaux de réseaux secs », conclu jusqu'au 21/12/2019, pour une durée d'un an renouvelable trois fois, avec l'entreprise CITEOS – SAS TRAVESSET à Teyran, pour un montant minimum de 375 000, 00 € HT et maximum de 1 500 000, 00 € HT pour la durée du marché.

7° marché n°4337 AT 16 (15-12) relatif aux « Travaux de voirie – eaux pluviales », conclu jusqu'au 21/12/2019, pour une durée d'un an renouvelable trois fois, avec l'entreprise TP SONERM à Saint Mathieu de Treviers, pour un montant minimum de 625 000, 00 € HT et maximum de 2 500 000,00 € HT pour la durée du marché.

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-66
Reçue en Préfecture le	- 8 FEV. 2016
Affichée le	- 8 FEV. 2016
Notifiée le	
Identifiant	Sinc 110423.00

Fait à Montpellier, le

M. Philippe SAUREL

- 8 FEV. 2016

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à un avant n°1 au marché n°2893T13 - Déménagements et transferts

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le Code des marchés publics et notamment ses articles 20 et 28,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil d'approuver et conclure tous les avenants aux marchés et accords-cadres qui n'ont pas été soumis eux même à l'avis de la Commission d'Appel d'Offres, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2015-242 du 04/12/2015 portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine « Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques et Protocole »,

CONSIDÉRANT que le besoin en déménagement et transfert a évolué depuis le passage en Métropole, une augmentation du marché, datant de 2012, est nécessaire.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un avenant n°1 au marché n°2893T13 de transferts et déménagements du mobilier est passé avec l'entreprise TRANSMANUDEM sise à Lansargues.

ARTICLE 2 : Cet avenant concerne l'augmentation de l'enveloppe annuelle de 3000,00€ HT ainsi que la prolongation d'un mois du marché, jusqu'au 23 avril 2016.

ARTICLE 3 : Le présent avenant s'élève à 3000,00 € H.T.

ARTICLE 4 : Le nouveau montant du marché s'élève à 23 000,00 € H.T annuel. Cette dépense est prévue au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 930.

ARTICLE 5 : Madame Isabelle GUIRAUD Vice-Présidente est autorisée à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-242 du 04/12/2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-67
Reçue en Préfecture le	- 8 FEV. 2016
Affichée le	- 8 FEV. 2016
Notifiée le	
Identifiant	Imc1110481-AV

Fait à Montpellier, le

Mme I. GUIRAUD

- 8 FEV. 2016

Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée à l'Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à la signature du marché n°4059terGD15 - Fourniture et pose de manchons de dilatation des canalisations du réseau de collecte du biogaz du Centre d'Enfouissement technique du Thôt

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le Code des marchés publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Cyril MEUNIER en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A-2015-14 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur Cyril MEUNIER dans le domaine « Prévention et Valorisation des Déchets et Propreté de l'espace public»,

CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de réaliser des travaux sur le réseau de collecte du biogaz du CET du Thôt,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un marché n°4059terGD15 de fournitures courantes et services est conclu avec la société PRODEVAL sise 11 rue Olivier de SERRE ROVALTAIN, 26700 CHATEAUNEUF SUR ISERE.

ARTICLE 2 : Ce marché concerne la fourniture et la pose de manchons de dilatation des canalisations du réseau de collecte du biogaz du Centre d'Enfouissement technique du Thôt.

ARTICLE 3 : Le marché comprend une tranche ferme et une tranche conditionnelle.

ARTICLE 3 : Le marché prend effet à compter de l'ordre de service de démarrage des prestations de la Tranche Ferme. La durée de la tranche ferme est de 6 mois. La durée de la tranche conditionnelle est de 6 mois. Elle sera affirmée par ordre de service dans un délai de 6 mois à compter de la fin de la tranche ferme. La durée totale maximum du marché est donc de 18 mois à compter de l'ordre de service de démarrage des prestations de la tranche ferme

ARTICLE 4 : Le montant du marché s'élève à 48 800,00 € HT au maximum pour les deux tranches. Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 907.

ARTICLE 5 : Monsieur Cyril MEUNIER, en qualité de Vice-Président, est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-14 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-68
Reçue en Préfecture le	- 9 FEV. 2016
Affichée le	- 9 FEV. 2016
Notifiée le	
Identifiant	Imcm10492-AU

Fait à Montpellier, le **- 9 FEV. 2016**

M. C. MEUNIER

Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Prévention et valorisation des déchets et propreté de l'Espace public



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à la signature d'un contrat de location entre ACM Habitat et Montpellier Méditerranée Métropole, concernant un local situé Résidence Tournezy, 3 place de Tibériade à Montpellier - Conseil Citoyen

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans, que la chose louée soit prise ou donnée à bail,
- VU l'arrêté n°A2015-242 du 03 décembre 2015 portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine « Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques, Protocole »,
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole à besoin de locaux pour accueillir un Conseil Citoyen,
- **CONSIDERANT** que ACM Habitat – Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole, dispose d'un local libre à la location,

D E C I D E

ARTICLE 1 : ACM Habitat-Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole et Montpellier Méditerranée Métropole signent un contrat de location.

ARTICLE 2 : Le local loué, d'une surface de 58,45m² environ, est situé résidence de Tournezy, 3, place de Tibériade à Montpellier.

ARTICLE 3 : Le contrat est conclu pour une durée de 1 an à compter du 10 février 2016. Il pourra être prolongé par tacite reconduction chaque année pour la même durée, sur une période ne pouvant excéder douze ans.

ARTICLE 4 : Le montant du loyer annuel est de 3 507 euros HT + TVA (20%), payable trimestriellement à terme échu.

ARTICLE 5 : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer le contrat visé à l'article 1, conformément à l'arrêté n°A2015-242 du 03 décembre 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-71
Reçue en Préfecture le	- 8 FEV. 2016
Affichée le	- 8 FEV. 2016
Notifiée le	
Identifiant	Smc/110522-AU

Fait à Montpellier, le

Mme C. DARDE

- 8 FEV. 2016

Vice-Présidente de Montpellier
Méditerranée Métropole, déléguée
Cohésion sociale



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision d'ester en justice "Occupation illicite, parkings
ARENA, parcelles AI0208, AI 0206 et AI0025"**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction de l'ordre administratif ou judiciaire, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal de Grande Instance de Montpellier tendant à l'expulsion d'un groupe de Gens du voyage occupant illégalement les parcelles cadastrées AI0208, AI 0206 ET AI0025 constituant le parking du complexe l'Aréna à Pérols.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocats « Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés ».

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-72
Reçue en Préfecture le	28/01/16
Affichée le	28/01/16
Notifiée le	
Identifiant	INC 110527 AU

Fait à Montpellier le 27 janvier 2016

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la signature d'un contrat de location entre ACM
Habitat et Montpellier Méditerranée Métropole concernant un local situé
Résidence Pas du loup, 3 rue des Manguiers à Montpellier - Conseil Citoyen**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans, que la chose louée soit prise ou donnée à bail,
- VU l'arrêté n°A2015-242 du 03/12/2015 portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine « Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques, Protocole»,
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole a besoin d'un local pour accueillir un Conseil Citoyen,
- **CONSIDERANT** que ACM Habitat – Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole dispose d'un local libre à la location,

D E C I D E

ARTICLE 1 : ACM Habitat – Office Public de l'habitat de Montpellier Méditerranée Métropole et Montpellier Méditerranée Métropole signent un contrat de location.

ARTICLE 2 : Le local loué, d'une surface de 80 m² environ, est situé Résidence Pas du Loup, 3 rue des Manguiers à Montpellier.

ARTICLE 3 : Le contrat est conclu pour une durée de 1 an à compter du 10 février 2016. Il pourra être prolongé par tacite reconduction chaque année pour la même durée, sur une période ne pouvant excéder douze ans.

ARTICLE 4 : Le montant du loyer annuel est de 4 800 euros HT + TVA (20%), payable trimestriellement à terme échu.

ARTICLE 5 : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-242 du 03 décembre 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-73
Reçue en Préfecture le	- 8 FEV. 2016
Affichée le	- 8 FEV. 2016
Notifiée le	
Identifiant	Imc/110532 AU

Fait à Montpellier, le

- 8 FEV. 2016

Mme C. DARDE



Vice-Présidente de Montpellier
Méditerranée Métropole, déléguée à la
Cohésion sociale



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un contrat de location entre ACM Habitat et
Montpellier Méditerranée Métropole concernant un local situé
Résidence Uranus, 91 Square Uranus à Montpellier - Conseil Citoyen**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans, que la chose louée soit prise ou donnée à bail,
- VU l'arrêté n°2015-242 du 03/12/2015 portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine « Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridique, Protocole »,
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole a besoin d'un local pour accueillir un Conseil Citoyen,
- **CONSIDERANT** que ACM Habitat – Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole dispose d'un local libre à la location,

D E C I D E

ARTICLE 1 : ACM Habitat – Office public de l'habitat de Montpellier Méditerranée Métropole et Montpellier Méditerranée Métropole signent un contrat de location.

ARTICLE 2 : Le local loué, d'une surface de 101 m² environ, est situé Résidence Uranus, 91 Square Uranus à Montpellier.

ARTICLE 3 : Le contrat est conclu pour une durée de 1 an à compter du 10 février 2016. Il pourra être prolongé par tacite reconduction chaque année pour la même durée, sur une période ne pouvant excéder douze ans.

ARTICLE 4 : Le montant du loyer annuel est de 6 060 euros HT + TVA (20%), payable trimestriellement à terme échu.

ARTICLE 5 : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-242 du 03 décembre 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-74
Reçue en Préfecture le	- 8 FEV. 2016
Affichée le	- 8 FEV. 2016
Notifiée le	
Identifiant	Imc/110537-AU

Fait à Montpellier, le

- 8 FEV. 2016

Mme C. DARDE



Vice-Présidente de Montpellier
Méditerranée Métropole, déléguée à la
Cohésion sociale



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à la signature d'un contrat de location entre ACM Habitat et Montpellier Méditerranée Métropole concernant un local de 34m² situé Résidence Zuccarelli, 100 faubourgs Figuerolles à Montpellier - Conseil Citoyen

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans, que la chose louée soit prise ou donnée à bail,
- **VU** l'arrêté n°A2015-242 du 03/12/2015 portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine « Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques, Protocole »,
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole a besoin d'un local pour accueillir un Conseil Citoyen,
- **CONSIDERANT** que ACM Habitat – Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole dispose d'un local libre à la location,

D E C I D E

ARTICLE 1 : ACM Habitat – Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole et Montpellier Méditerranée Métropole signent un contrat de location.

ARTICLE 2 : Le local loué, d'une surface de 34 m² environ, est situé Résidence Zuccarelli, 100, Faubourg Figuerolles à Montpellier.

ARTICLE 3 : Le contrat est conclu pour une durée de 1 an à compter du 10 février 2016. Il pourra être prolongé par tacite reconduction chaque année pour la même durée, sur une période ne pouvant excéder douze ans.

ARTICLE 4 : Le montant du loyer annuel est de 2 040 euros HT + TVA (20%) payable trimestriellement à terme échu.

ARTICLE 5 : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-242 du 03 décembre 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-75
Reçue en Préfecture le	- 8 FEV. 2016
Affichée le	- 8 FEV. 2016
Notifiée le	
Identifiant	Imc110540.AU

Fait à Montpellier, le

Mme C. DARDE

- 8 FEV. 2016

Vice-Présidente de Montpellier
Méditerranée Métropole, déléguée à
Cohésion sociale



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à la signature d'un contrat de location entre ACM Habitat et Montpellier Méditerranée Métropole concernant un local de 40 m² situé Résidence Zuccarelli, 100 faubourg Figuerolles à Montpellier - Conseil Citoyen

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans, que la chose louée soit prise ou donnée à bail,
- VU l'arrêté n°A2015-242 du 03/12/2015 portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine « Administration Générale, Contentieux et Affaires juridiques, Protocole »,
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole a besoin d'un local pour accueillir un Conseil Citoyen,
- **CONSIDERANT** que ACM Habitat – Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole dispose d'un local libre à la location,

D E C I D E

ARTICLE 1 : ACM Habitat-Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole et Montpellier Méditerranée Métropole signent un contrat de location.

ARTICLE 2 : Le local loué, d'une surface de 40 m² environ, est situé Résidence Zuccarelli, 100 faubourg Figuerolles à Montpellier.

ARTICLE 3 : Le contrat est conclu pour une durée de 1 an à compter du 10 février 2016. Il pourra être prolongé par tacite reconduction chaque année pour la même durée, sur une période ne pouvant excéder douze ans.

ARTICLE 4 : Le montant du loyer annuel est de 2 400 euros HT + TVA (20%), payable trimestriellement à terme échu.

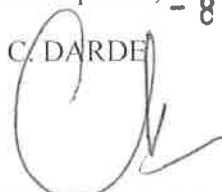
ARTICLE 5 : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-242 du 03 décembre 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-76
Reçue en Préfecture le	- 8 FEV. 2016
Affichée le	- 8 FEV. 2016
Notifiée le	
Identifiant	Smc110545-AU

Fait à Montpellier, le **8 FEV. 2016**

Mme C. DARDE



Vice-Présidente de Montpellier
Méditerranée Métropole, déléguée à la
Cohésion sociale



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à la signature d'un contrat de location entre ACM Habitat et Montpellier Méditerranée Métropole concernant un local situé Résidence Lemasson, 430 Boulevard Pedro de Luna à Montpellier - Conseil Citoyen

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans, que la chose louée soit prise ou donnée à bail,
- VU l'arrêté n°A2015-242 du 03/12/2015 portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine « Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques, Protocole »,
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole a besoin d'un local pour accueillir un Conseil Citoyen,
- **CONSIDERANT** que ACM Habitat – Office Public de l'habitat de Montpellier Méditerranée Métropole dispose d'un local libre à la location,

D E C I D E

ARTICLE 1 : ACM Habitat-Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole et Montpellier Méditerranée Métropole signent un contrat de location.

ARTICLE 2 : Le local loué, d'une surface de 62 m² environ, est situé Résidence Lemasson, 430 Boulevard Pedro de Luna à Montpellier.

ARTICLE 3 : Le contrat est conclu pour une durée de 1 an à compter du 10 février 2016. Il pourra être prolongé par tacite reconduction chaque année pour la même durée, sur une période ne pouvant excéder douze ans.

ARTICLE 4 : Le montant du loyer annuel est de 3 720 euros HT + TVA (20%), payable trimestriellement à terme échu.

ARTICLE 5 : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-242 du 03 décembre 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-77
Reçue en Préfecture le	- 8 FEV. 2016
Affichée le	- 8 FEV. 2016
Notifiée le	
Identifiant	Smc110555-AU

Fait à Montpellier, le

- 8 FEV. 2016

Mme C. DARDE

Vice-Présidente de Montpellier
Méditerranée Métropole, déléguée à la
Cohésion sociale



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la délégation du Droit de préemption
Urbain sur le territoire de la Commune de Fabrègues**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU l'article L. 213-3 du Code de l'urbanisme,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, et entraînant le transfert du Droit de Préemption Urbain à la Métropole,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°13130 du 22 juillet 2015 approuvant le bilan d'étape et les orientations proposées en matière de gouvernance métropolitaine et d'organisation de la proximité,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle d'autoriser la délégation du droit de préemption urbain (DPU) sur une ou plusieurs parties des zones concernées par le DPU selon les dispositions prévues au 1er alinéa de l'article L.213-3 du Code de l'urbanisme,
- VU le Plan d'Occupation des Sols de la Commune de Fabrègues approuvé par délibération du Conseil Municipal en date du 23 décembre 1993,
- VU les délibérations du Conseil Municipal de Fabrègues en date des 6 juillet 1987 et 29 mars 2006 instaurant le droit de préemption urbain sur les zones U et NA du POS,

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole délègue le droit de préemption urbain, à la Commune de Fabrègues sur les zones U et NA telles que indiquées au plan annexé.

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-81
Reçue en Préfecture le	- 8 FEV. 2016
Affichée le	- 8 FEV. 2016
Notifiée le	
Identifiant	Dmcl110601-AU

Fait à Montpellier, le

M. Philippe SAUREL - 8 FEV. 2016

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision d'ester en justice "MANENS Isabelle - Requête 15MA05002"

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction de l'ordre administratif ou judiciaire, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près la Cour Administrative d'Appel de Marseille consécutivement au dépôt de la requête n°15MA05002 le 30 décembre 2015 par Madame Isabelle Manens contre le jugement du Tribunal Administratif de Montpellier en date du 4 décembre 2012 rejetant sa demande d'indemnisation pour préjudice commercial subi dans le cadre de la construction de la ligne n°3 du tramway de Montpellier.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocats « Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés ».

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-82
Reçue en Préfecture le	- 8 FEV. 2016
Affichée le	- 8 FEV. 2016
Notifiée le	
Identifiant	Imc110615AU

Fait à Montpellier, le

M. Philippe SAUREL - 8 FEV. 2016

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative aux avenants de co-utilisation de marchés par la ville de Castelnau-le-Lez et Montpellier Méditerranée Métropole

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la fin de la convention en vue de l'exercice transitoire des nouvelles compétences de la Métropole conclue avec la commune de Castelnau-le-Lez en date du 31 décembre 2015
- VU la délégation permanente accordée au Président par le Conseil de prendre toute décision concernant la signature des avenants de co-utilisation portant sur des marchés initialement passés par les communes membres de la Métropole, et dont l'objet couvre pour partie des compétences transférées à la Métropole et pour partie des compétences demeurant communales. Ces marchés seront en effet conjointement utilisés par la commune concernée et Montpellier Méditerranée Métropole, chacune sur la base de leurs besoins et compétences respectifs,

CONSIDÉRANT La nécessité de passer des avenants de co-utilisation afin de permettre l'exercice des compétences transférées,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Les avenants de co-utilisation ci-après sont passés entre la Commune de Castelnau-le-Lez, Montpellier Méditerranée Métropole et les entreprises suivantes :

1° marché n°4206 TV 15 (2012/010) relatif à « l'Entretien des espaces verts communaux – Lot 1 : Entretien des espaces aménagés et tonte », conclu jusqu'au 02/05/2016, pour une durée d'un an renouvelable trois fois, avec l'ENTREPRISE ADAPTEE DE L'ETANG DE L'OR à CASTELNAU-LE-LEZ, pour un montant minimum de 40 000 € HT / an et maximum de 65 000 € HT / an.

2° marché n°4205 TV 15 (2013/011) relatif à « l'Entretien des espaces verts communaux – Débroussaillage – fauchage – nettoyage », conclu jusqu'au 09/07/2017, pour une durée d'un an renouvelable trois fois, avec l'entreprise UPEE7 à SAINT-AUNES, pour un montant minimum de 50 000 € HT / an et maximum de 110 000 € HT / an.

3° marché n°4249 TV 15 (2012/037) relatif à la « Maîtrise d'œuvre pour les travaux d'aménagement des abords du collège Frédéric Bazille », conclu jusqu'au 04/09/2017, soit jusqu'à la fin de garantie de parfait achèvement des travaux, avec le groupement TECTA (mandataire) / SARL Julien Wafflard à BAILLARGUES, pour un montant global de 97 408, 83 € HT, soit 116 769, 74 € TTC.

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-83
Reçue en Préfecture le	03/02/2016
Affichée le	03/02/2016
Notifiée le	
Identifiant	Dnc110663-AV

Fait à Montpellier, le

3 FEV. 2016

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative aux avenants de co-utilisation de marchés par la commune de Lattes et Montpellier Méditerranée Métropole

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la fin de la convention en vue de l'exercice transitoire des nouvelles compétences de la Métropole conclue avec la commune de Lattes en date du 31 décembre 2015
- VU la délégation permanente accordée au Président par le Conseil de prendre toute décision concernant la signature des avenants de co-utilisation portant sur des marchés initialement passés par les communes membres de la Métropole, et dont l'objet couvre pour partie des compétences transférées à la Métropole et pour partie des compétences demeurant communales. Ces marchés seront en effet conjointement utilisés par la commune concernée et Montpellier Méditerranée Métropole, chacune sur la base de leurs besoins et compétences respectifs,

CONSIDÉRANT La nécessité de passer des avenants de co-utilisation afin de permettre l'exercice des compétences transférées,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Les avenants de co-utilisation ci-après sont passés entre la Commune de Lattes, Montpellier Méditerranée Métropole et les entreprises suivantes :

1° Marché n°4193 TV 15 (0613SC) relatif à « l'Entretien des espaces verts communaux – Lot 1 Secteur Maurin », conclu jusqu'au 31/12/2016, pour une durée allant de la notification jusqu'au 31/12/2013 et reconductible trois fois par période d'un an, avec l'entreprise UPEE 7 à SAINT-AUNES, pour un montant minimum de 20 000 € HT / an et maximum de 80 000 € HT / an.

2° Marché n°4193 TV 15 (0713SC) relatif à « l'Entretien des espaces verts communaux – Lot 2 Secteur Boirargues – Les Ecarts », conclu jusqu'au 31/12/2016, pour une durée allant de la notification jusqu'au 31/12/2013 et reconductible trois fois par période d'un an, avec l'entreprise UPEE 7 à SAINT-AUNES, pour un montant minimum de 20 000 € HT / an et maximum de 80 000 € HT / an.

3° Marché n°4188 TV 15 (5113FO) relatif à la « fourniture d'arbres, d'arbustes et de végétaux », conclu jusqu'au 31/12/2016, pour une durée allant de la notification jusqu'au 31/12/2013 et reconductible trois fois par période d'un an, avec l'entreprise SARIVIERE SA à LATTES, pour un montant minimum de 10 000, 00 € HT / an et maximum de 35 000, 00 € HT / an.

4° Marché n°4196 TV 15 (5213FO) relatif à la « Fourniture de béton prêt à l'emploi, mortier et produits annexes », conclu jusqu'au 31/12/2016, pour une durée allant de la notification jusqu'au 31/12/2014 et reconductible deux fois par période d'un an, avec l'entreprise PIC BETON à SAINT VINCENT DE BARBEYRARGUES, pour un montant minimum de 4 000, 00 € HT / an et maximum de 12 000,00 € HT / an.

5° Marché n°4189 TV 15 (6713SC) relatif à « L'abattage ou élagage d'arbres sur la commune de Lattes et accessoirement prestation annexe de traitement des végétaux », conclu jusqu'au 31/12/2017, pour une durée allant de la notification jusqu'au 31/12/2014 et reconductible trois fois par période d'un an, avec l'entreprise SARL PHILIP FRERES à SAINT MATHIEU DE TREVIERS, pour un montant minimum de 3 000, 00 € HT / an et maximum de 20 000, 00 € HT / an.

6° Marché n°4190 TV 15 (5514FO) relatif à la « Fourniture de matériel pour réseaux d'arrosage », conclu jusqu'au 31/12/2017, pour une durée allant de la notification jusqu'au 31/12/2015 et reconductible deux fois par période d'un an, avec l'entreprise SOMAIR GERVAT DISTRIGOLFE à MAUGUIO, pour un montant minimum de 5 000, 00 € HT / an et maximum de 20 000, 00 € HT / an.

7° Marché n°4191 TV 15 (0115SC) relatif à « l'Entretien des réseaux d'éclairage public et de signalisation lumineuse tricolore », conclu jusqu'au 31/12/2017, pour une durée allant de la notification jusqu'au 31/12/2015 reconductible deux fois par période d'un an, avec l'entreprise BONDON à LATTES, pour un montant minimum de 150 000, 00 € HT / an et maximum de 300 000, 00 € HT / an.

8° Marché n°4187 TV 15 (5114FO) relatif à la « Fourniture de produits phytosanitaires, de semences, d'accessoires, d'agréats et paillages pour le Service Espaces Verts de la Commune de Lattes – Lot 1 Produits phytosanitaires et semences », conclu jusqu'au 31/12/2017, pour une durée allant de la notification jusqu'au 31/12/2015 et reconductible deux fois par période d'un an, avec l'entreprise TOUCHAT S.A à MAUGUIO, pour un montant minimum de 3 000,00 € HT / an et maximum de 10 000,00 € HT / an.

9° Marché n°4187 TV 15 (5214FO) relatif à la « Fourniture de produits phytosanitaires, de semences, d'accessoires, d'agréats et paillages pour le Service Espaces Verts de la Commune de Lattes – Lot 2 Accessoires », conclu jusqu'au 31/12/2017, pour une durée allant de la notification jusqu'au 31/12/2015 et reconductible deux fois par période d'un an, avec l'entreprise TOUCHAT S.A à MAUGUIO, pour un montant minimum de 1 000,00 € HT / an et maximum de 4 000,00 € HT / an.

10° Marché n°4187 TV 15 (5314FO) relatif à la « Fourniture de produits phytosanitaires, de semences, d'accessoires, d'agréats et paillages pour le Service Espaces Verts de la Commune de Lattes – Lot 3 Agrégats et paillages », conclu jusqu'au 31/12/2017, pour une durée allant de la notification jusqu'au 31/12/2015 et reconductible deux fois par période d'un an, avec l'entreprise LANGUEDOC AGREGATS à FABREGUES, pour un montant minimum de 1 000,00 € HT / an et maximum de 4 000,00 € HT / an.

11° Marché n°4198 TV 15 (0113FO) relatif à la « Fourniture de pièces détachées, de pièces d'origine ou équivalentes, accessoires, fluides et consommables compris pour l'ensemble des VL et des PL de la commune de Lattes – Lot 1 Fourniture et livraison de pièces détachées d'origine ou équivalentes pour l'ensemble des VL et PL de la commune », conclu jusqu'au 31/12/2016, pour une durée allant de la notification jusqu'au 31/12/2013 et reconductible trois fois par période d'un an, avec l'entreprise SARL PIECES AUTO OCCITANE à MONTPELLIER, pour un montant minimum de 5 000,00 € HT / an et maximum de 20 000,00 € HT / an.

12° Marché n°4198 TV 15 (0213FO) relatif à la « Fourniture de pièces détachées, de pièces d'origine ou équivalentes, accessoires, fluides et consommables compris pour l'ensemble des VL et des PL de la commune de Lattes – Lot 2 Fourniture et livraison des fluides et consommables utilisés par le garage pour l'entretien des véhicules de la commune », conclu jusqu'au 31/12/2016, pour une durée allant de la notification jusqu'au 31/12/2013 et reconductible trois fois par période d'un an, avec l'entreprise DUBOIS S.A.S à LATTES, pour un montant minimum de 1 000,00 € HT / an et maximum de 5 000,00 € HT / an.

13° Marché n°4198 TV 15 (0313FO) relatif à la « Fourniture de pièces détachées, de pièces d'origine ou équivalentes, accessoires, fluides et consommables compris pour l'ensemble des VL et des PL de la commune de Lattes – Lot 3 Fourniture et livraison des batteries nécessaires à l'ensemble des VL et PL de la commune », conclu jusqu'au 31/12/2016, pour une durée allant de la notification jusqu'au 31/12/2013 et reconductible trois fois par période d'un an, avec l'entreprise

Décision n° D2016-84
SARL PIECES AUTO OCCITANE à MONTPELLIER, pour un montant minimum de 1 000,00
€ HT / an et maximum de 5 000,00 € HT / an.

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole
et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de
l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-84
Reçue en Préfecture le	- 8 FEV. 2016
Affichée le	- 8 FEV. 2016
Notifiée le	
Identifiant	Incd110718-cc

Fait à Montpellier, le - 8 FEV. 2016
M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet
d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif
de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la Commission Consultative des Services Publics
Locaux du 12 février 2016 - Délégations de Services Publics Aquarium
Mare Nostrum, Patinoire Végapolis et le Planétarium Galilée**

- - **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente.
- **VU** la délibération du Conseil n°12233 du 19 mai 2014 relative à la composition de la Commission Consultative des Services Publics Locaux,
- **VU** l'arrêté n°A2014-110 du 07 juillet 2014 désignant Madame Isabelle GUIRAUD en tant que Vice-Présidente de la Commission Consultative des Services Publics Locaux,
- **CONSIDERANT** que le Conseil de Métropole doit se prononcer lors de sa séance du 24 février 2016 sur le principe de la gestion déléguée du service public de la patinoire Végapolis ainsi que sur la gestion déléguée du service public de l'Aquarium Mare Nostrum et du Planétarium Galilée,

D E C I D E

ARTICLE 1 : La saisine de la Commission Consultative des Services Publics Locaux est autorisée afin qu'elle émette un avis sur le projet de délégation de service public de la patinoire Végapolis et sur le projet de délégation de service public de l'Aquarium Mare Nostrum et du Planétarium Galilée, lors de sa séance du 12 février 2016.

ARTICLE : Madame Isabelle GUIRAUD, Présidente délégué de la Commission Consultative des Services Publics Locaux est autorisé à signer l'ensemble des actes relatifs à l'organisation de la séance de la Commission Consultative des Services Publics Locaux susvisés.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-86
Reçue en Préfecture le	- 5 FEV. 2016
Affichée le	- 5 FEV. 2016
Notifiée le	
Identifiant	Imc1110773_AU

Fait à Montpellier, le - 5 FEV. 2016

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision d'ester en justice
"Occupations illicites -Parkings du Complexe l'Aréna à Pérols"

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction de l'ordre administratif ou judiciaire, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1 : La décision n°D2016-72 traitant du même objet est abrogée.

ARTICLE 2 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal de Grande Instance de Montpellier tendant à l'expulsion de groupes de gens du voyage occupant illégalement les parcelles cadastrées AI n°25, AI n°206, AI n°208, AH n°23, AH n°25, AH n°35, AH n°118, AH n°126, AH n°128, AH n°132, AH n°40, AH n°101, AH n°124, AH n°120, AH n°118, AH n°34, AH n°26 sises à Pérols constituant les parkings du complexe de l'Aréna.

ARTICLE 3 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocats « Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés ».

ARTICLE 4 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-87
Reçue en Préfecture le	- 8 FEV. 2016
Affichée le	- 8 FEV. 2016
Notifiée le	
Identifiant	Proc 110790-AV

Fait à Montpellier, le - 8 FEV. 2016
M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision d'ester en justice "Adela BARBU, requête n°16MA00041"

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction de l'ordre administratif ou judiciaire, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts consécutivement au dépôt de la requête n°16MA00041 le 5 janvier 2016 par Madame Adela BARBU contre le jugement du Tribunal Administratif de Montpellier du 20 novembre 2015 rejetant sa demande d'annulation du mandat d'annulation partielle sur l'exercice antérieur émis par son service "Eau et Assainissement" le 6 juin 2013.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocats « PARME Avocats ».

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-96
Reçue en Préfecture le	- 8 FEV. 2016
Affichée le	- 8 FEV. 2016
Notifiée le	
Identifiant	Smc1110962AV

Fait à Montpellier, le - 8 FEV. 2016
M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision d'ester en justice "75, rue de la Courbe - Occupation Illicite"

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction de l'ordre administratif ou judiciaire, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal de Grande Instance de Montpellier tendant à l'expulsion d'individus occupant sans autorisation la parcelle située 75, rue de la Courbe à Montpellier appartenant à Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocats « Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés ».

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-99
Reçue en Préfecture le	- 8 FEV. 2016
Affichée le	- 8 FEV. 2016
Notifiée le	
Identifiant	Imc111013-AU

Fait à Montpellier, le - 8 FEV. 2016

M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

PARTIE 3

ARRETES

Arrêté n°2016-1 : Délégation de signature en cas d'absence du Président accordée à Mme C.DARDE et M. M.LEVITA	405
Arrêté n°A2016-67 : Délégation de signature relative aux Déclarations de projet de travaux ainsi qu'aux Déclarations d'Intention de Commencement des Travaux relevant de la DAT	407
Arrêté n°A2016-68 : Exclusion temporaire du réseau des Médiathèques	409
Arrêté n°A2016-69 : Délégation à l'effet de signer les déclarations de projet de travaux ainsi que les Déclarations d'Intention de Commencement des Travaux concernant la DAGEP	411
Arrêté n°A2016-70 : Délégation de signature relative aux attestations de services faits émanant du Pôle DT	413
Arrêté n°A2016-71 : Délégation de signature relative aux procédures marchés de la DDEE	415
Arrêté n°A2016-72 : Arrêté de péril ordinaire Commune de Montoellier bât sis 14, rue Frédéric Mistral parcelles HM 101	417
Arrêté n°A2016-73 : Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Montpellier "Changement de véhicule". Autorisation de stationner n°44	419
Arrêté n°A2016-74 : Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Montpellier « Changement de véhicule ». Autorisation de stationner n°58	421
Arrêté n°A2016-75 : Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Montpellier « Changement de véhicule ». Autorisation de stationner n°87	423
Arrêté n°A2016-76 : Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Montpellier « Changement de véhicule ». Autorisation de stationner n°102	425
Arrêté n°A2016-77 : Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Montpellier « Changement de véhicule ». Autorisation de stationner n°121	427
Arrêté n°A2016-78 : Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Montpellier « Changement de véhicule ». Autorisation de stationner n°57	429
Arrêté n°A2016-79 : Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Montpellier « Changement de véhicule ». Autorisation de stationner n°72	431
Arrêté n°A2016-80 : Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Montpellier « Changement de véhicule ». Autorisation de stationner n°94	433
Arrêté n°A2016-81 : Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Montpellier « Changement de véhicule ». Autorisation de stationner n°123	435
Arrêté n°A2016-82 : Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Montpellier « Changement de véhicule ». Autorisation de stationner n°47	437
Arrêté n°A2016-83 : Délégation de signature accordée à Mme BARTHAS-ORSAL auprès de M Cyril MEUNIER dans le domaine de la Propreté	439
Arrêté n°A2016-85 : Autorisation d'exploiter un taxi sur la Commune de Pérols - Changement de véhicule -M. Philippe LLABADOR	441
Arrêté n°A2016-87 : Délégation de signature relative aux attestations provisoires et inscription sur liste d'attente concernant les taxis	444
Arrêté n°A2016-88 : Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Prades-le-Lez "Changement de véhicule". Autorisation n°3	446

Arrêté n°A2016-89 : Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de Castelnau le Lez "Changement de véhicule". Autorisation n°7	448
Arrêté n°A2016-90 : Arrêté d'ouverture d'une enquête publique portant sur le projet de révision allégée n°2 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Beaulieu	450
Arrêté n°A2016-91 : Désignation des lieux d'enquête et d'affichage de l'avis d'enquête publique, projet de révision allégée n°2 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Beaulieu	453
Arrêté n°A2016-92 : Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Lattes "Changement de véhicule". Autorisation de stationner n°6	455



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Délégation de signature en cas d'absence du Président

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10,
 - VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,
 - VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
 - VU le Code des marchés publics en vigueur,
 - VU la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
 - VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil,
 - VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Catherine DARDÉ en qualité de 1ère Vice-Présidente et de Monsieur Max LEVITA en qualité de 2^{ème} Vice-Président,
- VU l'arrêté 2014-102 du 20 juin 2014 relatif à la délégation de signature en cas d'absence de M. le Président du 20 juin 2014,
- VU la note de service 2010-04-153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,

ARRETE

ARTICLE 1 : L'arrêté 2014-102 du 20 juin 2014 précité est abrogé.

ARTICLE 2 : Délégation de signature est accordée à Madame Catherine DARDÉ, à l'effet de signer les délibérations et toute convocation adressée aux conseillers.

ARTICLE 3 : Délégation de signature est également accordée à Madame Catherine DARDÉ, à l'effet de signer les décisions prises sur la base de l'article L.5211-10 du code général des collectivités territoriales.

Cependant, elle ne signe celles concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés qui peuvent être passés sans formalités préalables (marchés à procédure adaptée) en raison de leur montant, qu'en cas d'absence ou d'empêchement du Vice-Président ayant reçu délégation de fonction dans le domaine de compétence concerné.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant du Président et de Madame Catherine DARDÉ, Monsieur Max LEVITA reçoit délégation à l'effet de les remplacer pour la signature de ces actes dans les conditions définies aux articles 1 et 2 ci-dessus.

ARTICLE 5 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant du Président, de Madame Catherine DARDÉ et de Monsieur Max LEVITA, Monsieur Christian FINA reçoit délégation à l'effet de les remplacer pour la signature de ces actes dans les conditions définies aux articles 1 et 2 ci-dessus.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole et Monsieur le Trésorier Principale sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2016-1
Transmis en Préfecture le	22 FEV. 2016
Affiché le	22 FEV. 2016
Notifié le	
Identifiant	Lmc1109046-AR

Fait à Montpellier le **22 FEV. 2016**
M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Délégation de signature relative aux Déclarations de projet de travaux ainsi qu'aux Déclarations d'Intention de Commencement des Travaux relevant de la DAT

- VU le Code Général des Collectivités territoriales et notamment son article L. 5211-9,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'organigramme des services de Montpellier Méditerranée Métropole,

ARRETE

ARTICLE 1 : Délégation à l'effet de signer les déclarations de projet de travaux ainsi que les Déclarations d'Intention de Commencement des Travaux, relevant de la Métropole, qu'elle soit gestionnaire ou maître d'ouvrage, et concernant la Direction de l'Action Territoriale, est accordée à :

- Monsieur Simon BIRR, Responsable de Pôle Territorial, pour le Pôle Territorial Cadoule et Bérange,
- Monsieur Eric LAUER, Responsable de Pôle Territorial, pour le Pôle Territorial Littoral,
- Monsieur Philippe MAUGER, Responsable de Pôle Territorial, pour le Pôle Territorial Piémonts et Garrigues,
- Monsieur Pierre DABOSI, Responsable de Pôle Territorial, pour le Pôle Territorial Plaine Ouest,
- Monsieur David TOURNIER, Responsable de Pôle Territorial, pour le Pôle Territorial Vallée du Lez.

ARTICLE 2 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Simon BIRR ou de Monsieur Eric LAUER ou de Monsieur Philippe MAUGER ou de Monsieur de Monsieur Pierre DABOSI ou de Monsieur David TOURNIER, leur délégation respective visée à l'article 1 est accordée à Monsieur Jean-Claude HEMAIN, Directeur du Pôle Services Publics de l'Environnement et des Transports.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de Monsieur Simon BIRR ou de Monsieur Eric LAUER ou de Monsieur Philippe MAUGER ou de Monsieur Pierre DABOSI ou de

Monsieur David TOURNIER et de Monsieur Jean-Claude HEMAIN, leur délégation respective visée à l'article 1 est accordée à Monsieur Yves NURIT, Directeur Général Adjoint des Services.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Simon BIRR ou de Monsieur Eric LAUER ou de Monsieur Philippe MAUGER ou de Monsieur Pierre DABOSI ou de Monsieur David TOURNIER, de Monsieur Jean-Claude HEMAIN et de Monsieur Yves NURIT la délégation visée à l'article 1 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2016-67
Transmis en Préfecture le	1 5 FEV. 2016
Affiché le	1 5 FEV. 2016
Notifié le	
Identifiant	Emc1110778.AR

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL 15 FEV. 2016

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Exclusion temporaire du réseau des Médiathèques

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la décision n°D2013-112 du 11 mars 2013 approuvant le règlement intérieur du réseau des médiathèques de Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **CONSIDERANT** qu'il a été notifié de nombreux manquements au règlement à un homme porteur de la carte de Mme LEOPOLD Elise dont le numéro d'abonné est le 1582104 pour lesquels il a déjà été exclu pendant six mois de la Médiathèque Emile ZOLA en 2013, que cet homme a de nouveau une attitude irrespectueuse envers les agents de la médiathèque et remet en cause le fonctionnement de celle-ci,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire que les usagers accédant aux installations, non seulement se soumettent aux dispositions du présent règlement mais également se conforment aux instructions données par le personnel de service et respectent les prescriptions et interdictions affichées dans l'établissement,

A R R E T E

ARTICLE 1 : Le porteur de la carte n°1582104, établie au nom de Mme LEOPOLD Elise, est exclu du réseau des médiathèques de Montpellier Méditerranée Métropole, à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté pour une durée de six mois à compter de son affichage sur site, conformément aux dispositions de l'article 60 du règlement intérieur susvisé.

ARTICLE 2 : Le présent arrêté sera notifié à l'intéressé.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2016-68
Transmis en Préfecture le	1 5 FEV. 2016
Affiché le	1 5 FEV. 2016
Notifié le	
Identifiant	Inc 110907-AR

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL

1 5 FEV. 2016

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Délégation à l'effet de signer les déclarations de projet de travaux ainsi que les Déclarations d'Intention de Commencement des Travaux concernant la DAGEP

- VU le Code Général des Collectivités territoriales et notamment son article L. 5211-9,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'organigramme des services de Montpellier Méditerranée Métropole,

ARRETE

ARTICLE 1 : Délégation à l'effet de signer les déclarations de projet de travaux ainsi que les Déclarations d'Intention de Commencement des Travaux, relevant de la Métropole, qu'elle soit gestionnaire ou maître d'ouvrage, et concernant la Direction de l'Aménagement et de la Gestion de l'Espace Public (DAGEP), est accordée, chacun pour leur service respectif, à :

- Monsieur Denis CRETIER, chef du service Pôle Voirie,
- Monsieur Arnaud BURTIN, chef du service Bureau d'Etudes Centre et Grands Travaux,
- Monsieur Stéphane MARI, chef du service Bureau d'Etudes Territoires,
- Monsieur David AUPERT, chef du service Pluvial Urbain,
- Monsieur Nicolas MARSAC, chef du service Eclairage Public.
- Monsieur Stéphane ESCOBAR, chef du service Bureau d'Etudes, adjoint au directeur de la DAGEP.

ARTICLE 2 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Denis CRETIER, sa délégation est accordée à Monsieur Stephen BREMOND-LOUIS, responsable subdivision 2.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Arnaud BURTIN, sa délégation est accordée à Monsieur Guillaume DESINDE, chef de service adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Stéphane MARI ou de Monsieur David AUPERT, leur délégation respective est accordée à Monsieur Stéphane ESCOBAR, adjoint au directeur de la DAGEP.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Nicolas MARSAC sa délégation est accordée à Monsieur Thierry COUTELLIER, chef de service adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Stéphane ESCOBAR, sa délégation est accordée à Monsieur Philippe MALACAN.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de Monsieur Denis CRETIER et de Monsieur Stephen BREMOND-LOUIS, ou de Monsieur Arnaud BURTIN et de Guillaume DESINDE, ou Monsieur Stéphane MARI ou de Monsieur David AUPERT et de Monsieur Stéphane ESCOBAR, ou de Monsieur Nicolas MARSAC et de Monsieur Thierry COUTELLIER ou de Monsieur Stéphane ESCOBAR

et de Monsieur Philippe MALACAN, leur délégation respective visée à l'article 1 est accordée à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, Directrice de la DAGEP.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de Monsieur Denis CRETIER et de Monsieur Stephen BREMOND-LOUIS, ou de Monsieur Arnaud BURTIN et de Guillaume DESINDE, ou Monsieur Stéphane MARI ou de Monsieur David AUPERT et de Monsieur Stéphane ESCOBAR, ou de Monsieur Nicolas MARSAC et de Monsieur Thierry COUTELLIER ou de Monsieur Stéphane ESCOBAR et de Monsieur Philippe MALACAN, et de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, leur délégation respective visée à l'article 1 est accordée à Monsieur Jean-Claude HEMAIN, Directeur du Pôle Services Publics de l'Environnement et des Transports.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2016-69
Transmis en Préfecture le	15 FEV. 2016
Affiché le	15 FEV. 2016
Notifié le	
Identifiant	Inc1110985 AR

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL

15 FEV. 2016

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Délégation de signature relative aux attestations de services faits émanant du Pôle DT

- VU le Code Général des Collectivités territoriales et notamment son article L. 5211-9,
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'arrêté n°A2015-94 du 18 juin 2015 portant délégation de signature pour les attestations de services faits du Pôle Développement Territorial,
- VU la note de service 2010-04-153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,
- VU la note de service n°09- 454 du 22 septembre 2009 portant affectation de Monsieur Yves NURIT sur l'emploi de Directeur du Pôle Développement Territorial,

ARRETE

ARTICLE 1 : L'arrêté n°A2015-94 du 18 juin 2015 susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : Délégation est accordée à Monsieur Bruno LE ROY à l'effet de signer les attestations de services faits dont le montant est inférieur ou égal à 5000 € HT relatives aux marchés émanant de la Direction de l'Urbanisme et de l'Habitat. En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Bruno LE ROY, cette délégation est accordée dans les mêmes conditions à Madame Caroline FRIOL.

ARTICLE 3 : Délégation est accordée à Monsieur Eric GOMEZ à l'effet de signer les attestations de services faits dont le montant est inférieur ou égal à 5000 € HT relatives aux marchés émanant de la Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel. En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Eric GOMEZ, cette délégation est accordée dans les mêmes conditions à Monsieur Fabien BLASCO.

ARTICLE 4 : Délégation est accordée à Monsieur Philippe BOULET à l'effet de signer les attestations de services faits dont le montant est inférieur ou égal à 5000 € HT relatives aux marchés émanant de la Direction du Développement économique et de l'emploi. En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Philippe BOULET, cette délégation est accordée dans les mêmes conditions à Monsieur Emmanuel GUILLERMO.

ARTICLE 5 : Délégation est accordée à Monsieur Yves NURIT à l'effet de signer les attestations de services faits dont le montant est supérieur à 5000 € HT relatives aux marchés émanant du Pôle Développement Territorial.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Yves NURIT, délégation de signature est donnée à Monsieur Bruno LE ROY, Monsieur Eric GOMEZ, Monsieur Philippe BOULET, pour les attestations de services faits relatives aux marchés émanant respectivement de la Direction de l'Urbanisme et de l'Habitat, de la Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel, de la Direction du Développement économique et de l'emploi.

ARTICLE 6 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Messieurs Yves NURIT, Bruno LE ROY, Eric GOMEZ et de Monsieur Philippe BOULET, chacun dans son domaine de compétence, délégation, à l'effet de signer les attestations de services faits dont le montant est supérieur à 5000 € HT émanant du Pôle Développement Territorial, est donnée à Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services.

ARTICLE 7 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2016-70
Transmis en Préfecture le	15 FEV. 2016
Affiché le	15 FEV. 2016
Notifié le	
Identifiant	Imc110989-AR

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL

15 FEV. 2016

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Délégation de signature relative aux procédures marchés de la DDEE

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10,
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret n°2006-975 du 1^{er} août 2006 portant code des marchés publics 2006,
- VU l'arrêté n°A2015-107 du 23 juin 2015 portant délégation de signature pour la Direction du Développement économique et de l'emploi,
- VU la note de service 2010-04-153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,
- VU la note de service n°2009- 09- 454 du 22 septembre 2009 portant affectation de Monsieur Yves NURIT sur l'emploi de Directeur du Pôle Développement Territorial,
- VU la note de service n°2015-04-522 du 7 mai 2015 portant affectation de Monsieur Philippe Boulet sur l'emploi de Directeur du Développement économique et de l'emploi.

ARRETE

ARTICLE 1 : L'arrêté n° A2015-107 du 23 juin 2015 susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : Pour les marchés relevant de sa Direction, relatifs au domaine « Relations Internationales; Insertion ; Artisanat, Commerce ; Tourisme ; MMT développement économique et emploi » d'un montant inférieur ou égal à 50 000€ HT, délégation est accordée à Monsieur Philippe BOULET à l'effet de signer tout document relatif à la négociation des offres, aux demandes de complément suite à l'enregistrement des candidatures et des offres, à la gestion des avances et des cessions de créances, aux mises en demeure et à l'application des pénalités.

Pour ces mêmes marchés, quel que soit leur montant, délégation est donnée à Monsieur Philippe BOULET à l'effet de signer tout document relatif aux admissions des prestations de service ou de fournitures, aux libérations de retenue de garantie, aux mains levées de garantie.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Philippe BOULET, la délégation définie à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Emmanuel GUILLERMO, Directeur de Projets.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Philippe BOULET et de Monsieur Emmanuel GUILLERMO, la délégation définie à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Yves NURIT, Directeur Général Adjoint des Services.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Philippe BOULET, de Monsieur Emmanuel GUILLERMO et de Monsieur Yves NURIT, la délégation définie à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2016-71
Transmis en Préfecture le	15 FEV. 2016
Affiché le	15 FEV. 2016
Notifié le	
Identifiant	Smc 110999 AR

Fait à Montpellier, le 15 FEV. 2016
M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

ARRETE DE PERIL ORDINAIRE

Commune de Montpellier Bâtiment sis 14 rue Frédéric Mistral (parcelle HM 101)

- Vu le Code de la construction et de l'habitation, notamment les articles L 511-1 à L 511-6, L.521-1 à L.521-4, L.541-2 et les articles R.511-1 à R.511-12 ;
 - Vu l'article R.556-1 du Code de justice administrative ;
 - Vu l'article L2131-1 du Code général des collectivités territoriales ;
 - Vu l'article L.5211-9-2 du Code général des collectivités territoriales dans sa version modifiée ;
 - Vu la loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové notamment son article 75 ;
 - Vu le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 portant création de la Métropole dénommée « Montpellier Méditerranée Métropole » à compter du 1^{er} janvier 2015 ;
 - Vu l'article 1 de l'arrêté du Maire de Montpellier n°2014/3441/T/R du 13 octobre 2014 portant transfert sur des pouvoirs de Police Administrative spéciale en matière de sécurité des bâtiments publics, des immeubles collectifs et des édifices menaçant ruine ;
 - Vu le rapport dressé par Jacques Amiel, expert, désigné par ordonnance de Madame La Présidente du Tribunal Administratif, en date du 31 décembre 2015, concluant à un péril ordinaire ;
 - Vu la lettre d'avertissement adressée à Madame BEN SOUSSAN Lorette et au syndic ABL, leur signalant les désordres du logement de Monsieur et Madame Coulon sis au 4^{ème} étage du bâtiment situé 14 rue Frédéric Mistral (parcelle HM 101), susceptibles de porter atteinte à la sécurité des occupants ;
 - Vu la lettre d'information envoyée à l'Architecte des Bâtiments de France ;
 - **Considérant** qu'en raison de la gravité de la situation et de la persistance des désordres, il convient d'engager la procédure de péril ordinaire afin que la sécurité des occupants soit sauvegardée ;
- ARTICLE 1** : Madame BEN SOUSSAN Lorette, propriétaire, domiciliée au 160 avenue Jacques Cartier à Montpellier (34000), ou ses ayants droit, est mise en demeure d'effectuer dans le logement de Monsieur et Madame Coulon, à compter de la notification du présent arrêté :
- **dans un délai d'un mois** : mesures d'observations en procédant à la pause de jauge sur les poutres et le plafond du séjour / cuisine et sur la poutre abîmée dans la chambre afin de contrôler l'évolution des fissures et du fléchissement mensuellement,

- puis **dans un délai de trois mois** : le confortement de la structure de la toiture sous le contrôle d'un bureau d'Etudes Techniques compétent.

ARTICLE 2 : Le propriétaire mentionné à l'article 1 est tenu de respecter les droits des occupants dans les conditions précisées aux articles L. 521-1 à L. 521-3-2 du Code de la construction et de l'habitation.

Le non-respect des prescriptions du présent arrêté et des obligations qui en découlent sont passibles des sanctions pénales prévues par l'article L. 511-6 ainsi que par les articles L. 521-4 et L. 111-6-1 du Code de la construction et de l'habitation, reproduits en annexes 2 et 3.

ARTICLE 3 : Faute pour le propriétaire mentionné à l'article 1 d'avoir réalisé les travaux prescrits au même article et après mise en demeure restée sans effet, il y sera procédé d'office à ses frais, ou à ceux de ses ayants droit.

La mainlevée du présent arrêté de péril ne pourra être prononcée qu'après constatation par les services de la Métropole de la conformité de la réalisation des travaux aux mesures prescrites par le présent arrêté.

Le propriétaire mentionné à l'article 1, ou ses ayants droit, tient à disposition des services de la Métropole tout justificatif attestant de la réalisation des travaux, dans les règles de l'art.

ARTICLE 4 : Le présent arrêté sera notifié au propriétaire mentionné à l'article 1 ci-dessus. Il sera également affiché sur la façade de l'immeuble.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté est transmis au Préfet du département.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté peut faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de sa notification :

- Soit d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,
- Soit d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Montpellier, 6 rue Pitot, sans recours gracieux dans le délai de deux mois précité, ou à l'issue d'un recours gracieux, dans un délai de deux mois soit à compter de la notification expresse, soit à compter d'un refus tacite (constitué si l'administration ne répond pas au recours gracieux dans le délai imparti).

Arrêté n°	A2016-72
Transmis en Préfecture le	1 6 FEV. 2016
Affiché le	
Notifié le	
Identifiant	Dre 111108. AR

Fait à Montpellier, le **1 6 FEV. 2016**
M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Montpellier "Changement de véhicule". Autorisation de stationner n°44

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU la loi n° 95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n° 95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n° 2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n° 2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n° 73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n° 78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de Monsieur le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de Monsieur le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;

- VU l'arrêté 2014/3441/T/R relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'arrêté municipal du 18 mars 2013 n°2013/0391/T/N;
- **CONSIDERANT** que Monsieur Nacer SLIMANI, titulaire d'une autorisation de taxi à Montpellier, a procédé au changement de son véhicule ;

AR R E T E

ARTICLE 1^{er} : Monsieur Nacer SLIMANI né le 09/12/1967 à Lyon (69), domicilié au 490, rue des Croisades à 34280 La Grande Motte, est autorisé à stationner avec le véhicule SKODA type Superb immatriculé DY-970-DX , sur le territoire de la commune de Montpellier dans l'un des emplacements réservé aux taxis.

ARTICLE 2 : La présente autorisation est délivrée sous le numéro 44, sous réserve :

- d'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault;
- d'être en possession pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le préfet ou sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- d'avoir fait subir une visite technique du véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat,
- que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n° 95-935 susvisé.

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est pas exploitée de façon effective ou continue.

ARTICLE 3 : L'arrêté du 18/03/2013, n°2013/0391/T/N susvisé, est abrogé.

ARTICLE 4 : Messieurs le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole, le Directeur Général des Services de la Commune de Montpellier, le Commissaire Divisionnaire du Commissariat Central de police de Montpellier, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à Monsieur le Préfet.

Arrêté n°	A2016-73
Transmis en Préfecture le	26 FEV. 2016
Affiché le	
Notifié le	
Identifiant	Inc 141208-AI

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL

26 FEV. 2016

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Montpellier « Changement de véhicule ». Autorisation de stationner n°58

- **VU** le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- **VU** le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- **VU** la loi n° 95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- **VU** le décret n° 95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- **VU** le décret n° 2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- **VU** le décret n° 2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- **VU** le décret n° 73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- **VU** le décret n° 78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- **VU** l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- **VU** l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- **VU** l'arrêté de Monsieur le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- **VU** l'arrêté de Monsieur le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- **VU** l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- **VU** l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;

- VU l'arrêté 2014/3441/T/R relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'arrêté municipal du 2 décembre 2013, 2013/2946/T/N ;
- **CONSIDERANT** que Monsieur Eric DEJEAN, titulaire d'une autorisation de taxi à Montpellier, a procédé au changement de son véhicule ;

ARRETE

ARTICLE 1^{er} : Monsieur Eric DEJEAN né(e) le 4 mars 1962 à Paris, domicilié au 17, rue Paul Valéry à 34990 Juvignac, est autorisé à stationner avec le véhicule OPEL type ZAFIRA TOURER immatriculé DX-777-KD, sur le territoire de la commune de Montpellier dans l'un des emplacements réservé aux taxis.

ARTICLE 2 : La présente autorisation est délivrée sous le numéro 58, sous réserve :

- d'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- d'être en possession pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le préfet ou sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- d'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat,
- que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n° 95-935 susvisé.

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est pas exploitée de façon effective ou continue.

ARTICLE 3 : L'arrêté du 2 décembre 2013, n°2013/2946/T/N susvisé, est abrogé.

ARTICLE 4 : Messieurs le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole, le Directeur Général des Services de la Commune de Montpellier, le Commissaire Divisionnaire du Commissariat Central de police de Montpellier, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à Monsieur le Préfet.

Arrêté n°	A2016-74
Transmis en Préfecture le	26 FEV. 2016
Affiché le	
Notifié le	
Identifiant	Smc 111241AS

Fait à Montpellier, le 26 FEV. 2016
M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Montpellier « Changement de véhicule ». Autorisation de stationner n°87

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU la loi n° 95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n° 95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n° 2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n° 2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n° 73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n° 78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de Monsieur le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de Monsieur le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;

- VU; l'arrêté 2014/3441/T/R relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault
- VU l'arrêté municipal du 9 février 2010, 78/2010 ;
- **CONSIDERANT** que Monsieur Alain RIGAUD, titulaire d'une autorisation de taxi à Montpellier, a procédé au changement de son véhicule ;

ARRETE

ARTICLE 1^{er} : Monsieur Alain RIGAUD né(e) le 27 novembre 1946 à Paris, domicilié au 5, rue des Jujubiers à 34920 Le Crès, est autorisé à stationner avec le véhicule MERCEDES BENZ type Classe C immatriculé DH-200-EE, sur le territoire de la commune de Montpellier dans l'un des emplacements réservé aux taxis.

ARTICLE 2 : La présente autorisation est délivrée sous le numéro 87, sous réserve :

- d'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- d'être en possession pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le préfet ou sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- d'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat,
- que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n° 95-935 susvisé.

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est pas exploitée de façon effective ou continue.

ARTICLE 3 : L'arrêté du 9 février 2010, n°78/2010 susvisé, est abrogé.

ARTICLE 4 : Messieurs le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole, le Directeur Général des Services de la Commune de Montpellier, le Commissaire Divisionnaire du Commissariat Central de police de Montpellier, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à Monsieur le Préfet.

Arrêté n°	A2016-75
Transmis en Préfecture le	26 FEV. 2016
Affiché le	
Notifié le	
Identifiant	Enc 111248-AS

Fait à Montpellier, le 26 FEV. 2016
M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Montpellier « Changement de véhicule ». Autorisation de stationner n°102

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU la loi n° 95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n° 95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n° 2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n° 2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n° 73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n° 78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de Monsieur le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de Monsieur le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;

- VU l'arrêté 2014/3441/T/R relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'arrêté municipal du 18 mars 2013, 2013/0395/T/N;
- CONSIDERANT que Monsieur Victor STANESCU, titulaire d'une autorisation de taxi à Montpellier, a procédé au changement de son véhicule ;

ARRETE

ARTICLE 1^{er} : Monsieur Victor STANESCU né(e) le 9 mai 1979 à Budapest (99), domicilié au 9, rue Janus à 34170 Castelnau-le-Lez, est autorisé à stationner avec le véhicule Mini type Mini immatriculé BP-973-VH, sur le territoire de la commune de Montpellier dans l'un des emplacements réservé aux taxis.

ARTICLE 2 : La présente autorisation est délivrée sous le numéro 102, sous réserve :

- d'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- d'être en possession pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le préfet ou sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- d'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat,
- que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n° 95-935 susvisé.

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est pas exploitée de façon effective ou continue.

ARTICLE 3 : L'arrêté du 18 mars 2013, n°2013/0395/T/N susvisé, est abrogé.

ARTICLE 4 : Messieurs le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole, le Directeur Général des Services de la Commune de Montpellier, le Commissaire Divisionnaire du Commissariat Central de police de Montpellier, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à Monsieur le Préfet.

Arrêté n°	A2016-76
Transmis en Préfecture le	26 FEV. 2016
Affiché le	
Notifié le	
Identifiant	Imc111262-AS

Fait à Montpellier, le 26 FEV. 2016
M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Montpellier « Changement de véhicule ». Autorisation de stationner n°121

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU la loi n° 95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n° 95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n° 2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n° 2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n° 73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n° 78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de Monsieur le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de Monsieur le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;

- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté 2014/3441/T/R relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'arrêté municipal du 20 novembre 2015, A2015-232 ;
- CONSIDERANT que Monsieur Thierry ZERBIB titulaire d'une autorisation de taxi à Montpellier, a procédé au changement de son véhicule ;

A R R E T E

ARTICLE 1^{er} : Monsieur Thierry ZERBIB né(e) le **24 septembre 1969** à **Villejuif (94)**, domicilié au **361, allée Victor Hugo à 84270 Vedène**, est autorisé à stationner avec le véhicule **OPEL** type **Zafira** immatriculé **CG-786-AV**, sur le territoire de la commune de Montpellier dans l'un des emplacements réservé aux taxis.

ARTICLE 2 : La présente autorisation est délivrée sous le numéro **121**, sous réserve :

- d'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- d'être en possession pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le préfet ou sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- d'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat,
- que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n° 95-935 susvisé.

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est pas exploitée de façon effective ou continue.

ARTICLE 3 : L'arrêté du **20 novembre 2015**, n°A2015-232 susvisé, est abrogé.

ARTICLE 4 : Messieurs le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole, le Directeur Général des Services de la Commune de Montpellier, le Commissaire Divisionnaire du Commissariat Central de police de Montpellier, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à Monsieur le Préfet.

Arrêté n°	A2016-77
Transmis en Préfecture le	26 FEV. 2016
Affiché le	
Notifié le	
Identifiant	Inc 111264-AS

Fait à Montpellier, le **26 FEV. 2016**
M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Montpellier « Changement de véhicule ». Autorisation de stationner n°57

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU la loi n° 95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n° 95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n° 2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n° 2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n° 73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n° 78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de Monsieur le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de Monsieur le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;

- VU l'arrêté 2014/3441/T/R relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'arrêté municipal du 10 juin 2014, 2013/3400/T/N ;
- CONSIDERANT que Monsieur Nicolas GINER, titulaire d'une autorisation de taxi à Montpellier, a procédé au changement de son véhicule ;

ARRETE

ARTICLE 1^{er} : Monsieur Nicolas GINER né(e) le 28 novembre 1972 à Montpellier, domicilié au 148, rue de Radel à 34470 Pérols, est autorisé à stationner avec le véhicule MERCEDES BENZ type Classe E immatriculé DX-317-MG, sur le territoire de la commune de Montpellier dans l'un des emplacements réservé aux taxis.

ARTICLE 2 : La présente autorisation est délivrée sous le numéro 57, sous réserve :

- d'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- d'être en possession pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le préfet ou sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- d'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat,
- que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n° 95-935 susvisé.

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est pas exploitée de façon effective ou continue.

ARTICLE 3 : L'arrêté du 10 juin 2014, n°2013/3400/T/N susvisé, est abrogé.

ARTICLE 4 : Messieurs le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole, le Directeur Général des Services de la Commune de la commune de Montpellier, le Commissaire Divisionnaire du Commissariat Central de police de Montpellier, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à Monsieur le Préfet.

Arrêté n°	A2016-78
Transmis en Préfecture le	26 FEV. 2016
Affiché le	
Notifié le	
Identifiant	Inc 141266-AS

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL

26 FEV. 2016

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Montpellier « Changement de véhicule ». Autorisation de stationner n°72

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU la loi n° 95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n° 95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n° 2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n° 2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n° 73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n° 78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de Monsieur le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de Monsieur le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;

- VU l'arrêté 2014/3441/T/R relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'arrêté municipal du 30 juillet 2014, 2013/3401/T/N ;
- CONSIDERANT que SARL FOGUES TAXI, titulaire d'une autorisation de taxi à Montpellier, a procédé au changement de son véhicule ;

ARRETE

ARTICLE 1^{er} : La SARL FOGUES TAXI, domiciliée au 20 bis, boulevard Berthelot à 34000 Montpellier, est autorisé à stationner avec le véhicule SKODA type SUPERB immatriculé CV-056-PS, sur le territoire de la commune de Montpellier dans l'un des emplacements réservé aux taxis.

ARTICLE 2 : La présente autorisation est délivrée sous le numéro 72, sous réserve :

- d'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- d'être en possession pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le préfet ou sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- d'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat,
- que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n° 95-935 susvisé.

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est pas exploitée de façon effective ou continue.

ARTICLE 3 : L'arrêté du 30 juillet 2014, n°2013/3401/T/N susvisé, est abrogé.

ARTICLE 4 : Messieurs le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole, le Directeur Général des Services de la Commune de Montpellier, le Commissaire Divisionnaire du Commissariat Central de police de Montpellier, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à Monsieur le Préfet.

Arrêté n°	A2016-79
Transmis en Préfecture le	26 FEV. 2016
Affiché le	
Notifié le	
Identifiant	Dnc/111268-AS

Fait à Montpellier, le 26 FEV. 2016
M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Montpellier « Changement de véhicule ». Autorisation de stationner n°94

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU la loi n° 95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n° 95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n° 2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n° 2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n° 73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n° 78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de Monsieur le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de Monsieur le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;

- VU l'arrêté 2014/3441/T/R relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'arrêté municipal du 8 avril 2013; 2013/0689/T/N .
- CONSIDERANT que la SARL TAXI BUCHOTTE DUBOIS (530 722 354 RCS Montpellier), titulaire d'une autorisation de taxi à Montpellier, a procédé au changement de son véhicule ;

ARRETE

ARTICLE 1^{er} : la SARL TAXI BUCHOTTE DUBOIS (530 722 354 RCS Montpellier), domicilié au 1025, rue Henri Becquerel à 34000 Montpellier, est autorisé à stationner avec le véhicule **FORD** type **S-MAX** immatriculé **DY-839-GS**, sur le territoire de la commune de Montpellier dans l'un des emplacements réservé aux taxis.

ARTICLE 2 : La présente autorisation est délivrée sous le numéro **94**, sous réserve :

- d'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- d'être en possession pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le préfet ou sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- d'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat,
- que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n° 95-935 susvisé.

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est pas exploitée de façon effective ou continue.

ARTICLE 3 : L'arrêté du 8 avril 2013, n°2013/0689/T/N susvisé, est abrogé.

ARTICLE 4 : Messieurs le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole, le Directeur Général des Services de la Commune de Montpellier, le Commissaire Divisionnaire du Commissariat Central de police de Montpellier, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à Monsieur le Préfet.

Arrêté n°	A2016-80
Transmis en Préfecture le	26 FEV. 2016
Affiché le	
Notifié le	
Identifiant	Smc MU1270-AS

Fait à Montpellier, le 26 FEV. 2016
M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Montpellier « Changement de véhicule ». Autorisation de stationner n°123

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU la loi n° 95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n° 95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n° 2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n° 2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n° 73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n° 78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de Monsieur le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de Monsieur le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;

- VU l'arrêté 2014/3441/T/R relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'arrêté municipal du 26 avril 2012; 66/2012;
- CONSIDERANT que Monsieur David GUICHARD SARL (531 308 682 RCS) titulaire d'une autorisation de taxi à Montpellier, a procédé au changement de son véhicule ;

ARRETE

ARTICLE 1^{er} : David GUICHARD SARL (531 308 682 RCS Nîmes) domiciliée au 2 ter, rue des Vignes à 30220 Aigues Mortes, est autorisée à stationner avec le véhicule SKODA type SUPERB immatriculé DW-199-ZF, sur le territoire de la commune de Montpellier dans l'un des emplacements réservé aux taxis.

ARTICLE 2 : La présente autorisation est délivrée sous le numéro 123, sous réserve :

- d'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- d'être en possession pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le préfet ou sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- d'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat,
- que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n° 95-935 susvisé.

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est pas exploitée de façon effective ou continue.

ARTICLE 3 : L'arrêté du 26 avril 2012, n°66/2012 susvisé, est abrogé.

ARTICLE 4 : Messieurs le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole, le Directeur Général des Services de la Commune de Montpellier, le Commissaire Divisionnaire du Commissariat Central de police de Montpellier, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à Monsieur le Préfet.

Arrêté n°	A2016-81
Transmis en Préfecture le	26 FEV. 2016
Affiché le	
Notifié le	
Identifiant	Sme 111273 AS

Fait à Montpellier, le 26 FEV. 2016
M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Montpellier « Changement de véhicule ». Autorisation de stationner n°47

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU la loi n° 95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n° 95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n° 2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n° 2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n° 73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n° 78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de Monsieur le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de Monsieur le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;

- VU l'arrêté 2014/3441/T/R relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'arrêté municipal du 1er octobre 2015, A2015-193 ;
- CONSIDERANT que SARL TAXI EVASION (RCS Montpellier 811 429 398), titulaire d'une autorisation de taxi à Montpellier, a procédé au changement de son véhicule ;

ARRETE

ARTICLE 1^{er} : La SARL TAXI EVASION (RCS Montpellier 811 429 398), domiciliée au 12, rue Castillon à 34200 Sète, est autorisée à stationner avec le véhicule MERCEDES BENZ type Classe C immatriculé BM-404-YK sur le territoire de la commune de Montpellier dans l'un des emplacements réservé aux taxis.

ARTICLE 2 : La présente autorisation est délivrée sous le numéro 47, sous réserve :

- d'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- d'être en possession pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le préfet ou sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- d'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat,
- que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n° 95-935 susvisé.

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est pas exploitée de façon effective ou continue.

ARTICLE 3 : L'arrêté du 1^{er} octobre 2015, n°A2015-193 susvisé, est abrogé.

ARTICLE 4 : Messieurs le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole, le Directeur Général des Services de la Commune de Montpellier, le Commissaire Divisionnaire du Commissariat Central de police de Montpellier, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à Monsieur le Préfet.

Arrêté n°	A2016-82
Transmis en Préfecture le	26 FEV. 2016
Affiché le	
Notifié le	
Identifiant	Lmc 111277 AS

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL

26 FEV. 2016

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Délégation de signature à Mme BARTHAS-ORSAL

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10,
- VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Cyril MEUNIER en qualité de Vice-Président,
- VU l'arrêté 2015-14 du 21 janvier 2015 concernant la délégation de fonction à Monsieur Cyril MEUNIER dans le domaine de la Prévention et valorisation des déchets et la propreté de l'Espace public,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil,
- VU la qualité de conseillère métropolitaine de Madame Valérie BARTHAS-ORSAL,

A R R E T E

ARTICLE 1 : Madame Valérie BARTHAS-ORSAL est en charge de la Propreté auprès de Monsieur Cyril MEUNIER.

ARTICLE 2 : Dans le cadre du domaine de compétence défini à l'article 1, une délégation de signature est attribuée à Madame Valérie BARTHAS-ORSAL.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2016-83
Transmis en Préfecture le	15 FEV. 2016
Affiché le	15 FEV. 2016
Notifié le	
Identifiant	Emc 111301-AR

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL

15 FEV. 2016

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Autorisation d'exploiter un taxi sur la Commune de Pérols - Changement de véhicule - M. Philippe LLABADOR

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU la loi n° 95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n° 95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n° 2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n° 2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n° 73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n° 78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;

- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté 2014-373 du 13/10/2014 relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;

Vu l'arrêté municipal n° 13-300 du 17 avril 2013

Considérant que Monsieur Philippe LLABADOR titulaire d'une autorisation de taxi à Pérols a procédé au changement de son véhicule

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} : Monsieur Philippe LLABADOR né le 28 juillet 1953 à Alger (Algérie) domicilié 1 chemin de Bellevue à Lodève est autorisé à stationner avec le véhicule de marque FORD type M10FRDVP139E420 immatriculé DY-296-TA sur le territoire de la commune de Pérols, dans l'un des emplacements réservés aux taxis.

ARTICLE 2 : La présente autorisation délivrée sous le numéro 04 sous réserve :

- d'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle en cours de validité délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- d'être en possession pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le Préfet ou Sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R 221-10, alinéa 3 du Code de la Route.
- d'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé dans un centre de contrôle technique agréé par l'Etat.
- Que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n°95-935 susvisé,

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est pas exploitée de façon effective ou continue.

ARTICLE 3 : L'arrêté n° 13-300 du 17 avril 2013 susvisé, est abrogé.

ARTICLE 4 : Messieurs le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole, le Directeur Général des Services de la Commune de Pérols le Commandant du bureau de la Police Nationale de Lattes (Hérault), le Chef de poste de la Police Municipale de Pérols (Hérault), sont chargés en ce qui les concerne, sont chargés en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à M. le Préfet.

Arrêté n°	A2016-85
Transmis en Préfecture le	18/02/2016
Affiché le	
Notifié le	
Identifiant	INC 111 409 -AR

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL

18/02/2016

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Délégation de signature relative aux attestations provisoires et inscription sur liste d'attente concernant les taxis

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les articles L.5211.9 et L.5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU la loi n°95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n°95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n°2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n°2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n°73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n°78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;

- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** l'organigramme des services de Montpellier Méditerranée Métropole,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire d'assurer la continuité du service public,

ARRETE

ARTICLE 1^{er} : Délégation à l'effet de signer les attestations provisoires d'autorisation de stationnement lors de changement de véhicule par le titulaire, est accordée, à Monsieur Karim OUNOUGHI, Directeur des Mobilités.

ARTICLE 2 : Délégation à l'effet de signer les courriers relatifs aux inscriptions sur liste d'attente communale concernant les exploitations de licence de taxi est accordée à Monsieur Karim OUNOUGHI, Directeur des Mobilités.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Karim OUNOUGHI, les délégations respectives visées à l'article 1 et 2 sont accordées à Madame Sandrine UGUEN, Directrice adjointe de la Direction des Mobilités.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole, est chargé en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2016-87
Transmis en Préfecture le	2 6 FEV. 2016
Affiché le	2 6 FEV. 2016
Notifié le	
Identifiant	ImcM 1528-AR

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL

2 6 FEV. 2016

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Prades-le-Lez "Changement de véhicule". Autorisation n°3

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU la loi n° 95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n° 95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n° 2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n° 2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n° 73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n° 78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- VU le décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté 237/2014 relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;

- VU l'arrêté municipal du n°59 du 12 avril 2010;
- CONSIDERANT que M.VALLENZUELA PEREZ, titulaire d'une autorisation de taxi à Prades le Lez, a procédé au changement de son véhicule ;

A R R E T E

ARTICLE 1^{er} : Monsieur VALLENZUELA PEREZ né(e) le 25 avril 1960 à SANTIAGO DU CHILI, domicilié 2125 Avenue du Père Soulas à Montpellier (34090), est autorisé à stationner avec le véhicule DACIA type LODGY immatriculé DX-039-AF, sur le territoire de la commune de Prades le Lez dans l'un des emplacements réservé aux taxis.

ARTICLE 2 : La présente autorisation est délivrée sous le numéro 03, sous réserve :

- d'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- d'être en possession pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le préfet ou sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- d'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat,
- que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n° 95-935 susvisé.

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est pas exploitée de façon effective ou continue.

ARTICLE 3 : L'arrêté du 30 octobre 2013, n° 255/2013 susvisé, est abrogé.

ARTICLE 4 : Messieurs le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole, le Directeur Général des Services de la Commune de Prades le Lez, sont chargés en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à M. le Préfet.

Arrêté n°	A2016-88
Transmis en Préfecture le	2 6 FEV. 2016
Affiché le	
Notifié le	
Identifiant	Lnc-1111542AS

Fait à Montpellier, le 2 6 FEV. 2016
M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de Castelnau le Lez "Changement de véhicule". Autorisation n°7

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU la loi n° 95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n° 95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n° 2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n° 2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n° 73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n° 78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté 2014/10-1561 relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;

- VU l'arrêté municipal du 2011/02-08 ;

- CONSIDERANT que suivant acte SSP du 13/01/2010 Madame Eliane BASTID, domiciliée 7 place Toulouse Lautrec à Castelnau le Lez (34170) a donné en location-gérance à Monsieur JOSSE, domicilié rue de la Croix de Félix (34 820 ASSAS) l'autorisation de stationnement de taxi délivrée par la mairie de Castelnau le Lez portant le numéro 7 pour une durée d'un an à compter du 01/02/2010, renouvelable par tacite reconduction d'année en année ;

ARRETE

ARTICLE 1^{er} : Monsieur Luc JOSSE, né(e) le 23 octobre 1957 à Toulouse (31), domicilié 105, rue de la Croix de Félix (34 820 ASSAS), est autorisé à stationner avec le véhicule PEUGEOT type 308 immatriculé DX-021-QJ, sur le territoire de la commune de Castelnau-le-Lez dans l'un des emplacements réservé aux taxis.

ARTICLE 2 : La présente autorisation est délivrée sous le numéro 7, sous réserve :

- d'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- d'être en possession pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le préfet ou sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- d'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat,
- que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n° 95-935 susvisé.

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est pas exploitée de façon effective ou continue.

ARTICLE 3 : L'arrêté du 8 février 2011, n°2011/02-08 susvisé, est abrogé.

ARTICLE 4 : Messieurs le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole, le Directeur Général des Services de la Commune de Castelnau le Lez, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à M. le Préfet.

Arrêté n°	A2016-89
Transmis en Préfecture le	26 FEV. 2016
Affiché le	
Notifié le	
Identifiant	Luc 111549 AS

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL

26 FEV. 2016

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Arrêté d'ouverture d'une enquête publique portant sur le projet de révision allégée n°2 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Beaulieu

VU le Code de l'urbanisme et notamment les articles L.151-1 à L.153-60 ;

VU le Code de l'environnement et notamment les articles R. 123-1 à R. 123-27 ;

VU la délibération n°14.11.05 du Conseil Municipal de Beaulieu portant engagement de la procédure de révision allégée n°2 du PLU de Beaulieu afin de traduire une transition cohérente entre les espaces urbains et les espaces naturels de certaines parties du territoire de la Commune et en vue d'assurer et de maintenir l'équilibre et la cohérence entre le développement urbain et la préservation des espaces naturels sur le territoire de la Commune, en particulier au sein de la Zone d'Aménagement Concerté du Renard et de la zone du chemin des Vignes ;

VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création, à compter du 1er janvier 2015, de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;

VU la décision n°E15000211/34 en date du 13 janvier 2016 de Mme la Présidente du Tribunal Administratif de Montpellier désignant M. Hervé SEELEUTHNER en qualité de Commissaire Enquêteur ;

VU l'arrêté du Président de Montpellier Méditerranée Métropole n°A2016-91 fixant les lieux d'affichage de l'avis d'enquête publique ;

VU les pièces du dossier soumis à l'enquête publique ;

VU l'arrêté n° A2016-66 du 28 janvier 2016 portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans les domaines du Développement, de l'Aménagement Durable du Territoire et de l'Espace Public, de l'Habitat, en qualité de Vice-Présidente déléguée ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Il est procédé à une enquête publique portant sur le projet de révision allégée n°2 du plan local d'urbanisme (PLU) de la Commune de Beaulieu, pour une durée de 34 jours consécutifs, du vendredi 11 mars à partir de 14H jusqu'au mercredi 13 avril 2016 à 12H. Cette modification vise à traduire une transition cohérente entre les espaces urbains et les espaces naturels de certaines parties du territoire de la Commune et d'assurer et maintenir l'équilibre et la cohérence entre le développement urbain et la préservation des espaces naturels sur le territoire de la Commune, en particulier au sein de la Zone d'Aménagement Concerté du Renard et de la zone du chemin des Vignes.

ARTICLE 2 : Par décision n°E15000211/34 du 13 janvier 2016, Monsieur Hervé SEELEUTHNER, officier supérieur de l'Armée de Terre, retraité, a été désigné en qualité de commissaire enquêteur par Madame la Présidente du Tribunal Administratif de Montpellier.

ARTICLE 3 : Les pièces du dossier, ainsi qu'un registre d'enquête, à feuillets non mobiles, côtés et paraphés par le Commissaire Enquêteur seront déposés à la Mairie de Beaulieu. Durant toute la durée de l'enquête, du vendredi 11 mars à partir de 14H jusqu'au mercredi 13 avril 2016 à 12H, le public pourra consulter le dossier d'enquête et présenter ses observations sur le registre ouvert à cet effet à la mairie de Beaulieu aux heures habituelles d'ouverture, à savoir lundi / mardi / mercredi de 10H à 12H ; jeudi / vendredi de 9H à 12H ; lundi / mardi / jeudi / vendredi de 14H à 18H30.

ARTICLE 4 : Au vu des articles L.104-2, R.104-1 à R.104-2 et R.104-8 à R.104-14 du Code de l'urbanisme et de la nature de la révision projetée, il a été décidé par le Préfet de Département, suite à l'examen au cas par cas du projet de révision visé par l'article R.104-8 du Code de l'Urbanisme, que le projet n'était pas soumis à évaluation environnementale. Le rapport de présentation comporte cependant une analyse de l'état initial du site et des incidences du projet sur l'environnement.

ARTICLE 5 : Le commissaire-enquêteur désigné se tiendra à la disposition du public en mairie de Beaulieu le :

- vendredi 11 mars de 14H à 17H ;
- jeudi 24 mars de 9H à 12H ;
- mercredi 13 avril de 9H à 12H.

Par ailleurs, le public pourra adresser ses observations écrites à Monsieur le commissaire enquêteur au siège de l'enquête publique, à savoir au siège de Montpellier Méditerranée Métropole, à l'adresse indiquée ci-dessous : « *Monsieur le commissaire enquêteur – projet de révision allégée n°2 du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Beaulieu* », Montpellier Méditerranée Métropole 50, place Zeus - CS 39556- 34961 Montpellier cedex 2.

Le public ne pourra pas communiquer ses observations, propositions et contre-propositions par voie électronique.

ARTICLE 6 : A l'expiration du délai d'enquête, le registre d'enquête sera clos par le commissaire enquêteur et mis à sa disposition. Ce dernier devra ensuite remettre, au Président de Montpellier Méditerranée Métropole, le bilan des observations du public consignées dans un procès-verbal de synthèse, en l'invitant à produire dans un délai de quinze jours son mémoire en réponse.

Dans un délai de trente jours à compter de la clôture de l'enquête, le commissaire enquêteur adressera, au Président de Montpellier Méditerranée Métropole, le dossier d'enquête, les registres ainsi que son rapport et ses conclusions motivées.

Ce rapport pourra être consulté, au siège de Montpellier Méditerranée Métropole, à la Préfecture de l'Hérault ainsi qu'en mairie de Beaulieu, pendant un an, aux heures habituelles d'ouverture des bureaux au public. Le rapport et les conclusions motivées du commissaire enquêteur seront également consultables sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole (à l'adresse <http://www.montpellier3m.fr>). L'ensemble de ces documents sera consultable pendant une durée d'un an à compter de leur mise en ligne.

ARTICLE 7 : Un avis au public sera publié par les soins de Montpellier Méditerranée Métropole, en caractères apparents, quinze jours au moins avant le début de l'enquête et rappelé dans les huit premiers jours de celle-ci, dans deux journaux régionaux ou locaux paraissant dans le Département. Il sera justifié de l'application de ces dispositions par la production de chacun des exemplaires des journaux dans lesquels les publications de l'avis auront été faites.

Cet avis sera affiché sur les panneaux extérieurs d'affichage officiel de Montpellier Méditerranée Métropole et de la mairie de Beaulieu, quinze jours au moins avant le début de l'enquête publique et pendant toute la durée de celle-ci. Il sera justifié de l'accomplissement de cette mesure de publicité

respectivement par un certificat de M. le Président de Montpellier Méditerranée Métropole et de M. le Maire de Beaulieu.

Il fera également l'objet d'autres mesures de publicité destinées à lui assurer la plus large diffusion, par voie d'affiches sur les secteurs géographiques concernés par la révision allégée n°2 du PLU (définies par l'arrêté n°A2016-91) et par publication sur les sites internet de Montpellier Méditerranée Métropole (à l'adresse <http://www.montpellier3m.fr>) et de la Ville de Beaulieu (à l'adresse <http://www.mairiedebeaulieu.fr>).

ARTICLE 8 : Toute personne peut, sur sa demande et à ses frais, obtenir communication de tout ou partie du dossier d'enquête publique auprès des responsables du projet dès la parution de l'arrêté d'ouverture d'enquête.

ARTICLE 9 : Les personnes responsables du projet sont Fanny KAPPES, Directrice Générale des Services (DGS) à la Mairie de Beaulieu et Monsieur Alban FILIPIAK, responsable d'unité PLU, à la Direction de l'Urbanisme et de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole, auprès desquelles des informations sur le dossier peuvent être demandées.

ARTICLE 10 : A l'issue de l'enquête publique, le projet de révision allégée n°2 du PLU de Beaulieu sera soumis au Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole pour approbation.

ARTICLE 11 : Le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, le Maire de Beaulieu, le commissaire enquêteur, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 12 : Le présent arrêté sera affiché au siège de Montpellier Méditerranée Métropole quinze jours au moins avant le début de l'enquête et pendant toute la durée de celle-ci ainsi qu'en mairie de Beaulieu.

Arrêté n°	A2016-90
Transmis en Préfecture le	17 FEV. 2016
Affiché le	17 FEV. 2016
Notifié le	
Identifiant	LMC111580 AR

Fait à Montpellier, le **17 FEV. 2016**
Mme S. JANNIN

Vice-Présidente de Montpellier
Méditerranée Métropole, déléguée au
Développement et l'Aménagement
Durable du Territoire



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Désignation des lieux d'enquête et d'affichage de l'avis d'enquête publique, projet de révision allégée n°2 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Beaulieu

VU le Code de l'environnement et notamment son article R.123-11 ;

VU la demande de désignation d'un commissaire enquêteur formulée par Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole en date du 15 décembre 2015 auprès de Mme la Présidente du Tribunal Administratif de Montpellier en vue de mener l'enquête publique relative au projet de révision allégée n°2 du plan local d'urbanisme (PLU) de la Commune de Beaulieu ;

VU la décision n°E15000211/34 en date du 13 janvier 2016 de Mme la Présidente du Tribunal Administratif de Montpellier désignant M. Hervé SEELEUTHNER en qualité de Commissaire Enquêteur ;

VU l'arrêté n°A2016-66 du 28 janvier 2016 portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans les domaines du Développement, de l'Aménagement Durable du Territoire et de l'Espace Public, de l'Habitat, en qualité de Vice-Présidente déléguée ;

ARRÊTE

Article 1 : Il est procédé à une enquête publique portant sur le projet de révision allégée n°2 du plan local d'urbanisme (PLU) de la Commune de Beaulieu, pour une durée de 34 jours consécutifs, du vendredi 11 mars à partir de 14H jusqu'au mercredi 13 avril 2016 à 12H.

Article 2 : L'avis au public sera publié par voie de presse dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le département de l'Hérault, quinze jours au moins avant le début de l'enquête publique et rappelé dans les huit premiers jours de celle-ci.

Article 3 : Cet avis sera affiché sur les panneaux extérieurs d'affichage officiel de Montpellier Méditerranée Métropole et de la mairie de Beaulieu, quinze jours au moins avant le début de l'enquête publique et pendant toute la durée de celle-ci.

Article 4 : L'avis au public concernant l'enquête publique relative au projet de révision allégée n°2 du plan local d'urbanisme (PLU) de la Commune de Beaulieu, fera également l'objet de mesures de publicité par voie d'affiches, quinze jours au moins avant le début de l'enquête publique et pendant toute la durée de celle-ci, en commune de Beaulieu, sur les lieux d'affichage suivants :

- Au niveau de l'avenue de Saint-Drézéry, à proximité de la voie d'accès aux 3 parcelles concernées par le projet (zone du chemin des Vignes) ;

- Aux deux entrées de la rue Olivier de Serres, à proximité de l'avenue Général Pamphile Lacroix.

Article 5 : L'avis au public sera, en outre, publié sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole à l'adresse <http://www.montpellier3m.fr>, quinze jours au moins avant le début de l'enquête publique et pendant toute la durée de celle-ci. Il sera également publié sur le site internet de la Commune de Beaulieu à l'adresse <http://www.mairiedebeaulieu.fr>, quinze jours au moins avant le début de l'enquête publique et pendant toute la durée de celle-ci.

Article 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2016-91
Transmis en Préfecture le	17 FEV. 2016
Affiché le	17 FEV. 2016
Notifié le	
Identifiant	Imc 1112125-AR

Fait à Montpellier, le
Mme S. JANNIN

17 FEV. 2016

Vice-Présidente de Montpellier
Méditerranée Métropole, déléguée au
Développement et l'Aménagement
Durable du Territoire



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Lattes "Changement de véhicule". Autorisation de stationner n°6

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU la loi n° 95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n° 95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n° 2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n° 2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n° 73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n° 78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;

- VU l'arrêté 20141393 du 10 octobre 2014 relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'arrêté municipal du **17 octobre 2013** ;
- CONSIDERANT que la **Société Taxi Sud Hérault**, titulaire d'une autorisation de taxi à **Lattes**, a procédé au changement de son véhicule ;

ARRETE

ARTICLE 1^{er} : La **Société Taxi Sud Hérault**, domiciliée **5 bis rue George Sand à Frontignan (34 110)**, est autorisé à stationner avec le véhicule **Mercedes Benz type Classe E** immatriculé **DV - 295 - XG**, sur le territoire de la commune de **Lattes** dans l'un des emplacements réservé aux taxis.

ARTICLE 2 : La présente autorisation est délivrée sous le numéro **6**, sous réserve :

- d'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
 - d'être en possession pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le préfet ou sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
 - d'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat.
 - que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n° 95-935 susvisé,
- Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est pas exploitée de façon effective ou continue.

ARTICLE 3 : L'arrêté du **17 octobre 2013**, n° **20131246** susvisé, est abrogé.

ARTICLE 4 : Messieurs le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole, le Directeur Général des Services de la Commune de Lattes, sont chargés en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à M. le Préfet.

Arrêté n°	A2016-92
Transmis en Préfecture le	2 6 FEV. 2016
Affiché le	
Notifié le	
Identifiant	<i>Lmc/M 2727AS</i>

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL

2 6 FEV. 2016

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

PARTIE 4 - SOMMAIRE

Pages

- Certificat d’affichage – Mention de la signature en date du 11 janvier 2016 de la convention entre Montpellier Méditerranée Métropole et le constructeur Kaufman & Broad dont l’objet est la prise en charge par le promoteur d’une partie des équipements à réaliser du secteur de Projet Urbain partenarial (PUP) « Moulin des Sep Cans – Petit train » sur le territoire de la commune de Montpellier

457



CERTIFICAT D’AFFICHAGE

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole certifie qu'a été affichée, à compter du 15 janvier 2016 inclus jusqu'au 15 février 2016 inclus sur le panneau d'affichage officiel de la métropole situé à l'extérieur du siège de la Métropole :

- Mention de la signature en date du 11 janvier 2016 de la convention entre Montpellier Méditerranée Métropole et le constructeur Kaufman et Broad dont l'objet est la prise en charge par le promoteur d'une partie des équipements à réaliser du secteur de Projet Urbain Partenarial (PUP) « Moulin des Sept Cans – Petit train » sur le territoire de la commune de Montpellier. Indication est également donnée du lieu où le dossier complet peut être consulté.

Fait à Montpellier, le **18 FEV. 2016**

Philippe SAUREL

Le Président de Montpellier Méditerranée Métropole